



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries mai 2012

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er mai

CAUSERIE

Les causeries et infos en bref d'avril sont disponibles au format pdf, 177 pages. Les articles de presse également, 30 articles sur 44 pages + liens vers chaque article.

N'ayant pas le temps de rédiger quelques lignes sur le 1er mai, j'ai mis plusieurs articles relatif au 1er mai dans la rubrique *Défense du marxisme* étendue à la défense du mouvement ouvrier internationale, à son histoire. La suite demain.

Résister, lutter, vaincre ou périr, le capitalisme appartient au passé, le futur nous appartient, le socialisme vaincra ! Vive la lutte de classe du prolétariat international, en avant vers le socialisme !

Bonne manif à tous !

(Suite le 1er mai au matin.)

Je suis harcelé par Fesse bouc qui me laisse des messages dans ma boîte aux lettres, dans le genre : "*vous avez des notifications en attente*", alors que je n'ai rien demandé à personne ! Fesse bouc peut valoir 100 milliards de dollars, c'est pas cher payé pour la première agence de renseignement internationale ! Notez que ce n'est pas faire preuve de paranoïa, puisqu'ils savent où me loger.

J'ai reçu le témoignage de deux travailleuses inorganisées qui ont participé au meeting de Mélenchon à Toulouse ainsi que la réunion organisée par le Front de gauche après le 1er tour de la présidentielle, je n'ai pas encore eu le temps d'ouvrir leur fichier word. Nouvelles d'Inde.

Plus de coupures de courant depuis trois jours. J'ai appris ce matin la mise en service de la centrale nucléaire située à quelque 300 kms de chez nous. Une bonne nouvelle. Une mauvaise qui se termine bien, ce matin on a trouvé un cobra dans le jardin, je l'ai aperçu de l'endroit où j'écris ces lignes. Impressionnant, c'était la première fois que j'en voyais un dans son milieu naturel, l'animal n'a pas osé m'affronter et préféré s'enfuir le lâche ! On a fait rentrer le chien par précaution.

Ma belle-mère a dû attendre le 20 avril pour toucher sa retraite, celle de son époux décédé au titre de son combat contre l'Empire britannique (freedom fighter), parce que les caisses des banques d'Etat étaient vides. Il paraît que c'était le cas dans tous les ministères. Explication. L'année comptable et fiscale se terminent fin mars, comme au Japon, du coup il a fallu un certain temps avant que le gouvernement central à Delhi affecte le budget qui avait été adopté à chaque ministère pour régler leurs factures, leurs fonctionnaires et les retraites. L'Inde est un bordel monstre, sa bureaucratie tentaculaire.

Le prix du paquet de cigarettes que je fume (Gold Flake) est passé de 40 à 50 roupies, soit 25% d'augmentation. J'ai fait une entorse à mon régime et je me suis acheté une bouteille de "Port wine", une sorte de Porto indien, la bouteille est passée de 200 à 240 roupies, soit 20% d'augmentation. Le prix de ma moto achetée 45 000 roupies il y a 5 ans était passé à 69 000 roupies en 2011, au mois d'avril 2012 il est passé à 85 000 roupies, près de 100% d'augmentation en 5 ans.

A part cela officiellement l'inflation serait de 6,9% ! Un de mes beaux-frères m'a signalé que tous les biens d'équipement qui jusqu'à présent n'avaient subi que des hausses modérées ou n'avaient pas augmenté, viennent d'augmenter de 5 000 roupies ou plus, le réfrigérateur que j'ai acheté il y a 3 ou 4 ans 13 000 roupies en vaut aujourd'hui 20 000. Donc dorénavant ce sont tous les prix qui sont orientés à la hausse.

A propos du 1er mai.

Le 1er mai Sarkozy, Le Pen et leurs miliciens descendent dans la rue avec le drapeau des Versaillais, honte dans nos rangs à tous ceux qui arborent fièrement la cocarde tricolore, honte à tous ceux qui entonnent leur Marseillaise. A bas la réaction ! A bas la contre-révolution, vive la lutte internationale du prolétariat pour son émancipation du joug du capitalisme, vive le communiste !

Alors que le 1er mai prend cette année une tournure plus politique contre Sarkozy et ce qu'il incarne, FO s'est une nouvelle fois singularisé dans la mauvaise direction, en refusant de manifester avec les autres syndicats, sous prétexte que leurs défilés seraient trop politique à son goût, ainsi, au nom de l'indépendance des syndicats par rapport au partis, FO et le POI jouent la carte de la division et volent au secours de Sarkozy, ce qui ne nous étonne pas vraiment.

Défense du marxisme.

Pour commémorer le 1er mai à notre manière, je vous propose quelques extraits commentés des oeuvres des marxistes.

Marx dans une lettre à Bolte (23-11-1871) :

- « Pour devenir politique, un mouvement doit opposer aux classes dominantes les ouvriers agissant en tant que classe pour les faire céder au moyen d'une pression de l'extérieur. Ainsi l'agitation est purement économique lorsque les ouvriers tentent, par le moyen de grèves, etc., dans une seule usine ou même dans une seule branche d'industrie, d'obtenir des capitalistes privés une réduction du temps de travail ; en revanche, elle est politique lorsqu'ils arrachent de force une loi fixant à huit heures la journée de travail, etc. De tous les mouvements économiques isolés des ouvriers se développe partout un mouvement politique, autrement dit un mouvement de classe, en vue de réaliser ses intérêts sous une forme générale qui ait force de contrainte pour la société entière. Ces mouvements supposent une certaine organisation préalable en même temps qu'ils sont à leur tour un moyen de développer cette organisation. »

Ne pas confondre un mouvement social qui devient politique dès lors qu'il pose une ou des revendications collectives ou concernant l'ensemble de la classe ouvrière et donc le capitalisme dans son ensemble (retraite, Sécu, etc), et des objectifs politiques qui se rapportent à l'Etat, à son fonctionnement, aux rapports entre les classes qu'il incarne, au-delà, à la nature même de l'Etat dont ils peuvent être la négation.

Extrait. L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine :

-"Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard,- à cette échelle, c'est une question de détail,- il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence ; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhenskéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. La victoire de la social-démocratie révolutionnaire à l'échelle mondiale est absolument inévitable, mais elle se poursuit et se poursuivra, elle se fait et se fera uniquement contre vous; elle sera une victoire sur vous.

Les deux tendances, disons même les deux partis dans le mouvement ouvrier contemporain, qui se sont si manifestement séparés dans le monde entier en 1914-1916, ont été observées de près par Engels et Marx en Angleterre pendant plusieurs dizaines d'années, de 1858 à 1892 environ.

Ni Marx, ni Engels n'ont vécu jusqu'à l'époque impérialiste du capitalisme mondial, dont le début ne remonte pas au-delà de 1898-1900. Mais l'Angleterre, dès le milieu du XIX^e siècle, avait ceci de particulier qu'au moins deux traits distinctifs fondamentaux

de l'impérialisme s'y trouvaient réunis :

- 1) d'immenses colonies et
- 2) des profits de monopoles (en raison de sa situation de monopole sur le marché mondial).

Sous ces deux rapports, l'Angleterre faisait alors exception parmi les pays capitalistes. Et Engels et Marx, analysant cette exception, ont montré, d'une façon parfaitement claire et précise sa liaison avec la victoire (momentanée) de l'opportunisme dans le mouvement ouvrier anglais.

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution. »

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement ».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868;

« la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »...

« Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés,

« ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste."

Dites-moi, ne retrouvez-vous pas ici ce que je ne cesse de répéter et que mes adversaires ne veulent pas entendre ?

Le "*noeud de la tactique*" (front unique à toutes les sauces), nos dirigeants nous l'ont passé autour du coup, il ne reste plus à nos bourreaux qu'à tirer sur la corde pour nous faire rendre gorge pour un crime que nous n'avons pas commis, sinon d'avoir eu la prétention ou l'audace de vouloir vivre mieux, ce qui est incompatible avec la survie du capitalisme.

Il y a 130, à propos d'un parti comparable au PS, Engels rapportait ce qu'en pensaient les ouvriers : "*ici, point de parti ouvrier*", ce que pensent les travailleurs en France à propos du PS en 2012, ce sont bien les seuls ou presque. Lénine nous invitait à "*étudier ces "déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels*", c'est ce que nous faisons ici et qui répugne à tant d'autres.

F. Engels - Lettre à Joseph Bloch - Londres, le 21-22 septembre 1890 - Extrait.

"D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx, ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde. La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme. Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards (c'est-à-dire de choses et d'événements dont la liaison intime entre eux est si lointaine ou si difficile à démontrer que nous pouvons la considérer comme inexistante et la négliger). Sinon, l'application de la théorie à n'importe quelle période historique serait, ma foi, plus facile que la résolution d'une simple équation du premier degré.

Nous faisons notre histoire nous-mêmes, mais, tout d'abord, avec des prémisses et dans des conditions très déterminées. Entre toutes, ce sont les conditions économiques qui sont finalement déterminantes. Mais les conditions politiques, etc., voire même la tradition qui hante les cerveaux des hommes, jouent également un rôle, bien que non décisif."

Non décisif dans le sens où ce ne sont pas les conditions politiques qui modifient les rapports entre les classes, mais le bouleversement apporté aux rapports de production existant, qui n'est possible que par la modification des conditions politiques, par la modification du rapport entre les classes de dominant à dominé, pour savoir quelle classe détient vraiment le pouvoir, il suffit de se demander quelle classe est dominante au sein des rapports sociaux de production.

Non décisif ne voulait pas dire non indispensable dans la lettre d'Engels. De même Marx et Engels employaient souvent le mot nécessaire pour dire indispensable, ils évoquaient quelque chose qui allait de soi, qu'il s'agisse d'un processus dialectique ou naturel, déterminé ou encore un simple constat, l'évolution de rapports inéluctable.

Sans cette "*superstructure*", la situation économique ne serait pas ce qu'elle est, "*superstructure*" qu'incarne l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, du rentier. Les conditions économiques ne peuvent pas se passer de la superstructure pour s'imposer, car il ne s'agit pas de conditions économiques propres à un capitaliste isolé qui voudrait les imposer à ses ouvriers, mais à toute une classe qui doit se soumettre l'ensemble de la classe des exploités à l'échelle d'un pays et du monde. Comme elles couvrent le champ de toute la société, elles donnent en même temps leur forme à ses structures qu'elles a développées et qui lui sont soumises, tout en alimentant la lutte des classes et en s'adaptant au rapport de force entre les classes.

Il en est ainsi lorsque la classe des capitalistes constate qu'elle a un boulevard devant elle ou que la voie est dégagée parce que le prolétariat est divisé et désarmé politiquement, faiblement organisé, elle passe à l'offensive pour profiter des conditions économiques qui lui sont favorables, ce qui se traduit pas une amplification de l'exploitation (productivité, compétitivité, profitabilité, etc.).

Conditions économiques et conditions politiques sont liées. La lutte pour l'abolition du capitalisme est déterminante parce qu'elle situe l'objectif de notre combat politique. Les deux sont indissociables ou devraient l'être. Thibault a appelé à "battre Sarkozy", mais il s'est bien gardé d'appeler à abattre le capitalisme, pas question que le pouvoir détenu par la classe des capitalistes passe aux mains de la classe ouvrière.

Pour connaître les véritables intentions d'un parti, s'il est digne de confiance ou non, il suffit de lire dans son programme si l'abolition du capitalisme y figure et d'observer de quelle manière il le traduit sur le plan pratique et politique, s'il se donne ou non les moyens d'avancer vers cet objectif qui passe par le renversement du régime, la liquidation des institutions, de l'Etat capitaliste.

Après toutes ces réflexions, dites-nous ce qu'il faut penser de ceux dont la "propagande (est) en faveur de l' « unité » avec les opportunistes", ces "vendus", ces "agents au sein du mouvement ouvrier", "cette racaille", ces "gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...", dont la principale fonction est de "favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste sous le masque du socialisme pour mieux les tromper ?

Il y en a parmi nous, qui arrivés déjà à un certain âge continuent d'étudier le marxisme, ils ont raison, ils en ont grand besoin. On aurait pu se passer de ces citations, vous savez que j'ai en horreur de m'en servir, c'était juste pour vous montrer d'où je tire mon inspiration et que je ne suis pas le seul à penser ainsi.

Bruit de campagne

Les cautions pourries de l'hystérique du Palais.

Nicolas Sarkozy a annoncé lundi son intention de porter plainte cette semaine contre le site d'informations Mediapart à la suite d'informations, qu'il dément formellement, sur un soutien financier présumé de la Libye de Mouammar Kadhafi lors de sa campagne présidentielle de 2007.

"Nous déposerons plainte contre Mediapart", a déclaré le président candidat sur France 2, en dénonçant comme un faux le document publié par le site - une note de 2006 présentée comme émanant des services secrets libyens dans laquelle le régime de Tripoli déclarerait avoir choisi d'appuyer la campagne de Nicolas Sarkozy pour un "montant de cinquante millions d'euros".

"Ce document est un faux grossier (...) tout simplement parce que les deux personnes en Libye censées avoir envoyé ce document et le recevoir l'ont démenti", a-t-il ajouté en accusant une nouvelle fois Mediapart d'être une "officine".

Un des responsables libyens mis en cause, Bachir Saleh, alors directeur de cabinet de Mouammar Kadhafi, a fait savoir dimanche via son avocat qu'il exprimait "les plus expresses réserves sur l'authenticité de la note publiée par Mediapart". (Reuters 30.04)

Tout ne se vaut pas. Il y a une morale; ceux qui mentent, ceux qui font défaut doivent être condamnés par la justice", a dit Sarkozy. "Le Canard, on lui a coupé la tête. C'était un document faux. Mediapart est une officine, (Edwy) Plenel (directeur du site Mediapart) c'est le bidonnage à chaque fois, ce document est un faux grossier", a répété le président sur France 2. (l'express. fr 30.04)

Lui qui ment comme il respire, il ne perd rien pour attendre pour être présenté devant la justice et passer quelque temps à l'ombre

Normal, tandis que Bachir Saleh est recherché par Interpol, il vit tranquillement en France protégé par Sarkozy, il ne va pas cracher dans la soupe au risque de se faire expulser en Libye, les milices l'égorgeraient comme un chien !

Quant au second protagoniste de cette affaire, Moussa Koussa, ex-chef des services de renseignements extérieurs de la Libye, il coule des jours paisibles à Doha, le quartier général de la contre-révolution qui finance les mercenaires agissant en Syrie pour déstabiliser le régime après avoir œuvré en Libye à la chute de Kadhafi au côté de la coalition impérialiste américano-franco-britannique. Ce n'est pas lui qui va contredire ses mentors, on ne donnerait pas cher de sa peau.

Par ailleurs et peut-être en relation avec cette affaire, on a appris par l'AFP que : Choukri Ghanem, qui avait été le chef du gouvernement de 2003 à 2006 et ministre du pétrole, ainsi que président de la société d'état pétrolière, de 2006 à 2011, qui avait rompu avec le dictateur en mai 2011 et s'était installé à Vienne a été retrouvé noyé, alors que la police a évoqué un contact du ministre avec un journaliste étranger.

Les autorités autrichiennes ont écarté, à priori, une intervention extérieure: "La cause de la mort est une noyade. Il n'y a pas d'éléments (indiquant) une responsabilité extérieure à ce moment" de l'enquête, a expliqué Roman Hahslinger, porte-parole de la police de Vienne. (AFP 30.04)

Sans doute l'oeuvre de l'internationale des barbouzes, CIA, MI6, DCRI, Mossad et Cie.

Une maladresse condamnée par le patronat.

À la veille du rassemblement prévu par Nicolas Sarkozy le 1er-Mai, François Chérèque a estimé lundi, dans un entretien à Libération, que le discours du président de la République sur le travail était devenu "*insupportable*" et que la confiance entre l'Elysée et les syndicats serait difficile à restaurer s'il était réélu.

Nicolas Sarkozy organise mardi, lors de la journée du travail marquée traditionnellement par des défilés des organisations syndicales, un grand rassemblement place du Trocadéro à Paris.

François Chérèque ne donne toutefois pas de consigne de vote, contrairement à la CGT qui a appelé à "*battre Nicolas Sarkozy*".

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu*." (Le jaune il en connaît un rayon en la matière ! -Ndlr)

François Fillon a dit "*regretter*" lundi les propos de François Chérèque, mais aussi les attaques dont font l'objet les organisations syndicales.

"*Je trouve que François Chérèque devrait se tenir à l'écart de ce débat*", a dit le Premier ministre sur RTL. "*Nous, de notre côté, nous devrions éviter toutes les remarques désagréables à propos des syndicats (...) je n'aime pas qu'on critique les syndicats parce que les syndicats sont nécessaires au fonctionnement de l'économie et du système social français*", a-t-il ajouté. (Reuters 30.04)

Il voulait dire "*les dirigeants syndicaux comme Chérèque, Thibault, Mailly et consorts sont nécessaires au bon fonctionnement de l'économie capitaliste*", foutez-leur la paix.

Qu'est-ce qui inquiète tant Chérèque ?

A propos de l'expression employée par La Talonnette pour sa manifestation au Trocadéro à Paris le 1er mai, la "*vraie fête du travail*".

"Ce type de discours, qui pousse à la division, est devenu insupportable", dit François Chérèque dans un entretien à Libération. "*Je n'ai pas souvenir d'une telle agressivité vis-à-vis des organisations syndicales, fondée qui plus est sur de faux constats. La confiance sera donc difficile à restaurer*", ajoute-t-il.

D'après lui, "*se retrouver, après le scrutin, face à un élu que l'on aurait appelé à sanctionner dans les urnes, c'est mettre le syndicalisme dans une situation difficile*". Dans le cas inverse, ce serait se placer "*dans une position de soumission par rapport à l'élu que l'on aurait soutenu*." (Reuters 30.04)

Chérèque table sur la réélection de Sarkozy. Dans ce cas-là il lui serait plus difficile encore de faire admettre à sa base les rapports fraternels qu'il entretenait avec le petit monarque... Sarkozy met en porte-à-faux Chérèque qui du coup est obligé de gauchir son discours, ce qui entre nous doit lui répugner.

Enrichissement personnel, détournement de fonds publics, escroquerie ?

Le militant écologiste grenoblois Raymond Avrillier, qui a reçu sur injonction de la justice des documents concernant les sondages commandés par la présidence de la République entre 2007 et 2009, a dénoncé des "*irrégularités*" et "*l'ivresse sondagière*" de Nicolas Sarkozy. "*264 sondages pour un montant de 6,35 millions d'euros ont été commandés par la présidence de la République entre juin 2007 et juillet 2009 dont certains ont été clairement utilisés par l'UMP notamment en vue de l'élection présidentielle de 2012*", a annoncé à Grenoble lors d'une conférence de presse Raymond Avrillier, qui assure n'avoir "*obtenu que 134*" de ces documents.

L'écologiste affirme, par ailleurs, ne pas avoir reçu les bons de commandes de sondages "*indirects*" commandés par l'intermédiaire des cabinets d'études Publifact, PubliOpinion et Giacometti lesquels n'ont, en outre, jamais été mis en concurrence comme le prévoit la loi, d'après lui. "*Cette surfacturation potentielle par ces intermédiaires soulève la question d'une sortie irrégulière d'argent des caisses de l'Etat*", avance l'ex-élu grenoblois, alors que ces prestations ont été facturées 2,98 millions d'euros au total à Publifact et PubliOpinion et 1,38 million à Giacometti Péron, détaille-t-il.

Après la publication d'un rapport de la Cour des comptes épinglant l'Elysée sur des facturations d'études d'opinion, la cour d'appel de Paris s'était opposée, en novembre 2011, à ce qu'un juge d'instruction enquête sur le contrat, sans mise en concurrence, conclu en 2007 entre l'Elysée et Publifact pour la réalisation de sondages.

Raymond Avrillier a déposé des recours auprès du tribunal administratif de Paris pour que lui soit communiqués les documents manquants, et a formulé également une nouvelle demande pour obtenir les documents des années 2010, 2011 et 2012. (lexpansion.com 30.04)

Rien de plus facile de faire faire des sondages bidons, de les facturer au prix fort, puis de reverser une partie de la facture (commission) à leur commanditaire. J'ai mis un point d'interrogation au titre pour éviter un éventuel procès en diffamation.

On peut absolument tout dire, à condition de s'entourer de quelques précautions d'usage, c'est mieux que de se taire, se soumettre, bref, de se compromettre par notre silence, vous voyez de qui je veux parler...

Il revendique clairement le permis de tuer.

Environ 300 policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis lundi à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense, cinq jours après qu'un des leurs a été mis en examen pour homicide volontaire.

Ils sont venus écouter des policiers qui ont été reçus en délégation un peu plus tôt dans la journée à la préfecture. Ce sont les mêmes qui avaient rencontré Nicolas Sarkozy jeudi, au lendemain de la mise en examen de leur collègue.

"A partir du moment où un individu jette un grenade, braque un policier, il faut que le policier puisse se défendre", a expliqué Stéphane, un des membres de cette délégation, qui n'a pas souhaité donner son nom.

"Aujourd'hui, c'est soit on se fait tuer, soit on va en prison. Il faut une alternative", a renchéri un de ses collègues, Mickaël.

Les policiers de la délégation, "ni politisés, ni syndicalistes", ont appelé leurs collègues à ne plus faire de rassemblement et à laisser le groupe travailler.

"On a montré qu'on était capables de se mobiliser sans les syndicats", qui ont été très critiqués dans ce rassemblement, s'est félicité un policier. (AFP 30.04)

Et quand l'individu en question vous tourne le dos, vous revendiquez le droit de le tuer, de l'assassiner en fait, pourquoi ne pas viser les jambes, les bras ou l'abdomen ?

Réforme, réguler la finance, les marchés : baliverne, un marché de dupes, la preuve.

La réglementation concernant le trading à haute fréquence pousse les investisseurs utilisant cette technique boursière ultra-rapide à se tourner vers des plateformes d'échanges moins régulées, a estimé lundi le directeur général de l'opérateur NYSE Euronext.

"Je pense qu'ils transfèrent une partie de leurs volumes des marchés régulés vers des marchés moins régulés", a dit Duncan Niederauer, lors d'une conférence téléphonique à l'occasion de la publication des résultats trimestriels du groupe boursier.

M. Niederauer s'exprimait sur le comportement des acteurs du trading à haute fréquence, confrontés à une réglementation qui tente de mieux surveiller cette pratique qui consiste à utiliser des ordinateurs pour acheter et de vendre des titres en Bourse à des vitesses proches de la milliseconde.

Le patron de NYSE Euronext a indiqué que ces investisseurs, souvent des fonds spéculatifs ou des grandes banques, se tournaient vers "d'autres classes d'actifs et zones géographiques", que les marchés traditionnels d'actions.

Il a indiqué en outre que cette tendance était alimentée par "la baisse de la volatilité et des volumes" sur les marchés boursiers.

Des marchés erratiques, comme lors de l'été 2011 au paroxysme de la crise de la dette en zone euro, favorisent en effet l'intervention des investisseurs les plus spéculatifs, qui utilisent souvent le trading à haute fréquence pour dégager des marges. (AFP 30.04)

Actualité en titres

Mimétisme (1)

- Péresse: «Les syndicats et la gauche n'ont pas le monopole de la représentation des travailleurs» - Public Sénat

Comme la droite et le Medef n'a pas le monopole de la représentation des capitalistes, c'est bien cela n'est-ce pas ? Ceci explique cela.

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

La priorité accordée par l'Union européenne à l'austérité ne doit pas être remise en question même si les moyens de stimuler la croissance sont au coeur des discussions des prochaines semaines, a déclaré lundi le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble.

"La consolidation budgétaire est non seulement nécessaire mais elle est nécessaire dans un but précis: générer une croissance durable, qui est le meilleur moyen de générer de l'emploi", a-t-il dit lors d'une conférence de presse commune avec le ministre espagnol de l'Economie, Luis de Guindos.

"La consolidation économique et budgétaire est la première condition. Si nous parlons aujourd'hui de croissance, il ne faut pas comprendre cela comme un changement de cap. Ce serait une erreur. La priorité (à l'austérité) doit demeurer", a-t-il ajouté, avant de juger que l'Espagne était sur la bonne voie.

Evoquant l'élection présidentielle française, il a estimé que son résultat ne remettrait pas en question le pacte budgétaire européen. (Reuters 30.04)

2- Italie

Le gouvernement de Mario Monti a adopté lundi soir en Conseil des ministres une série de mesures en vue de réduire les dépenses publiques de façon structurelle en repérant les *"gaspillages"* et afin d'éviter à plus court terme une nouvelle hausse de la TVA.

"Le montant total de la réduction de la dépense publique est de 4,2 milliards d'euros, un montant qui servira à éviter l'augmentation de la TVA de deux points prévue pour octobre prochain", a déclaré M. Monti à l'issue du Conseil, qui a duré presque six heures. (AFP 30.04)

Six heures, c'est long, ils ne seraient pas un peu crispés par hasard ?

3- Portugal

Le Portugal, sous assistance financière, a présenté lundi sa stratégie budgétaire pour les quatre prochaines années misant sur une légère reprise dès l'année prochaine alors que les craintes d'un scénario semblable à la Grèce se sont apaisées.

Les prévisions du gouvernement *"assurent la stabilité nécessaire à l'ajustement de l'économie"*, souligne le *"document de stratégie budgétaire (2012-2016)"* qui doit être transmis au parlement et remis à la Commission européenne ce lundi.

Le Parti socialiste (PS), principale force d'opposition, s'est d'ores et déjà plaint du délai trop court accordé au parlement pour en prendre connaissance.

"Le gouvernement a approuvé et envoyé à Bruxelles un document important sans entendre le PS et le parlement", a fait valoir Joao Ribeiro, porte-parole du PS lors d'une conférence de presse.

Jusqu'à présent, le PS avait accordé au gouvernement de centre-droit du Premier ministre Pedro Passos Coelho un soutien critique à son programme de réformes et de rigueur mis en oeuvre en échange de l'aide de 78 milliards d'euros accordée par l'UE et le FMI en mai 2011, alors que les socialistes étaient au pouvoir.

"Avec cette attitude, le gouvernement affaiblit le consensus politique national", a estimé le porte-parole du PS, précisant que son parti *"prendra une position après avoir pris connaissance du document"*. (AFP 30.04)

4- Grèce

La Grèce a ouvert dimanche son premier centre de détention spécifiquement conçu pour accueillir les immigrés illégaux, à

une semaine d'élections législatives dont le contrôle de l'immigration est devenu un enjeu central.

Quelque 130.000 clandestins franchissent chaque année les frontières poreuses du pays, la plupart en provenance de Turquie, et les autorités grecques étaient jusqu'à présent contraintes de relâcher la plupart de ceux qui étaient arrêtés faute de lieu où les héberger.

Dimanche, 56 clandestins ont été conduits au centre de détention d'Amygdaleza, à l'ouest d'Athènes, qui peut en accueillir au total un millier, a-t-on appris de source policière.

La Grèce prévoit d'ouvrir une cinquantaine de centres de ce genre d'ici mi-2013. Les clandestins seront logés dans des préfabriqués conçus à l'origine pour offrir un abri d'urgence aux victimes de catastrophes naturelles. (Reuters 30.04)

La Grèce ne sera plus qu'un immense camp ! A l'image de la Palestine occupée.

5- Israël

5.1- Israël a entrepris lundi la construction d'un mur sur un kilomètre de sa frontière avec le Liban, présenté comme indispensable pour assurer la protection de la localité de Metulla.

Une barrière de sécurité court déjà tout le long de la frontière avec le Liban, mais l'armée israélienne a jugé nécessaire de renforcer le dispositif par un mur de ciment de 5 à 7 mètres de haut sur cette petite portion qui sépare Metulla du village libanais de Kila.

"Il s'agit d'éviter des tirs depuis le territoire libanais vers le territoire israélien. Au cours des dix-huit mois écoulés, il y a eu un certain nombre d'incidents", a expliqué le colonel Amit Fisher au micro de Radio Israël.

L'armée israélienne précise que ce projet a été conçu en coordination avec les casques bleus de l'Onu, qui surveillent le cessez-le-feu en vigueur depuis la fin de la guerre entre Israël et le Hezbollah libanais, en 2006, et l'armée libanaise.

Israël mène parallèlement la construction d'une barrière de sécurité sur sa frontière sud, avec l'Egypte.

Ces dispositifs rappellent le mur qui court le long de la Cisjordanie, empiétant largement sur le territoire occupé et que la Cour internationale de justice a jugé illégal. (Reuters 30.04)

5.2- La menace iranienne provoque des dissensions en Israël. L'ancien Premier ministre Ehud Olmert vient de joindre sa voix à ceux qui, dans l'Etat hébreu, émettent des doutes sur la virulente campagne de contre l'Iran menée par le Premier ministre Benjamin Netanyahu: *"On n'a aucune raison, pour le moment, de ne pas parler d'un effort militaire,"* at-il déclaré dimanche alors qu'il était interrogé par la chaîne israélienne Channel 10, *"mais il n'y a certainement aucune raison d'engager une frappe militaire israélienne."*

Cette remarque intervient au lendemain de l'intervention de l'ancien patron du Shin Beth, le service de sécurité intérieure israélien, Yuval Diskin, qui a accusé le Premier ministre Benjamin Netanyahu et le ministre de la Défense Ehud Barak de "tromper" les Israéliens sur l'Iran.

"Je ne pense pas qu'ils soient à un niveau suffisant pour gérer un tel événement (une guerre avec l'Iran) et la mener à bien (...). Je n'ai pas confiance", a affirmé Yuval Diskin lors d'une réunion publique, selon le quotidien Haaretz. *"Ils trompent le pays sur la question de l'Iran. Ils affirment que si Israël agit, l'Iran n'aura pas la bombe nucléaire. C'est trompeur."*

"De nombreux experts israéliens affirment qu'une attaque israélienne va en fait accélérer la course au nucléaire de l'Iran", a ajouté Yuval Diskin, qui a dirigé le Shin Beth de 2005 à 2011. *"Je ne crois pas en un leadership qui prend des décisions basées sur des sentiments messianiques"* a ajouté l'ex-dirigeant du Shin Beth.

Meir Dagan, l'ancien chef des services de renseignement israéliens (Mossad) a également adopté un ton très dur contre le Premier ministre en qualifiant d'éventuelles attaques contre l'Iran de *"dangereuse aventure"*.

Et la semaine dernière, c'est le chef d'état-major, le général Benny Gantz, qui a confié à Haaretz ne pas croire que le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, *"voudra franchir le pas supplémentaire"* nécessaire pour la production d'armes nucléaires. *"Mais j'admets qu'une telle capacité (nucléaire) dans les mains de fondamentalistes islamiques, qui pourraient à un certain moment se livrer à d'autres calculs, est dangereuse"*, a souligné le général.

Selon un haut responsable israélien, s'exprimant sous couvert de l'anonymat, *"le général Gantz ne fait que répéter tout haut et publiquement ce que les dirigeants militaires, y compris son prédécesseur le général Gaby Ashkenazi, n'ont cessé de dire"*

aux politiques ces dernières années".

En mars déjà, le *New York Times* avait indiqué que le service de renseignements israélien, le Mossad, partageait l'analyse américaine sur ce point.

Cette analyse tranche avec le discours du Premier ministre Benjamin Netanyahu, qui accusait il y a une semaine "les gens qui refusent de voir la menace iranienne" de n'avoir "rien appris de la Shoah".

A son tour, le ministre de la défense Ehud Barak, de retour de Washington, a assuré lui aussi en fin de semaine dernière que l'Iran n'avait "pas encore décidé de produire de bombe atomique". Même Avigdor Lieberman, le très extrémiste ministre des Affaires étrangères, a récemment affirmé à des journalistes israéliens qu'il fallait donner une chance aux sanctions économiques et aux pressions diplomatiques, selon un haut responsable israélien qui s'exprimait sous couvert de l'anonymat. Avigdor Lieberman, aurait estimé la situation en Egypte plus inquiétante pour Israël que les ambitions nucléaires iraniennes. Désormais, a constaté le responsable israélien, "le Premier ministre se retrouve un peu isolé sur l'Iran". (lexpress.fr et AFP 30.04)

Il semblerait que l'Etat sioniste et ses alliés impérialistes aient d'autres chats à fouetter, que leur plan ne se déroule pas comme prévu en Syrie, ce qui les oblige à revoir leur copie sur l'Iran, provisoirement, assurément.

Social

1- France

Deux syndicalistes d'Euro Disney ont été condamnés par le tribunal correctionnel de Meaux à 1.200 euros d'amende avec sursis pour avoir publié sur leur blog des informations jugées diffamatoires, après le suicide de deux salariés en 2010.

Les prévenus, syndiqués à Force Ouvrière (FO), ont par ailleurs été condamnés à verser solidairement quelque 4.500 euros de dommages et intérêts à Euro Disney et à deux de ses responsables, au titre du préjudice moral, a précisé Me Magali Thorne, l'avocate du groupe.

Les deux syndicalistes avaient écrit sur leur blog, début 2010, que la direction d'Euro Disney, le vice-président des ressources humaines et le directeur de la restauration étaient responsables du décès des deux salariés, mettant en cause les conditions de travail pour le premier et le fait que personne n'ait tendu la main au deuxième.

La première victime, un salarié de 30 ans, travaillait dans un restaurant du groupe et sortait d'une période de dépression. Il avait mis fin à ses jours le 21 février 2010 en faisant irruption sur les voies ferroviaires au passage d'un train dans la gare d'Esbly (Seine-et-Marne).

La deuxième, un chef de cuisine âgé d'une quarantaine d'années et père de 4 enfants, s'était suicidé le 26 mars 2010 à son domicile à l'issue d'un arrêt maladie. Il avait gravé sur un des murs de sa maison un ultime message, expliquant ne pas vouloir "retourner chez Mickey".

Lors de sa plaidoirie devant le tribunal, l'avocate d'Euro Disney avait pointé l'absence de "retenue" et de "prudence" des deux syndicalistes. "On ne peut pas accuser l'entreprise ni les personnes désignées d'avoir provoqué cela, aucun de nous n'en est responsable", avait-elle plaidé.

L'avocat des deux prévenus, Me Jacques Renard, avait en revanche mis en cause le groupe, dénonçant des "conditions de travail infernales". Les syndicalistes de FO "ont été un peu incisifs" mais ils "ont eu raison de publier cet article car cela correspond à la stricte réalité", avait-il assuré.

Le substitut du procureur, dans ses réquisitions, s'en était remis à la décision du tribunal. (AFP 30.04)

On espère que leur syndicat fera appel de cette décision inique ou paiera ces dommages et intérêts. Nous soutenons sans réserve ces syndicalistes.

2- Suède

Le géant suédois du meuble Ikea a utilisé des prisonniers politiques en Allemagne de l'Est comme travailleurs forcés dans les années 1970 et 1980, affirme une enquête qui sera diffusée cette semaine à la télévision publique suédoise.

Un reporter de l'émission Uppdrag Granskning a trouvé des documents étayant cette accusation dans les archives de la police secrète de la RDA, la Stasi, selon une bande-annonce de ce programme postée sur le site internet de la télévision publique

sudédoise SVT.

Aucun autre détail n'était disponible sur cette affaire. Le programme sera diffusé mercredi. (AFP 30.04)

N'ont-ils pas martelé que la Suède disposait d'un modèle social exemplaire ?

Economie

Banque

La banque franco-belge en cours de démantèlement Dexia aura sans doute besoin d'être recapitalisée une nouvelle fois, a déclaré le gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB), cité par la presse belge.

Actuellement tributaire des garanties de financement accordées par la Belgique et la France, l'ancien leader mondial auprès des collectivités locales avait déjà été sauvé de la faillite en 2008 grâce à une première recapitalisation publique.

"*Il y a de fortes chances qu'une recapitalisation soit inévitable*", a déclaré Luc Coene selon un article de l'agence de presse belge Belga.

La banque est incapable de lever de nouveaux capitaux par ses propres moyens et une injection de capital alourdirait encore l'ardoise pour les Etats belges et français en pleine période de restriction budgétaire. La banque a reçu plus de 6 milliards d'euros en 2008.

Dexia a dû être secourue une deuxième seconde fois en octobre 2011 par le biais d'un plan de démantèlement mis à en place par Paris, Bruxelles et le Luxembourg. La Belgique a nationalisé la banque de détail belge et de nombreuses cessions d'actifs ont été lancées mais pas toutes avec succès.

Dexia a accusé une perte nette de 11,6 milliards d'euros en 2011 et attend le feu vert de la Commission européenne pour obtenir une garantie d'Etat pour 90 milliards d'euros de financement.

Bien qu'en forte baisse, la taille du bilan de Dexia est considérée par certains analystes comme systémique en cela qu'un défaut de paiement de la banque aurait des conséquences incalculables sur le système bancaire européen.

"*Quelque 250 milliards d'euros d'actifs restent en portefeuille. Si on les vend maintenant, on perd la moitié de cette valeur*", a expliqué Luc Coene.

Ce dernier a plaidé pour mettre en oeuvre une structure de portage avec des garanties d'Etat pour financer ces obligations jusqu'à leur échéance. (Reuters 30.04)

[Haut de page ↗](#)

Le 2 mai

CAUSERIE

A propos du site

2990 visites en avril, 2630 téléchargements

Les 15 fichiers les plus téléchargés :

- tribune/IO195_2.pdf
- archives2010/causeries0312.pdf
- service/texte_poi_230212.pdf
- tribune/IO194_2.pdf
- texte_poi_250412.pdf
- pci306.pdf (à propos du PCI, encêtre du POI-CCI)
- archives2010/archives_presse2010.pdf

- tribune/promethee89.pdf
- tribune/IO196_2.pdf
- tribune/ccit-gb-010512.pdf
- tribune/IO197_2.pdf
- marxisme/ical.pdf (Internationale Communiste après Lénine)
- archives2010/press_04_2012.pdf
- marxisme/revolutionrosalux.pdf
- service/texte_fdg_180312.pdf (sur le Front de gauche)

J'ai ajouté une dizaine d'articles dans le site, dont un rapport (9 pages reformatées) de la Banque mondiale qui montre que "*les prix alimentaires mondiaux ont augmenté de 8 % en quatre mois depuis décembre 2011.*"

Réflexion sur la situation politique

Inutile de s'attarder sur les déclarations que l'on a pu entendre hier qui relèvent de la gesticulation ou de la provocation.

La tension dans le pays qui est encore montée d'un cran à 5 jours du second tour de la présidentielle annonce l'affrontement direct et violent entre les classes qui ne tardera plus à se produire, qui est inévitable.

La soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" jouent le jeu de la réaction, qui en profite pour ressortir tout son vieux fatras anticommuniste et prétendre parler au nom des travailleurs. Au lieu d'unir les travailleurs contre le capital, les institutions et l'UE, la soi-disant gauche et "*gauche de la gauche*" les divisent en se situant sur le terrain choisi par les ennemis de la classe ouvrière.

La lutte contre l'extrême droite et ses thèmes de prédilection, le racisme et la xénophobie, quand elle n'est pas subordonnée au combat pour abattre le capital dans la perspective du renversement du régime en place, l'établissement d'un gouvernement ouvrier, contribue à diviser les travailleurs plutôt qu'à les rassembler contre leur ennemi de classe. Elle affaiblit la résistance de la classe ouvrière et pave ainsi la voie à la réaction et à la répression, à l'anéantissement du mouvement ouvrier.

Il en va de même du soi-disant combat pour la défense ou pour le rétablissement de la démocratie qui en l'absence de toute perspective révolutionnaire revient à soutenir le régime en place.

Dans la mesure où l'on constate que la situation se cristallise autour d'un axe qui oppose entre elles les deux seules classes indépendantes dans la société, celle des capitalistes et celle des travailleurs, il est normal que les syndicats expriment leur rejet des candidats qui incarnent le capital, tout autre attitude revient à diviser les travailleurs en leur laissant le choix de soutenir le (ou les) candidat officiel du capital.

En rejetant le candidat officiel du capital, les syndicats appellent les travailleurs à se situer sur leur terrain de classe, tandis que ceux qui s'y refusent leur laisse le choix de se situer sur le terrain de classe de leur ennemi. Voilà pour l'avantage que l'on peut tirer de la prise de position de plusieurs dirigeants syndicaux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*", alors qu'eux-mêmes sont vendus au régime, ceci n'empêchant pas cela. Contrairement à ceux qui condamnent cette prise de position, Chèreque et Mailly notamment, nous soutenons tout ce qui peut permettre à la classe ouvrière de se situer exclusivement sur son terrain de classe pour la suite de son combat.

En présence de deux candidats incarnant les intérêts du capital, les syndicats auraient dû appeler au boycott du second tour de la présidentiel, mais tel n'a pas été le cas.

En l'absence d'une position des syndicats conforme aux intérêts de la classe ouvrière, dans la situation telle qu'elle vient d'être évoquée, l'appel à "*battre Sarkozy*" sans appeler à voter pour Hollande peut constituer un moindre mal sans se compromettre ou alimenter des illusions dans Hollande, uniquement quand ce mot d'ordre est clairement associé à la nécessité d'abolir le capitalisme et les institutions de la Ve République pour avancer vers le socialisme. Ce n'est évidemment pas le cas de Thibault.

Affirmer que le terrain sur lequel se situe l'élection présidentielle n'est pas favorable à la classe ouvrière est un lieu commun, un euphémisme, il est clairement opposé à ses intérêts de classe dans la mesure où seul par sa mobilisation (révolutionnaire) de masse elle pourra obtenir une amélioration durable de sa condition et transformer de façon révolutionnaire la société.

Dans tous les cas de figure, s'en remettre à un Bonaparte ou à un sauveur suprême ne peut que contribuer à désarmer la classe ouvrière, à l'affaiblir politiquement, c'est l'antithèse de la nécessité pour la classe ouvrière de prendre conscience que sans s'organiser et sans se mobiliser pour la défense et la satisfaction de ses acquis sociaux et politiques, son avenir sera gravement compromis ou pire encore.

La question qui est posée, est de savoir comment peut-on aider les travailleurs à utiliser les contradictions qui ressortent de la situation actuelle, de manière à ce qu'ils estiment légitimes leurs besoins ou aspirations et illégitimes ceux des capitalistes, qu'ils

se placent résolument sur leur propre terrain de classe au lieu de se situer sur celui de leur ennemi, par exemple lorsqu'ils prennent en compte la dette de l'Etat ou le discours sur la crise pour ravalier leurs revendications ou accepter l'idée de nouveaux sacrifices comme une fatalité.

L'incapacité des travailleurs à concevoir que leurs besoins sont légitimes et qu'ils doivent se mobiliser pour les imposer, exprime leur subordination au capital, de la même manière que leur participation massive à l'élection présidentielle exprime leur subordination aux institutions de la Ve République. On pourrait ajouter et leur incapacité à trouver les moyens de remédier à cette situation, de briser leurs chaînes, d'œuvrer à leur émancipation et d'entrevoir le règne de la liberté.

L'élection présidentielle a donné lieu à une vaste opération de manipulation des masses de la part de tous les partis qui y ont participé, au cours de laquelle il était presque impossible aux travailleurs de s'y retrouver, tout a été fait pour qu'il en soit ainsi. Alors que cette élection était appelée dans le cadre de la Constitution bonapartiste et antidémocratique, aucun parti n'a axé sa campagne sur son abolition, y compris le Front de gauche dont la VIe République serait en réalité une copie conforme de la Ve République, ne considérant même pas indispensable de faire disparaître le Sénat par exemple.

Un véritable parti communiste aurait profité de cette occasion pour axer sa campagne sur ce thème qui incarne au plus haut degré le régime qu'il nous faut abattre. Cela lui aurait permis, non pas d'obtenir l'adhésion de larges masses, encore moins d'obtenir un nombre important de voix, mais de proposer une issue politique à l'avant-garde du prolétariat, de recruter sur une ligne politique conforme au socialisme, de construire le parti.

Vous avez tous entendu Poutou (NPA) et Arthaud (LO). Qu'ont-ils dit ? Qu'ils n'attendaient rien de leur participation à cette élection, sinon de présenter leur politique pour renforcer leur parti. Qu'ont-ils dit par là de façon déformée ou limitée, sinon que la priorité du combat de l'avant-garde devait être donnée à la construction du parti, ce que nous ne cessons de marteler en précisant qu'au cours de la période que nous vivons notre politique devait être impérativement subordonnée à cet objectif. Le NPA et LO ne font référence à cet impératif que le temps d'une campagne électorale, autrement dit ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire le parti, ce que démontre le fait que le reste du temps ils en oublient jusqu'à l'existence des institutions de la Ve République.

Un parti ouvrier qui n'axe pas sa politique sur les éléments les plus conscients parmi la classe ouvrière, ne peut prétendre incarner les intérêts collectifs de notre classe, encore moins le socialisme. Il ne peut prétendre construire un parti de militants conscients.

De quoi le PG a-t-il le plus peur, des fascistes ou de la révolution ?

En Grèce, au Portugal, en Espagne, en Grande-Bretagne les semblables à Hollande étaient au pouvoir, et ils ont été balayés aux dernières élections législatives pour s'être attaqués aux acquis des travailleurs tout en leur imposant une politique d'austérité, et le PG fait comme s'il l'ignorait après avoir dit qu'il en tenait compte pour l'oublier quelques semaines plus tard. N'avez-vous pas remarqué que Mélenchon passe son temps semaine après semaine, parfois à quelques jours d'intervalle à dire tout et son contraire ?

Les réflexions que j'ai retenues de deux participantes à la réunion du PG qui a eu lieu après le 1er tour de la présidentielle à Toulouse :

- *"La grande majorité des présents affirme qu'il faut voter Hollande car Sarkozy ne peut plus être maintenu si l'on souhaite préserver le peu d'acquis qu'il reste."*

- *"Il ne faut pas s'imaginer qu'une aggravation des conditions de vie serait forcément favorable à l'extrême gauche. De toutes façons, on ne peut pas prendre le risque d'aggraver la situation en France car c'est déjà quasiment insupportable."*

- *"Vote utile pour Hollande expliquant des résultats moins bons que ceux annoncés par les sondages car revirement la dernière semaine notamment. "*

Le PG roule ouvertement pour Hollande, ce dernier parce qu'il se refusera à appeler les travailleurs à se mobiliser pour soutenir une politique rompant avec le capital, n'aura pas d'autre alternative que d'appliquer la même politique antisociale que tous les autres gouvernements de l'UE.

Bientôt : les affaires Sarkozy.

Le petit dictateur s'en prend aux journalistes qui s'intéressent de trop près à ses affaires

Le site internet Mediapart se déclare mardi *"stupéfait"* d'être l'objet d'une plainte du parquet pour faux et usage de faux après avoir publié un document présenté comme étayant la thèse d'un financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007 par le régime de Mouammar Kadhafi.

Le parquet de Paris a ouvert lundi une enquête préliminaire de police après avoir été saisi d'une plainte déposée par le chef d'Etat sortant contre deux journalistes et le directeur de publication du site d'informations pour "*faux, usage de faux, recel de faux et publication de fausses nouvelles*".

Cette qualification, préférée à celle de la diffamation, va amener la police à s'intéresser au fond du problème et donc à la véracité éventuelle du document publié samedi par Mediapart, portant ce qui est présenté comme la signature du patron des services secrets libyens de l'époque, Moussa Koussa.

"*Cette démarche exceptionnelle vise à contourner la procédure spéciale prévue par la loi sur la presse*", dit Mediapart dans un communiqué dans lequel il fait part de sa "*stupéfaction*" devant la procédure choisie.

"*Une procédure du chef de diffamation aurait exigé un débat public devant le Tribunal correctionnel ainsi que la production des preuves et des témoins, ce que, manifestement, M. Nicolas Sarkozy ne veut pas*", poursuivent les responsables du site. (Reuters 01.05)

Comment faire disparaître un témoin avant un éventuel procès.

La France est prête à livrer l'ancien chef de cabinet de Mouammar Kadhafi à Interpol s'il y a un mandat d'arrêt en bonne et due forme contre lui et si les autorités libyennes le réclament, a déclaré mardi Nicolas Sarkozy sur RMC.

Le chef de l'Etat, candidat à un second mandat, a confirmé que Bachir Saleh vivait actuellement en France sous son nom et avec sa famille et qu'il faisait l'objet d'un mandat d'Interpol mais sous une autre identité.

Il a précisé que ce proche de Mouammar Kadhafi avait été accueilli en France "*en plein accord*" avec le nouveau président libyen, Moustafa Abdeljalil.

"*Bachir Saleh est en France sous son identité et la décision pour lui d'être en France a été prise après consultation des autorités libyennes, parce que sa famille était en France*", a expliqué le président français. "*Nous travaillons main dans la main avec les autorités libyennes. Si M. Saleh est recherché par Interpol, il sera livré à Interpol.*" (Reuters 01.05)

Représaille.

Une journaliste de Mediapart a porté plainte pour avoir été agressée mardi par des sympathisants de l'UMP lors du meeting du 1er mai du président-candidat Nicolas Sarkozy au Trocadéro à Paris, a annoncé le directeur du site d'information, Edwy Plenel, sur son blog.

La journaliste de 29 ans raconte également que le badge, attaché à un cordon passé autour de son cou, lui a été arraché par un homme puis jeté à terre, et qu'elle a été «*secouée*», sans être blessée, lorsqu'elle a traversé la foule pour tenter de quitter les lieux. Sur son blog, Edwy Plenel reproduit la première page du procès verbal de sa déposition à un commissariat de police du XVIème arrondissement, qui qualifie les infractions de «*violences volontaires légères*». (libération.fr 01.05)

Rappel. La position pro-sioniste de Hollande et du PS.

Extrait d'un article du Réseau Voltaire du 9 janvier 2006.

- Dans la lignée de l'ancien ministre socialiste Jack Lang, qui écrivait dans une tribune du Figaro «*Etre de gauche, soutenir Sharon*» en août 2005, M. Hollande s'est déclaré être plus que satisfait de la politique du Premier ministre israélien et du retrait unilatéral de Gaza, mais opposé à celles du président iranien Ahmadinejad et de son homologue syrien Bachar El-Assad.

Il a également critiqué la politique étrangère de la France et s'est engagé à épurer le ministère français des Affaires étrangères de ses éléments pro-arabes et à empêcher les citoyens pro-arabes d'entrer dans la haute fonction publique.

«*Il y a une tendance qui remonte à loin, ce que l'on appelle la politique arabe de la France et il n'est pas admissible qu'une administration ait une idéologie. Il y a un problème de recrutement au Quai d'Orsay et à l'ENA et ce recrutement devrait être réorganisé*», a-t-il déclaré.

Bruit de campagne

Minute de l'UMP.

Dans un entretien à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute*, Gérard Longuet, ministre de la défense, appelle les électeurs du Front national à "ne pas laisser passer François Hollande et ses alliés socialo-communistes".

"La gauche n'a jamais eu aucun droit moral à nous imposer quoi que ce soit. Je rappelle qu'il y a chez eux des communistes, qui sont à l'origine de millions de morts et du pacte germano-soviétique qui a débouché sur la tragédie de la Seconde Guerre mondiale. Voilà pour le passé, assène-t-il. Pour le présent, entre la fesse et le fric, entre DSK et Guérini, la gauche n'a de leçon de morale à donner à personne !"

Cofondateur du groupuscule d'extrême droite Occident dans les années 1960, Gérard Longuet n'écarte pas la possibilité d'un dialogue entre l'UMP et le FN. "Il y a une différence notable entre Marine Le Pen et son père. Tout le monde sait que je connais bien Jean-Marie Le Pen et il est certain que ce dernier n'a jamais pu résister au plaisir des provocations, explique-t-il. Sa fille ne souffre pas de ce handicap et nous n'aurons pas, avec elle, de 'Durafour crématoire' et autre 'détail'. Tant mieux, car il sera désormais possible de parler de sujets difficiles avec un interlocuteur qui n'est pas bienveillant, mais qui, au moins, n'est pas disqualifié." (lemonde.fr 01.05)

C'était semble-t-il à bon escient que je parlais de nazillons à propos de la Droite populaire de l'UMP ou de Sarkozy.

L'idéologie de Le Pen père ne pose pas de problème à ce ministre de Sarkozy, ils la partagent depuis les années 60, ce qui le gêne chez lui, c'est quand il l'expose un peu trop ouvertement à travers ce qu'il nomme des "provocations".

Mélenchon : "**nous ne demandons rien en échange**" de l'appel à voter Hollande (au lendemain du 22 avril). Depuis, oh que la gamelle est bonne!

Le Front de gauche a proposé mardi au Parti socialiste de bâtir un "bouclier anti-droites" aux législatives de juin pour éviter des duels fratricides qui risqueraient d'entraîner l'élection de députés du Front national.

"Le résultat du premier tour de l'élection Présidentielle montre que si la gauche fait le plus haut score cumulé depuis 1988, les votes des droites UMP, Front national et MoDem, restent les plus nombreux", écrit Martine Billard, co-présidente du Parti de Gauche, dans une lettre adressée à la première secrétaire du Parti socialiste, Martine Aubry.

Le parti de la "gauche de la gauche", propose donc qu'"en cas de triangulaire impliquant deux candidats de gauche, le plus mal placé se retire au profit du premier. En cas de triangulaire droite-FN-gauche, le candidat de gauche se maintient".

Pour éviter que les candidats du Front de gauche soient marginalisés en raison du mode de scrutin majoritaire, Martine Billard demande d'anticiper l'instauration de la proportionnelle dans la répartition des candidatures uniques.

En échange, les députés de toute la gauche s'engageraient à ne voter aucune motion de censure proposée par la droite.

"Certes, nos choix ne nous permettent pas de gouverner ensemble et nous serons candidats sous nos propres couleurs dans l'immense majorité des circonscriptions", conclut la co-présidente du Front de gauche. "Mais cela ne doit jamais empêcher de rechercher la plus grande efficacité possible pour battre la droite et l'extrême droite et assurer la juste représentation de chacun." (Reuters 01.05)

No comment !

Actualité en titres

En famille ou entre frères (franc-maçons).

- Xavier Bertrand : « *Le dialogue social est un moyen, pas une fin en soi* » - Public Sénat

Sauf pour les dirigeants syndicaux qui sont de fieffés contre-révolutionnaires et l'utilise pour diviser les masses, les empêcher de se mobiliser ou casser leur mobilisation. En attendant il vous est bien utile pour saccager nos droits sociaux.

- FO: «*Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline*» - Libération.fr

Le Secrétaire général Ile-de-France FO et de l'union départementale FO de Paris, Gabriel Gaudy, a déclaré le 1er mai : «*Nous avons préféré être là (au mur des Fédérés - Ndlr) , plutôt qu'avec ceux qui claironnent être indépendants tout en appelant à voter pour un tel ou défilent avec les partis politiques*». Et d'ajouter : «*Il ne faut pas mélanger les genres. Nous sommes les héritiers des communards. Nous ne fêtons pas le travail comme Pétain ou Staline.*».

Il devait vouloir dire les héritiers de ceux qui ont conduit les communards à la défaite après s'être abstenus de poursuivre la réaction retranchée à Versailles d'où elle allait organiser la contre-offensive qui devait se solder par le massacre de plus de 30 000 communards...

Son allusion à Pétain se rapporte au 1er mai du FN, celle à Staline concerne Thibault qui a appelé à "*battre Sarkozy*", FO qui n'a rien d'un syndicat révolutionnaire (sic !) prend ainsi ouvertement partie pour le maintien du régime en place, conformément à sa nature farouchement anticommuniste et contre-révolutionnaire.

Car ce n'est pas l'indépendance des syndicats que brade sans cesse FO que Gabriel Gaudy voulait défendre, pas plus le stalinien Thibault qu'il visait, sachant aussi bien que nous à quoi s'en tenir à propos de ce dernier tout en en tirant des conclusions diamétralement opposées aux nôtres, mais l'incapacité viscérale de FO, son refus de condamner et de combattre l'ordre établi jusqu'à son renversement. Et quand Mailly se rend aux vœux de bonne année de Sarkozy, c'est parce qu'il est "*républicain*" avait-il affirmé, parce que sa conception de la République est compatible avec celle de Sarkozy. FO vient d'en faire ici une nouvelle fois la démonstration. La même argumentation est développée par le POI.

INFOS EN BREF

Politique

Etats-Unis

Une démocratie, la preuve.

Les raids américains visant à abattre des activistes à l'étranger sont légaux au regard du droit international, a déclaré lundi le conseiller de Barack Obama pour l'antiterrorisme lors d'une rare justification publique de cette arme controversée. (Reuters 01.05)

Social

France

La peste brune rôde.

Une cinquantaine de voitures de police se sont rassemblées, gyrophares allumés, lundi soir, pendant une heure devant la préfecture de l'Essonne à Evry pour protester contre la mise en examen mercredi dernier d'un policier pour homicide volontaire, a-t-on appris mardi de sources policières.

A Nice, des rassemblements de quelques dizaines de policiers ont lieu chaque soir place Masséna, dans le centre-ville, mais lundi une quinzaine de véhicules de police y ont stationné en plein milieu d'après-midi sous une pluie battante, faisant retentir leurs sirènes. Ils ont ensuite remonté bruyamment l'avenue Jean-Médecin, principale artère commerçante de la ville.

Lundi, des policiers de Seine-Saint-Denis et de départements voisins se sont à nouveau réunis à Bobigny pour réclamer une réforme de la légitime défense. (AFP 01.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 mai

CAUSERIE

Le professeur de littérature allemand, Joseph Voge, déplore : Le pouvoir de décision est aujourd'hui aux mains des "*soviets de la finance*".

Alors abolissons la finance et organisons-nous, formons ce qu'il appelle des soviets ou comités ayant cet objectif comme perspective politique.

Ces intellectuels formatés par l'idéologie dominante critiquent le cours pris par le capitalisme, mais ils demeurent incapables de rompre avec lui, d'entrevoir la société au-delà du capitalisme, car ils dénie le droit et la capacité à la classe ouvrière de gouverner

et de représenter l'intérêt général, du coup ils ne peuvent que finir dans les bras de ceux qu'ils dénoncent par ailleurs.

Contrairement au POI, qui se félicite des prises de position de dirigeants des partis de l'Internationale social-libéral (Allemagne, Portugal) qui ont oeuvré sans cesse depuis près d'un siècle au maintien en place du régime capitaliste, et qui subordonnent la souveraineté des peuples à la souveraineté des Etats capitalistes, autrement dit au maintien du système capitaliste et aux institutions nationales qui en sont l'expression politique et juridique, nous prenons acte de ces déclarations en déclarant à l'adresse de l'avant-garde du prolétariat combattant pour le socialisme, qu'elle ne doit pas se leurrer sur la signification politique de ces prises de position, que le combat pour la souveraineté du peuple pour reprendre l'expression du POI, pour une véritable démocratie, pour être conforme aux intérêts de classe des exploités doit se situer dans la perspective du renversement du capitalisme et des différents régimes en place par la mobilisation révolutionnaire des masses.

Une nouvelle fois, le POI entonne à l'adresse du mouvement ouvrier et de la classe ouvrière l'illusion criminelle que la vie serait plus belle si le PS cessait d'être ce qu'il est depuis bientôt un siècle (1914), comme si cela était encore possible, comme s'il pourrait par miracle changer de nature sociale et se placer d'un coup de baguette magique au côté de la révolution socialiste, réécrivant l'histoire avec des "si" à défaut d'être capable de définir une ligne politique indépendante du capitalisme que représente ce parti, tous les partis de l'Internationale jaune.

Le POI écrit (déclaration du bureau national du POI du 28 avril) : "*Le 22 avril, le rejet a été majoritaire. La démocratie exige que ce rejet se traduise en actes. Cette exigence s'adresse à tous les partis qui se réclament de la classe ouvrière et de la démocratie. Elle s'adresse en premier lieu à François Hollande*", le POI prêtant aux travailleurs qui ont voté Hollande des illusions dans ce dernier qu'ils n'ont pas pour justifier sa politique.

Ce ne sont pas les travailleurs qui s'adressent à Hollande, mais le POI, nous, nous n'avons rien à lui dire, rien à lui demander, rien à exiger de lui, ce dernier ayant martelé qu'il continuerait à appliquer la politique de Sarkozy et qu'il ne romprait pas avec l'Union européenne, qu'il se refusait à abolir toutes les lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies, qu'il servirait servilement les intérêts de la classe des capitalistes comme le PS l'avait fait lorsqu'il était au pouvoir en 1936, entre 1945 et 1958, de 1981 à 1995, de 1997 à 2002. Faut-il continuer ?

Nous estimons que Hollande et son futur gouvernement, s'il est élu, seront les représentants des capitalistes, nous leur déniions toute légitimité à représenter les travailleurs ou à parler en leur nom et nous les combattons en tant que tel. Nous serons en présence d'un gouvernement impérialiste.

Page 16 du n°198 d'*Informations ouvrières*", après avoir évoqué "*le sort même des quatorze millions d'électeurs du PS et du Front de gauche, qui vomissent l'austérité « européenne » et ses traités ?*", Michel Sérac pose une question grotesque "*Or Hollande, répondant au réactionnaire Bayrou, lui jure qu'il « souscrit aux disciplines budgétaires » du traité européen... Est-ce là le mandat populaire ?*", comme si le PS et ses satellites en avaient quelque chose à faire du "*mandat populaire*", ils devraient voyez-vous, et s'ils ne le respectent pas ce n'est pas parce qu'ils y seraient opposés, non, ce serait par pure ignorance ou par manque de volonté de leur part, pour un peu ils se seraient fourvoyés inconsciemment, car foncièrement ils seraient plein de bonnes intentions envers les travailleurs, finalement la politique du POI consiste à aider le PS à ajuster le masque trompeur sous lequel il se présente devant les travailleurs, à entretenir l'illusion qu'il serait un parti ouvrier, il entend l'aider à se remettre dans le droit chemin, pour le POI il n'existe pas d'autre stratégie possible que s'en remettre à ces partis, d'où le front unique qu'il continue à agiter dans leur direction, au niveau le plus élevé, l'Assemblée constituante exprime son orientation politique opportuniste.

Quand l'ex-Premier ministre portugais Mario Soares, qui comme chacun sait à constamment oeuvré au côté de la classe ouvrière, un vrai socialiste quoi, se fend d'une déclaration contre le TSCG, le POI en bave, ils n'en peuvent plus ! Pitoyable !

La campagne du POI contre la ratification du TSCG rencontre un tel echo (les entendre), qu'entre la réunion de son bureau national le 31 mars et celle du 28 avril, soit à peine un mois plus tard, il a abandonné (apparemment) la perspective d'une "*Manifestation nationale dans l'unité la plus large*" au profit d'un objectif beaucoup plus modeste, un "*meeting*" à l'espace Charenton où les militants de ce parti se retrouveront à refaire le monde entre eux. Dure, dure la réalité, n'est-ce pas ?

Extraits commentés du **Programme de transition** (1938)

- "*Les "Fronts populaires" d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul, le renversement du capitalisme peut ouvrir une issue.*

L'orientation des masses est déterminée, d'une part, par les conditions objectives du capitalisme pourrissant; d'autre part, par la politique de trahison des vieilles organisations ouvrières. De ces deux facteurs, le facteur décisif est, bien entendu, le premier : les lois de l'histoire sont plus puissantes que les appareils bureaucratiques."

Encore faut-il analyser correctement la situation, les conditions objectives réelles auxquelles sont confrontées les travailleurs,

leurs différentes couches, etc. Au-delà des manoeuvres et des obstacles que les appareils bureaucratiques déploieront pour barrer la route à la mobilisation des masses, c'est la détérioration de leurs conditions de travail et d'existence qui les pousseront à passer à l'action et à balayer ces obstacles. Cependant, elles ne pourront se donner une orientation politique correcte, vaincre, que guidées par un parti révolutionnaire exprimant consciemment les tâches et les objectifs politiques qu'elles devront atteindre. Or ce parti n'existe pas à l'heure actuelle. - *"La tâche stratégique de la prochaine période - période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation - consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat."*

Quel parti aujourd'hui les aide "à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste", quel parti aboutit à la conclusion de "la conquête du pouvoir par le prolétariat" ? Aucun ne réunit ces conditions.

- *"Il ne s'agit pas du heurt "normal" d'intérêts matériels opposés. Il s'agit de préserver le prolétariat de la déchéance, de la démoralisation et de la ruine. Il s'agit de la vie et de la mort de la seule classe créatrice et progressive et, par là même, de l'avenir de l'humanité. Si le capitalisme est incapable de satisfaire les revendications qui surgissent infailliblement des maux qu'il a lui-même engendrés, qu'il périsse ! La "possibilité" ou l' "impossibilité" de réaliser les revendications est, dans le cas présent, une question de rapport des forces, qui ne peut être résolue que par la lutte. Sur la base de cette lutte, quels que soient ses succès pratiques immédiats, les ouvriers comprendront mieux que tout la nécessité de liquider l'esclavage capitaliste."*

Ce qui signifie que l'on doit avancer les besoins de la classe sans se soucier de savoir s'ils sont compatibles ou non avec la situation économique actuelle qui est le produit d'une machination de l'aristocratie financières, plutôt que d'une crise classique du capitalisme, qu'ils ont cette fois savamment orchestrée, car au-delà de la concurrence féroce à laquelle se livrent les capitalistes à l'échelle mondiale, ils continuent d'engranger des profits phénoménaux.

On reviendra plus tard sur cet aspect de la situation. Il serait bon de se demander si nous n'aurions pas intérêt tactiquement à nier cette crise largement fabriquée ou à la présenter d'une autre manière, et dont les capitalistes profitent pour se gaver comme jamais, les revenus mirobolants des dirigeants-actionnaires des grandes entreprises et les profits dégagés par le CAC 40 le prouvent suffisamment.

Machination, complot, je ne sais pas quel terme serait le plus approprié pour décrire devant les travailleurs ce qui se passe dans leur dos, avec la complicité de tous les partis, des syndicats, etc. qui évoquent à tort et à travers cette crise, si bien qu'ils ont réussi à faire en sorte qu'elle soit profondément incrustée dans la tête des travailleurs qui y croient dur comme fer.

Il faut réfléchir encore à cette question et ne pas se borner à la manière dont se présentent et évoluent les différents facteurs composant la situation en temps de crise habituellement.

Avant-hier, j'ai fourni un élément intéressant sur la situation en Inde, identique à ce qu'on retrouve en Chine et dans d'autres pays, la hausse fulgurante des prix. Qu'est-ce que cela signifie ? Imaginons un travailleur qui a acheté l'année dernière une moto à crédit 69.000 roupies et qui rembourse à sa banque 2.500 roupies par mois. Le prix de cette moto vient de passer à 85.000 roupies, s'il devait l'acheter aujourd'hui, il devrait rembourser 3.100 roupies, soit une hausse de 23%, alors que son salaire n'a pas augmenté, il a augmenté au cours des années précédentes, mais rien ne dit qu'il va augmenter dans les mêmes proportions dans les mois ou années à venir. Ainsi, les banquiers vont reprendre par une main ce qui a été concédé aux travailleurs par une autre main. Comme tous les biens d'équipement, l'immobilier et les loyers ne cessent d'augmenter, ils vont devoir s'endetter de plus en plus. Il y a encore 10 ans, ils n'avaient pas accès au crédit, petit-à-petit les banquiers ont assoupli leurs conditions pour qu'un plus grand nombre s'endette. Puis l'ensemble des prix s'est mis à flamber, forçant les travailleurs à accepter n'importe quelle condition de travail pour honorer leurs dettes, alors qu'ils étaient déjà surexploités et connaissaient des conditions de travail épouvantables.

Tout cela ne paraît pas très compréhensible à première vue, sauf si on a à l'esprit qu'avant que le crédit se libéralise, dès que les travailleurs le pouvaient ils économisaient, ils achetaient de l'or sous forme de bijoux, ils achetaient des parcelles de terrain qu'ils revendaient quelques années plus tard en empochant une plus-value importante, idem avec l'or qui leur servait à couvrir les frais afférents à des événements familiaux, les mariages de leurs enfants principalement. Donc quelque part, ceux qui avaient la possibilité d'économiser s'enrichissaient autrement que par leur travail, dorénavant cela leur sera de plus en plus difficile puisqu'ils seront endettés, leurs économies iront rejoindre les poches des banquiers.

Si à part les miséreux, tous les Indiens possèdent un compte en banque, ils ont conservé l'état d'esprit du paysan qui thésaurise, ils préfèrent acheter des bijoux que de placer leur argent à la banque. Par le biais de l'endettement, leur argent passera davantage par la banque qui en tirera profit. Pourquoi ils achetaient de l'or ? Parce que son prix ne cessait de grimper au fil des ans, c'était un placement sûr et plus rémunérateur que la banque. On assiste ainsi à un changement complet d'état d'esprit, à la modification des rapports que les Indiens entretenaient avec l'économie. La classe dominante est parvenue à leur imposer ce changement en libéralisant le crédit. On se dit que l'Inde est relativement épargnée par la crise, mais de quelle manière, en endettant la population à un niveau inégalé dans le passé. C'est par la généralisation de l'endettement des peuples qu'ils parviennent à

masquer les effets de cette crise mondiale du capitalisme dont on nous parle tant. Mais cela ne marchera qu'un temps, jusqu'au jour où un grand nombre ne pourra plus rembourser leurs emprunts. C'est une manière de retarder l'éclatement de cette crise qui demeure rampante, dont les effets sont masqués pour le moment. L'Etat de son côté a continué de s'endetter, je ne sais pas dans quelle mesure, ce sera un point à traiter une autre fois.

Nous disposons de suffisamment d'éléments pour aider les travailleurs à comprendre le fonctionnement du système capitaliste, comment la dette de l'Etat et la crise se combinent à la fois avec le chômage et les politiques d'austérité et les profits des capitalistes, qu'il n'y a pas de fatalité, que c'est une pure invention de ceux qui détiennent le pouvoir et leurs valets qui leur emboîtent le pas, gouvernements, partis, syndicats, médias, intellectuels, etc.

Par ailleurs, nous continuerons dans les jours qui viennent à reproduire des extraits du *Programme de transition* en rapport avec la situation politique.

7 mai 2012 : demandez le programme.

François Hollande et Nicolas Sarkozy proposent tous deux des programmes de rigueur fondés sur une croissance supérieure aux attentes, avec l'objectif commun de redresser les comptes publics et l'emploi.

Alors que la récession fait dérailler les trajectoires budgétaires de plusieurs pays européens, la pression sur le prochain président sera forte.

"Aucun des deux candidats n'aura de grandes marges de manoeuvre en raison des contraintes liées à la crise dans la zone euro", résume Tina Fordham, analyste chez Citi Global Markets.

Comme souvent en France, les deux finalistes s'appuient sur des prévisions de croissance supérieures à celles du FMI, de l'OCDE, de la Commission européenne et des économistes. Des mesures de rigueur additionnelles pourraient dès lors s'imposer.

"Les deux sont trop optimistes sur la croissance", estiment les économistes de Crédit Agricole-CIB. "Les deux programmes manquent d'une stratégie crédible et globale pour doper la compétitivité et la croissance."

"Malgré l'engagement fort des candidats à maîtriser les déficits, nous soulignons l'ampleur historique de l'ajustement qui serait nécessaire", notent les analystes de Barclays.

"Les discussions sur un agenda de réformes structurelles (marché du travail, des biens et des services) sont, de façon surprenante, absentes de la campagne de François Hollande", soulignent les analystes de Barclays. "Cela étant dit, nous voyons des raisons de croire dans la capacité de François Hollande à mener des réformes : le Parti socialiste a traditionnellement une bonne relation avec les partenaires sociaux et François Hollande est connu pour construire des consensus."

Pour Gilles Moec, de Deutsche Bank, "atteindre son objectif de déficit zéro en 2017 est sous-tendu par des prévisions de croissance ambitieuses dont nous pensons qu'elles ne sont pas crédibles sans des réformes structurelles rapides sur lesquelles les socialistes sont actuellement totalement silencieux".

"Dormons encore un peu car le réveil sera dur, très dur", prévient Laurence Boone, chef économiste Europe chez Bank of America Merrill Lynch dans une chronique publiée sur le site Telos.

"A court terme l'ajustement budgétaire que le prochain gouvernement aura à mettre en oeuvre va affaiblir la croissance - ce pour quoi nous ne sommes pas nécessairement préparés. Et les débats n'ont aucunement porté sur la stratégie de moyen terme", poursuit-elle. (Reuters 02.05)

La Minute de l'UMP Longuet. Une paille, un détail.

Hollande. Interrogé sur son choix en cas de duel gauche/FN au second tour des législatives, Longuet a lâché : « Vous imaginez bien que je ne peux pas voter pour la gauche socialo-communiste » qui « mène à l'échec » et qu'il « combat depuis [ses] plus jeunes années ». (liberation.fr 02.05)

"Il y a eu un petit échange sur ce sujet", a déclaré Jean-François Copé en réponse à une question, lors de la réunion hebdomadaire du bureau national de l'UMP, mercredi matin.

Jean-Pierre Raffarin a jugé la déclaration du ministre de la Défense "regrettable sur le fond et inopportune sur la forme". (Reuters 02.05)

La vraie nature de l'UMP, de la réaction.

Avant Gérard Longuet, le ministre des Transports et fondateur de la Droite populaire, Thierry Mariani, avait lui aussi accordé une longue interview à l'hebdomadaire, en octobre 2011.

«*Par pitié, pas de remake de 1981 !*», exhorte l'hebdomadaire d'extrême droite dans son dernier éditorial pour appeler à voter Nicolas Sarkozy au second tour après avoir soutenu Marine Le Pen au premier. Il y a quelques semaines, Bruno Larebière, ex-rédacteur en chef de Minute et ancien cadre du Bloc identitaire, avait appelé à soutenir le président sortant, mais dès le 22 avril. (liberation.fr 02.05)

La première affaire (officielle) Sarkozy.

Mediapart a annoncé mercredi avoir déposé plainte auprès du procureur de la République de Paris contre Nicolas Sarkozy et X pour "dénonciation calomnieuse".

Mediapart "maintient l'intégralité de ses informations et estime que l'accusation de faux portée contre lui est une calomnie", lit-on sur son site. (Reuters 02.05)

La peste brune menace.

Confirmation : un assassinat.

Le gardien de la paix aurait tiré «*hors situation de légitime défense*». C'est ce que déclare le rapport d'enquête qu'a pu se procurer le site internet du Point ce mercredi matin.

D'après de nouveaux éléments, le parquet retient également «*l'existence de tirs volontaires mais incontrôlés*».

Damien S., avait fait feu à quatre reprises sur le multirécidiviste Amine Bentounsi le 21 avril dernier à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis). Il avait affirmé aux enquêteurs qu'Amine Bentounsi lui faisait face, et avoir agi en état de légitime défense.

La victime est décédée d'une balle dans le dos. Les constatations médico-légales et le rapport du médecin légiste ont révélé «*un tir quasi horizontal d'arrière en avant, quasi perpendiculaire à l'axe du corps*».

Un témoin de 53 ans a déclaré avoir vu un homme qui courait «*à une dizaine de mètres*» derrière Amine Bentounsi. «*Il est arrivé de la même direction, sur le même trottoir... Le fuyard avait quelque chose dans la main. À ce moment-là, j'ai entendu une première détonation, suivie d'autres.*» Le policier aurait tiré sur le multirécidiviste pendant qu'il le poursuivait, ce qui discrédite la thèse selon laquelle Amine Bentounsi aurait brandi une arme de poing face au fonctionnaire.

Le même témoin, dont le véhicule a été touché par l'une des balles, a également déclaré que le policier avait «tiré au jugé», c'est-à-dire sans viser, selon Le Parisien de ce mercredi. (20minutes.fr 02.05)

La peste brune se mobilise.

Une centaine de policiers en civil se sont ainsi retrouvés mercredi devant la préfecture de Nanterre pour protester contre la mise en examen le 25 avril pour "homicide volontaire" d'un policier qui avait tué quatre jours plus tôt un délinquant en fuite à Noisy-le-Sec (Seine-Saint-Denis).

Alliance, second syndicat de gardiens de la paix, a appelé mercredi les policiers à une "journée de mobilisation national/eV" le 11 mai, cinq jours après le second tour de la présidentielle. Son secrétaire général, Jean-Claude Delage, a nié auprès de l'AFP toute "récupération" de la base qui semble échapper aux organisations, ce qui est assez inhabituel dans la police.

Unité Police SGP-FO, le premier syndicat, a surenchéri, appelant lui aussi à une "journée d'action" distincte d'Alliance, le 10 mai, avec un grand "rassemblement" à Paris. La "situation des policiers doit changer" car la colère policière née après la mise en examen de ce policier "ne s'éteindra pas le 6 mai", a-t-il déclaré.

La fédération CGT de la police considère également dans un communiqué qu'une "évolution des textes de lois est nécessaire", jugeant aberrant "d'attendre d'avoir une arme braquée sur soi pour être en état de légitime défense". (Le Monde.fr 02.05)

Ils ouvrent les frontières (Schengen)... puis intensifient la chasse à l'homme.

- Claude Guéant table sur 40.000 expulsions de clandestins en 2012 - 20minutes.fr -

Le rapport de cause à effet saute aux yeux, non ? Pas pour tout le monde hélas ! Question : à qui cela profite-t-il ?

Avantage de Schengen sur le plan économique pour la classe des capitalistes.

Ils ont supprimé (en partie) les frontières à l'intérieur de l'UE, sachant que cela allait entraîner un afflux de travailleurs des pays les plus pauvres d'Europe vers les pays les plus riches, histoire d'accroître la concurrence entre les travailleurs à l'intérieur même de chaque pays, reproduisant au niveau local la concurrence qui existe à l'échelle mondiale entre tous les travailleurs, avec pour conséquence une pression accrue sur les salaires et les conditions de travail revus à la baisse, et les travailleurs en général, qui dans ce contexte sont conduits à accepter n'importe quel emploi ou à survivre par d'autres moyens, dans la précarité absolue.

Avantage de Schengen sur le plan politique pour la classe des capitalistes.

Utiliser l'étranger comme bouc émissaire des malheurs qui s'abattent sur la classe ouvrière, le désigner à la vindicte publique, tandis qu'une grande partie de la petite-bourgeoisie le considère comme un parasite qu'il faut éliminer, ce qui se traduit notamment par la montée de l'extrême droite. Voilà qui est fort utile pour faire diversion et diviser les masses exploitées.

L'ouverture des frontières sous un régime socialiste est une mesure progressiste et démocratique, en régime capitaliste, c'est exactement l'inverse. Ceux qui y sont favorables (en régime capitaliste) sans tenir compte de cette distinction sont de dangereux provocateurs, gauchistes ou aventuriers. En fait de combat pour une bonne cause, ils ne font qu'apporter de l'eau au moulin de la réaction.

Actualité en titres

[Le record de la honte.](#)

- Guéant annonce 40.000 expulsions si Sarkozy est réélu - AFP

[Le président français de la Libye a parlé.](#)

- Le président libyen taxe de faux la note publiée par Mediapart - Reuters

[Le gouvernement des jaunes.](#)

- Technicolor mise sur un investisseur, les syndicats en appellent au gouvernement - AFP

INFOS EN BREF

Politique

Roumanie.

Le Premier ministre roumain Victor Ponta, désigné vendredi par le président Traian Basescu après l'adoption d'une motion de censure au parlement, a formé mardi un gouvernement aux couleurs de l'Union sociale libérale (USL), la coalition de gauche dont il est issu.

La motion de censure votée vendredi par l'USL, composée de sociaux-démocrates, de libéraux et de conservateurs, a scellé l'échec du gouvernement de centre-droit de Mihai Razvan Ungureanu, au pouvoir depuis deux mois, après une vague de protestations contre sa politique d'austérité.

"C'est un gouvernement spécial conçu pour des temps spéciaux. Son mandat est limité et court jusqu'aux prochaines élections législatives (prévues en novembre)", a déclaré Victor Ponta lors d'une conférence de presse. (Reuters 02.05)

Social

Italie

Le taux de chômage a atteint un nouveau record en mars en Italie à 9,8% de la population active, se rapprochant ainsi de la

barre symbolique des 10%, alors que le pays s'enfonce dans la récession, selon une estimation provisoire publiée mercredi par l'Istat.

Chez les jeunes de 15-24 ans particulièrement touchés par la crise, le taux de chômage a bondi en mars à 35,9%, ce qui est également un record.

Selon des données corrigées des variations saisonnières, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi s'est élevé à 2,506 millions en mars dans le pays, ce qui représente une hausse de 2,7% sur un mois (+66.000 personnes) et un bond de 23,4% sur un an (+476.000 personnes).

En vue de relancer l'emploi, le gouvernement a adopté fin mars un projet de réforme du marché du travail, inspiré du modèle danois de "flexi-sécurité", malgré l'opposition du premier syndicat du pays, la CGIL. (AFP 02.05)

Economie

France

L'activité du secteur manufacturier français a de nouveau ralenti en avril, selon les résultats définitifs de l'enquête Markit auprès des directeurs d'achats publiés mercredi.

"La faiblesse du secteur manufacturier français persiste en avril, les fabricants signalant une diminution particulièrement inquiétante du volume des nouvelles commandes", déclare Jack Kennedy, économiste senior chez Markit.

"Les entreprises interrogées font de nouveau état d'une demande intérieure fragile, mais signalent également la faiblesse des ventes sur les marchés européens. Les replis annuels de l'indice PMI en janvier et en février 2012 laissent présager des données officielles sur la production industrielle française conformes à une nouvelle contraction dans le secteur", ajoute-t-il. (Reuters 02.05)

Même tendance en Allemagne avec une hausse du chômage.

[Haut de page ↗](#)

Le 4 mai

CAUSERIE

Bayrou appelle à voter Hollande, quel dommage que madame Le Pen n'ait pas pris cette initiative ! Cela souligne un peu mieux, situe un peu plus haut, à quel degré se situent les illusions que nourrissent ceux qui appellent à voter Hollande, dont ils se défendent évidemment.

Cela rappelle 2002, lorsque PCF et NPA avaient appelé à voter Chirac au second tour, alors qu'il était sûr d'être élu contre Le Pen, ils se sont compromis ouvertement avec l'ennemi alors que ce n'était pas nécessaire, histoire de mieux témoigner leur attachement au régime.

De notre côté, nous n'avons pas l'intention de présenter autrement le niveau de conscience politique des travailleurs que ce qu'il est. Pas question de leur prêter des préoccupations qu'ils n'ont pas ou qu'ils estiment secondaires, pas question de leur faire dire ce qu'ils n'ont pas dit parce qu'ils en sont encore incapables, nous prenons les rapports entre les classes qu'ils existent sans chercher à les interpréter autrement, sans les bidouiller pour justifier une ligne politique. Nous partons de la réalité telle qu'elle détermine la suite de notre combat politique.

Ceux qui appellent à voter Hollande ont déjà enterré les millions de voix qui se sont portées sur Sarkozy, Bayrou et Le Pen, elles n'ont aucune signification au niveau des rapports entre les classes. Demain ils s'emploieront de la même manière à ignorer les rapports qui se sont exprimés dans le vote Hollande s'il est élu, ils seront repartis sur les chapeaux de roue à reprendre leurs désirs pour la réalité.

Mon propos est de dire que si Sarkozy était réélu, c'est qu'il devait l'être, qu'au match des illusions qui se sont portées sur les deux principaux partis dominant les institutions, c'est l'UMP qui l'avait emporté, et l'inverse au cas où Hollande serait élu. Cette analyse n'est possible ou concevable qu'à partir du moment où l'on considère cette élection comme l'expression de la soumission des masses aux institutions de la Ve République que caractérise leur participation massive à cette mascarade. Cela démontre que leur niveau de conscience politique n'a pas évolué d'un pouce au cours des dernières années ou si peu que ce n'est pas

vraiment perceptible. Voilà ce qu'il ne faut surtout pas préciser devant les militants. Nous, nous préférons regarder la réalité en face et leur dire les choses telles qu'elles sont aussi désagréables à entendre qu'elles soient.

On nous rétorquera que l'élection avait été manipulée par les médias et les instituts de sondages. Certes, mais il en va ainsi dans la vie en général où tout est fait pour vous empêcher d'avancer dans la voie que vous vous êtes tracé. Notre capacité à renverser les obstacles qui se dressent sur notre chemin est en grande partie déterminée par la profondeur de notre analyse de la situation et le degré de notre détermination à atteindre un objectif.

C'est donc l'ensemble de ces rapports qu'il faut prendre en compte et analyser et ne pas se contenter de conserver uniquement ceux qui nous intéressent. Ce n'est certainement pas en ignorant certaines questions ou en contournant certains obstacles qu'on parvient à aller de l'avant.

C'est aux masses de chasser Sarkozy qui incarne le plus le capital, comme ce sera aux masses de chasser Hollande et de renverser le régime au cours de leur révolution prolétarienne. Si elles parviennent seules à chasser Sarkozy, ce sera une victoire importante pour la suite de leur combat, une victoire qui leur appartiendra et sur laquelle elles pourront prendre appui, alors que si on leur force la main pour ainsi dire, elles seront en partie dépossédées de cette victoire qui ne leur servira à rien. Personne ne peut se substituer à la classe, pas même le parti s'il existait, c'est cela que je voulais préciser, je ne sais pas si je me suis exprimé suffisamment clairement.

Un cas d'école. L'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée.

La Cour de cassation a invalidé la décision de la cour d'appel de Paris dans le dossier Viveo et estimé qu'un plan social ne pouvait pas être annulé, avant sa mise en oeuvre, pour absence de motif économique, ce qui aurait créé une nouvelle jurisprudence.

Le dossier de l'éditeur de logiciels Viveo est maintenant renvoyé devant la cour d'appel de Versailles qui devra statuer à nouveau, en conformité avec l'analyse de la Cour de cassation.

La décision de la Cour de cassation était très attendue aussi bien côté entreprises, qui redoutaient une validation de l'immixtion du juge dans leur gestion, que côté syndicats, qui espéraient ouvrir une brèche dans les licenciements dits boursiers, car non motivés par de réelles difficultés économiques.

La Cour a expliqué que seule l'absence ou l'insuffisance de mesures d'accompagnement du plan social entraîne la nullité de la procédure. Elle a considéré que la cour d'appel de Paris avait violé ce texte et a cassé sa décision de mai 2011.

"C'est un soulagement pour les entreprises et les praticiens du droit", a réagi à l'annonce de la décision Hubert Flichy, président d'Avosial, une association d'avocats pour le compte d'entreprises.

"Nous avions la crainte que dorénavant les juges s'estiment compétents pour s'immiscer dans la gestion", a poursuivi l'avocat. "Nous aurions eu beaucoup de contentieux car il aurait été légitime et compréhensible pour les élus du personnel de saisir le juge et de tenter de démontrer que le motif n'était pas valable", a-t-il ajouté.

Pour Etienne Pujol, avocat également membre d'Avosial, "la cour a rappelé un principe essentiel: on ne conteste un licenciement qu'une fois le licenciement prononcé, c'est le Code du travail".

Le contentieux passe alors devant les Prud'hommes qui, en cas de licenciement sans cause réelle et sérieuse, attribuent des dommages et intérêts aux salariés ayant perdu leur emploi.

Du côté des salariés de Viveo, dont les élus contestent depuis 2010 le plan social annoncé peu après le rachat de leur entreprise par le groupe suisse Tenemos, la déception dominait.

"C'est une injustice, on s'attendait à une réponse positive et c'est la finance qui gagne", a commenté un salarié, Georges Daoud.

"Je suis extrêmement déçue. J'espérais qu'on allait vers une loi contre les licenciements boursiers", a renchéri sa collègue Hélène Malbranche, employée de Viveo depuis près de 20 ans.

Leur avocat, Me Philippe Brun, n'était pas aussi pessimiste et entrevoyait déjà d'autres moyens de contester le plan social. "C'est une déception, mais toute relative car la Cour de cassation se prononce sur une seule chose: le fait que l'article L-1235-10 du Code du travail ne s'applique pas au défaut de cause économique".

Mais, a immédiatement relevé Me Brun, "il y a une évolution importante car dans les arrêts précédents, notamment dans l'affaire

des +Petits Lu+, la Cour considérait que le juge civil ne pouvait pas apprécier la cause économique d'un plan social. Là, ce n'est pas le cas".

"Nous avons des solutions de rechange en terme de nullité", ajoute-t-il.

Le motif économique, qui permet d'enclencher un plan social avec des licenciements collectifs, peut être fondé sur des difficultés économiques, la sauvegarde de la compétitivité, les mutations technologiques ou la cessation d'activité.

"Si le fondement du licenciement économique n'existe pas, tout est nul", estime Me Brun, qui défend aussi les dossiers des entreprises Sodimedical dans l'Aube et Ethicon dans l'Eure-et-Loir, dont les plans sociaux ont été annulés par la justice. (AFP 03.05)

Comme il est écrit dans le titre, l'illusion que les institutions fondées par le parti du capital pourrait se mettre au service du travail est balayée. On peut ajouter qu'avant même que la révolution éclate, il est ainsi prouvé que pour s'attaquer aux fondements du capitalisme, inverser le rapport de domination de classes au niveau de l'Etat, porter au pouvoir la classe ouvrière, il fallait impérativement au préalable liquider les institutions au service du capitalisme. C'était le principal enseignement de la Commune de Paris que le mouvement ouvrier a depuis oublié et qu'il doit se réapproprier.

Leur avocat se fout du personnel de Viveo quand il affirme "nous avons des solutions de rechange en terme de nullité", puisque la direction de l'entreprise peut faire valoir "la sauvegarde de la compétitivité" pour enclencher une procédure de licenciements économiques, argument incontrôlable ou impossible à invalider, donc impossible à rejeter dès lors qu'il est avancé, sauf à la justice de se substituer au chef d'entreprise, or on vient de voir qu'elle s'y refusait, tout comme elle se refusait à remettre en cause les rapports favorables au capital sur le travail, autrement dit les institutions de la Ve République dont c'est la raison d'être.

Bruit de campagne

Mise en place du dispositif en vue de l'union nationale.

François Bayrou a annoncé jeudi à Paris qu'il voterait François Hollande à titre personnel dimanche au second tour de l'élection présidentielle, et n'a donné aucune "consigne générale" à ses électeurs, libres de choisir "en conscience".

François Bayrou a fait un choix historique qui rompt avec des décennies d'alliance entre le centre et la droite, avec des conséquences imprévisibles sur l'échiquier politique.

"Je ne peux pas voter blanc, cela serait de l'indécision, et dans ces circonstances, l'indécision est impossible. Reste le vote pour François Hollande, c'est le choix que je fais", a déclaré le député et président du MoDem, éliminé au premier tour de la présidentielle (9,13%).

"Il s'est prononcé de manière claire sur la moralisation de la vie publique dans notre pays, il aura fort à faire. J'ai dit ce que je pensais de son programme économique. Je ne partage pas ce programme", a ajouté M. Bayrou.

"Mais je pense que devant cette crise inéluctable, il n'y aura qu'une attitude possible: une unité nationale (...) pour permettre au pays de se ressaisir", a-t-il expliqué, ajoutant que cette unité "ne se réalisera jamais si chacun reste dans la logique des camps anciens".

"Je ne suis pas un homme de gauche. Je suis un homme du centre et j'entends le rester", a-t-il souligné, en se disant "certain qu'il faudra le jour venu associer une partie de la droite républicaine à l'oeuvre de redressement de la France".

"Il appartiendra maintenant à François Hollande, s'il est élu, de réfléchir à la situation et de prendre en compte cette nécessité pour le pays", a-t-il affirmé

"C'est la dernière étape de la preuve de notre indépendance. Cela va créer un séisme susceptible de faire bouger les lignes", s'est félicité l'eurodéputé MoDem Robert Rochefort en se disant convaincu que François Hollande sera contraint "au réalisme économique".

"Nous sommes comptables de la reconstruction du pays. La crise qui est devant nous est suffisamment importante pour qu'on aille vers le plus grand rassemblement possible", a approuvé l'eurodéputé Jean-Luc Bennahmias. (AFP 03.05)

La défaite annoncée de Sarkozy si elle se confirmait, pourrait entraîner l'éclatement de l'UMP. Tout dépendra du score réalisé par Hollande. Quoique Sarkozy ayant personnalisé à outrance sa campagne électorale et sa mandature, l'UMP pourrait tout aussi bien s'en tenir à la mise à l'écart de l'hystérique de Neuilly pour tenter de sauver son unité de façade, tandis que son courant d'extrême droite se rapprocherait de Le Pen, le Parti radical et le Nouveau Centre se joindraient aux oripeaux du gaullisme.

Schéma comparable en Grèce dans des conditions politiques plus périlleuses encore compte tenu de la situation sociale bien plus dégradée qu'en France et de l'impossibilité des principaux partis d'obtenir la majorité absolue aux législatives du 6 mai.

C'est ainsi que le Premier ministre Lucas Papademos a affirmé mercredi l'impératif pour le pays d'une "application efficace" des réformes lancées et invoqué son expérience pour souligner qu'une coalition permet de "résoudre les problèmes difficiles". (AFP 03.05)

Il voulait dire dans la perspective d'un affrontement direct avec les masses qu'ils ont réussi à retarder jusqu'à présent.

Dans la foulée, le FMI a enfoncé le clou :

- Le gouvernement qui émergera des législatives de dimanche en Grèce devra poursuivre le programme de réformes approuvé par son prédécesseur en échange de l'assistance financière des créanciers publics du pays, a affirmé un porte-parole du Fonds monétaire international (FMI).

"Sur la question de ce qui sera demandé au nouveau gouvernement, nous savons tous que (...) les plus grands partis politiques se sont engagés à respecter les objectifs principaux du programme (de réformes mis au point avec le FMI), et donc rien n'a changé sur ce point: ce sera la mise en oeuvre des principaux objectifs de ce programme", a expliqué, Gerry Rice. (AFP 03.05)

Sarkozy, un président illégal pendant 5 ans

L'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, emprisonné en Tunisie, a affirmé que le régime de Mouammar Kadhafi avait financé la campagne 2007 du candidat Nicolas Sarkozy, ont rapporté jeudi à Tunis ses avocats.

"Mouammar Kadhafi, son régime et les responsables qui travaillaient avec lui ont financé la campagne électorale de Sarkozy en 2007", a déclaré à la presse Me Bechir Essid, avançant un montant de quelque 50 millions d'euros.

Selon cet avocat, l'ex-Premier ministre libyen a affirmé que "le marché a été conclu par Moussa Koussa (nldr: ex-chef des services de renseignements extérieurs) sur instruction de Kadhafi et assuré que des documents attestant de la transaction existent".

L'opération a été effectuée par le Fonds Libyen des investissements africains, a ajouté Me Essid, déclinant tout commentaire sur le document publié par le site d'information français Mediapart qui accusait le président de ce fonds, Bachir Saleh, d'avoir joué un rôle dans le projet allégué de financement libyen.

Mediapart a publié samedi un document attribué à un ex-dignitaire libyen affirmant que Tripoli avait accepté de financer pour "50 millions d'euros" la précédente campagne de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le président-candidat a annoncé qu'il portait plainte contre Mediapart pour la publication de cette note qu'il a qualifiée de "faux". Le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire pour "faux et usage de faux" et "publication de fausses nouvelles".

Le Conseil national de transition au pouvoir en Libye a demandé l'extradition de Bachir Saleh et affirmé que la note publiée par Mediapart est "fausse".

Selon son avocat, un ex-Bâtonnier et opposant nationaliste, l'ex-PM libyen a regretté "l'ingratitude de Sarkozy qui en cadeau de retour a été le premier à envoyer les troupes de l'OTAN en Libye".

"Il était amer et très abattu", a ajouté Me Essid, qui n'a pas précisé la date à laquelle les propos de l'ex-PM libyen ont été tenus, ni les motivations de son client à les rendre publics deux jours du 2e tour de l'élection présidentielle en France.

Un deuxième avocat de Al-Baghdadi Al-Mahmoudi --qui est sous le coup de deux demandes d'extradition de Tripoli-- a confirmé la version de Me Essid, ajoutant que son client croit que "le président français est derrière sa détention prolongée" en Tunisie.

"Ma détention en Tunisie est à l'instigation du président français afin que les détails sur le financement de sa campagne 2007 ne soient pas révélés", a dit Me Mabrouk Kourchid, rapportant à l'AFP les accusations de son client.

Souffrant, l'ex-chef du gouvernement libyen a été hospitalisé mercredi à Tunis pour cause d'"hémorragie interne", a-t-il dit.

Les autorités tunisienne l'avaient maintenu en prison malgré son acquittement le 12 février par la justice tunisienne qui le poursuivait pour "franchissement illégal de la frontière" suite à son arrestation près de la frontière algérienne peu après la chute

du régime Kadhafi. (AFP 03.05)

Pourquoi ce titre ? Parce qu'en empochant ces 50 millions d'euros il a explosé le budget légal de sa campagne électorale qui était de 20 ou 22 millions je ne sais plus au juste, 20 plus 50 égal 70 millions d'euros.

La peste brune rôde. Suite.

Environ 200 policiers ont manifesté jeudi à Lyon, pour la troisième fois en quelques jours, en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour revendiquer de meilleures conditions de travail, a constaté un journaliste de l'AFP.

Jeudi, les policiers, en civil, s'étaient donné rendez-vous sur cette même place, avant de défiler tout autour aux cris de "*Policiers en colère*", et de bloquer ainsi la circulation.

A l'issue de la manifestation, les policiers, dont certains ont déploré la "*récupération du mouvement spontané des policiers par les syndicats*", ont chanté la Marseillaise. (AFP 03.05)

Ils auraient dû inviter Royal, Mélenchon et Laurent pour faire les coeurs ! Je n'ai pas retenu Sarkozy, il est déjà leur président d'honneur, du déshonneur devrait-on dire.

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Thierry Gaubert a été condamné ce jeudi à 10 mois de prison avec sursis et 10.000 euros d'amende pour détournement de fonds par le tribunal correctionnel de Nanterre, selon notre journaliste sur place. L'homme a en revanche été relaxé concernant l'escroquerie et la prise illégale d'intérêts. Thierry Gaubert a été le proche collaborateur de Nicolas Sarkozy à Neuilly et au ministère du Budget.

Il est également visé par une enquête préliminaire ouverte par le parquet de Nanterre à la suite de signalements de Tracfin. Selon Mediapart, cette cellule gouvernementale de lutte anti-blanchiment a constaté plusieurs flux financiers suspects entre lui et l'intermédiaire en contrats d'armement Ziad Takieddine, également mis en examen dans le dossier Karachi.

L'ex-directeur général de Thierry Gaubert, Philippe Smadja, a été de son côté condamné à 15 mois de prison avec sursis et à 20.000 euros d'amende. La juge a estimé que le rôle de Thierry Gaubert était plus limité que celui de son ancien collaborateur, mais a noté *« une propension naturellement répréhensible »* à confondre leurs intérêts privés et ceux des organismes publics dont ils ont eu la charge. (20minutes.fr 03.05)

2- Tunisie

La justice tunisienne a condamné jeudi le patron de la chaîne privée Nessma, à une amende pour atteinte au sacré, une décision en forme de compromis particulièrement attendue dans un procès test pour la liberté des médias depuis la chute de Ben Ali.

"Nabil Karoui a été condamné au versement d'une amende de 2.400 dinars (1.200 euros) pour la diffusion au public d'un film troublant l'ordre public et portant atteinte aux bonnes moeurs", selon le jugement du tribunal de première instance de Tunis.

Le patron de la chaîne Nessma était poursuivi après la diffusion du film franco-iranien Persepolis qui raconte les dérives du régime iranien à travers les yeux d'une petite fille. En cause: une scène où Allah est dessiné, un blasphème interdit par l'islam sunnite.

"Je suis extrêmement triste. Je pensais qu'en ce jour la Tunisie allait donner une autre image au monde entier que celle qui atteint aux libertés", a déclaré M. Karoui à l'AFP.

"Je suis très préoccupé par la situation des libertés en Tunisie parce que ma condamnation constitue un très mauvais message non seulement au niveau national mais aussi dans tout le Maghreb", a-t-il ajouté.

Le film Persepolis avait été diffusé le 7 octobre peu avant le premier scrutin libre après le soulèvement qui avait chassé l'ex-président Ben Ali le 14 janvier 2011 sous la pression de la rue.

Ouvert le 16 novembre 2011 et reporté deux fois, le procès de M. Karoui a déchaîné les passions entre défenseurs des libertés et milieux islamistes extrémistes responsables de violences.

Un technicien de la chaîne et une responsable de la version en dialecte tunisien du film ont été également jugés et condamnés à une amende de 1.200 dinars chacun.

"Ce jugement est une atteinte à la liberté de la presse. On espérait un acquittement pur et simple en cette journée mondiale de la liberté de la presse", a dit à l'AFP Me Abada Kefi. La défense va interjeter appel, a ajouté l'avocat de la chaîne.

"M. Karoui aurait pu être condamné à une peine allant de trois à six mois de prison ferme au regard des chefs d'accusation", a estimé un avocat de la partie civile, Rafik Ghak ajoutant qu'il allait examiner avec ses clients l'intérêt de faire appel.

M. Karoui était absent à l'annonce du verdict qui coïncidait avec la Journée mondiale de la liberté de la presse célébrée en Tunisie depuis la chute de Ben Ali. (AFP 03.05)

Sous Ben Ali ils n'auraient pas été condamnés, mais voilà les institutions sont restées en place, les juges et le parquet n'ont pas changé, hier au service du tyran, aujourd'hui de la contre-révolution islamique. D'où la nécessité de détruire de fond en comble l'Etat lors d'une révolution prolétarienne.

Social

France

1- Grève à la SNCM

La grève lancée mercredi par la CGT-marins au niveau national pour réclamer l'application des mêmes lois sociales pour toutes les compagnies de navigation, se poursuivait jeudi à Marseille où elle paralysait le trafic Corse-continent à la SNCM et à la Méridionale (ex-CMN).

"Le mouvement est reconduit à l'unanimité à la Méridionale, la SNCM", a indiqué à l'AFP Frédéric Alpozzo, responsable CGT à la SNCM.

Il a justifié cette reconduction du fait de l'absence "de réponse concrète à la proposition de loi déposée par les élus communistes du Front de Gauche de la part des candidats à la présidence de la République et des partis républicains aux législatives puisqu'on a sollicité tous les partis sauf le Front national".

Le syndicat réclame l'application aux autres compagnies assurant les liaisons entre la Corse et le continent, notamment la Corsica Ferries, dont les navires battent pavillon italien, de l'inscription au premier registre maritime prévoyant l'application des lois sociales françaises.

Pour Pierre Mattei, directeur général de la Corsica Ferries, "le dumping social n'existe pas".

"Les règles sociales sur les lignes de Corsica Ferries en concurrence avec la SNCM sont régies par un décret de mars 1999 qui précise que, même sous pavillon européen non français, les conditions de travail sont celles prévues par les conventions collectives françaises et en vigueur sur les navires de pavillon français de premier registre sous lequel opèrent CMN et SNCM", écrit-il dans un communiqué.

Les personnels naviguant et sédentaires de la Société nationale Corse Méditerranée (SNCM) et de La Méridionale sont appelés à une grève reconductible de 24 heures depuis mercredi matin. (AFP 03.05)

2- Le crédit immobilier réservé aux nantis.

Les banques accordent toujours moins de crédits immobiliers. Les montants ont en effet continué de chuter de 9,5% au mois d'avril, portant le recul en glissement annuel à 32,2% sur les quatre premiers mois de l'année, selon l'Observatoire Crédit logement/CSA publié jeudi. Un recul qui signale l'exclusion de toute une partie de la population du marché immobilier.

"L'embellie de l'automne 2011 n'a pas suffi à inverser la tendance récessive du marché. Ce dernier se recentre sur une clientèle plus aisée à l'apport personnel croissant, au détriment des jeunes acheteurs notamment", a relevé Crédit Logement, établissement de crédit dont les actionnaires sont les grandes banques françaises. "Le bouleversement du marché, très probablement, ne va pas s'arrêter", estime Michel Mouillart, professeur d'économie à l'université Paris Ouest et l'un des auteurs de l'Observatoire. Pessimiste, il pronostique un recul de la production de prêts immobiliers à 120 ou 125 milliards cette

année contre 160 en 2011.

Tous les types d'opérations sont touchés. Qu'il s'agisse des acquisitions de logements neufs avec des prêts en recul de 24,5% sur un an pour les quatre premiers mois de l'année. Ou, encore plus, des logements anciens : les prêts les concernant se sont en effet repliés de 38,3% à la fin avril en glissement annuel.

Dans un marché en récession et en pleine mutation (impact de la crise, reconfiguration du PTZ+ et du dispositif Scellier), l'Observatoire a constaté une forte progression de l'apport personnel, une réduction des montants empruntés mais une augmentation du coût moyen par opération. "*Toutes les catégories de ménages sont concernées par la hausse de l'apport moyen. La suppression du PTZ+ a fait sortir du marché toute une partie des ménages, les plus modestes, ce qui a un effet mécanique sur le taux d'apport*", a noté M. Mouillart.

L'apport moyen atteignait 28,6% du coût de l'opération à fin avril (24,7% un an plus tôt). Les montants moyens empruntés sont passés de 152.900 euros en avril 2011 à 145.800 euros en avril 2012, tandis que le coût moyen par opération a grimpé à 204.300 euros (202.900 euros en avril 2011). (lexpansion.com 03.05)

3- Les bienfaits d'une directive européenne.

Le prix des oeufs a plus que doublé en un an en France, en raison d'une baisse de la production liée au retard pris par la mise aux normes des cages des poules pondeuses, relève la revue Agreste du ministère de l'agriculture, dans son édition publiée jeudi.

Cette flambée résulte de la raréfaction de la production d'oeufs. Depuis le 1er janvier 2012, les propriétaires d'élevages de poules pondeuses sont tenus de respecter de nouvelles normes en matière de bien-être animal, qui prévoient des améliorations sur la taille des cages ainsi que sur leur aménagement. (AFP 03.05)

2- Allemagne

Quelque 115.000 salariés ont pris part jeudi à des débrayages et à des rassemblements organisés pour appuyer les revendications salariales dans l'industrie allemande, a annoncé le syndicat IG Metall.

C'est en Bavière (sud) que les arrêts de travail ont été les plus importants, avec 46.000 ouvriers de 78 usines, a précisé le puissant syndicat allemand, devant la Rhénanie du nord-Westphalie (nord-ouest) et le Bade-Wurtemberg (sud), avec 16.000 environ.

Au total, depuis le début, le week-end dernier, de ce mouvement pour obtenir des hausses de salaire de 6,5%, IG Metall a dénombré 160.000 participants.

Ces négociations salariales, menées simultanément dans plusieurs Etats régionaux, sont un temps fort de l'actualité sociale allemande et donnent le ton pour nombre d'autres secteurs de l'économie du pays.

Au début du mois, ce sont les deux millions de salariés de la fonction publique qui avaient obtenu 6,3% de hausse sur 2 ans, après avoir eux aussi eu recours à des grèves dans tout le pays.

Cet accord a été critiqué par les employeurs du secteur de la métallurgie qui y voient un mauvais exemple pour leurs propres négociations. (AFP 03.05)

Economie

1- BCE

La croissance doit être une priorité de la zone euro mais pas au détriment de la discipline budgétaire, a estimé jeudi le président de la Banque centrale européenne (BCE) Mario Draghi, lors d'une conférence de presse donnée en Espagne où était réuni le conseil des gouverneurs de la BCE.

Pour Mario Draghi, il n'y a "*pas la moindre contradiction*" à poursuivre un pacte de croissance tout en continuant sur la voie de l'assainissement des finances publiques.

"*Il est certain que je suis d'accord avec votre question lorsque vous dites qu'il faut remettre la croissance à l'ordre du jour, sans la moindre contradiction avec la nécessité de persévérer dans la consolidation budgétaire*", a-t-il affirmé.

Le patron de la Bundesbank Jens Weidmann fait pression sur Mario Draghi pour qu'il restreigne le rôle joué par la BCE dans la

crise, voulant que les pays fassent le ménage chez eux plutôt que recourir à la banque centrale.

"Un assainissement budgétaire pertinent et des réformes structurelles résolues constituent la meilleure politique de croissance parce que de cette manière on rétablit la confiance et la performance économique s'en trouve renforcée", a dit Jens Weidmann à l'hebdomadaire Die Zeit. (Reuters 03.05)

2- Assurance

L'assureur American International Group a publié jeudi un bénéfice plus que doublé au premier trimestre par rapport au même trimestre de l'an dernier qui avait été affecté par des pertes dues au séisme du 11 mars au Japon.

Le bénéfice net de la période janvier-mars se monte à 3,2 milliards de dollars. Les actifs sous gestion se montaient à 265 milliards de dollars à la fin du trimestre. (Reuters 03.05)

3- France

Hermès International a vu ses ventes grimper de 21,9% au premier trimestre, portées par une demande de produits de luxe toujours très soutenue en Asie et par une forte accélération de ses ventes en Europe.

Le fabricant des célèbres sacs Birkin et des "carrés" de soie a vu son chiffre d'affaires atteindre 776,9 millions d'euros au premier trimestre, signant une croissance à taux de change constants de 17,6%. Un an auparavant, la croissance avait atteint 20,7%.

Elle marque une accélération par rapport au quatrième trimestre 2011, où elle s'était tassée à 14,2%, et reste très proche des 18,3% engrangés sur l'ensemble de 2011.

La performance d'Hermès a à peine faibli en Asie (hors Japon), où ses ventes ont grimpé de 22,4% à taux constants, après +24,5% au dernier trimestre 2011 et au regard d'une base de comparaison extrêmement élevée de +27,3% au premier trimestre 2011.

En Europe, où les ventes ont bondi de 26,6%, Hermès a profité d'un afflux massif de touristes asiatiques, principalement chinois, venus acheter des produits vendus entre 45% et 50% moins cher qu'en Asie.

Dans l'Hexagone, elles ont signé une solide progression de 13,9%. (Reuters 03.05)

Je vous ai épargné les autres détails de cet article, il y a déjà de quoi avoir envie de gerber avec ces quelques chiffres.

Plus sérieusement, l'orientation du chiffre d'affaires et surtout du bénéfice d'Hermès correspond à l'orientation du capitalisme mondial qui favorise le développement de l'Asie au marché le plus important du monde au détriment de l'Europe et des Etats-Unis.

4- Chine

L'UE et la Chine ont signé des déclarations conjointes en vue d'un "partenariat" dans le domaine de l'énergie, prévoyant notamment l'ouverture de leurs marchés respectifs, selon le président de la Commission européenne José Manuel Barroso.

"Nous nous sommes mis d'accord pour étendre notre partenariat à des secteurs-clé comme les marchés de l'électricité, la sécurité de l'énergie et l'urbanisation", a-t-il précisé.

L'objectif, en matière de sécurité énergétique, est de *"s'engager ensemble en tant qu'acteurs mondiaux responsables afin de prendre les meilleurs choix énergétiques, les investissements les plus durables"*, a insisté M. Barroso: *"la Chine et l'UE partagent une responsabilité mondiale"* en la matière.

"Ensemble, nous allons discuter d'une série de sujets liés au marché, tels que la fixation des prix, l'accès au marché et les normes techniques pour l'intégration durable des énergies renouvelables aux réseaux", a-t-il précisé.

Dans la matinée, M. Li avait estimé pour sa part que *"le partenariat Chine-UE est l'un des plus importants au monde"* après une rencontre avec le président de l'UE, Herman Van Rompuy. (AFP 03.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 5 mai

CAUSERIE

J'ajouterai une quinzaine d'articles dans la journée.

Il n'y a pas de courant depuis ce matin 9h, il est 11h10. En fait, la centrale nucléaire produit suffisamment d'électricité pour couvrir la demande, mais c'est l'installation électrique qui est défectueuse, poteaux et files électriques posés n'importe comment, réseau non entretenu, etc. Donc finalement, rien de changé ou presque, hier il faisait déjà 30°C à 8 heures du matin, entre 40 et 45°C à midi. Du coup, je travaille le soir en mettant la climatisation dans le bureau et je termine le boulot le matin, l'après-midi je bricole ou je m'occupe de mes affaires.

Rien de plus normal en fait.

Les rencontres d'un responsable patronal avec François Hollande et avec un conseiller économique de Nicolas Sarkozy se sont avérées surprenantes. Commentaire - presque étonné - d'un responsable patronal qui a rencontré à deux reprises François Hollande : *"Contrairement à la description qui en est parfois faite, il a des opinions très affirmées. Mais en même temps, il s'est montré très pragmatique."*

Le même a tenté, sans succès, de rencontrer Nicolas Sarkozy, avant de voir Sébastien Proto, son conseiller économique : *"Lui était très arrogant, très "c'est comme ça, et pas autrement"... Le contraste entre les deux était frappant."* (lexpress.fr 04.05)

Le *"très pragmatique"*, signifie que Hollande tient un discours en direction des travailleurs sachant très bien qu'il ne le mettra pas en pratique, tandis que le patronat sait pouvoir compter sur l'application de son discours dans sa direction. Dès lors on ne peut même pas dire que Hollande ou le PS seraient des traîtres, il s'agit uniquement d'une manoeuvre (grossière) pour tromper les travailleurs alors qu'il se situe dans le camp de leurs ennemis. Donc pour remettre le PS à sa juste place, il faut le traiter comme un parti du capital et non comme un parti ouvrier ce qui serait déjà marcher dans sa combine, s'en faire le complice, ce à quoi nous nous refusons catégoriquement.

En période d'offensive violente du capital, le parti officiel de l'ordre, l'UMP, n'a pas d'autre possibilité que de passer en force et d'apparaître plus isolé que jamais, tandis que le parti officieux de l'ordre, le PS, dispose d'une marge de manoeuvre en s'appuyant sur le soutien ouvert des dirigeants syndicaux pour imposer la même politique réactionnaire.

Quand le parti de l'ordre n'a plus les moyens d'imposer sa politique, c'est le PS qui prend le relais avec la complicité de ses satellites, jusqu'au moment où il s'est tellement compromis que le parti de l'ordre revient au pouvoir et ainsi de suite. Voilà ce qu'on nous demande de cautionner le 6 mai, en réalité depuis près d'un siècle.

Quand un responsable patronal affirme que Hollande est *"très pragmatique"*, il veut dire par là qu'il est prêt à poursuivre la politique de Sarkozy, à se ranger au côté du marché.

Les vociférations et les gesticulations spectaculaires d'un Mélenchon ont pour principal objectif de masquer la véritable nature du PS, donc de soutenir le régime en place.

En refusant d'appeler à rompre avec l'UE tout en faisant de son combat contre Sarkozy et l'extrême droite sa priorité, en appelant à participer au second tour de la présidentielle et à voter Hollande, Mélenchon s'emploie sournoisement à renforcer le camp des partisans de l'UE, les deux candidats restant en lice ayant voté oui le 29 mai 2005 et s'apprêtant à ratifier le TSCG et le MES.

La peste brune continue d'occuper le pavé.

Entre 200 et 300 policiers en civil et hors service ont de nouveau manifesté à Paris en soutien à leur collègue de Seine-Saint-Denis mis en examen pour homicide volontaire, mais aussi pour exprimer leur *"ras-le-bo"*.

Les policiers se sont rassemblés *"spontanément"*, selon eux, porte Maillot, devant le Palais des Congrès (XVIIe arrondissement), puis ont entrepris peu après midi de défiler vers l'avenue des Champs-Élysées, bloquant la circulation dans cet endroit très fréquenté aux cris de *"policiers en colère"*.

Ils ont été empêchés par un cordon de gendarmes mobiles de poursuivre au delà de l'avenue de la Grande Armée, non loin de la porte Maillot, et se sont ensuite dispersés peu après 13H00, a constaté l'AFP.

Regroupés plus ou moins en coordination, les manifestants de ces derniers jours envisagent également une journée nationale de mobilisation le mercredi 9 mai à midi, en marge de celles des syndicats de police, selon des modalités non encore précisées.

(AFP 04.05)

Avec la bienveillance de la Préfecture de police de Paris, de l'Élysée et du gouvernement en place jusqu'à demain soir.

Travailleurs, vous avez le droit d'évaluer vos besoins sans compter, sans modération.

Le laboratoire pharmaceutique va augmenter de 5% à 1,26 million d'euros le salaire fixe de Chris Viehbacher. Cette année il percevra en plus une part variable ciblée à 200% de son fixe en fonction notamment de la réalisation de critères financiers. En 2011, cette part variable lui a rapporté 2,28 millions d'euros.

Enfin, le directeur général bénéficiera en 2012 de stock-options pour un montant de 240.000 euros et des actions de "performance" pour 42.000 euros.

Sanofi a lancé un nouveau programme d'économies de deux milliards d'ici 2015 après les deux milliards déjà économisées entre 2009 et 2011.

Les syndicats du groupe, qui emploie un tiers de l'industrie pharmaceutique française, redoutent plusieurs milliers de suppressions de postes sur trois ans.

Le premier plan, engagé en 2009 face à la vague d'expiration de brevets qui ne prendra fin qu'en 2013 chez Sanofi, s'est traduit par la suppression de 3.500 emplois directs et plusieurs milliers d'emplois induits, selon les syndicats. (Reuters 04.05)

Pourquoi la question des inégalités n'est-elle pas traitée de telle sorte qu'apparaisse clairement que la classe des capitalistes se situe uniquement sur le terrain de ses besoins, et que les travailleurs devraient faire de même ou plutôt ceux qui sont censés les représenter ? Pourquoi n'est-il pas mis en relief que les inégalités correspondent finalement à une conception de la société bien spécifique.

La question à l'ordre du jour ne serait-elle pas dans quelle société voulons-nous vivre ? On nous impose un type de société qui piétine nos besoins et aspirations, et voilà que nous sommes incapables de proposer un autre type de société. Apparemment, cela ne choque pas vraiment les militants des partis concernés.

Guéant expulsé le 6 mai ! Où ? A Guantanamo par exemple !

Un Algérien présenté à tort par le ministre de l'Intérieur comme condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994 a décidé de déposer plainte vendredi en diffamation contre Claude Guéant, a indiqué son avocat, Me Eric Plouvier, à l'AFP.

Ali Belhadad a été expulsé le 2 avril vers l'Algérie dans la foulée de l'affaire Merah, le ministre Claude Guéant justifiant sa décision dans un communiqué par ses relations avec "*la mouvance islamiste radicale*" et assurant qu'il a été "*condamné pour son rôle dans les attentats de Marrakech en 1994*".

"*Il ne fait aucun doute que cette affirmation est totalement fausse*", relève Me Plouvier dans sa plainte qui doit être déposée dans la journée, précisant que le casier judiciaire de son client ne porte trace d'aucune condamnation.

Une représentante du ministère de l'Intérieur avait reconnu mi-avril devant le tribunal administratif, devant lequel M. Belhadad contestait son expulsion, que ce communiqué était erroné, une erreur qu'elle avait qualifiée de "*regrettable*".

"*Ce communiqué paraît avoir délibérément servi une politique de communication du ministre dans un contexte électoral*", estime pour sa part l'avocat de M. Belhadad.

Ali Belhadad, 44 ans, vivait en France depuis 20 ans et possédait un titre de séjour valable jusqu'en 2019.

Le Conseil d'Etat a rejeté le 20 avril le recours présenté par M. Belhadad contre son expulsion. (AFP 04.05)

Dictature. Tribunal d'exception. Condamné à 5 ans de prisons pour des courriels.

Adlène Hicheur, un physicien franco-algérien détaché au Cern de Genève, a été condamné à Paris à quatre ans de prison ferme pour avoir échangé des mails équivoques, dont certains évoquant de possibles attentats, avec un responsable présumé d'Aqmi.

La défense conteste avec la dernière vigueur l'identité de ce mystérieux interlocuteur sur lequel se base l'essentiel des charges.

A l'audience du 30 mars, le prévenu avait minimisé ce message. "Il n'y a jamais eu de dévolu sur quoi que ce soit", s'était-il emporté.

"C'est un Guantanamo français", a dénoncé à l'issue du délibéré le frère du prévenu, Halim Hicheur.

Tout en reconnaissant les "propos parfois inquiétants et certes critiquables" de son client, Me Baudouin a dénoncé pour sa part "un scandale judiciaire", car Adlène Hicheur a été condamné "au vu de simples mots échangés sur le net".

"C'est l'aboutissement logique du rouleau compresseur de la justice antiterroriste", a-t-il conclu, considérant que cette décision "contre-productive" était "un coup de main donné par la justice" aux "véritables terroristes" qui font "leur pain blanc des failles de la démocratie". (AFP 04.05)

Normal, les "véritables terroristes" sont le bras armé du régime contre la démocratie.

La "sagesse" au-dessous du niveau de la ceinture.

«Le fait de harceler autrui dans le but d'obtenir des faveurs de nature sexuelle est puni d'un an d'emprisonnement.» Vingt ans après son adoption, la loi sur le harcèlement sexuel va disparaître du Code pénal. Le Conseil constitutionnel s'est en effet prononcé sur la conformité du texte., et a décidé ce vendredi l'abrogation immédiate de la loi, dont il a jugé la formulation trop floue, renvoyant au législateur la responsabilité de définir plus clairement les contours de ce délit.

En l'espèce l'article 222-33 du code pénal permet que le délit de harcèlement sexuel soit punissable sans que les éléments constitutifs de l'infraction soient suffisamment définis. Par suite, ces dispositions méconnaissent le principe de légalité des délits et des peines. Le Conseil constitutionnel les a donc déclarées contraires à la Constitution.

L'homme qui a saisi les Sages d'une QPC (question prioritaire de constitutionnalité) n'est pas n'importe qui. Ancien ministre sous Valéry Giscard d'Estaing, Gérard Ducray a été condamné à trois mois de prison avec sursis après la plainte de trois femmes fonctionnaires. "Il a pu y avoir une drague peu subtile. Mais de là à dire que ces femmes ont été harcelées..." lâche Claire Waquet, son avocate.

S'il donne raison à Gérard Ducray, le Conseil devra abroger la loi actuelle, enterrant les procédures en cours. (20minutes.fr 04.05)

Abolition du Conseil constitutionnel, de la Ve République qui a donné le pouvoir au marché !

Bruit de campagne

Le parti de l'ordre ne supporte pas la liberté de la presse

Mardi, c'est une journaliste de Mediapart qui a été prise à partie par des militants lors de la fête du travail de Nicolas Sarkozy au Trocadéro, à Paris. Jeudi, ce sont deux journalistes de BFM TV qui ont été agressés en marge du meeting du candidat UMP à Toulon, l'un d'entre eux ayant reçu, en plus d'insultes, une bouteille d'eau sur le visage.

Lors d'une réunion publique aux Sables-d'Olonne, Nicolas Sarkozy s'en est pris à un journaliste qui effectuait un plateau en direct pendant son discours: «Si notre ami qui fait un direct en me tournant le dos pouvait s'arrêter, ça m'arrangerait», lance Nicolas Sarkozy, visiblement agacé.

Après avoir laissé la salle siffler le journaliste en question, il poursuit: «La politesse n'est qu'une question d'éducation, et s'il y a eu quelque manquement, nous y porterons remède.» (20minutes.fr 04.05)

Qu'est-ce qui est "plus que la gauche" sinon la droite ?

"Je représente ici la gauche, sans doute, mais déjà plus que la gauche. Je représente tous les républicains, les humanistes, ceux qui sont attachés à des valeurs et des principes", a déclaré le candidat PS lors d'une visite à Hombourg-Haut, en Moselle. (AFP 04.05)

Il va finir par dire qu'il ne représente pas vraiment la gauche, il ne le peut pas, les faits le feront apparaître à sa place très rapidement. Un aveu dont se foutent pas mal ceux qui appellent à voter Hollande.

Selon les analyses que feront les dirigeants du PS des mobilisations en cours et du rapport de forces réel entre les classes, ils s'orienteront de préférence vers un Front populaire ou une coalition de type union nationale pour satisfaire au diktat du marché. S'ils estiment trop faibles leurs satellites pour contenir la classe ouvrière, ils s'encanilleront avec le MoDem ou des transfuges de l'UMP.

Tout dépendra aussi de quelle manière ils vont apprécier l'état d'esprit des masses et le risque d'explosion sociale qui ne relève pas de la chimère mais demeure omniprésent, à quel niveau ils placent la barre des sacrifices que les masses pourront subir sans déferler dans la rue dans un fureux torrent incontrôlable.

On ne peut comprendre les différentes tactiques et la stratégie du PS qu'à partir du moment où on a à l'esprit que son unique objectif est de servir les capitalistes.

INFOS EN BREF

Politique

Grande -Bretagne

L'opposition travailliste a enregistré une nette poussée en Angleterre et au Pays de Galles lors d'élections municipales partielles qui font figure d'avertissement pour le gouvernement de coalition du conservateur David Cameron à mi-mandat.

A Londres cependant, le maire sortant, le conservateur Boris Johnson, a été réélu avec 51,5% des voix devant le travailliste Ken Livingstone (48,5%) qui a dirigé la ville de 2000 à 2008, selon les résultats officiels publiés vendredi soir.

L'opposition travailliste a emporté de nombreux conseils municipaux, surtout dans le centre et le sud de l'Angleterre, ainsi qu'au Pays de Galles, des régions jugées cruciales pour un éventuel retour des travaillistes au pouvoir en 2015.

La deuxième ville du pays, Birmingham (centre de l'Angleterre), ainsi que Southampton (sud), Plymouth (sud-ouest) et Cardiff, la capitale du Pays de Galles, ont été gagnées par les travaillistes.

Plus de 5.000 sièges étaient en jeu jeudi dans 181 conseils municipaux d'Angleterre, d'Ecosse et du Pays de Galles.

Dans le détail, les travaillistes ont décroché 824 sièges supplémentaires et contrôlent 75 des 181 conseils qui étaient en jeu lors de ce scrutin, tandis que les conservateurs ont perdu 403 sièges et ne dirigent plus que 42 conseils municipaux, selon des résultats définitifs.

En Ecosse, le Parti national écossais (SNP), parti indépendantiste qui dirige cette région britannique semi-autonome, et le Labour ont remporté de forts gains. Les travaillistes ont pris le contrôle de la capitale Edimbourg, jusqu'alors dirigée par les libéraux-démocrates.

Le vote de jeudi, avec une participation très faible estimée à 32%, sanctionne la politique d'austérité du gouvernement qui accumule les déboires depuis des semaines.

Autre déconvenue pour le Premier ministre, son appel à élire directement au suffrage universel les maires d'une dizaine de grandes villes n'a pas été suivi. Au moins huit villes ont rejeté l'idée dans des référendums locaux. (AFP 04.05)

Un taux d'abstention à 78% auquel il faut ajouter quelques pourcents de votes blancs ou nuls, et le moins qu'on puisse dire c'est qu'aucun de ces élus n'est légitime, que les institutions sont massivement rejetées ainsi que la politique antisociale de Cameron.

Social

1- France

Une centaine de syndicalistes, selon la CGT, une cinquantaine selon la direction, a envahi quelques heures le siège de l'AP-HP (Assistance publique-Hôpitaux de Paris) pour protester contre des "suppressions d'emploi" et dénoncer le "manque de dialogue social".

"Nous avions prévu un rassemblement devant le siège mais, face à la présence de barrières et de forces de l'ordre, nous avons décidé de rentrer pour être reçus par la direction générale", a déclaré à l'AFP Olivier Cammas responsable de l'Usap-CGT.

Les manifestants ayant pénétré dans les locaux, ont discuté avec des membres de la direction qui leur a proposé une séance de négociations pour le 11 mai, a affirmé Rose May Rousseau, une autre responsable CGT.

Cette action avait été organisée pour protester contre un document envoyé lundi par la direction concernant les

perspectives d'évolution de l'emploi pour les années à venir, selon la CGT.

Ce document, consulté par l'AFP, prévoit 3.326 suppressions d'emploi selon la CGT, dont 1.040 postes d'infirmières d'ici 2016. Il précise aussi qu'en 2011, les effectifs rémunérés ont diminué de 1.184, soit une baisse de 1,8%.

Mais pour le directeur des ressources humaines de l'AP-HP Christian Poimboeuf, il ne s'agit pas de "*suppressions d'emplois*" mais "*d'évolution tendancielle des emplois*".

"*La direction nous a dit qu'il s'agissait d'un document de travail. Mais ce sont des objectifs clairs et nets qui participent du démantèlement de l'assistance publique et de l'offre de soins de service public*", a dénoncé Mme May Rousseau.

De son côté, M. Cammas a critiqué une "*volonté scandaleuse de restructuration*".

"*Nous protestons aussi contre le manque de dialogue social qui dure depuis deux ans et l'annulation d'une réunion annuelle rassemblant des directeurs et des élus qui devait se tenir aujourd'hui (vendredi)*", a ajouté M. Cammas, précisant que la CGT avait adressé une lettre ouverte à Mme Mirelle Faugère, la directrice générale de l'AP-HP.

Cette réunion devrait se tenir en juin, a indiqué M. Poimboeuf. Selon lui à l'AP-HP "*on a un dialogue social, parfois heurté mais qui existe*".

L'AP-HP est le plus grand centre hospitalier universitaire (CHU) de France avec 37 établissements, réunis en 12 groupes après la restructuration. Premier employeur d'Ile-de-France avec 90.000 personnels dont 22.000 médecins, l'AP-HP a pris en charge 7 millions de patients en 2011 dont 1,1 million aux urgences. (AFP 04.05)

2- Allemagne

Ces manifestations de travailleurs portant casquettes ou capes rouges, ont touché des icônes du modèle allemand, comme Bosch, BMW ou Siemens.

Outre le syndicat qui négocie pour plus de 3,5 millions de salariés de la métallurgie, des machines-outils, de l'automobile ou encore des semi-conducteurs, son homologue des services Verdi a organisé des grèves réunissant 15.000 salariés de Deutsche Telekom et compte en faire autant dans la banque (220.000 salariés concernés).

"*L'industrie a eu de très bons résultats l'an dernier (et) les salariés veulent leur juste part*", cependant "*la réussite de l'économie allemande semble s'émousser*", analyse Hilmar Schneider, de l'Institut de recherche sur l'avenir du travail (Bonn).

Cette année, le niveau des "*revendications est inhabituel, tranchant avec une longue période de 15 années de retenue salariale*", souligne Eckart Tuchtfield, spécialiste du marché du travail chez Commerzbank.

Quelle que soit l'issue du bras de fer, "*les accords seront plus élevés*" que les années précédentes, prédit-il, notamment en raison des 6,3% de hausse sur deux ans obtenus par deux millions de salariés de la fonction publique en avril.

"*Nous avons l'impression que (ce mouvement) ne concerne pas que cette année, mais qu'il y a un vrai tournant vers de plus larges augmentations, de 3% par an contre 1 à 2% avant*", estime M. Tuchtfield.

Selon lui, ces négociations marquent un revirement pour des syndicats qui marchaient main dans la main avec le patronat, faisant des concessions sur les salaires pour favoriser la compétitivité des entreprises au nom de l'emploi.

Dans l'ensemble, "*le pouvoir des salariés se renforce*" dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, abonde Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail (université de Brême).

Cependant, "*le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent*", selon lui. "*Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité*", ajoute-t-il. (AFP 04.05)

C'était inutile de le préciser, ils sont corrompus jusqu'à la moelle !

[Haut de page ↗](#)

Le 6 mai

CAUSERIE

Je n'ai pas eu le temps de mettre en ligne une quinzaine d'articles, ce sera plus tard dans la journée. La coupure de courant hier a duré de 9h à 19h. Toutes les pages d'accueil des différentes rubriques du site ont été actualisées.

Bon dimanche à tous.

Tout tient en une phrase.

Samedi, dans un entretien au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung, Pierre Moscovici, a dit "*ne pas vouloir provoquer de crise*", en réponse le ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré avoir "*confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune*", dans un entretien au Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung à paraître aujourd'hui.

Mélenchon, Laurent et Cie. ne pourront pas dire qu'ils n'ont rien entendu, qu'ils ne savaient pas ou que Hollande aurait ensuite changé, non, il a affiché d'emblée la couleur, ce qui signifie que dans le cas où il serait élu, il revendiquerait la légitimité pour appliquer sa politique antisociale et réactionnaire.

Reste à savoir quelle sera l'ampleur de sa victoire, non pas contre Sarkozy mais contre la classe ouvrière.

Plus elle sera large, plus il s'entourera de précautions dans la présentation et l'application de sa politique pour profiter au maximum du soutien que lui apporteront les satellites du PS et les dirigeants syndicaux, avant qu'ils ne soient contraints de prendre leur distance avec lui suite à la mobilisation de leurs bases.

Moins elle sera large et plus il devra se méfier d'une réaction violente à l'annonce des premières mesures réactionnaires qu'il entendra appliquer, qui pourrait conduire les satellites du PS et les dirigeants syndicaux à lui retirer du moins officiellement tout soutien, ce qui lui compliquerait la tâche dès le début de son mandat.

L'agenda de Hollande est fixé par les institutions européennes et la perspective de la ratification des traités TSCG et MES. En conséquence et compte tenu qu'aucun autre parti n'entend combattre dans la perspective du rejet de ces traités, bien que nous estimons que la campagne du POI nécessiterait que son orientation politique soit modifiée en incluant l'objectif d'abattre les institutions de la Ve République, nous appelons les militants à s'y associer.

C'est le premier combat que nous avons à mener contre Hollande et son gouvernement capitaliste subordonné à l'UE, au FMI, à l'impérialisme américain. Il s'agirait de ne pas le manquer.

Notre démarche ne consiste pas à s'adresser à Hollande ou au PS dont nous n'avons rien à attendre, elle consiste à démontrer que nos revendications sociales sont incompatibles avec la signature de ces traités et que leur satisfaction passera par l'abolition des institutions de la Ve République et la rupture avec l'Union européenne. On part du constat que ces traités élaborés par les représentants des capitalistes, de l'aristocratie financière, des banquiers, sont forcément incompatibles avec les intérêts des travailleurs et que prétendre le contraire relève de la pure escroquerie politique, d'un tour de passe-passe pour tromper les travailleurs, l'analyse de leur contenu le confirme au premier coup d'oeil.

Face au coup de force du gouvernement et des institutions européennes qui s'apprêtent une nouvelle fois à tailler à la hache dans la législation du travail, le CDI, le statut des fonctionnaires, etc. il faut opposer l'unité des travailleurs du public et du privé avec leurs organisations et leurs partis sur les questions des salaires, des retraites, du contrat de travail, des statuts, de l'accès à l'école, du droit à la santé, au logement, du combat contre le chômage et la précarité en général, non pas en s'adressant à leurs dirigeants qui ont réalisé l'unité à leur manière, contre la classe ouvrière, soit autour de Hollande et du PS, soit autour de Chérèque dans l'intersyndicale jaune, mais en dénonçant aux travailleurs et militants leur collusion avec les intérêts des capitalistes et les institutions qu'ils protègent ou qu'ils représentent finalement, seule manière de pouvoir mener le combat sur le terrain de classe du prolétariat, en toute indépendance des lieutenants de la bourgeoisie intervenant dans le mouvement ouvrier, sans semer la moindre illusion dans la tête des travailleurs sur les intentions réelles de Hollande et son gouvernement, dans les institutions ou dans l'UE.

Front unique à la base dans la perspective de l'émancipation du capital conformément à l'objectif du combat du mouvement ouvrier ouvrant la voie au socialisme, combat sans merci contre le gouvernement et les appareils des syndicats inféodés au régime, ainsi que les partis (officiels) de la réaction, UMP, MoDem, FN. Ainsi personne n'est oublié, on ne pourra pas nous accuser d'avoir ignoré les appareils ou de leur laisser le champ libre, accusation habituelle et frauduleuse de nos détracteurs qui ne sert qu'à couvrir leur propre capitulation ou leur incompréhension, leur refus d'admettre que la tactique doit être subordonnée à

la stratégie.

Se refuser à admettre que la tactique doit être subordonnée à la stratégie se traduit dans les faits par l'abandon (ou s'écarter) de l'objectif pour lequel on prétendait combattre. On pourrait ajouter : par l'incapacité de construire le parti.

Croissance = compétitivité = amplification de l'exploitation, de la marchandisation = aggravation de la précarité, des inégalités sociales...

"J'ai confiance de voir nos deux pays pouvoir initier à l'avenir de bonnes solutions pour l'Europe et notre monnaie commune", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, dans un entretien à paraître dans le journal dominical Frankfurter Allgemeine Sonntagszeitung.

De son côté, le directeur de campagne de M. Hollande, Pierre Moscovici, a dit "ne pas vouloir provoquer de crise", assurant que l'amitié franco-allemande restait "un élément essentiel", dans une interview samedi au quotidien Frankfurter Allgemeine Zeitung.

Après le scrutin en France, a assuré M. Westerwelle, "nous allons nous mettre rapidement au travail pour ajouter au traité budgétaire un pacte de croissance pour plus de compétitivité".

Dans le même journal, le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, a abondé dans ce sens: "La stratégie de l'Union européenne comporte depuis le début deux piliers pour maîtriser les deux origines de la crise: la réduction des déficits et les réformes pour améliorer la compétitivité qui fait défaut, et ainsi créer de la croissance".

De son côté, M. Moscovici a déclaré: "Nous savons qu'Angela Merkel préférerait voir gagner Nicolas Sarkozy. Si François Hollande remporte l'élection, nous voulons montrer que rien ne peut ébranler l'amitié franco-allemande. Même un changement de pouvoir ne peut pas l'altérer".

Il y a une semaine, Mme Merkel avait affirmé qu'un agenda concernant la croissance était en préparation pour le sommet européen de juin, tout en répétant qu'il n'y aurait "pas de nouvelles négociations sur le traité budgétaire".

M. Hollande avait alors salué cette déclaration, estimant que Mme Merkel "bougeait" sur la croissance au sein de l'Union européenne et qu'elle "bougerait encore" après le second tour de l'élection présidentielle française du 6 mai. (AFP 05.05)

Voilà à quoi adhère tous ceux qui réclament plus de croissance, étant donné que c'est à la classe des capitalistes au pouvoir de la mettre en musique, la croissance ne peut être tournée que contre les travailleurs. Dès lors il est facile de repérer ceux qui se positionnent au côté des capitalistes et ceux qui demeurent au côté de la classe ouvrière. Une main vous suffira, vous pouvez même enlever quelques doigts superflus.

En gros, Hartz IV appliqué à toute l'UE. Comment Hollande va-t-il s'y prendre pour le présenter aux travailleurs et aux syndicats ? En le présentant comme une avancée sociale, un avantage concédé aux exploités, ce que démentiront ceux qui appellent à plus de croissance en réclamant des compensations en échange, autrement dit actant leur capitulation et la boucle sera bouclée.

Bruit de campagne

Front de gauche. "Nous ne sommes pas gommés du paysage politique veut croire le communicant engagé Arnaud Champremier-Trigano. On est dans une configuration similaire à celle des années 30, avec une déportation de la droite vers l'extrême droite, et si les sociaux-démocrates déçoivent, nous récolterons. C'est alors qu'en 2013, en 2014 et en 2015 que l'on assistera à des mouvements sociaux de grande ampleur." (l'express.fr 05.05)

Il n'aurait pas oublié 2012 ? Admettons que l'on soit dans "une configuration similaire à celle des années 30", et comment se sont-elles terminées ? Voilà la perspective que nous réserve le PG. Quand on vous dit que ces gens-là sont de dangereux aventuriers, est-ce qu'on exagère vraiment ?

En France, il n'y a qu'un parti ouvrier vraiment sérieux, c'est le POI. Mes importants désaccords avec ce parti est une autre question. C'est le seul parti à vraiment combattre l'UE, pour le rejet du TSCG et du MES. C'est le seul parti à tenter de rassembler des travailleurs et des militants de divers partis contre des institutions du capital, tandis que le PG, le PCF et le NPA s'en remettent à l'ONU, à la BCE.

Mais combattre l'UE, c'est aussi combattre les institutions de la Ve République, c'est encore la meilleure façon d'aider nos frères et soeurs à l'autre bout du monde de combattre le gouvernement en place, le Parlement, le patronat, les religieux. Notre ennemi est dans notre propre pays. Si on fait tomber notre propre bourgeoisie, tous les traités que ses représentants ont signé sont abolis, les relations avec l'ensemble des Etats sont remis en cause, les relations avec les institutions internationales du capital sont rompues...

Le combat que mène l'UE contre les travailleurs est le même que celui que l'Etat livre contre les masses exploitées pour le compte des capitalistes, dès lors le combat contre l'UE ne peut être compris par les travailleurs qu'à partir du moment où on leur permet de comprendre qu'il est orchestré par l'Etat dont ils ont élu les représentants au sein des institutions, du chef de l'Etat au maire de leur commune.

Qui réclame un pacte de croissance, qui va le ratifier ? Le chef de l'Etat et les parlementaires. Dès lors le combat contre l'UE et ses traités doit être mené contre l'UE et l'Etat, ce qui permet d'embrayer sur la nécessité de balayer l'Etat capitaliste au profit de l'Etat ouvrier ou de la République sociale qui seule sera à même de répondre positivement aux besoins sociaux des travailleurs, de poursuivre par le gouvernement ouvrier et le parti qu'il nous faut construire pour mener ce combat jusqu'à la victoire totale sur notre ennemi de classe.

On part du fait que le pacte de croissance, le TSCG et le MES sont incompatibles avec nos revendications sociales, le maintien de nos droits sociaux pour en arriver à la question déterminante du parti et du gouvernement ouvrier.

Voilà de quelle manière ou dans quel ordre ces questions doivent être posées, ce qui suppose d'aller au bout de notre analyse, contrairement au POI qui s'y refuse, comme s'il fallait attendre des circonstances favorables pour poser la question du pouvoir.

Financement illégal (par Kadhafi) de la campagne 2007 de Sarkozy. Un témoin embarrassant qui craint pour sa vie.

Un gendre de l'ex-Premier ministre libyen al-Baghdadi al-Mahmoudi, incarcéré en Tunisie, dément toute conversation entre son beau-père et ses avocats sur un financement présumé de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy en 2007.

Le principal avocat de M. al-Mahmoudi, Mabrouk Kourchid, a réagi en affirmant que la famille de son client "est indigné par les déclarations de son gendre".

"Al-Mahmoud est en désaccord avec son gendre proche du Conseil national de transition (CNT)", a ajouté l'avocat dénonçant "une manipulation politique".

L'avocat a aussi dénoncé "une lettre anonyme" selon laquelle M. al-Mahmoudi mettait fin aux services de ses avocats. Ce document reçu à l'AFP ne portait pas de signature et n'a pu être authentifié.

Des avocats tunisiens de la défense de l'ex-dignitaire libyen ont affirmé que leur client leur avait dit que le régime Kadhafi avait financé la campagne 2007 de Nicolas Sarkozy.

Me Bechir Essid avait mentionné devant la presse une enveloppe de 50 millions d'euros pour le financement de la campagne présidentielle 2007, citant son client.

"Al-Baghdadi al-Mahmoudi est déçu par les déclarations de son Excellence le président de la République Sarkozy. Comment peut-il réagir sans vérifier la véracité des déclarations de Bechir Essid", s'est indigné M. Bou Chaala affirmant que l'état de santé de son beau père s'était détérioré à la suite de cette affaire. "Il est probable qu'il en arrive au suicide", a-t-il ajouté.

Des avocats tunisiens de la défense ont affirmé à l'AFP que le financement de la campagne de Nicolas Sarkozy par le régime libyen avait été évoqué devant une cour d'appel tunisienne le 25 octobre 2011.

"La question a été posée devant un juge à l'ex-Premier ministre libyen et sa réponse affirmative figure dans un procès-verbal judiciaire", a assuré à l'AFP l'avocat qui avait posé la question, Slim Ben Othman.

"Al-Mahmoudi avait alors indiqué qu'une enveloppe de 50 millions d'euros a été remise par lui-même aux mains d'envoyés de Sarkozy à Genève", a déclaré Me Ben Othman.

"Des documents attestant de l'opération ont été copiés et déposés dans plusieurs capitales européennes", a ajouté l'avocat affirmant que son client craignait une liquidation physique. (AFP 05.05)

Les temps sont durs, mais tout le monde n'est pas logé à la même enseigne.

Malgré la crise, la saison de ski qui vient de s'achever est jugée "globalement bonne" par les professionnels, notamment des Alpes du nord et du Jura, profitant d'une neige abondante, à l'inverse des Alpes du sud qui ont souffert du manque d'enneigement. (AFP 05.05)

INFOS EN BREF

Economie

1- Etats-Unis

Berkshire Hathaway, le véhicule d'investissement du milliardaire Warren Buffett, a vu son bénéfice net plus que doublé (3,25 milliards de dollars) au premier trimestre 2012, la division assurances de la société ayant vu sa perte drastiquement réduite à la faveur de l'absence de catastrophes naturelles majeures sur la période.

L'entreprise a également tiré un gain plus élevé de son portefeuille de dérivés, qui a toutefois été partiellement annulé par une dépréciation substantielle sur un de ses actifs obligataires.

Le chiffre d'affaires a augmenté de 13% à 38,15 milliards de dollars et Berkshire a terminé le trimestre avec 37,83 milliards de trésorerie et équivalents, soit 500 millions de dollars de plus qu'à la fin de 2011. (Reuters 05.05)

Pour ceux qui auraient un doute ou qui n'auraient pas bien saisi ce qu'est le capitalisme. Warren Buffett est un vieillard, il va crever avec ses dizaines de milliards de dollars en poche, et cela ne lui suffit pas encore, jusqu'à son dernier souffle il va falloir qu'il accumule du capital. C'est la raison d'être et l'objectif du capitalisme, la preuve qu'il n'en a pas d'autre c'est que ce parasite s'y accroche désespérément, son existence se sera confondue avec cet unique objectif.

2- Japon

La compagnie Hokkaido Electric Power a entrepris samedi de fermer le dernier réacteur nucléaire encore en service au Japon. Lorsque l'opération sera achevée, ce pays, qui était le troisième utilisateur au monde d'électricité d'origine atomique, n'aura plus recours au nucléaire pour la première fois depuis 1970.

Avec cette fermeture, la cinquantaine de réacteurs nucléaires du Japon se retrouvera à l'arrêt et le pays connaîtra son premier jour sans électricité d'origine atomique depuis mai 1970.

L'énergie nucléaire représentait environ 30% de l'électricité du Japon avant la catastrophe de mars 2011 à la centrale de Fukushima Daiichi, la pire de l'histoire du nucléaire civil depuis celle de Tchernobyl en 1986. (Reuters 05.05)

Et les usines continuent de tourner, les foyers d'être alimentés, l'économie du pays n'en est pas affectée...

[Haut de page ↗](#)

Le 7 mai

CAUSERIE

J'ai trouvé une formule pour qualifier le rôle de Hollande au sein de l'UE notamment : la caution sociale et morale de l'austérité !

- "Et, de même que dans la vie privée, on distingue entre ce qu'un homme dit ou pense de lui et ce qu'il est et fait réellement, il faut distinguer, encore davantage dans les luttes historiques, entre la phraséologie et les prétentions des partis et leur constitution et leurs intérêts véritables, entre ce qu'ils s'imaginent être et ce qu'ils sont en réalité." (K : Marx Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte)

Hollande est entièrement dans la posture, l'imposture, comme son prédécesseur ou pire encore, car c'est en se présentant comme socialiste. La différence entre les deux se mesure au pourcentage qui les sépare, à peine plus d'un pourcent. Sans le vote de Bayrou, Hollande ne serait pas élu. Sans l'abstention de Le Pen Sarkozy serait élu.

Dans les banlieues ou quartiers ouvriers ont retrouvé le même niveau de rejet de Sarkozy et de l'UMP, de leur politique, qui s'était déjà exprimé lors des élections intermédiaires à hauteur de 70 à 80%, sans qu'on ait été capable de le traduire en terme d'organisation des masses.

Parmi les travailleurs, c'est en partie ceux qui estiment avoir encore quelque chose à perdre qui ont voté Sarkozy, s'ajoutant aux masses les plus arriérées. Je n'ai pas le décompte exact des voix s'étant portées sur Sarkozy, sur 46 millions d'électeurs,

en ajoutant les bulletins nuls à l'abstention qui est intégrée dans les bulletins blancs (7%, soit 2 millions paraît-il), 36 à 37 millions d'électeurs ont participé à cette mascarade, le candidat du parti de l'ordre a donc récolté environ 17 millions de voix, celles des 9 millions de patrons avec leur conjointe et en comptant un enfant en âge de voter, environ la moitié des retraités (plus de 41% au premier tour), soit 6 à 7 millions, on arrive à 15 ou 16 millions de voix, ce qui signifie que plus de 80% des travailleurs des villes et des campagnes ont voté contre Sarkozy pour ne pas dire la quasi-totalité, ouvriers, employés, techniciens, cadres confondus.

Il ressort de ces quelques données, que dans les entreprises privées et l'administration ainsi que les entreprises publiques le rapport de force est à une écrasante majorité favorable aux travailleurs. On devrait donc en déduire que les travailleurs vont être tentés de passer à l'action pour tirer profit de ce rapport de forces. Hollande va s'empresse de refroidir leur ardeur revendicative dans les semaines qui viennent en affichant sa soumission à Merkel et Obama, à l'UE et au G20.

A Tulle dans son discours, Hollande a déclaré que "*l'austérité ne pouvait plus être une fatalité*", et d'enchaîner "*nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité*", a-t-il insisté, se disant confiant dans le fait que "*l'amitié franco-allemande serait «encore approfondie»*", ce qui signifie une amplification de l'austérité. Valls l'a également martelé sur France2.

Les résultats définitifs n'ont pas encore été annoncés en Grèce et en Italie. En Allemagne on ne dispose que d'estimations, il semblerait que le score de Die Linke, l'équivalent du Front de gauche, serait inférieur à 5% et ne lui permettrait pas d'avoir des élus au parlement de l'Etat-région de Schleswig-Holstein où se déroulait ce scrutin. L'illusion de Die linke a fait long feu et c'est très bien ainsi, il en sera de même du Front de gauche du charlatan Mélenchon.

Nous poursuivrons cette analyse demain.

En attendant, un autre extrait du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx.

L'origine de la social-démocratie.

- "En face de la bourgeoisie coalisée, s'était constituée une coalition entre petits bourgeois et ouvriers, le prétendu Parti social-démocrate. Les petits bourgeois s'étaient vus mal récompensés au lendemain des journées de Juin 1848. Ils voyaient leurs intérêts matériels menacés et les garanties démocratiques, qui devaient leur assurer la satisfaction de ces intérêts, mises en question par la contre-révolution. Aussi se rapprochèrent-ils des ouvriers. D'autre part, leur représentation parlementaire, la Montagne, tenue à l'écart pendant la dictature des républicains bourgeois, avait, pendant la seconde moitié de l'existence de la Constituante, grâce à sa lutte contre Bonaparte et les ministres royalistes, reconquis sa popularité perdue. Elle avait conclu une alliance avec les chefs socialistes. En février 1849, on organisa des banquets de réconciliation. On esquaissa un programme commun, on créa des comités électoraux communs, et l'on présenta des candidats communs. On enleva aux revendications sociales du prolétariat leur pointe révolutionnaire, et on leur donna une tournure démocratique. On enleva aux revendications démocratiques de la petite bourgeoisie leur forme purement politique, et on fit ressortir leur pointe socialiste. C'est ainsi que fut créée la social-démocratie. La nouvelle Montagne, qui fut le résultat de cette combinaison, comprenait, à part quelques figurants tirés de la classe ouvrière et quelques sectaires socialistes, les mêmes éléments que l'ancienne Montagne, mais numériquement plus forts. A vrai dire, elle s'était modifiée, au cours du développement, de même que la classe qu'elle représentait.

Le caractère propre de la social-démocratie se résumait en ce qu'elle réclamait des institutions républicaines démocratiques comme moyen, non pas de supprimer les deux extrêmes, le capital et le salariat, mais d'atténuer leur antagonisme et de le transformer en harmonie. Quelle que soit la diversité des mesures qu'on puisse proposer pour atteindre ce but, quel que soit le caractère plus ou moins révolutionnaire des conceptions dont il puisse être revêtu, le contenu reste le même. C'est la transformation de la société par voie démocratique, mais c'est une transformation dans le cadre petit-bourgeois. Il ne faudrait pas partager cette conception bornée que la petite bourgeoisie a pour principe de vouloir faire triompher un intérêt égoïste de classe. Elle croit au contraire que les conditions particulières de sa libération sont les conditions générales en dehors desquelles la société moderne ne peut être sauvée et la lutte des classes évitée. Il ne faut pas s'imaginer non plus que les représentants démocrates sont tous des shopkeepers (boutiquiers) ou qu'ils s'enthousiasment pour ces derniers. Ils peuvent, par leur culture et leur situation personnelle, être séparés d'eux par un abîme. Ce qui en fait les représentants de la petite bourgeoisie, c'est que leur cerveau ne peut dépasser les limites que le petit bourgeois ne dépasse pas lui-même dans sa vie, et que, par conséquent, ils sont théoriquement poussés aux mêmes problèmes et aux mêmes solutions auxquelles leur intérêt matériel et leur situation sociale poussent pratiquement les petits bourgeois. Tel est, d'une façon générale, le rapport qui existe entre les représentants politiques et littéraires d'une classe et la classe qu'ils représentent."

Extrait. *Les luttes de classes en France (1848-1850)* de Karl Marx.

De l'endettement de l'Etat, de l'impossibilité de mater l'aristocratie financière et de la nécessité de l'exproprier.

- "La pénurie financière mit, dès le début, la monarchie de Juillet sous la dépendance de la haute bourgeoisie et cette

dépendance devint la source inépuisable d'une gêne financière croissante. Impossible de subordonner la gestion de l'État à l'intérêt de la production nationale sans établir l'équilibre du budget, c'est-à-dire l'équilibre entre les dépenses et les recettes de l'État. Et comment établir cet équilibre sans réduire le train de l'État, c'est-à-dire sans léser des intérêts qui étaient autant de soutiens du système dominant, et sans réorganiser l'assiette des impôts, c'est-à-dire sans rejeter une notable partie du fardeau fiscal sur les épaules de la grande bourgeoisie elle-même ?

L'endettement de l'État était, bien au contraire, d'un intérêt direct pour la fraction de la bourgeoisie qui gouvernait et légiférait au moyen des Chambres. C'était précisément le déficit de l'État, qui était l'objet même de ses spéculations et le poste principal de son enrichissement. A la fin de chaque année, nouveau déficit. Au bout de quatre ou cinq ans, nouvel emprunt. Or, chaque nouvel emprunt fournissait à l'aristocratie une nouvelle occasion de rançonner l'État, qui, maintenu artificiellement au bord de la banqueroute, était obligé de traiter avec les banquiers dans les conditions les plus défavorables. Chaque nouvel emprunt était une nouvelle occasion, de dévaliser le public qui place ses capitaux en rentes sur l'État, au moyen d'opérations de Bourse, au secret desquelles gouvernement et majorité de la Chambre étaient initiés. En général, l'instabilité du crédit public et la connaissance des secrets d'État permettaient aux banquiers, ainsi qu'à leurs affiliés dans les Chambres et sur le trône, de provoquer dans le cours des valeurs publiques des fluctuations insolites et brusques dont le résultat constant ne pouvait être que la ruine d'une masse de petits capitalistes et l'enrichissement fabuleusement rapide des grands spéculateurs. Le déficit budgétaire étant l'intérêt direct de la fraction de la bourgeoisie au pouvoir, on s'explique le fait que le budget extraordinaire, dans les dernières années du gouvernement de Louis-Philippe, ait dépassé de beaucoup le double de son montant sous Napoléon, atteignant même près de 400 millions de francs par an, alors que la moyenne de l'exportation globale annuelle de la France s'est rarement élevée à 750 millions de francs. En outre, les sommes énormes passant ainsi entre les mains de l'État laissaient place à des contrats de livraison frauduleux, à des corruptions, à des malversations et à des escroqueries de toute espèce. Le pillage de l'État en grand, tel qu'il se pratiquait au moyen des emprunts, se renouvelait en détail dans les travaux publics. Les relations entre la Chambre et le gouvernement se trouvaient multipliées sous forme de relations entre les différentes administrations et les différents entrepreneurs.

De même que les dépenses publiques en général et les emprunts publics, la classe dominante exploitait aussi les constructions de lignes de chemin de fer. Les Chambres en rejetaient sur l'État les principales charges et assuraient à l'aristocratie financière spéculatrice la manne dorée. On se souvient des scandales qui éclatèrent à la Chambre des députés lorsqu'on découvrit, par hasard, que tous les membres de la majorité, y compris une partie des ministres, étaient actionnaires des entreprises mêmes de voies ferrées, à qui ils confiaient ensuite, à titre de législateurs, l'exécution de lignes de chemins de fer pour le compte de l'État.

Par contre, la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers, telle, par exemple, la réforme postale. Rothschild protesta, l'État avait-il le droit d'amoindrir des sources de revenu qui lui servaient à payer les intérêts de sa dette sans cesse croissante ?

La monarchie de Juillet n'était qu'une société par actions fondée pour l'exploitation de la richesse nationale française dont les dividendes étaient partagés entre les ministres, les Chambres, 240 000 électeurs et leur séquelle. Louis-Philippe était le directeur de cette société : Robert Macaire sur le trône. Le commerce, l'industrie, l'agriculture, la navigation, les intérêts de la bourgeoisie industrielle ne pouvaient être que menacés et lésés sans cesse par ce système. Aussi, celle-ci avait-elle inscrit sur son drapeau, pendant les journées de Juillet : Gouvernement à bon marché.

Pendant que l'aristocratie financière dictait les lois, dirigeait la gestion de l'État, disposait de tous les pouvoirs publics constitués, dominait l'opinion publique par la force des faits et par la presse, dans toutes les sphères, depuis la cour jusqu'au café borgne se reproduisait la même prostitution, la même tromperie éhontée, la même soif de s'enrichir, non point par la production, mais par l'escamotage de la richesse d'autrui déjà existante. C'est notamment aux sommets de la société bourgeoise que l'assouvissement des convoitises les plus malsaines et les plus déréglées se déchaînait, et entraînait à chaque instant en conflit avec les lois bourgeoises elles-mêmes, car c'est là où la jouissance devient crapuleuse, là où l'or, la boue et le sang s'entremêlent que tout naturellement la richesse provenant du jeu cherche sa satisfaction. L'aristocratie financière, dans son mode de gain comme dans ses jouissances, n'est pas autre chose que la résurrection du lumpenprolétariat dans les sommets de la société bourgeoise.

Quant aux fractions de la bourgeoisie française qui n'étaient pas au pouvoir, elles criaient « A la corruption ! », le peuple criait : « A bas les grands voleurs ! A bas les assassins ! » quand, en 1847, dans les théâtres les plus illustres de la société bourgeoise, on représentait publiquement les scènes mêmes qui conduisent, d'ordinaire, le lumpenprolétariat dans les bordels, dans les hospices et dans les maisons de fous, devant les juges, dans les bagnes et à l'échafaud."

On croirait ces lignes écrites hier, quand Marx décrit comment la finance s'emploie avec la complicité du gouvernement pour racketter les travailleurs, liquider leurs droits sociaux. Si au milieu du XIXe siècle "*la moindre réforme financière échouait devant l'influence des banquiers*", rien n'a changé depuis et ce n'est pas Hollande et ses valets qui y changeront quoi que ce soit.

On en est arrivé au point où la rupture avec le capitalisme et ses institutions politiques est une nécessité préalable et absolue à toute avancée sociale et à la paix. On va utiliser les contradictions d'Hollande et son gouvernement au service des capitalistes pour développer cet argumentaire et appeler les travailleurs à prendre leur destin en mains, à rejoindre le parti qui combat dans

cette perspective politique.

Ce matin j'ai rencontré mon propriétaire, un militaire français à la retraite, il l'a prise après 15 ans de service il y a dix ans, il a 45 ans. Il m'a dit : "*je vous avoue que j'ai toujours voté à droite, mais cette fois j'ai voté Hollande. En 10 ans ma retraite n'a augmenté que de 50 euros, de 700 à 750 euros mensuels, tandis que mes cotisations sociales ont augmenté de 35 euros durant la même période, ce n'est pas normal, quand les prix ou le coût de la vie augmente, les salaires et les retraites devraient augmenter...*". Je lui ai dit que c'était sous un gouvernement dirigé par le PS que l'augmentation des salaires et des retraites avaient cessé d'être indexés sur la hausse des prix, que c'était Mitterrand-Mauroy qui avait initié la politique de rigueur que nous subissons depuis des décennies déjà. Notre conversation a ensuite roulé sur la situation internationale et aux Etats-Unis.

En 5 minutes, je lui ai brossé le tableau du Soudan à la Syrie en passant par la Libye en mettant en avant les facteurs économiques et les antagonismes entre les intérêts des différents impérialistes qui figuraient en toile de fond de la situation politique... Il m'a dit tout ignorer des données que je venais de lui soumettre en s'excusant presque d'avoir été voté ou d'avoir voté Hollande, sans que je lui dise que je n'avais pas voté, il croyait que j'avais voté Hollande, mais il ne doit plus en être tout à fait sûr.

Je lui ai expliqué qu'il n'y avait rien à attendre de Hollande en reprenant simplement ce que j'ai expliqué dans mes causeries au cours des dernières semaines sur Hollande et le PS, en disant en conclusion que c'était aux travailleurs et retraités de prendre leur sort en mains, de prendre le pouvoir pour faire une autre politique. Il m'a dit qu'il avait voté Hollande, parce qu'il croyait qu'il serait mieux entouré que Sarkozy, et qu'étant plus au fait de la situation réelle des gens, peut-être en tiendrait-il compte. Réflexion intéressante qu'il faut traduire parce qu'il ne doit pas à être le seul dans ce cas-là.

Il ne se situe pas sur un terrain de classe, il ignore que ce sont des besoins ou des impératifs économiques qui déterminent telle ou telle politique économiques, de la même manière que la lutte des classes peut l'influencer. Il pense que la politique mise en oeuvre par un président serait uniquement du ressort de sa volonté personnelle ainsi que ses conseillers, selon le terme qu'il a employé. Cela démontre qu'il ignore totalement comment fonctionne la société.

Qu'en est-il de ceux qui ont voté Hollande sinon exactement la même chose. Hollande, Aubry, Ayrault, Valls et d'autres se sont employés au cours des derniers mois à aborder un grand nombre de questions qui mettaient en lumière leurs propres contradictions, notamment sur le plan économique. Il était inutile de demander à ceux qui se sont rendus à la Bastille hier soir s'ils en avaient conscience. Sur le plateau de France2, quand Pujadas a demandé à Mélenchon comment il allait gérer ces contradictions avec son propre programme, Cahuzac pour le PS s'est empressé de lui balancer, à deux reprises, qu'il le "*taquinait* ou une expression semblable, histoire de dire poliment : taisez-vous, ne lâchez pas le morceau, ne nous gêchez pas cette soirée. Mélenchon n'a pas relevé, ensuite le programme de TV5Monde Asie a quitté l'antenne de France2 donc je n'ai pas pu suivre la suite.

La crise en grande partie fabriquée de toutes pièces, la dette de l'Etat, entièrement fabriquée par les rentiers, le déficit, produit de la division internationale du travail et de la féroce concurrence que se livrent les capitalistes entre eux, des arguments qui appartiennent aux capitalistes, qui se situent sur leur terrain. Les reprendre à son compte, les évoquer ne peut se traduire que par le rejet des besoins des travailleurs et exprimer son alignement sur les besoins des capitalistes.

Deux lignes politiques possibles.

La première qui consiste à reprendre ces arguments en demandant aux capitalistes et à leur représentant à la tête de l'Etat de faire tout leur possible pour penser aussi aux besoins des travailleurs, au nom de l'équité, de l'égalité, de la justice sociale, de la morale, de l'humanisme et j'en passe, autant de valeurs qui avancées à l'époque où les gangsters de la finance détiennent le pouvoir consiste en réalité à leur laisser l'initiative du lieu, du moment et des armes pour mieux nous combattre.

La seconde qui consiste à rejeter ces arguments qui sont l'expression politique et le produit de la dictature du capital, et qui par nature sont antagoniques avec la satisfaction de nos besoins, démarche fidèle à l'indépendance de classe du prolétariat sans laquelle il lui sera impossible de s'en tenir strictement à ses besoins, qui nécessite de rompre avec le capitalisme et les institutions qui sont responsables de la situation actuelle.

La surpopulation carcérale. Il reste encore des places disponibles au quartier des VIP.

Nicolas Sarkozy perdra à la mi-juin l'immunité présidentielle qui le protégeait d'éventuelles poursuites judiciaires et l'empêchait même d'être entendu comme témoin dans plusieurs affaires, ayant trait notamment au financement de sa campagne de 2007.

L'article 67 de la Constitution stipule que le président de la République ne peut durant son mandat "*être requis de témoigner*" ni "*faire l'objet d'une action, d'un acte d'information, d'instruction ou de poursuite*". Cette interdiction est levée un mois après la cessation de ses fonctions.

L'investiture de François Hollande doit avoir lieu au plus tard le 15 mai, le quinquennat de Nicolas Sarkozy s'achevant ce jour-là

à minuit. Les juges pourraient donc théoriquement convoquer M. Sarkozy à partir du 16 juin. (AFP 07.05)

A bas le patriotisme et la réaction d'où qu'elle vienne !

Sur Twitter, Jean-Luc Mélenchon, l'ex-candidat du Front de gauche, a souhaité « *le meilleur* » à François Hollande et à « *notre patrie* ». (AFP 07.05)

Le soir des illusions et les lendemains qui déchantent.

Extrait d'interviews dans la foule à la Bastille.

- Christine, 45 ans, ne se fait guère d'illusions. "*Il ne fera pas de miracle, mais au moins, il fera mieux que le précédent ! Les gens le savent, ils sont réalistes.*" Elle attend surtout "*qu'il fasse le mieux possible, dans le respect des citoyens et de la démocratie. L'alternance va faire du bien, malgré le contexte de crise*".

Faire "*le mieux possible*", Hollande n'a que cela en tête, mais pas en pensant à vous !

- Marie-Lyne Bezille sait que la fête aura un autre goût ce soir (qu'en 81 -Ndlr) : "*Les gens sont beaucoup plus inquiets aujourd'hui. Il y a la crise, la Grèce... En 1981, les 'trente glorieuses' n'étaient pas loin.*"

Hollande l'a joué grave pour vous tromper, un truc qui marchera un temps seulement.

- "*Je me sens en extase, lâche Alexandrine, 25 ans, qui a voté aux deux tours pour François Hollande. Moi, je n'ai connu quasiment que la droite. Ces dernières années, on sent que les choses se sont dégradées. Mes deux parents travaillent et mon père, qui est éducateur spécialisé, gagne correctement sa vie. Mais ces derniers temps, il y a moins de viande dans le frigo, moins de cadeau à Noël. Sans parler des vacances... Hollande, j'ai toujours eu confiance en lui. Sa présence, son calme: il est rassurant.*"

Quel drame pauvre chéri, "*moins de cadeau à Noël*" !

- Et Michèle de lancer une exhortation au nouveau président de la République : "*Ne nous déçois pas !*" (lemonde.fr 07.05)

Vous ne tarderez pas à l'être, hélas ! A croire qu'elle ne lui fait pas vraiment confiance, non ?

On a des partis ouvriers tellement formidables, je ne parle pas du PS, qu'on en est toujours au même point...

Le changement synonyme de coup de grâce. La "**vérité** qui s'impose : la pensée unique, la dictature du marché dont Hollande est désormais le représentant au sommet de l'Etat

1- François Hollande a imposé une image de social-démocrate réaliste et pro-européen. "*La peur de Hollande s'amenuise à la chancellerie*", titrait vendredi le quotidien Süddeutsche Zeitung.

Même si l'épisode n'est pas clos, chacun s'accorde pour estimer que les deux moitiés du couple moteur de l'Union européenne n'auront d'autre choix qu'un compromis rapide, sous la pression des partenaires européens et des marchés financiers.

Dimanche soir, la chancelière a appelé le nouveau président français pour le féliciter et l'inviter à venir au plus vite à Berlin, alors que celui-ci a promis de faire son premier déplacement à Berlin.

"*Nous devons maintenant sceller un pacte de croissance pour plus de compétitivité*", a déclaré le ministre allemand des Affaires étrangères, reprenant l'idée d'un complément au pacte budgétaire de M. Hollande. Venu spécialement à l'ambassade de France à Berlin pour adresser ses félicitations, il a toutefois souligné que la croissance passait, selon lui, par des "*réformes structurelles*" et non par de nouvelles dépenses. (AFP 06.05)

2- François Bayrou a appelé dimanche soir le président élu François Hollande à "*une démarche de vérité*" et de "*réconciliation*" et à la construction d'"*un esprit d'unité nationale*" pour faire face à la crise.

"*Cette élection traduit, dans un moment de crise profonde, le grand besoin de changement du pays. C'est un besoin de refondation du lien de confiance entre les citoyens et le pouvoir qui les gouverne*", souligne-t-il dans une déclaration diffusée dimanche soir.

Il a invité dimanche soir le président-élu à "*une démarche de vérité*" du point de vue économique. "*Beaucoup de problèmes ont été éludés, et beaucoup de solutions avancées ne correspondent pas à l'exigence de la situation grave qui s'imposera à nous*",

écrit François Bayrou. (Reuters 06.05)

INFOS EN BREF

Politique

1-France

François Hollande a été élu avec 51,67% des voix contre 48,33% au président sortant, selon des résultats officiels quasi-définitifs du ministère de l'Intérieur.

Selon une totalisation du ministère de l'intérieur portant sur 91% des électeurs, le taux de participation est de 81,14%.

A 23H30, les départements où on avait le plus voté étaient le Lot (84,62%), la Corrèze ((84,35%), le Gers (84,16%), les Côtes-d'Armor (84,13%) et la Lozère (84,01%).

Parmi ceux qui ont le moins voté figurent la Corse du Sud (75,23%), la Haute Corse (76,14%), le Nord (77,89%), la Moselle (78,12%) et la Marne (78,85%). Dans les collectivités d'outre-mer, la participation a été très faible, 59,70% en Martinique ou 57,21% en Guyane. (AFP 06.05)

2- Grèce

La Grèce aura sans doute bien du mal à constituer un gouvernement cette semaine, après le séisme des élections législatives dimanche qui ont laminé les deux partis historiques pro-austérité et pro-Europe et envoyé pour la première fois des néonazis au parlement grec.

Sur les cendres du bipartisme à la grecque, les partis opposés à un accroissement de l'austérité ont raflé, en incluant les néonazis, près de 60% des voix, selon un sondage sortie des urnes.

Les deux grands gagnants du scrutin sont la formation de gauche radicale, Syriza, opposée au memorandum d'accord de la Grèce avec les bailleurs de fonds du pays, qui devient la deuxième force politique du pays, et le parti néonazi Chryssi Avghi (Aube dorée) qui fait une entrée en force au parlement, pour la première fois.

La Nouvelle Démocratie avec un score historiquement bas, 19,82% et 111 sièges de députés, devrait rendre la constitution d'un gouvernement stable presque impossible, selon les premiers commentaires.

Le Pasok sort du scrutin écrasé et recueille 13,64% des voix, contre 43,9% en 2009.

"*C'est un séisme politique*" a estimé sur la chaîne Mega, Panos Panagiotopoulos, un ténor de la Nouvelle Démocratie.

Syriza est crédité de 50 sièges au parlement (16,24% des voix).

Ex-groupuscule semi-clandestin aux méthodes notoirement violentes et aux thèses racistes et antiparlementaires, Chryssi Avghi a obtenu 21 députés sur 300 au parlement grec, avec 6,9% des voix, selon les résultats basés sur 60% des dépouillements. (AFP 06.05)

3- Allemagne

A l'issue des élections dans l'Etat-région de Schleswig-Holstein, à en croire les sondages à la sortie des urnes diffusés dimanche soir après la clôture des bureaux de vote, selon la chaîne publique ARD, la CDU recueillerait 30,6% des voix et le SPD 29,9%. Cela équivaudrait à 22 sièges chacun pour ces partis au parlement régional, qui compte 69 sièges.

Si le score de la CDU se confirme, il s'agirait de son plus mauvais dans ce Land depuis 1950.

Les Libéraux du FDP, partenaires de coalition d'Angela Merkel, rebondissent après une série de revers électoraux régionaux, et obtiendraient 8,3%, soit suffisamment pour obtenir des élus au Landtag de Kiel.

Ensemble, la CDU et le FDP, qui dirige le Schleswig-Holstein depuis 2009, sont loin d'avoir la majorité absolue au Landtag (parlement régional), et le SPD et les Verts ne sont pas non plus majoritaires, eux qui espéraient former une coalition de gauche. Avec 13,6% selon ARD, les Verts sont la troisième force politique du Land.

Avec 8,1%, le Parti pirate, qui défend notamment les droits des internautes, fait son entrée au Landtag, comme il l'a fait récemment en Sarre et, l'an dernier, dans la cité-Etat de Berlin.

Quant au parti Die Linke (La Gauche), qui avait des élus dans le parlement sortant, il semble cette fois-ci ne pas atteindre la barre des 5% indispensable pour y siéger.

D'après les observateurs, il pourrait y avoir une coalition formé par les Verts, le SPD et le parti du Sud-Schleswig, qui représente la minorité danoise - si celui-ci franchit la barre des 5%, ou bien une coalition entre les deux principaux partis. (Reuters 06.05)

4- Arménie

Le Parti républicain du président Serge Sarkissian semblait en passe dimanche soir de remporter les législatives en Arménie (3,3 millions d'habitants), un scrutin aux allures de test, le régime ayant promis des élections démocratiques quatre ans après une présidentielle controversée marquée par des affrontements sanglants.

Selon un sondage sortie des urnes, le parti au pouvoir a remporté 43,3% des voix, alors que son partenaire dans la coalition gouvernementale, le mouvement Arménie Prospère, dirigé par un millionnaire et ancien champion de bras de fer, Gagouk Tsaroukian, a recueilli 29,3%.

L'institut de sondage Gallup a toutefois souligné que 46% des 22.000 personnes interrogées ont refusé de répondre. Plusieurs bloggeurs se sont pour leur part interrogés sur la crédibilité et la validité des sondages sortie des urnes.

"Qui a gagné c'est clair, mais qui a perdu ne l'est pas autant", a déclaré sur la chaîne de télévision privée Arménie TV Andrei Raichev de l'institut Gallup.

Le taux de participation à ces élections s'est élevé à 62,3%, selon la commission centrale électorale. (AFP 06.05)

Social

Canada

La plus longue grève étudiante de l'histoire du Québec s'est soldée par un match nul. Le gouvernement pourra augmenter les frais de scolarité, mais les étudiants ne paieront pas un sou de plus - en théorie, du moins! Car il y a malgré tout un perdant dans cette affaire: les gestionnaires des universités. Ce sont ces institutions qui financeront l'augmentation des droits d'inscription en réduisant ou en abolissant les «frais administratifs» greffés à la facture que reçoivent les étudiants pour chaque session de cours.

Le mouvement d'opposition à la hausse des frais de scolarité a culminé le 22 mars. Ce jour-là, 200.000 personnes ont défilé dans les rues de la métropole québécoise. Samedi dernier, il ne restait plus «que» 165.500 grévistes (486.000 dans la province). (lefigaro.fr 06.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 mai

CAUSERIE

Un courriel reçu.

Conférence débat le Samedi 9 juin 2012 à 14 h 30

Au Centre d'Histoire Sociale - 9, rue Mahler - 75 004 – Paris- (métro Saint-Paul) - Amphithéâtre Dupuis – 1er sous-sol

Il y a cinquante ans, NOVOTCHERKASSK avec Jean-Jacques Marie, auteur de Khrouchtchev ou la réforme impossible

Si vous souhaitez vous inscrire pour cette conférence, avisez le CERMTRI par courrier au 28, rue des Petites-Ecuries 75010 Paris, par téléphone au 01 44 83 00 00 ou par e- mail : cermtri@wanadoo.fr

Je n'ai pas vraiment saisi quel était le thème de cette conférence débat, l'impossibilité de réformer le stalinisme ? On pourrait en dire autant du réformisme qui a défaut de pencher vers le socialisme, se vautre dans le capitalisme, Hollande va nous en faire la démonstration, une fois de plus, en commençant par l'Union européenne puis le G20.

Défense du marxisme.

Extrait. *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* - K : Marx

"A la monarchie bourgeoise de Louis -Philippe ne peut succéder que la République bourgeoise. Cela veut dire que, tandis que, sous la monarchie, c'était une partie restreinte de la bourgeoisie qui avait régné au nom du roi, c'est, désormais, l'ensemble de la bourgeoisie qui doit régner au nom du peuple. Les revendications du prolétariat parisien sont des bourdes utopiques avec lesquelles il faut en finir une fois pour toutes. A cette déclaration de l'Assemblée nationale constituante, le prolétariat parisien répondit par l'insurrection de Juin, l'événement le plus formidable dans l'histoire des guerres civiles européennes. La République bourgeoise l'emporta. Elle avait pour elle l'aristocratie financière, la bourgeoisie industrielle, les classes moyennes, la petite bourgeoisie, l'armée, le lumpenprolétariat organisé en garde mobile, les intellectuels, les prêtres et toute la population rurale. Aux côtés du prolétariat, il n'y avait personne d'autre que lui-même. Plus de 3 000 insurgés furent massacrés après la victoire, et 15 000 déportés sans jugement.

Cette défaite rejeta le prolétariat à l'arrière-plan de la scène révolutionnaire. Il s'efforça de reprendre sa place en avant chaque fois que le mouvement sembla prendre un nouvel élan, mais chaque fois avec une énergie diminuée et un résultat plus faible. Dès que l'une des couches sociales placées au-dessus de lui entre en fermentation révolutionnaire, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis. Mais ces coups successifs s'affaiblissent de plus en plus à mesure qu'ils se répartissent davantage sur toutes les couches de la société. Ses principaux chefs à l'Assemblée nationale et dans la presse sont, les uns après les autres, livrés aux tribunaux et remplacés par des figures de plus en plus équivoques. Pour une part, il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, et par conséquent, échoue nécessairement. Il semble ne pouvoir ni retrouver en lui-même la grandeur révolutionnaire, ni puiser, dans les alliances nouvelles conclues par lui, une énergie nouvelle, jusqu'à ce que toutes les classes, contre lesquelles il a combattu en Juin, gisent sur le sol à ses côtés. Mais, du moins, il succube avec les honneurs de la grande lutte historique. Non seulement la France, mais l'Europe tout entière est secouée d'épouvante par le tremblement de terre de Juin, tandis que les victoires remportées sur les classes supérieures l'ont été si facilement qu'il faut toute l'exagération éhontée du parti victorieux pour les faire passer pour des événements d'importance, et elles sont d'autant plus honteuses que le parti vaincu est plus éloigné du prolétariat.

La défaite des insurgés de Juin avait, à la vérité, préparé, aplani le terrain sur lequel pouvait se fonder, s'établir la République bourgeoise. Mais elle avait montré, en même temps, qu'en Europe se posaient d'autres problèmes que celui de la République ou de la monarchie. Elle avait montré que la République bourgeoise signifiait ici le despotisme absolu d'une classe sur les autres classes. Elle avait montré que, dans les pays de vieille civilisation, ayant une structure de classe très développée, des conditions modernes de production, pourvus d'une conscience morale dans laquelle toutes les idées traditionnelles ont été dissoutes au moyen d'un travail séculaire, la République n'est, d'une façon générale, que la forme de transformation politique de la société bourgeoise et non pas sa forme de conservation..."

Commentaire.

Quand le prolétariat à travers ses partis s'allie à "*l'une des couches sociales placées au-dessus de lui, le prolétariat conclut une alliance avec elle et partage ainsi toutes les défaites que subissent les uns après les autres les différents partis.*"

Le démocrate petit-bourgeois impatient cherche des recettes magiques pour contourner les obstacles que la lutte des classes dresse sur son chemin ou manifeste son manque de compréhension du développement historique du capitalisme qui pose la question de son dépassement, son incapacité à concevoir que la classe ouvrière en sera le principal acteur. Il en va ainsi de la réforme de la BCE, de l'autogestion qui a refait surface récemment ou d'autres théories que l'expérience de la lutte de classe a invalidé depuis la Commune de Paris (1871) "*il se jette dans des expériences doctrinaires, banques d'échange et associations ouvrières, c'est-à-dire dans un mouvement où il renonce à transformer le vieux monde à l'aide des grands moyens qui lui sont propres, mais cherche, tout au contraire, à réaliser son affranchissement, pour ainsi dire, derrière le dos de la société, de façon privée, dans les limites restreintes de ses conditions d'existence, dans le cadre du régime en place.*"

La dernière phrase de cette citation sur le rôle attribué à la République par la bourgeoisie part du constat qu'elle n'est qu'une forme politique parmi d'autres à travers laquelle la classe dominante impose son pouvoir à la classe dominée, et qu'elle peut en changer en fonction des objectifs économiques qu'elle s'est fixée ou des impératifs économiques auxquels elle doit faire face et les moyens politiques pour les atteindre, quitte à dénaturer totalement ou bazarder la République si nécessaire. Cela nous ramène à la situation actuelle.

Pour la classe des capitalistes, la République présente l'inconvénient de reconnaître l'existence des classes aux intérêts antagoniques et irréconciliables, la lutte des classes, au moment où pour réaliser ses objectifs politiques elle a besoin du soutien des organisations et des partis ouvriers ou prétendus tels, d'un consensus national derrière ses objectifs, affronter la crise, payer la dette, accroître la compétitivité des entreprises qui se traduit par une politique d'austérité et de régression sociales généralisée. Dans ces conditions, une République tronquée, la démocratie étriquée, l'existence même du prolétariat organisé en syndicats et partis deviennent des obstacles à la réalisation des besoins des capitalistes. Tel est le cas de manière générale une fois le capitalisme passé au stade l'impérialisme.

Dans le contexte actuel, réduire davantage la République ou la démocratie précipiterait l'affrontement entre les classes, ce que traduisait ou ce à quoi devait conduire l'accession de Sarkozy au pouvoir, le président du lumpenprolétariat de la bourgeoisie, l'artisticratie financière, or une partie de la bourgeoisie n'était pas prête à assumer immédiatement cet affrontement, semble-t-il, estimant que le degré de décomposition atteint par le régime et le rejet qu'il inspirait aux masses étaient défavorables à un tel affrontement dont l'issue était aléatoire, incertaine. Il valait mieux procéder autrement.

Comment ? En se servant des oripeaux de la République et de la démocratie pour mieux agir sur le troisième facteur, les organisations et les partis du mouvement ouvrier ou prétendus tels, d'où les louanges que les représentants (Barroso) et les serviteurs (médias) du capitalisme se sont empressés d'adresser à Hollande, les offres de services de Bayrou, les déclarations des dirigeants syndicaux appelant à un "*dialogue social apaisé*" avec le nouveau chef de l'Etat.

Ainsi, quel que soit le contexte depuis son instauration, la République parlementaire bourgeoise n'a servi qu'à mieux asservir le prolétariat au capitalisme, d'autant plus facilement que plus aucun parti ne représentait réellement les intérêts de la classe ouvrière au sein des institutions. Ces partis ont accompagné la décomposition du régime à travers les différentes Républiques qui se sont succédées. Toutes ces Républiques pour être flanqués d'un président, conservaient un pied dans l'Ancien régime et lui donnaient l'allure de monarchies républicaines, de République inachevée, du fait qu'elle avait été conçue pour répondre aux besoins politiques d'une minorité, elle devait demeurer l'expression des besoins (économiques) fondamentaux de la classe dominante au nom des intérêts commun de la population.

L'exacerbation des contradictions du capitalisme rendant plus voyant et plus insupportable encore la dictature exercée par la minorité sur la majorité, contribue à dévoiler la véritable nature sociale de cette République et de cette démocratie, dans lesquelles le prolétariat ne peut pas se reconnaître puisqu'elles sont au service de leur ennemi de classe qui passe désormais son temps à les matraquer de plus en plus ouvertement et brutalement. Que la classe ouvrière utilise les espaces de liberté qu'elles lui octroient pour combattre le régime n'est pas contradictoire avec ses intérêts, uniquement dans la mesure où elle situe son combat dans la perspective d'une République sociale, d'une démocratie basée sur les aspirations de la majorité et non plus sur celles de la minorité. La défense de la République ou de la démocratie qui ne serait pas associée à cette perspective (révolutionnaire) consisterait à soutenir le régime en place.

Il ne peut y avoir de retour possible à la démocratie politique, parce qu'elle n'a jamais existé autrement que soumise aux intérêts de la classe dominante ou exprimant ses intérêts, c'est donc une escroquerie politique. Vouloir rétablir la République telle qu'elle a pu exister dans le passé est du même ordre d'idée et aboutit à la même conclusion. Nous rejetons leur République qui se réduit à ceci : la liberté d'exploiter et d'être exploité ou crever en cas de refus, l'égalité entre ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui ne possèdent que leur force de travail, la fraternité entre les nantis et les miséreux dont leur société est justement le produit.

Leur République a notamment pour fonction en régime capitaliste d'orchestrer, d'organiser de quelle manière les inégalités vont être réparties entre les différentes couches et classes de la société en fonction de critères économiques ou des rapports entre les classes, partant du principe que dans tous les cas il sera impossible d'attenter aux intérêts fondamentaux de la classe qui détient le pouvoir économique, c'est le seul cadre dans lequel les capitalistes tolèrent la lutte de classe du prolétariat et c'est la raison pour laquelle nous ne sommes pas antirépublicains.

Quant à la démocratie, nous y sommes attachés, mais pas aveuglément, parce qu'elle incarne le gouvernement du peuple par lui-même dans la perspective de la dictature du prolétariat, autrement dit, de la classe ouvrière disposant de tout le pouvoir, donc parvenue au rang de classe dominante une fois renversée la domination de classe de la bourgeoisie, l'objectif de notre combat politique. (A suivre)

La crise, quelle crise ?

"Les bénéficiaires combinés des 500 plus grosses entreprises américaines (...) ont augmenté de 16,4% l'an dernier pour atteindre le niveau record de 824,5 milliards de dollars, éclipsant le précédent record qui datait de 2006 avec 785 milliards de dollars", écrit un communiqué du magazine lundi, à l'occasion de la publication du classement Fortune 500. (AFP 07.05)

Voilà encore un excellent argument que personne ne reprendra pour expliquer aux travailleurs en quoi consiste réellement cette "*crise*". L'élection présidentielle qui vient de s'achever en France a clairement démontré que le niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs n'avait pas progressé d'un pouce depuis 30 ans, à quoi bon, n'est-ce pas ?

Les uns et les autres vont débiter les mêmes platitudes qu'on entend depuis 30 ou 50 ans et qui n'ont jamais servi à faire progresser le niveau de conscience politique des travailleurs.

En Allemagne le parti dit Pirate, en Italie le mouvement appelé Cinq Etoiles, ont émergé des derniers scutins sur une base anti-parti qui se veut apolitique. Ils sont le produit de la décomposition du mouvement ouvrier qui se poursuit et dont Syriza en Grèce, Die Linke en Allemagne, le PG en France, sont les produits plus que la recherche d'une issue politique, puisque tous ces partis se situent dans le cadre du maintien en place du régime capitaliste et le revendique. Ils témoignent aussi de l'incapacité du prolétariat de se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire, à l'échelle nationale et internationale sur la base de la rupture avec la totalité des institutions économiques et politiques du capital.

La bourgeoisie n'est pas à court de partis pour tenter d'empêcher que les couches inférieures de la petite-bourgeoisie et la classe ouvrière se rassemblent dans un parti combattant pour la révolution socialite. En Allemagne, une fois le SPD massivement rejeté, ils ont créé le parti des Verts, une fois démontré qu'il ne pouvait constituer une alternative politique, ce fut au tour de Die Linke de voir le jour, celui-ci corrompu dans la gestion municipale avec le SPD et des accords locaux avec la CDU/CSU a fait long feu, place au parti Pirate, et ainsi de suite...

Le mouvement dit des Indignés s'inscrit dans la même logique qui consiste à détourner les travailleurs des partis qui pourraient leur proposer une véritable alternative au capitalisme, partis dont hélas l'incurie politique de leurs dirigeants est devenue légendaire autant que leur mode de fonctionnement qui sert de repoussoir, ou encore leur incapacité à tisser des liens profonds avec la classe ouvrière.

On ne cesse de nous dire qu'il n'y aurait pas de fatalité, ce en quoi nous sommes évidemment totalement convaincus, mais au regard de l'image que donnent ces partis et leurs dirigeants, l'obsolescence de leurs discours nous porte à déclarer que finalement ils ne s'en trouvent pas plus mal ainsi ou se satisfont de l'absence d'un véritable parti communiste, il n'y aurait pas de fatalité, mais c'est la fatalité qui finalement guide leur politique.

C'est ainsi que le POI a publié un communiqué au lendemain du 6 mai (sur leur portail Internet), dont nous partageons largement l'analyse et le contenu, à ceci près que le combat qu'il appelle à continuer est uniquement orienté contre l'Union européenne au lieu d'être axé contre les institutions de la Ve République. Ainsi il n'aide en rien les travailleurs à comprendre le lien qui existe entre les besoins des capitalistes tels qu'ils se sont exprimés à travers la politique suivie par les gouvernements successifs en s'appuyant sur leurs parlements, la place et la fonction que remplissent les différents partis au sein des institutions pour le compte du capital.

Dès lors il est laissé à l'appréciation des travailleurs et des militants de croire que ces partis et ces institutions pourraient évoluer favorablement pour peu qu'on fasse pression sur eux, c'est l'aboutissement de la politique de front unique en direction du PS et ses satellites, d'entretenir cette illusion qu'ils seraient réformables et pourraient servir les intérêts de la classe ouvrière, au lieu de montrer que parce qu'ils sont organiquement au capital ils ne peuvent pas servir à la fois les intérêts des travailleurs, il faut s'organiser, construire un parti révolutionnaire dans la perspective du renversement des institutions et l'abolition du capitalisme, du socialisme.

Quant à la "*légitimité*" de Hollande et de son futur gouvernement, elle est largement usurpée dans la mesure où ils ne répondront pas favorablement aux revendications sociales qui devraient s'imposer immédiatement : l'interdiction des licenciements, le smic et la retraite minimum à 1600 euros nets par mois, le rétablissement des services publics tels qu'ils existaient il y a 31 ans encore, l'abrogation des contre-réformes successives des retraites, la retraite entre 50 et 55 ans à taux plein et sans conditions d'annuités, diminution du temps de travail à 30 ou 32 heures par semaine, accès gratuit à la santé et à l'école pour tous, abrogation de la réforme territorial.

Si vous lisez attentivement le communiqué du POI, vous constaterez qu'une partie de ces revendications y figurent, le refus de payer la dette des banquiers aussi, le rejet des deux traités TSCG et MES également, le refus de se plier au diktat de l'UE et FMI de même, par contre il manque les éléments qui permettent de s'opposer et de tenir tête aux arguments de ceux qui s'opposent à la rupture avec le capital et ses institutions, qui refusent de reprendre à leur compte ces revendications qu'ils jugent irréalistes ou qui refusent d'engager le combat sur cette base, il manque les moyens économiques pour réaliser ces revendications sociales, l'expropriation des capitalistes ou actionnaires sans indemnité ni rachat, la socialisation des banques, des organismes de crédit, des compagnies d'assurance sous le contrôle des travailleurs et de leurs organisations, pan de l'économie qui concentre le pouvoir des capitalistes et dont dépend le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays et l'Etat une fois la rupture avec la BCE et l'euro consommée, bref, ce qui nous fait dire la politique du POI est une nouvelle fois un couteau sans lame.

Je me mets à la place de militants défendant le contenu de ce communiqué et qui vont se retrouver confrontés à d'autres militants qui ne manqueront pas de leur rétorquer : tout cela est bien beau, généreux de votre part, mais comment vous financez tout cela, ce n'est écrit nulle part dans votre document, cela manque de cohérence, ce n'est pas sérieux, c'est facile de raconter n'importe quoi aux travailleurs, de leur faire croire que tout serait possible alors que ce n'est pas le cas... vous nous accusez de soutenir le régime en place, soit, permettez-nous de vous répondre que votre argumentation tient plutôt de la fabulation, de la manipulation dès lors que vous ne nous dites pas comment vous allez vous y prendre pour financer toutes ces mesures...

Gageons que la suite de cette discussion consistera à s'accuser mutuellement de manipulateur, à établir qui manipule qui, pour en arriver à la conclusion inévitable qu'elle était inutile puisqu'elle n'aura pas permis de faire émerger un argument qui aurait permis de départager les points de vue en présence en fonction des intérêts de classe divergents ou opposés qu'ils représentaient. Bref, l'art de brasser du vent et de perdre son temps !

Sans associer à ces revendications sociales et politique urgentes à réaliser l'expropriation des capitalistes sans indemnité et la liquidation préalable des institutions de la Ve République, c'est comme se priver des moyens de les faire aboutir, c'est les situer clairement dans le cadre du maintien de l'ordre établi au lieu de les situer dans la perspective de son renversement.

Un mot sur le nouveau portail du POI.

Une nette amélioration dans la présentation et par son contenu par rapport aux précédents. Quel effort titanesque cela leur demande pour évoluer, pour admettre ou prendre en compte les transformations de la société, et il ne s'agit ici que d'un facteur secondaire, alors imaginez ce qu'il leur en coûte quand ils doivent faire face à la modification d'un facteur ou d'un rapport déterminant... ils craignent tellement de perdre un jour le contrôle de leur appareil, ce sont des gens qui contrairement à Lénine ne peuvent pas concevoir être en minorité dans leur propre parti, ils doivent contrôler la totalité de ses instances, jusqu'au comportement du moindre militant de base...

Je ne vais pas m'étendre sur ce sujet qui ne me passionne pas particulièrement, seul défaut que j'ai relevé dans ce portail, rien ne le distingue vraiment des autres. En dehors de sa politique ajouteront ses militants, je leur accorde, en partie...

De mon côté, je n'ai pas l'intention dans l'avenir de m'investir davantage dans le portail que j'anime.

Classe contre classe.

La Courneuve plus de 75 % des voix pour Hollande.

A Saint-Denis (77,78%), Bobigny (76,74%), Trappes 77,01%, Les Mureaux 70,47%, Mantes-la-Jolie 67,05%, 89,04% dans le quartier sensible du Val-Fourré. Ivry-sur-Seine (73,63%) et Villejuif (68,30%). (AFP 07.05)

Saint-Tropez 79,09 % des voix pour Sarkozy. (lepoint.fr 07.05)

Ce n'est pas le même monde. La lutte des classes se radicalisent, même si cela ne se traduit pas sous la forme de l'organisation, or c'est la clé pour se donner les moyens de réaliser nos idées, notre idéal, le socialisme et la liberté.

En Seine-Saint-Denis le taux d'abstention a atteint 23,57%, ajouté au score de Hollande, on peut affirmer que dans cette banlieue ouvrière plus de 90% des travailleurs ont rejeté Sarkozy, puis sa politique. Sarkozy pour les avoir méprisés, sa politique pour leur avoir rendu la vie impossible au quotidien.

Selon le Commissaire à la Diversité, Yazid Sabeg, "si le score de François Hollande est bon dans les quartiers, la participation a été faible". Signe, selon lui, que "les habitants ne font pas confiance aux politiques pour changer leur vie". (AFP 07.05)

Plainte contre Sarkozy.

Le père d'un soldat tué en mars à Montauban par Mohamed Merah a porté plainte contre Nicolas Sarkozy et le directeur central du renseignement intérieur Bernard Squarcini, accusés de n'avoir pas empêché la mort de son fils, a-t-on appris lundi auprès du parquet de Nîmes.

Albert Chennouf a déposé "une déclaration à la gendarmerie", visant la non-assistance à personne en danger, a-t-on appris auprès du parquet de Nîmes, confirmant une information du site du Nouvel Observateur. Le dossier doit être transmis au parquet de Paris.

"Je souhaite porter plainte contre Nicolas Sarkozy et Bernard Squarcini pour non-assistance à personne en danger. Je les tiens pour responsables de la mort de mon fils", explique M. Chennouf au nouvelobs.com.

"Nous nous posons fatalement des questions", explique-t-il. "Je n'ai pas fait l'ENA ni Sciences-Po mais je ne suis pas bête. Je pense que lorsqu'on va au Pakistan en faisant un crochet par Israël, ce ne peut être qu'avec la bénédiction des services français. L'hypothèse qu'on a éliminé Merah pour qu'il ne parle pas me paraît de plus en plus plausible. Je ne dis pas que les policiers du Raid ont mal fait leur travail. Mais la volonté politique était qu'il meure", estime-t-il.

L'avocat de M. Chennouf, Gilbert Collard, a confirmé que son client avait déposé plainte. Il "est en grand désespoir, il paie le prix

du *drame vécu*", a-t-il estimé. (AFP 07.05)

Actualité en titres

[En famille, avant comme après le 6 mai.](#)

- Elu, Hollande sera au côté de Sarkozy pour le 8-Mai - AFP

[Au mieux fin décembre 2012, pas demain...](#)

- Le retrait français rapide d'Afghanistan voulu par M. Hollande inquiète à Kaboul - AFP

Et ailleurs dans le monde : retrait immédiat de tous les soldats français présents en Afrique, en Asie, au Proche et au Moyen-Orient !

INFOS EN BREF

Politique

1- UE

Le président de la Commission européenne José Manuel Barroso compte profiter mardi de l'élection de François Hollande en France pour remettre au goût du jour toute une série de propositions de ses services sur la croissance qui peinent jusqu'ici à se concrétiser.

"C'est clairement une perche que M. Barroso veut tendre à François Hollande" alors que le président élu français entend faire de la relance de l'activité économique au niveau européen une priorité, souligne une source européenne proche du dossier.

Le document que présentera le président de l'exécutif européen *"ne contient pas d'idées nouvelles"*, reconnaît cette source.

"On sait que les Etats n'ont plus d'argent au niveau national pour faire de la relance, il faut donc utiliser l'argent disponible au plan européen", souligne-t-elle.

"Hollande semble vouloir utiliser la Commission comme plate-forme pour faire pression sur Merkel", ce qui pourrait permettre à l'exécutif européen de revenir dans le jeu, souligne la source.

M. Barroso va aussi ressortir son projet d'agenda *"Europe 2020"* censé doper la croissance d'ici la fin de la décennie.

Au-delà de ces mesures déjà connues la Commission entend surtout adresser un message politique.

"On est clairement dans une nouvelle donne" avec le changement de pouvoir en France, souligne la source.

Le chef de l'Etat sortant Nicolas Sarkozy n'a jamais caché le peu de cas qu'il faisait de la Commission et de ses projets, préférant un pilotage résolument inter-gouvernemental de l'Europe axé sur le couple franco-allemand, Bruxelles se retrouvant marginalisée.

M. Barroso se dit qu'il a peut-être une carte à jouer avec l'arrivée de François Hollande, héritier de l'ex-président de la Commission Jacques Delors et tenant a priori d'une méthode de gestion s'appuyant plus sur les institutions européennes. (AFP 07.05)

L'idée de Barroso notamment, est de se servir de Hollande pour avancer dans la construction politique de l'Union européenne, scénario auquel Hollande pourrait souscrire d'autant plus volontiers ou aisément qu'il n'incarne pas officiellement le capitalisme.

L'UMP était tenu d'incarner les différentes composantes du capitalisme, y compris le capitalisme français et ses propres spécificités, dont les intérêts étaient parfois ou de plus en plus souvent contradictoires, tâche quasi impossible à réaliser dont il vient de payer le prix politique, tandis que Hollande, qui se présente comme socialiste et n'étant pas tenu d'apparaître comme le représentant du capitalisme ou de telle ou telle couche du capitalisme, n'aura aucun scrupule à suivre la voie que la Commission européenne et le FMI traceront à sa place, quitte à favoriser les capitalistes les plus compétitifs en Europe au détriment du capitalisme français.

Il va de soi, et on en a encore ici la démonstration, comme d'habitude les médias vont s'employer à inverser, à interpréter les

rapports entre Hollande et les institutions européennes de manière à mieux embrouiller les travailleurs qui devraient admettre que Hollande fait de son mieux, ils utiliseront Hollande jusqu'à la corde, puis ils le crucifieront, ce qu'ils ont fait avec Sarkozy quand ils ont estimé qu'il avait perdu. On va voir de quelle façon Hollande se prête à ce jeu, ensuite on tirera dessus à boulets rouges. Un peu de patience.

2- France

François Hollande a remporté l'élection présidentielle avec 51,62% des voix contre 48,38% pour Nicolas Sarkozy, selon les résultats définitifs pour la France entière publiés lundi par le ministère de l'Intérieur.

Le candidat socialiste a recueilli 18.000.438 voix et le président sortant, 16.869.371, soit une différence de 1.131.067 voix.

La participation a été de 80,34%, soit un peu plus de 37 millions de votants, et l'abstention de 19,66%, soit un peu plus de neuf millions.

Les bulletins blancs ou nuls ont représenté 5,80% des votants et 4,66% des inscrits, soit plus de 2,1 millions de personnes. (Reuters 07.05)

3- Italie

La droite de Silvio Berlusconi était lundi en déroute à l'issue du premier tour des municipales partielles en Italie, révélatrices d'une percée de formations hostiles et d'un malaise social, selon un décompte encore provisoire portant sur deux-tiers des votes.

Le PDL, jusqu'ici aux commandes, est quant à lui relégué en troisième position, tandis que le candidat de gauche fait la course en tête avec plus de 34% des voix.

Plus de neuf millions d'Italiens, soit 20% du corps électoral, étaient appelés aux urnes pour élire environ 900 conseils municipaux. Le scrutin aura été marqué par une forte poussée de l'abstention pour un type de scrutin habituellement très prisé des Italiens: le taux de participation s'établit à près de 67%, en recul de 7 points par rapport à 2007.

Le succès du mouvement "Cinq Etoiles" du comique Bepe Grillo, en lutte contre la "*partitocratie*" et très présent sur les réseaux sociaux, a aussi frappé les esprits, en particulier dans des villes comme Parme ou Gênes où il pourrait arriver en deuxième ou en troisième positions. Il a même conquis dès le premier tour une municipalité, Sarego, en Vénétie.

"*C'est juste un début. Les citoyens se réapproprient leurs institutions*", s'est félicité Grillo dans un message sur YouTube. Lors de son premier test électoral, il y a deux ans, le Mouvement 5 étoiles qui s'est structuré sur internet n'avait obtenu que 1,8 des suffrages au niveau national, pour culminer l'année suivante à 3,8% lors des municipales milanaises.

Les premiers résultats ont montré un important recul du Peuple de la Liberté (PDL, parti de Silvio Berlusconi) et aussi de son ancien allié la Ligue du Nord dans ce scrutin, où sont en jeu 941 municipalités (sur 8.000), dont 26 chefs-lieux de province. "*Nous avons subi une défaite*", a reconnu le secrétaire général du PDL, Angelino Alfano.

Le Parti Démocratique, principale formation de gauche, est "*en tête dans la grande majorité des communes de plus de 15.000 habitants*", s'est réjoui un de ses responsables, Davide Zoggia, mettant l'accent sur le fait que "*dans plusieurs cas la droite n'arrivera même pas au ballottage*".

"*La nouveauté de ces élections a été le retour à de larges coalitions de centre-gauche dans de nombreuses villes*", a analysé le maire de Milan, Giuliano Pisapia.

A Parme (nord), le candidat du PD Vincenzo Bernazzoli est nettement en tête avec 39,3%, devant l'aspirant "Cinq étoiles", Federico Pizzarotti (19,4%).

Scénario proche à Gênes, le grand port ligure, où le candidat du centre-gauche Marco Doria caracole largement en tête avec 48,7% des voix, devant deux candidats au coude à coude, Enrico Musso (centre) et Paolo Putti ("Cinq étoiles"), tous les deux aux alentours de 14%. Le représentant du PDL, Pierluigi Vinai, ne recueillerait que 11%.

A Palerme (Sicile), la plus grande ville appelée aux urnes, deux candidats de gauche devraient se retrouver en ballottage au second tour les 20 et 21 mai: Leoluca Orlando (46,6%), porte-parole de l'Italie des Valeurs, et Fabrizio Ferrandelli (20,7%), candidat du Parti démocrate (PD).

M. Orlando qui a déjà été maire de Palerme, de 1985 à 1990, où il fut un emblème de la lutte anti-mafia, s'est exclamé: "*la ville*

est enfin libre!". Le candidat du PDL, Massimo Costa, arrive seulement troisième avec moins de 11,3% des suffrages.

Le maire sortant de Vérone (nord), Flavio Tosi, ténor de la Ligue du Nord, sera réélu dès le premier tour avec 57,4% des voix, nettement devant le candidat de centre-gauche Michele Bertucco (22,7%).

Mais M. Tosi fait figure d'exception pour la Ligue, dont plusieurs dirigeants sont soupçonnés d'avoir détourné des fonds publics. Ce parti favorable à l'autonomie du nord du pays est en fort recul dans ses fiefs septentrionaux, de Varese à Côme en passant par Monza et Bergame. (AFP et Reuters 07.05)

4- Israël

4.1- Le Parlement israélien, s'apprêtait lundi à prononcer sa dissolution pour des élections législatives anticipées prévues début septembre.

Le Premier ministre Benjamin Netanyahu a confirmé dans la matinée, lors du Conseil des ministres hebdomadaire, qu'il souhaitait organiser le scrutin le 4 septembre, après avoir annoncé la veille des élections anticipées.

La législature s'achève normalement en octobre 2013.

"Il faut un Likoud grand et fort. Nous allons former un gouvernement aussi large que possible pour assurer l'avenir d'Israël", a promis le Premier ministre, qui est donné grandissime favori pour conduire le prochain gouvernement.

Près de la moitié (48%) des Israéliens plébiscitent M. Netanyahu comme le meilleur candidat à sa succession, selon un récent sondage publié par le quotidien Haaretz. (AFP 07.05)

4.2- La Cour suprême d'Israël a ordonné lundi de démanteler d'ici le 1er juillet un quartier érigé sur des terres palestiniennes privées dans une colonie de Cisjordanie, désavouant le gouvernement de Benjamin Netanyahu.

Les juges ont refusé de surseoir à cette mesure jusqu'au 1er août comme le leur demandait l'Etat d'Israël.

Selon un arrêt de la plus haute institution judiciaire israélienne, les cinq bâtiments de l'Oulpana, un nouveau quartier érigé sans autorisation officielle sur un terrain privé palestinien dans l'implantation de Beit El, près de Ramallah, auraient dû être démolis avant le 1er mai.

Dimanche dernier, la Cour suprême avait vivement critiqué la demande présentée par l'Etat qu'elle a accusé de procrastination.

Selon le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, la démolition des cinq maisons est *"un diktat que le public ne saurait accepter"*. De nombreux membres de la coalition de droite au pouvoir ont réclamé une solution pour empêcher l'évacuation des colons, une affaire potentiellement explosive qui survient au moment où commence la campagne électorale pour des législatives anticipées.

Aux yeux de la communauté internationale, toutes les colonies dans les Territoires occupés sont illégales, qu'elles aient ou non été autorisées par le gouvernement israélien. Plus de 340.000 colons israéliens vivent en Cisjordanie et plus de 200.000 dans des quartiers de colonisation à Jérusalem-Est. (AFP 07.05)

Economie

1- FMI

La directrice générale du Fonds monétaire international Christine Lagarde s'est dite lundi sceptique quant au respect à tout prix des objectifs chiffrés de déficit budgétaire, affirmant à Zurich que les actes étaient plus importants.

"Les pays doivent garder les mains fermes sur le volant. Si la croissance est moins bonne qu'attendu, ils devraient s'en tenir aux mesures budgétaires annoncées, plutôt qu'aux objectifs budgétaires annoncés", a-t-elle affirmé lors d'un discours prononcé à l'université de Zurich.

"En d'autres termes, il ne faut pas combattre toute baisse des recettes fiscales ou hausse des dépenses causée uniquement par l'affaiblissement de l'économie", a-t-elle ajouté devant plusieurs centaines de personnes. (AFP 07.05)

2- Espagne

L'Espagne tentera de nouveau, vendredi, de rassurer les marchés sur ses banques en séparant de leur bilan les actifs immobiliers, mais cela passera cette fois par une nouvelle injection de fonds publics, alors que le gouvernement s'y refusait jusque-là.

Première visée par ce plan, Bankia, la plus grande union de caisses d'épargne et la quatrième banque cotée du pays, qui croule sous les actifs immobiliers risqués.

"Nous sommes en train de finaliser un plan d'assainissement de la banque qui se fera sûrement à travers l'injection (d'argent via) d'obligations convertibles et nous préparons aussi des changements dans la gestion" de Bankia, a indiqué à l'AFP le ministère, confirmant qu'il s'agira d'argent public.

Première conséquence, dès lundi: Rodrigo Rato, président de Bankia, mais aussi ancien ministre de l'Economie et ancien directeur général du FMI, a annoncé sa démission, proposant pour le remplacer José Ignacio Goirigolzarri, directeur général de la deuxième banque espagnole, BBVA, jusqu'en 2009.

Une réponse aux mises en garde de ces dernières semaines, le FMI appelant Madrid à aller plus loin dans l'assainissement de ses banques afin de *"remédier aux faiblesses qui demeurent"*, tandis que Standard and Poor's, en dégradant de deux crans la note souveraine, avait prédit *"une probabilité croissante que l'Etat espagnol doive fournir un soutien budgétaire supplémentaire au secteur bancaire"*.

Son péché? Etre, parmi les grandes banques espagnoles, celle dont l'exposition au secteur immobilier est la plus lourde: 37,5 milliards d'euros fin 2011.

Pour nettoyer son bilan, elle a besoin de *"5 à 10 milliards d'euros"*, affirme El Pais, *"5 à 7 milliards"* selon le quotidien économique Expansion.

Ayant accordé des crédits à tout va pendant la bulle, les banques accumulaient, fin 2011, 184 milliards d'euros d'actifs immobiliers problématiques - car à la valeur incertaine -, soit 60% de leur portefeuille.

Les autorités leur ont déjà imposé d'effectuer pour 53,8 milliards d'euros de provisions.

"Nous passerons à la deuxième étape ce vendredi avec un décret-loi en matière financière" pour séparer les actifs immobiliers des bilans des banques, a annoncé Mariano Rajoy à la radio Onda Cero, afin *"qu'il n'y ait aucun doute sur la situation des entités financières espagnoles, que tout le monde sache qu'elles sont solvables"*.

"Je ne suis pas partisan d'une +bad bank+", a-t-il souligné, écartant ainsi la possibilité d'un mécanisme entièrement financé par les fonds publics.

"Ce que nous voulons, c'est que l'on fixe le prix réel des logements (détenus par les banques), même si tout le monde perd de l'argent, les promoteurs comme les banques, et qu'on les mette en vente".

Pour le chef du gouvernement, la participation de l'Etat au renflouement des banques ne menacera pas la rigueur budgétaire qu'il défend: *"de l'argent public n'entrerait que dans les situations limites, nous le dirons ce vendredi, et donc cela n'affectera pas le déficit public"*. (AFP 07.05)

2- La production industrielle espagnole a accéléré sa chute en mars, avec un recul de 7,5% sur un an, alors que le pays vient de renouer avec la récession, selon les chiffres publiés lundi par l'Institut national de la statistique (Ine).

Sur l'ensemble de 2011, la production industrielle espagnole a baissé de 1,8% par rapport à 2010.

En mars, la baisse est particulièrement marquée dans les biens d'équipement (-11,2%), les biens de consommation durable (-10,2%) et les biens intermédiaires (-10,2%).

Les biens de consommation non durable sont également dans le rouge (-3,7%), de même que l'énergie (-1,7%).

En cumulé depuis le début de l'année, la production industrielle espagnole est en baisse de 5,8%, par rapport à la même période de 2011. (AFP 07.05)

3- Etats-Unis

Le crédit à la consommation a connu aux Etats-Unis en mars sa plus forte hausse depuis novembre 2001, selon des chiffres publiés lundi par la banque centrale (Fed).

En données corrigées des variations saisonnières, l'encours de ce type de crédit a progressé de 10,2% en rythme annuel par rapport à février.

Il a atteint 2.542,3 milliards de dollars, progressant de 21,3 milliards de dollars, soit près de deux fois plus qu'attendu par les analystes.

Pour le quatrième mois consécutif, la hausse des crédits non renouvelables (+11,3%), qui financent essentiellement l'achat d'automobiles et les études, a été supérieure à celle des crédits renouvelables (+7,8%), qui sont principalement contractés par l'utilisation d'une carte de crédit.

Après s'être désendettés entre l'été 2008 et l'été 2010, les ménages américains n'ont cessé d'accroître leur crédit à la consommation depuis. (AFP 07.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 mai

CAUSERIE

Adieu l'euro !

Des responsables politiques allemands de gauche et de droite ont prévenu mardi que la Grèce ne recevrait plus aucune aide financière si elle ne respectait pas toutes les conditions du plan de sauvetage conclu avec l'Union européenne et le FMI. (Reuters 08.05)

Il ne reste donc plus à la Grèce que la sortie de l'euro comme issue pour sa survie.

A la dictature de l'UE et du FMI, il faut répondre au même niveau en lui opposant la dictature du prolétariat, des exploités sur les exploités, du travail sur le capital, on est engagé dans une lutte à mort avec en toile de fond des bruits de bottes, il ne faut donc reculer devant aucun moyen qui nous permettrait de vaincre notre ennemi, c'est lui ou nous. C'est la garantie de la paix dans le monde que propose le socialisme, une fois les marchands de canons et leurs relais politiques neutralisés, anéantis.

Rompre avec l'euro, l'Union européenne et le FMI : l'unique "marge de manoeuvre".

Les résultats en Grèce et la victoire du socialiste François Hollande au second tour de la présidentielle française ont illustré dimanche le rejet grandissant des électeurs européens face aux mesures d'austérité défendue par l'Allemagne pour sortir la zone euro de sa crise de la dette.

Les promesses de François Hollande de freiner la ligne d'austérité défendue à Berlin pourraient toutefois être tempérées après la publication, prévue fin juin, d'un audit sur l'état des finances publiques, demandé à la Cour des comptes par le futur président.

A Berlin, Peter Altmaier, chef de file des élus chrétiens-démocrates (CDU) réputé proche de la chancelière allemande, a estimé que le prochain gouvernement français n'aurait qu'une marge de manoeuvre très limitée en matière de politique budgétaire en raison de la "précarité" de l'économie et des finances de la France.

"L'économie de la France et les finances du pays demeurent dans un état précaire", a-t-il dit à des journalistes, s'avouant déçu par l'élection du socialiste à la présidence française.

"Tout pays qui essaierait de mener une politique de relance en accroissant ses déficits se mettrait très vite les marchés à dos et verrait ses taux d'intérêt augmenter", a-t-il ajouté. "Il n'y a aucune marge de manoeuvre." (Reuters 08.05)

La question qui est posée et qui ne s'adresse pas aux partis de l'Internationale jaune : qui aura la volonté d'opposer à la dictature du marché la mobilisation générale de la classe ouvrière sur la base de l'annulation pure et simple de la dette et la rupture avec l'euro, la BCE ?

Abolition des privilèges !

6.000 euros de retraite, des voyages gratuits, un appartement... Comme tous les anciens présidents, Nicolas Sarkozy va bénéficier d'avantages dus à son ancienne fonction. «*D'abord, il percevra une indemnité de 6.000 euros brut, accordée à tous les "ex", quelle que soit la durée de leur séjour à l'Élysée. Ensuite, il pourra siéger au Conseil constitutionnel, en tant qu'ancien Président et percevoir, à ce titre, une indemnité de 11.500 euros net par mois*», explique le site challenges.fr. Pour le moment, Nicolas Sarkozy n'a pas précisé s'il comptait siéger dans cette institution mais il pourrait redevenir avocat.

A ces avantages, Sarkozy bénéficiera d'avantages en nature. Un appartement de fonction, deux fonctionnaires de la police nationale pour assurer leur protection rapprochée, une voiture de fonction avec deux chauffeurs, sept collaborateurs. L'ancien président pourra également voyager gratuitement, grâce à deux cartes de circulation illimitées, l'une sur Air France, en classe affaires, l'autre à la SNCF première classe.

«*Pour l'État, la facture de ces nombreux avantages est salée: La charge financière -que personne ne connaît compte tenu de la dispersion des financements- peut être estimée à 1,5 million par an et par ancien président, souligne le député René Dosière dans son livre "L'argent de l'État" (Seuil)*», détaille Challenges.fr. (20minutes.fr 07.05)

Qui a dit ?

"... si vous regardez ce que le président Hollande suggère en France, en fait son programme pour juguler les déficits n'est pas très éloigné de la voie que nous suivons"

Réponse : Le Premier ministre britannique et dirigeant conservateur David Cameron. (source : AFP 08.05)

Raison de plus pour ne pas se reconnaître dans leur monarchie républicaine

"Les Français ont voté et les deux présidents, celui qui l'est encore pour quelques jours, et celui qui le sera pour cinq ans, devaient être là pour dire l'hommage de la Patrie à celles et ceux qui sont tombés pour elle", a déclaré François Hollande.

"Nous nous sommes confrontés (avec Nicolas Sarkozy) dans une élection mais nous devons être présents à cette cérémonie. Les Français peuvent être fiers que la république soit réunie." (Reuters 08.05)

Mélenchon à côté de la plaque. La preuve.

Après l'annonce que le PS pourrait faire le choix de ne pas se présenter face à M. Bayrou (le 10 juin) qui a voté Hollande le 6 mai.

Dimanche déjà, alors que les différents responsables socialistes saluaient, place de la Bastille, le vote des "humanistes" et électeurs du MoDem pour leur vote, Jean-Luc Mélenchon raillait sur son blog cette attitude en direction de "tout ce qui compte pour du beurre dans le résultat et dont il est possible de caresser la tête sans risque". (lemonde.fr 08.05)

L'union nationale, du "beurre" ?

Défense du marxisme. Soyons des "enragés" !

Lénine : La correspondance de Marx et d'Engels (1913). Extrait.

"« Trois soirs, écrit Engels, nous avons discuté sur le proudhonisme. Presque tous, Grün en tête, étaient contre moi. La chose principale que je fus obligé de prouver, c'est la nécessité d'une révolution violente » (23 octobre 1846). Finalement, je devins enragé, j'obligeai mes adversaires à se prononcer nettement contre le communisme. Je réclamai le vote sur la question : sommes-nous communistes, oui ou non ? Grande indignation des partisans de Grün, qui se mirent à assurer qu'ils étaient rassemblés pour examiner « le bien de l'humanité » et qu'il fallait savoir ce qu'est proprement le communisme. Je leur donnai alors une définition bien simple, pour les empêcher de se dérober au fond de la question. Je définis l'état d'âme du communiste de la façon suivante : 1° Détendre les intérêts du prolétaire contre ceux du bourgeois ; 2° pour cela supprimer la propriété privée et la remplacer par la communauté des biens ; 3° reconnaître comme seul moyen d'arriver à ces buts la révolution démocratique violente (écrit un an et demi avant la révolution de 1848).

Après discussion, 13 voix contre 2 acceptèrent la définition d'Engels. Le public de ces réunions était composé d'environ 20 menuisiers. C'est ainsi que furent posés à Paris, il y a 67 ans, les fondements du parti social-démocrate ouvrier d'Allemagne.

Un an plus tard, dans une lettre du 24 novembre 1847, Engels annonce à Marx la composition en brouillon du Manifeste Communiste, et se prononce entre autres contre la forme de catéchisme précédemment projetée. « Je commence, écrit Engels, par la question de la nature du communisme, et je passe ensuite directement au prolétariat : histoire de sa provenance, différence entre

lui et les anciens travailleurs, développement de l'antagonisme entre lui et la bourgeoisie, crises, conclusions. » « A la fin, la politique du Parti Communiste. »

Cette lettre historique d'Engels sur la première esquisse d'une oeuvre qui a parcouru l'univers et qui reste aujourd'hui vraie dans tout l'essentiel, vivante et actuelle comme si elle était écrite d'hier, montre avec évidence combien il est juste de placer côte à côte les noms de Marx et d'Engels, comme ceux des fondateurs du socialisme contemporain."

Grün était un socialiste allemand adepte du « *socialisme infantin* » (Engels) de Proudhon.

Alors sommes-nous communistes ? Assurément, ce qui n'est pas le cas des illusionnistes Mélenchon et Laurent avec leur "révolution par les urnes".

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Un parti bourgeois de plus au gouvernement.

Ce n'est pas vraiment une surprise. Après avoir signé un accord électoral et programmatique avec le PS, Europe écologie-Les Verts vient de voter sa participation à un gouvernement socialiste, si François Hollande les appelle. « *Plus de 75% des quelques 200 membres présents* » au Conseil fédéral de mardi ont voté oui à cette proposition, souligne Lefigaro.fr. (20minutes.fr 07.05)

2- Grèce

Le chef de la Coalition de la gauche radicale, Alexis Tsipras, chargé par le président grec de former un gouvernement de coalition a exclu mardi de se plier aux plans européens de sauvetage et menacé de nationaliser les banques.

M. Tsipras dénonce les conditions "barbares" d'accès aux prêts internationaux fixés par l'UE et le FMI, et rejette particulièrement les efforts demandés à la Grèce pour 2013 et 2014 qui devaient être discutés par la "troïka" des créanciers du pays (UE-BCE-FMI) dès la fin mai. Il demande aussi l'arrêt d'une partie du paiement de la dette.

Mardi, il a fixé ses priorités: "annulation" des mesures de dérégulation du travail récemment votées, "contrôle public sur le système bancaire", "création d'une commission internationale de contrôle de la dette".

D'ici l'expiration de son mandat, M. Tsipras doit mener des contacts avec l'ensemble des dirigeants politiques du pays. Mais il s'est déjà heurté mardi à une fin de non recevoir de la dirigeante communiste du KKE, Aleka Papariga, fidèle à son isolationnisme, qui n'a même pas voulu le rencontrer.

A gauche, deux chefs de parti, un dissident du Syriza et le parti écologiste, lui ont demandé de clarifier sa position sur l'appartenance de la Grèce à l'euro.

Mardi soir, devant l'urgence de la situation, le dirigeant du Pasok et ancien ministre des Finances, Evángelos Vénizélos, a proposé la constitution d'un gouvernement "d'union nationale" à toutes les formations qui satisferaient deux exigences : rester dans l'euro et renégocier avec l'UE et le FMI.

Ce qui dans sa bouche est une avancée: il s'était jusqu'à présent cantonné à demander un an de plus pour permettre à la Grèce de respecter ses objectifs budgétaires.

"Le pays se dirige vers la catastrophe. S'il n'y a pas un gouvernement d'unité nationale dans les prochains jours, de nouvelles élections semblent inévitables (...) en juin et la victoire du bloc extrême anti-rigueur de Tsipras est évidente", met en garde le journal libéral Kathimérini dans son éditorial mardi.

Pour les marchés, le risque est celui d'un "défaut de la Grèce sur l'une de ses prochaines échéances, avec un degré de probabilité élevé, mais aussi le début des démarches nécessaires pour organiser la sortie de la Grèce de la zone euro", ont prévenu les stratégestes du Crédit Mutuel-CIC.

A la clôture mardi, la bourse de Francfort a perdu 1,90%, Londres 1,78% et Milan 2,37%. Celle d'Athènes a poursuivi sa descente aux enfers, clôturant en chute de 3,62% à son niveau d'il y a 20 ans, après un plongeon de 6,67% la veille. A Wall Street, le

Dow Jones a perdu 0,59%.

Les taux allemands à 10 ans ont enregistré leur plus bas historique à 1,540%. En revanche, en Espagne, le taux grimpe à 5,790%, en Italie à 5,426% et le taux grec bondissait à 22,254%.

La Grèce a également enregistré une autre sanction financière mardi, avec une hausse, à 4,69% des taux qu'elle a dû consentir pour emprunter 1,3 milliard d'euros sur six mois. (AFP 08.05)

3- Thaïlande

Un grand-père thaïlandais, devenu un vibrant symbole de la lutte pour la liberté d'expression après avoir été condamné à vingt ans de prison pour insulte à la monarchie, est décédé mardi en prison, relançant la polémique sur une des lois les plus répressives du monde.

Ampon Tangnoppakul, 62 ans, avait été condamné l'an dernier pour avoir envoyé quatre SMS au secrétaire personnel du Premier ministre de l'époque. Des messages que la police avait jugés "*inappropriés*" et "*insultants envers la monarchie*".

L'article 112 du code pénal réserve une peine de 15 ans de prison à quiconque insulte la monarchie ou la famille royale.

"*Il a plusieurs fois réclamé une libération sous caution mais la cour l'a rejeté sous prétexte que le crime était grave*". "*S'il avait été libre, il aurait pu voir un médecin à temps*", estimait de son côté Chiranuch Premchaiporn, responsable du très populaire site d'informations Prachatai, elle-même poursuivie pour lèse-majesté et qui risque 20 ans de prison. (AFP 08.05)

4- Koweït

La police du Koweït a arrêté un groupe d'agents du Qatar chargés de renverser l'émir al-Sabah IV.

Les documents saisis attestent de l'organisation du complot par l'émir Hamad bin Khalifa al-Thani du Qatar. Des copies de ces documents ainsi que des procès-verbaux judiciaires ont immédiatement été transmises par le Koweït à l'Arabie saoudite.

L'émir al-Sabah IV a demandé une réunion d'urgence du Conseil de coopération du Golfe, dont le Qatar fait partie.

L'émir Hamad bin Khalifa al-Thani a lui-même pris le pouvoir dans son pays, en renversant son père, l'émir Khalifa ben Hamad Al Thani, aujourd'hui réfugié en Suisse.

En 2008, il a empêché l'élection par le Parlement libanais du général Michel Aoun comme président et est parvenu à négocier celle du général Michel Sleiman. Peu après, il est venu l'introniser au Parlement libanais, non sans avoir eu soin d'écarter de la cérémonie le président sortant Émile Lahoud.

Le monarque wahhabite a également joué un rôle central dans le renversement du « guide » Mouammar el-Khadafi en Libye, et plus récemment dans les tentatives de renversement du président Bachar el-Assad en Syrie. (Réseau Voltaire 07.05)

Social

Etats-Unis

La part des ménages sans épargne est montée aux Etats-Unis à 23,4% en 2011 contre 18,5% deux ans auparavant, indique une étude publiée mardi par l'Université du Michigan.

Les auteurs de l'étude retiennent comme définition les ménages qui vivent sur leurs revenus du mois et n'ont aucun actif financier liquide (certificat de dépôt, bons du Trésor, fonds commun de placement, etc.).

Si l'on ajoute les ménages ayant moins de 1.500 dollars d'épargne, la part monte à 41,6%, contre 40,1% en 2009.

Les chiffres sont issus d'une enquête auprès d'un panel de 9.000 ménages interrogés tous les deux ans.

D'après les chercheurs de l'université du Michigan, les réponses montrent que la crise du surendettement des emprunteurs immobiliers "*va se poursuivre ces prochaines années*" vu le nombre d'Américains qui n'ont aucune réserve sur leur compte en banque. (AFP 08.05)

Economie

Banque

HSBC, la première banque en Europe, a fait état d'un bénéfice sous-jacent de 6,8 milliards de dollars, en hausse de 25% sur un an.

Le bénéfice net du groupe s'est élevé à 4,8 milliards de dollars, sous l'impact d'une charge de 2,6 milliards de dollars sur sa dette. (Reuters 08.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 10 mai

CAUSERIE

Juste un mot personnel.

Deux Indiens m'avaient dit que la centrale nucléaire qui devait nous donner du courant venait d'être mise en service, c'était faux, il s'agissait d'un immense champ d'éoliennes qui ne peut répondre à la totalité des besoins en électricité, du coup, c'est reparti pour des coupures à tout va, alors qu'il fait 40°C ou plus. Donc je suis complètement crevé, cela se reporte sur les yeux qui commencent à me pauser de gros problèmes, donc je ralentis mon boulot.

Les deux derniers jours j'étais dans un sale état, je n'arrivais plus à me concentrer, après une bonne nuit sans coupure de courant, j'ai pu ce matin sortir une analyse politique sur la Grèce (valable ailleurs) qui me satisfait.

C'est chouette toutes ces nationalisations réalisées en régime capitaliste, Tepco au Japon la dernière en date, c'est l'Etat qui casque avec les impôts et taxes qu'ils nous ont extorqués, histoire d'éponger les dettes d'entreprises qui seront ensuite rendues au marché lorsqu'elles dégageront à nouveau des profits...

La crise politique en Grèce montre clairement aux travailleurs et militants des pays de l'UE, qu'il n'y a pas d'issue politique et sociale favorable aux exploités dans le cadre des institutions et de la Constitution en place, de l'euro et de l'UE avec lesquels se confondent les intérêts des capitalistes qu'il faut donc exproprier (sans indemnité) par la même occasion.

Voilà tirée de cette expérience, la ligne politique révolutionnaire conforme aux intérêts de notre classe et au socialisme sur laquelle nous devons combattre.

Il faut donc en finir avec les institutions et la Constitution en place !

«*Notre proposition a obtenu un large soutien dans la société mais pas au Parlement. Nous ne serons pas en mesure de réaliser notre rêve de former un gouvernement de gauche. Demain matin, je remettrai mon mandat*», a déclaré Alexis Tsipras, chef de file de la Coalition de la gauche radicale Syriza, s'adressant aux députés de son mouvement, arrivé en deuxième position derrière les conservateurs aux législatives de dimanche. (20minutes.fr 09.05)

Monsieur Tsipras dit que le Parlement constitue un obstacle à la mise en oeuvre d'une politique opposée à l'austérité prônée par l'UE et le FMI, mais comme il n'en tire pas la conclusion qu'il faut immédiatement rompre avec les institutions, il ne lui reste plus qu'à subordonner militants et travailleurs à ces institutions, ce qu'incarne à la fois ses "*négociations*" avec la Nouvelle Démocratie et le PASOK, ainsi que son refus de sortir de l'euro et de l'UE à l'instar de Mélenchon en France.

C17H21NO4, la formule du perdant. De la méthode Coué au bourrage de pif !

"*C'est important, les quelques fois où j'ai eu la chance d'être reçu dans [le] bureau de [Nicolas Sarkozy], vous en ressortez, vous êtes pas loin d'avoir pris un rail de coke, c'est à dire que vous êtes avec une surmotivation*", a déclaré à la radio le patron des jeunes UMP, Benjamin Lancar, lors d'un entretien accordé à la radio France Culture, mardi, autour des suites de la défaite du candidat UMP à la présidentielle. (l'express.fr 09.05)

Il parlait là en connaisseur assurément !

Comment le POI soutient le régime. Mode d'emploi.

Informations ouvrières n°199 paru hier. Sous-titre d'un article signé Yan Legoff : "*Signé par Sarkozy, mais non encore ratifié en France, le traité européen TSCG contraindrait à une rigueur décuplée. François Hollande le laisserait intact, pour ne négocier en plus, avec Angela Merkel, qu'un hypothétique "pacte de croissance"*".

Comment cela "*hypothétique*", serait-ce un mirage quand les principaux dirigeants de l'UE, les présidents de la BCE, de l'Eurogroupe et de la Commission européenne ou encore Merkel ont déjà indiqué quel contenu ils comptaient lui donner : celui adopté par l'Allemagne de Schröder avec Hartz IV qu'ils voudraient généraliser à toute l'Europe.

Le casuiste récidive à la fin de son article : "*On peut avoir de nombreux points de vue sur cet hypothétique « pacte de croissance »*", tiens donc, et vous savez pourquoi, parce qu'il s'accompagnerait éventuellement de grands travaux (infrastructures), d'une enveloppe pour les énergies "*vertes*" qui favoriseraient donc certains secteurs d'activité, enfin du "*grain à moudre*" pour l'aristocratie ouvrière qui soutient le régime, tandis que tous les autres seraient voués à végéter, à être taillés en pièces ou à disparaître carrément.

Dans son éditorial, D. Gluckstein n'est pas plus clair sur cette question, ce qui n'a rien d'étonnant puisqu'une nouvelle fois il reprend le propos de Hollande pour lequel "*la clé d'un possible compromis est probablement sémantique*", avant de conclure que "*la sémantique doit être laissée à ceux qui jouent avec les mots*", comme si derrière les mots il n'y avait pas une certaine réalité qu'on ne tient pas forcément à regarder en face.

Il y en a une réalité qu'aucun parti ne tient à regarder en face, leur incapacité à s'adresser, à organiser, à recruter parmi les couches du prolétariat les plus durement frappés par les gouvernements qui se sont succédés depuis 31 ans, les plus pauvres, les chômeurs, les jeunes. Et c'est bien cette incurie politique qui est à l'origine de l'inexistence d'un véritable parti communiste dans ce pays. Et pour cause.

Page 2, Marguerite Leuwen signe un article sur "*La tâche de l'heure*", Yan Legoff en signe un sur le TSCG, page 3 D. Gluckstein signe un éditorial "*La croissance ? Parlons-en*", page 4 Marc Gauquelin signe un article "*Une nouvelle période s'est ouverte*", page 5 figure le communiqué du bureau nationale du POI du 6 mai, page 10 Jean-Pierre Raffi et Christel Keiser signent deux articles sur la situation au lendemain des élections du 6 mai en France et en Grèce, à la page 14 figure un extrait de l'intervention de Jean Markun, le 1er Mai, point commun de tous ses articles ou communiqués : les institutions dans lesquelles se débattent tous les partis dits de droite ou de gauche qui sont favorables ou hostiles aux traités TSCG et MES ne font pas l'objet d'une remise en cause, à aucun moment leurs auteurs ne réalisent le lien qui existent entre la crise politique en Grèce et la nature de ces institutions que les travailleurs doivent abattre, condition sans laquelle aucune autre politique ne verra le jour. Etrange ou significative lacune, non ?

C'est dans le cadre de ces institutions que la Nouvelle Démocratie et le PASOK ont accepté les conditions fixées par l'UE, le FMI et les banquiers, parce que ces institutions ont été créées sur mesure pour satisfaire les besoins des capitalistes. Rejeter l'accord passer entre ces partis et les créanciers de l'Etat Grec se traduit par la paralysie des institutions, l'impossibilité de constituer un gouvernement. Il apparaît donc clairement que les institutions en place sont incompatibles avec le rejet exprimer le 6 mai par la majorité des travailleurs grecs.

Question : Pourquoi ne pas mettre en évidence ce constat ? Pourquoi ne pas se saisir de cet élément pour montrer à la classe ouvrière de toute l'Europe dans quelle direction elle doit orienter son combat politique pour en finir avec la politique d'austérité que le capital veut lui imposer, pour avancer vers son émancipation, vers le socialisme ?

Hein messieurs les opportunistes, pourquoi, dites-nous pourquoi, répondez à cette question.

Exigez de Hollande de rejeter le TSCG tient de la manipulation, le rejettterait-il qu'il en appliquerait le contenu d'une autre manière ; c'est comme demander au milliardaire Pinault qui a fait savoir qu'il votait Hollande de cesser d'être un capitaliste, grotesque, pathétique. Et puis, souvenez-vous du traité de Lisbonne rejeté par la France et l'Irlande, ils ont fini par trouver les moyens de le faire adopter quand même.

Les institutions, le chef de l'Etat et son gouvernement, le Parlement, représentent les principaux piliers ou le pouvoir politique et juridique de la classe des capitalistes.

Le refus en Grèce de M. Tsipras (Syriza, l'équivalent du Front de gauche en France) de s'attaquer aux institutions qui servent de remparts à l'adoption d'une politique en rupture avec le diktat de l'UE et du FMI, témoigne de sa soumission à la fois à ces institutions et au capital puisqu'elles incarnent ses intérêts, de son refus de s'attaquer au pouvoir politique du capital, donc finalement renoncer à s'attaquer aux fondements du capitalisme sur le plan économique, aux rapports sociaux de production, à la propriété privée des moyens de production et d'échange. Ainsi nous avons sous les yeux la véritable nature démocratique petite-bourgeoise de M. Tsipras et de sa coalition Syriza.

Le développement de la crise politique en Europe met à l'ordre du jour la question de la liquidation des institutions dans chaque pays inféodées au capitalisme mondiale et ses institutions, pose la question de l'Etat, quel Etat, quel gouvernement pour faire une autre politique, etc.

Hier il était facile de nous accuser de gauchisme quand nous subordonnions notre politique à cet objectif, on nous disait que la situation n'était pas mûre pour poser cette question, que nous avions un métré d'avance, que les travailleurs ne s'intéressaient pas aux institutions, etc. Nous répondions à nos détracteurs, qu'en général ceux qui tiennent ce genre de discours n'en changent guère même lorsque la situation a suffisamment mûri pour poser directement la question de l'Etat. Nous en avons là la démonstration.

Il y a fort à parier que cette question viendrait demain aux oreilles du prolétariat grec que cela ne changerait absolument rien parce qu'il n'a pas été préparé à l'entendre, à l'aborder. J'en veux pour preuve que pour ainsi dire aujourd'hui en Grèce ce sont les travailleurs qui détiennent le pouvoir politique, mais ils ne savent pas quoi en faire ni dans quelle direction mener leur combat. On leur a dit l'ennemi c'est la Commission européenne, la BCE, le FMI, les partis qui figurent dans le gouvernement en place... Que cela ne tiennent, ils les ont sévèrement sanctionnés le 6 mai. Et après ? Après quoi, démerdez-vous !

Sérieusement, comment traduisez-vous autrement ce que les différents partis leur proposent ?

Faites avec ou sans l'euro, faites dans ou hors de l'UE, mais surtout faites dans le cadre des institutions en place, de l'Etat tel qu'il existe, au-delà ciculez rien à voir. Mais les subordonner aux institutions, explicitement ou implicitement et sournoisement, n'est-ce pas leur interdire toute issue politique indépendante, n'est-ce pas finalement les appeler à capituler devant la troïka et l'euro, les institutions ?

Dans tous les pays de l'UE à des degrés différents, c'est la question de la préparation du renversement du régime en place par une révolution prolétarienne qui est posée. C'est parce que cette question incarne ou concentre les contradictions de la situation et les tâches que le prolétariat à accomplir, que tous ceux qui abordent les questions de l'euro, des traités, des relations avec la troïka, et qui s'en détournent ne peuvent que se vautrer dans l'opportunisme. Parmi ces contradictions, il y a évidemment l'absence d'un parti révolutionnaire qui éclairerait le prolétariat sur la voie du socialisme.

Sans rien résoudre, en Grèce, la Nouvelle Démocratie et le PASOK pourrait gouverner en s'inspirant du Sénat en France qui a adopté le MES grâce à l'abstention du PS et au vote de l'UMP.

J'ai envie d'ajouter que les militants et les travailleurs n'en ont rien à foutre qu'on leur commente l'actualité politique à longueur de colonnes, qu'on s'exprime à leur place sans vraiment analyser ce qu'implique les rapports entre les classes, sans qu'on les aide vraiment à comprendre la situation, de quelle manière elle pourrait ou elle devrait évoluer, comment, dans quelles conditions, pour finalement ne leur proposer aucune issue politique, car c'est à ce constat terrible qu'on en arrive. (A suivre)

Nouveaux sondages sur fond de manipulation.

Selon un sondage CSA pour BFMTV, RMC et 20 Minutes paru mercredi, interrogés sur leurs préférences pour les élections législatives, 61% des Français espèrent avoir "*une majorité de députés favorables au président de la République pour qu'il mène sa politique*", tandis que 23% préfèrent "*une majorité de députés opposés au président de la République pour qu'il partage le pouvoir*". 16% sont sans opinion. (AFP 09.05)

Avant-hier dans un autre sondage on nous disait que plus de la moitié des électeurs avaient voté Hollande principalement parce qu'ils estimaient qu'il ne pourrait pas être pire que Sarkozy sans pour autant manifester d'illusions dans Hollande. Et voilà que 61% espèrent qu'il applique son programme qu'ils plébisciteraient. Etrange, non, à moins qu'ils n'en connaissent pas le contenu précisément. Dans ce cas-là, pourquoi devraient-ils avoir des illusions dans son programme, après nous avoir dit le contraire deux jours plus tôt ? Ce serait plus facile pour lui de l'appliquer avant que leurs illusions s'envolent, en admettant qu'ils en aient dans son programme.

Ne serait-ce pas l'intérêt des médias et des instituts de sondages de plébisciter Hollande pour le moment sachant qu'il est inoffensif, plutôt que se retrouver comme en Grèce face à Mélenchon ? Une info d'hier qui pourrait le confirmer : *Pierre Salviac remercié par RTL pour des propos "sexistes" visant la première dame*(la compagne de Hollande) (LePoint.fr 09.05)

Hollande est au gouvernail du pédalo ce que Mélenchon est à la voile, l'un indique la direction dans laquelle aller, l'autre à quelle vitesse. Et le vent dans tout cela ? La lutte des classes, la pression des masses qui s'impatientent et se radicalisent, qui sont en colère ou qui enragent.

Le vent peut souffler si fort que celui qui tient la barre peut passer par dessus bord, tandis que la voile finit en lambeaux. Quant à l'embarcation, elle tangue à droite puis à gauche, pour finalement se rendre maître de son destin une fois débarrassée de la tyrannie du capitalisme, dès lors qu'elle prend conscience de sa force, de son pouvoir irrésistible, elle atteint le rivage saine et

sauve, libre...

La crise, quelle crise ?

D'après les chiffres compilés par Les Échos, les PDG du CAC 40 ont gagné, en 2011, en moyenne 1,5% de moins qu'en 2010. Ils ont tout de même reçu de 1,15 million d'euros pour Antoine Frérot (-24%), le PDG de Veolia, à 4,3 millions (+13%) pour Bernard Arnault, celui de LVMH.

En moyenne, ils ont touché 2,4 millions d'euros, sans compter les avantages en nature, les jetons de présence et la distribution de stock-options et d'actions gratuites - qui peuvent considérablement augmenter la fiche de paie. En les prenant en compte, le cabinet Proxinvest a estimé la rémunération moyenne des patrons du CAC 40 à 4,1 millions d'euros pour l'année 2010.

Les chiffres des Échos prouvent qu'aucun patron du CAC 40 n'a touché moins d'un million d'euros. (lefigaro.fr 09.05)

Austérité, croissance, compétitivité, TSCG et MES.

Tous les pays ayant signé le pacte budgétaire doivent respecter cet accord, a déclaré mercredi la chancelière Angela Merkel, lors d'une conférence de presse à Berlin.

"Chacun doit s'en tenir à ce que nous avons décidé. Vingt-cinq pays ont signé le pacte budgétaire", a déclaré Mme Merkel, qui a félicité la Grèce, le Portugal et la Slovaquie pour avoir déjà ratifié ce traité de discipline budgétaire. (AFP 09.05)

L'UE complice et bonne consciences des bourreaux du peuple palestinien ou, de Guantanamo à Jérusalem, la même dictature.

La Croix-Rouge, l'Union européenne (UE) et le gouvernement palestinien ont exprimé mardi leur inquiétude pour les détenus palestiniens d'Israël en grève de la faim, certains depuis plus de deux mois, l'UE appelant à leur fournir l'assistance médicale nécessaire.

L'UE réaffirme son opposition à la pratique des détentions administratives en Israël: "les détenus ont le droit d'être informés des raisons de leur détention et d'avoir un procès équitable sans délai injustifié". (AFP 09.05)

Arrestations et détentions arbitraires illimitées sans charge précise, sans droit et sans jugement, ce qui est condamnable, digne d'une dictature militaire, pour moins que cela l'UE ou l'ONU s'empresserait de faire voter une résolution contre un Etat, Cuba ou le Venezuela par exemple, mais là en l'occurrence il s'agit du bras armé au Proche-Orient de l'impérialisme américain, donc l'UE se contente d'une protestation de pure forme. Normal, quoi.

Je ne demande rien à l'UE ou à l'ONU, c'était juste pour mettre en lumière la complicité de l'UE avec l'Etat sioniste contre le peuple palestinien, car à lire cet article on aurait pu penser le contraire.

INFOS EN BREF

Politique

France

Au lendemain du 10e anniversaire de l'attentat de Karachi, au cours duquel onze Français ont été tués, une nouvelle pièce apparaît dans le volet financier de l'affaire. Selon Le Parisien, les juges ont retrouvé un bordereau daté du 7 avril 1995 faisant état d'un retrait de 10 millions de francs (1,5 million d'euros) dans une banque suisse. Or une somme d'un montant identique a été versée quelques jours plus tard, le 26 avril 1995, sur le compte de campagne du candidat Édouard Balladur. Les juges estiment l'origine des fonds douteuse. Selon eux, cette somme pourrait provenir du détournement de commissions. Édouard Balladur avait expliqué ce versement par la vente de t-shirts et de gadgets ou de dons de sympathisants.

Les juges Van Ruymbeke et Le Loire recherchaient ce document depuis le mois de mars, selon le journal. «Sans le bordereau, il était impossible de savoir si le retrait avait été effectué, si oui comment, et s'il était antérieur au dépôt effectué le 26 avril sur le compte de Balladur», souligne une source proche de l'affaire citée par Le Parisien. La somme était disponible au retrait pour la période du «7 avril au 25 avril».

Les juges sont pour l'instant dans l'incapacité d'établir la destination finale de la somme. Entre 1994 et 1995, Ziad Takieddine et Thierry Gaubert, alors chef adjoint du cabinet du ministre du Budget de l'époque, Nicolas Sarkozy, qui était également porte-parole de la campagne de Balladur, ont réalisé des allers-retours entre la France et la Suisse, selon deux témoins du dossier

dont l'identité n'a pas été dévoilée. Thierry Gaubert, déjà inculpé pour «*recel d'abus de biens sociaux*» et «*subornation de témoins*» dans l'affaire Karachi, est suspecté notamment d'avoir récupéré des valises d'argent liquide qu'il pourrait avoir remises à Nicolas Bazire, alors directeur de campagne de Balladur. (lefigaro.fr 09.05)

Social

1- France

1.1- A la veille d'un comité de groupe chez Carrefour, le syndicat FO redoute une réorganisation de tout le secteur de la grande distribution en France qui toucherait près de 12.000 postes affectés principalement aux produits non-alimentaires comme l'électroménager ou la téléphonie.

"Il y a la crainte de 3.000 à 5.000 suppressions de postes chez Carrefour, mais aussi celle de fortes suppressions d'emplois chez Casino, Leclerc, Intermarché et Système U, qui sont tous globalement sur le même projet avec le développement d'internet", a indiqué à l'AFP Dejan Terglav, secrétaire fédéral FO en charge du commerce.

Le syndicaliste explique qu'avec l'essor de la vente en ligne, les produits non-alimentaires --comme la téléphonie, les meubles ou les produits high-tech-- se vendent de moins en moins bien.

"Cela va obliger le secteur à revoir sa stratégie afin de redonner de la compétitivité aux magasins", selon M. Terglav, qui estime que *"près de 12.000 postes seraient menacés"* en France sur les 640.000 emplois du secteur grande distribution et alimentaire. (AFP 09.05)

1.2- General Motors Company (GMC) a annoncé mercredi avoir lancé *"une évaluation complète et détaillée"* de son site de Strasbourg *"en vue d'une vente potentielle de cette unité"*, qui fait de nouveau partie du groupe automobile américain depuis septembre 2010.

Ces nouvelles démarches sont menées *"parallèlement à la recherche active d'une solution interne permettant d'affecter de nouveaux programmes du groupe à son site de Strasbourg"*, a précisé le constructeur automobile dans un communiqué envoyé depuis Strasbourg.

Le site GM Strasbourg, qui emploie environ 1.000 salariés dans son usine et son centre de recherche, a fabriqué en 2011 quelque 280.000 boîtes automatiques six vitesses, qui ont été intégralement exportées, en majorité hors d'Europe.

"Cette décision s'inscrit dans le cadre de la volonté de GMC d'explorer toutes les solutions internes ou externes crédibles permettant d'assurer l'avenir à long terme de ce site", a ajouté GMC dans son communiqué.

GMC avait racheté GM Strasbourg en septembre 2010 à Motors Liquidation Company (MLC), la structure chargée de liquider les actifs de GMC après son dépôt de bilan. Elle s'était engagée à conserver l'ensemble du personnel de l'usine, mais contre d'importants sacrifices de la part des employés, comme le gel des salaires sur deux ans et l'absence d'intéressement jusqu'en 2013. (AFP 09.05)

Sacrifices jusqu'en 2013... pour finir au chômage !

1.3- Le groupe chimique suisse Ineos a annoncé mercredi son intention de vendre ses usines de Rosignano, en Italie, et de Sarralbe, en Moselle, suscitant l'inquiétude des syndicats français.

L'usine lorraine, qui produit du polyéthylène et du polypropylène, dépend, pour son approvisionnement en éthylène, des vapocraqueurs du site pétrochimique voisin de Total à Carling, dont l'avenir est lui-même incertain.

Ce sont cette dépendance et cet isolement que met en avant Ineos Olefins & Polymers (O&P) pour motiver son projet de cession des deux sites rachetés à BP en 2005.

Pour la CGT de l'usine de Sarralbe, où travaillent quelque 200 personnes, la pérennité du site suppose son rachat par Total.

"Tous les autres acheteurs potentiels resteraient dépendants de Total", souligne Jean-Marc Dalhem, responsable de la CGT dans l'usine. (Reuters 09.05)

2- Canada

Les étudiants de plusieurs universités et lycées du Québec ont voté mardi contre l'entente de principe avec le gouvernement et pour la poursuite de la plus importante grève estudiantine de l'histoire du pays.

Ces votes par une dizaine d'associations de Cégep (collège universitaire) et de départements d'université s'ajoutent à celui, la veille, d'une douzaine d'organisations.

Les consultations et les assemblées générales doivent se poursuivre tout au long de la semaine sur un accord de principe intervenu samedi entre les leaders étudiants et le gouvernement de la province francophone confronté depuis la mi-février à une fronde étudiante opposée à la hausse des droits de scolarité.

Les fédérations étudiantes ont indiqué que l'entente paraphée samedi ne correspondait pas tout à fait à ce qu'elles avaient conclu verbalement lors des pourparlers, et ont donc demandé des précisions.

Aux termes de l'accord, les droits de scolarité à l'université vont augmenter de 1.780 dollars sur sept ans (environ 254 dollars/an) pour les porter à près de 4.000 dollars par année, plus près de la moyenne nord-américaine.

En contrepartie, les frais annexes imposés aux étudiants par les universités seraient réduits en fonction d'économies qui pourraient être identifiées par un comité qui examinera le mode de gestion des établissements.

C'est sur ce dernier point que des divergences majeures sont apparues, renforcées par des déclarations faites depuis dimanche par le Premier ministre du Québec, Jean Charest, et la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, qui ont affirmé qu'il pourrait bien ne pas y avoir de diminution des frais annexes.

Des manifestations étudiantes ont eu à nouveau lieu à Montréal lundi soir et mardi matin, sans incidents majeurs. (AFP 09.05)

Economie

1- Espagne

Le gouvernement espagnol a annoncé mercredi qu'il "*prendra le contrôle*" de Bankia, la quatrième banque cotée du pays qui croule sous les actifs immobiliers risqués, avant de dévoiler vendredi une nouvelle réforme du secteur face au regain de tension sur les marchés.

L'opération consiste à transformer en participation la dette de 4,465 milliards d'euros contractée en décembre 2010 envers l'Etat par le premier actionnaire de Bankia, Banco Financiero y de Ahorros (BFA), a indiqué le ministère de l'Economie dans un communiqué.

Ces liquidités avaient été injectées par le fonds d'aide publique au secteur financier (Frob) à travers des prêts à 7,75%, remboursables en cinq ans.

Après l'opération, "*le Frob détiendra indirectement 45% du capital de Bankia, c'est à dire qu'il en prendra le contrôle*", a précisé le ministère.

Ce dernier a voulu rassurer actionnaires et usagers de la plus grande union de caisses d'épargne espagnoles, affirmant que personne "*ne sera lésé par cette décision*". (AFP 09.05)

2- Grande-Bretagne

La City de Londres a perdu près de 100.000 emplois dans le secteur financier depuis 2007 et va se retrouver cette année au plus bas depuis seize ans en raison de la crise dans la zone euro, selon une étude d'un cabinet britannique publiée mercredi.

Selon le Centre pour la recherche sur l'économie et les affaires (CEBR), le secteur financier à Londres devrait employer au total 255.000 personnes cette année (354.000 en 2007), le chiffre le plus faible depuis début 1996. (AFP 09.05)

3- Etats-Unis

Les Etats-Unis ont annoncé mercredi qu'ils autorisaient l'implantation sur leur territoire de trois des quatre plus grandes banques chinoises, détenues en majorité par l'Etat chinois.

La banque centrale (Fed) a indiqué dans un communiqué qu'elle avait approuvé à l'unanimité la demande de la plus grande banque chinoise, Industrial and Commercial Bank of China (ICBC), pour racheter 80% de la filiale new-yorkaise d'une banque

hong-kongaise, The Bank of East Asia USA. (AFP 09.05)

4- Japon

Le gouvernement japonais a ouvert mercredi la voie à une nationalisation de facto de la compagnie d'électricité Tokyo Electric Power (Tepco), dont les finances ont été dévastées par l'accident nucléaire de Fukushima.

Le gouvernement de Yoshihiko Noda s'apprête à injecter des capitaux dans la firme après avoir jugé recevables les propositions d'efforts financiers que cette dernière s'engage à accomplir en échange d'une nouvelle aide de l'Etat pour indemniser les victimes du désastre et éviter la faillite.

La compagnie évalue sa perte nette annuelle pour l'exercice achevé en mars à quelque 7 milliards d'euros, après environ 12 milliards l'an précédent. Elle ne pense pas revenir dans le vert avant l'année budgétaire d'avril 2013 à mars 2014, et ce, en infligeant aux clients de substantielles augmentations tarifaires.

Tepco avait déjà reçu auparavant l'aval de l'Etat pour des avances de quelque 1.600 milliards de yens (près de 16 milliards d'euros), à reverser aux victimes du désastre, mais elle a besoin de davantage d'argent pour échapper à la cessation de paiement.

Dans les faits, pour le moment, l'Etat ne peut pas laisser s'effondrer la compagnie qui alimente Tokyo et ses environs, le coeur économique et politique de l'archipel. (AFP 09.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 mai

CAUSERIE

Une grande partie de la production mondiale est assurée dorénavant dans des pays où le coût de la force de travail est très bas, où le niveau de vie des travailleurs est très bas... Dès lors pourquoi n'en serait-il de même à l'échelle mondiale ? Pourquoi payer plus cher la force de travail, pourquoi les travailleurs devraient-ils avoir un niveau de vie plus élevé, de quoi droit franchement, on se le demande, après tout le capitalisme n'est-il pas légitime, l'exploitation de l'homme par l'homme n'est-elle pas légitime, même l'Eglise catholique a décrété légitime l'existence des inégalités sociales qui était salutaire pour l'humanité, car elles permettaient aux plus grand nombre, aux pauvres d'expié leurs péchés et de sauver leurs âmes de la cupidité qui ronge leur existence, et non le capitalisme à qui ils doivent finalement leur salut.

Tout le monde ignore ce qu'est réellement le socialisme, c'est le secret le mieux gardé au monde ! C'est encore la meilleure manière d'empêcher quiconque de se demander quelle serait son existence sous un régime socialiste. Hier soir je me suis fait cette réflexion : qu'est-ce que nous ferions si nous étions au pouvoir, par exemple face à l'attitude des actionnaires de Renault ?

Pour commencer, nous les exproprierions sans leur verser un centime, sauf à ce qu'on appelle les petits porteurs. Ensuite nous déciderions de produire en fonction des besoins du marché national. Quant aux usines implantées un peu partout dans le monde, nous les céderions aux travailleurs qui y sont employés sur la base d'un statut interdisant leur privatisation, comme en France elles fonctionneraient sous le contrôle des travailleurs et de leurs syndicats. Pour éviter d'être asphyxiées financièrement par les banques de leur pays, la maison mère en France se chargerait d'assurer leurs besoins en trésorerie et en investissement.

L'objectif est de faire en sorte que les marchandises soient produites et consommées dans le même pays, ensuite d'aider les travailleurs dans chaque pays à faire de même puisque finalement nous avons tous les mêmes besoins à satisfaire. Puisque le développement des forces productives à l'échelle mondiale permet de satisfaire les besoins de l'humanité, c'est ce que le socialisme entend mettre en oeuvre immédiatement.

Au lieu d'utiliser la division internationale du travail pour mettre en concurrence les travailleurs du monde entier et les appauvrir en les livrant à l'esclave salarié en régime capitaliste, le socialisme a pour objectif d'utiliser ces conditions pour briser cette concurrence et élever le niveau de production dans chaque pays au niveau des besoins de la population sans restriction d'appartenance à une classe sociale, rationaliser et socialiser la production de façon à produire mieux dans de meilleures conditions, dans le respect de l'environnement et des ressources en matières premières dont nous disposons, en utilisant les technologies et les matériaux les plus performants pour réaliser des économies dans tous les domaines, une fois mis un terme à l'anarchie qui règne au niveau de la production et de la consommation. Gain en temps de travail, donc baisse du temps de travail, gain en matières premières, donc baisse du temps de travail, le tout au profit des travailleurs qui disposeront d'une qualité de travail et de vie, de temps libre inégalés à ce jour, inimaginable en régime capitaliste puisque incompatible avec la recherche à tous prix du profit.

Hier soir, j'ai aussi expliqué à mon épouse ce que je ferais le 15 mai si j'étais à la place de Hollande. Je déclarerais dans la foulée que la mission à l'étranger de tous les soldats français prend fin à cette minute même, par décret. Que ces soldats se verront proposer d'autres fonctions au sein du service public, ce qui signifie qu'ils garderont leurs statuts de fonctionnaire, en fonction de leur expérience et diplômes dans leur corps de métier respectif ils seront affectés au secteur économique de leur choix.

Cela histoire de ne pas se mettre à dos l'armée, pas tout de suite, de la diviser, avant de la contraindre à déposer les armes, le cours et l'issue de la révolution et de la guerre civile en dépendrait largement. Quel jeune soldat cracherait dans la soupe, si on lui garantissait son statut et sa rémunération, sans avoir à obéir à des ordres stupides et à mettre sa vie en danger ?

Aujourd'hui la plupart sont anti-socialistes et c'est normal puisqu'on les a formés de la sorte et qu'ils ignorent tout du socialisme. Il en va de même de l'étudiant, de l'ingénieur, du cadre ou cadre supérieur, du médecin, de l'architecte, de l'avocat, du commerçant, du petit patron, de l'exploitant agricole, etc. aucun n'est en l'état de s'imaginer un seul instant quelle serait son existence en régime socialiste.

Je suis plombier, coiffeur, chauffeur de taxi, journaliste, metteur en scène, caissière, manutentionnaire, boulanger, peintre en bâtiment, chauffeur-livreur, ouvrier à la chaîne, éleveur, pêcheur, maraîcher, employé de bureau, postier, enseignant, cuisinière, restaurateur, informaticien, infirmière, dessinateur, technicien, comptable, etc. pas un ne peut dire ce que le socialisme pourrait lui apporter, alors pourquoi voudriez-vous qu'ils s'y intéressent, qu'ils y adhèrent et en deviennent de fervents défenseurs ou représentants ? Pourquoi ?

Cela s'adresse à ceux qui prétendent combattre pour le socialisme, mais qui s'obstinent à ne pas vouloir comprendre que les travailleurs n'adhéreront pas aveuglément au socialisme sur la foi de la théorie absconse qu'ils leur servent continuellement et qui finalement ne contentent que leurs auteurs.

On se demande ce qu'ils ont dans la tête, s'ils sont capables de tirer des enseignements pratiques de ce qui se déroule quotidiennement sous leurs yeux, la preuve que non apparemment. C'est un truc qui me dépasse, que je ne comprends pas, comment peut-on être aussi borné, avoir un esprit aussi étroit et prétendre vouloir changer le monde.

Quand il m'arrive d'être confronté à un problème et de ne pas parvenir à en sortir, je continue de me poser des questions en me disant qu'il doit bien exister une solution, de toute évidence il doit y avoir quelque chose qui m'a échappé ou que je n'ai pas compris, je me torture l'esprit non pas pour trouver une solution, car la solution elle n'est pas dans ma tête mais dans la réalité telle qu'elle est avec ses contradictions, c'est là que se trouve forcément (la matière) la solution à mon problème. Les intellectuels, eux, ils cherchent dans leur tête et n'en sortent pas. Du coup, nous en sommes toujours au même point.

Résultats définitifs du 6 mai.

Au second tour du scrutin, le 6 mai, M. Hollande a recueilli 18.000.668 voix (51,6%), contre 16.860.685 (48,4%) à Nicolas Sarkozy, a déclaré M. Debré au siège du Conseil constitutionnel, au Palais Royal à Paris. Cela représente un écart de quelque 1,14 million de voix d'avance.

La haute juridiction a recensé 46.066.307 inscrits, 37.016.309 votants et 34.861.353 suffrages exprimés.

Pour le second tour, le Conseil constitutionnel a annulé 8.571 suffrages (2.541 au premier tour). (AFP 10.05)

Quand L'Humanité manipule les résultats. Une façon de soutenir Hollande.

François Hollande a rallié une nette majorité (60%) des catégories populaires, le vote en faveur du socialiste atteignant 70% chez les ouvriers, selon un sondage CSA paru jeudi dans L'Humanité.

L'ensemble de ces catégories a voté à 60% pour François Hollande et à 40% en faveur de Nicolas Sarkozy. Chez les ouvriers, Hollande recueille 70% et Sarkozy 30%. Parmi les employés, 57% ont opté pour le candidat PS contre 43% pour celui de l'UMP.

Le vote chez les retraités des catégories populaires est plus équilibré puisque François Hollande ne dépasse Nicolas Sarkozy que d'une courte tête (51 contre 49%). (AFP 10.05)

Voici maintenant l'abstention (plus votes nuls) dans quelques communes ouvrières.

30,6% Clichy-sous-Bois
27% Aulnay-sous-Bois

27% Montreuil
30,5% Bobigny
24% Nanterre
24% Clichy (92)
30,6% Aubervilliers
29,5 Lille
34,5 % Fourmies
28,2% Florange
27,1% Gandrange

Dans ces communes Hollande a obtenu en moyenne 60 à 65% % des voix exprimées, tandis que l'abstention et les votes nuls se situaient autour de 27%. J'ai constaté que plus le nombre de voix s'étant portées sur Hollande était important, plus l'abstention était haute, et l'inverse, plus son score se rapprochait de 50% (entre 50 et 56%) plus le taux d'abstention (plus nuls) baissait. Dans les grandes villes où Hollande a obtenu entre 53 et 60%, l'abstention et le vote nul a atteint entre 20 et 24%.

Les ouvriers et les employés étant minoritaires dans les grandes villes, on peut en déduire qu'au trois quart ils ont refusé de s'exprimer le 6 mai, ce sont les couches les plus pauvres qui ont refusé de cautionner cette mascarade. Constat valable également pour les villes ou banlieues ouvrières et qui disparaît des analyses des commentateurs au lendemain du 6 mai. A la trappe les millions de travailleurs et leurs familles qui vivent un véritable cauchemar au quotidien, voilà l'enseignement de ce sondage que L'Humanité s'emploie à passer sous silence. Normal puisque le PCF ne saurait représenter ces couches pauvres du prolétariat, pas davantage que les syndicats ou les autres partis dits ouvriers d'ailleurs.

Il s'agissait pour le PCF de faire croire que "*les classes populaires*" soutenaient la politique que Hollande va mettre en oeuvre et qui consistera à poursuivre celle de Sarkozy.

Au fait, la manipulation consistait à mettre en avant uniquement le pourcentage des ouvriers qui ont votés Hollande, en occultant au passage le taux d'abstention et les votes nuls ou blancs, un tour de passe-passe classique, quoi.

Il s'agissait aussi de démontrer que les ouvriers étaient divisés et qu'un grand nombre d'entre eux avaient voté Sarkozy. La division c'est toujours bon pour le régime. Or, si on ajoute les voix qui se sont portées sur Hollande à ceux qui ont refusé de voter parce qu'ils rejetaient la politique d'austérité proposée par Sarkozy et Hollande, on arrive à une autre conclusion que celle de L'Humanité qui ne tient pas à la voir : l'immense majorité des travailleurs ne veulent pas entendre parler de nouveaux sacrifices, ils sont donc opposés à la politique que Hollande va appliquer, ajoutons avec le soutien du PCF et ses alliés au sein du Front de gauche.

En famille. Du Fouquet's à Berlin.

- François Hollande devrait rencontrer la chancelière allemande Angela Merkel mardi 15 mai dans l'après-midi à Berlin, a-t-on appris jeudi de sources concordantes.

Après la passation de pouvoirs qui aura lieu également mardi, il devrait arriver dans l'après-midi à Berlin. Un dîner de travail et une conférence de presse sont au programme de ce voyage. (AFP 10.05)

Il prend à peine le temps de prendre possession de ses pouvoirs pour filer à Berlin, cela vaut bien une escapade sur le yacht de Bolloré.

Quant aux sociaux-démocrates allemands qu'affectionnent certains dans nos rangs, ils en tiennent une couche, ils revendiquent la méthode et le bilan de Schröder !

- Les sociaux-démocrates allemands, encouragés par la victoire en France de la gauche à la présidentielle, sont passés à l'offensive contre la politique d'austérité prônée au niveau européen par la chancelière, l'accusant notamment d'avoir favorisé l'émergence de l'extrême droite en Grèce lors des élections législatives anticipées de dimanche.

Jusqu'alors, le Parti social-démocrate (SPD), principale formation de l'opposition, s'était gardé d'attaquer trop ouvertement l'intransigeance de Merkel sur sa politique de discipline budgétaire, qu'approuve la majorité des Allemands.

Prenant la parole après la chancelière, Frank-Walter Steinmeier, chef du groupe SPD au Bundestag, a dénoncé la "*léthargie politique*" du gouvernement. Il a affirmé que l'Allemagne avait bien résisté à la crise de l'euro parce que les précédents gouvernements avaient appliqué une politique "*mêlant austérité et croissance*".

Depuis la victoire de François Hollande, Angela Merkel a répété qu'il n'y avait pas d'autre remède à la crise que de poursuivre les plans d'austérité draconiens destinés à ramener des pays comme la Grèce à l'équilibre et à leur éviter la faillite, en

contrepartie d'une aide internationale.

"On a discuté de tant de choses, des eurobonds aux levées de fond, en parlant de remèdes miracles - avant de se rendre compte que ça ne tenait pas la route", a-t-elle dit au Bundestag.

"La seule voie possible, c'est d'accepter que seul un processus long et difficile nous permettra de surmonter cette crise en s'attaquant à ses racines mêmes - une dette terrifiante et le manque de compétitivité de certains Etats de la zone euro", a poursuivi la chancelière.

Angela Merkel recevra François Hollande après les élections régionales de dimanche dans le Land de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le plus peuplé du pays, où son parti conservateur, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), est donné battu par le SPD et ses alliés Verts. (AFP 10.05)

Hollande propose en guise de "**croissance**" de piocher de l'argent dans notre poche pour le donner, à qui ? Pardi, mais aux patrons !

- Le président-élu plaide notamment pour une mobilisation des fonds structurels européens, un renforcement des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la possibilité d'emprunts obligataires à l'échelle européenne afin de faciliter le financement privé de grands projets. (AFP 10.05)

C'est écrit en toutes lettres : "*faciliter le financement privé de grands projets*" sur lesquels patrons et actionnaires réaliseront de substantiels profits, on comprend mieux pourquoi Pinault et d'autres grands patrons ont voté Hollande.

Grèce: mode d'emploi des dernières élections.

Des infos trouvées sur le portail www.forum-unite-communiste.org.

Athènes, envoyé spécial. Les élections législatives qui se dérouleront le dimanche 6 mai sont cruciales. Pour l'avenir du pays, son avenir au sein de la zone euro, et pour l'avenir, même, de l'Union Européenne. Mode d'emploi d'un scrutin qui pourrait déboucher sur une Grèce ingouvernable.

Les 300 députés qui siègeront, à partir du 17 mai, 11 heures, pour 4 ans au Parlement hellénique hériteront d'un pays en pleine crise: financière, économique, sociale et politique. Une crise totale, donc, à laquelle les réponses apportées – des mesures d'austérité en échange de prêts consentis par les Européens et le FMI – n'ont été d'aucune aide. Au contraire, elles ont même accéléré la descente aux enfers de la Grèce. Pourtant, en raison d'un système électoral complexe, le premier parti arrivé en tête du scrutin, même s'il ne dispose que peu de voix, obtiendra une prime de 50 sièges!

Le Parlement hellénique ou Conseil des Grecs (en grec : Vouli ton Ellínon) est le Parlement monocaméral de la Grèce, composé de 300 députés élus pour un mandat de quatre ans au suffrage universel direct par les citoyens grecs.

Le pays est divisé en 56 circonscriptions. La plus grande est celle d'Athènes ; elle regroupe 15% du corps électoral. Au total, 9,8 millions d'électeurs sont appelés à voter. Si le vote est obligatoire, le non exercice de ce droit n'est pas sanctionné – ni pénalement, ni administrativement. En outre, autre incongruité dans ce contexte d'obligation de vote : le vote par procuration n'est pas prévu. Les citoyens grecs résidant à l'étranger ne peuvent voter que dans leur consulat.

Cette année, 32 partis se présentent. En 2007, 21 partis se présentaient, et 23 en 2009.

Le système électoral grec est de proportionnelle renforcée. Dans ce cadre, le parti arrivé en tête au niveau national obtient une prime de 50 députés (1/6 de la chambre !). Cette prime n'était que de 40 sièges jusqu'aux élections de 2009. Mais, pour la première fois, une loi votée en 2008 s'applique. Pourquoi cette prime a-t-elle été renforcée?

Un peu d'histoire s'impose. Jusqu'en 2009, à la Vouli, les conservateurs de Nouvelle Démocratie et les sociaux-démocrates du Pasok alternaient traditionnellement en cumulant, à eux deux, 80% des suffrages. En 2007, malgré la prime de 40 sièges, ND, arrivé en tête ne dispose que d'une majorité de 152 sièges. Ironie du sort : cette prime qui favorisait ND ou le Pasok devrait de nouveau renforcer ND, en tête dans les sondages... mais rendre la constitution d'un gouvernement encore plus difficile car ND pourrait, selon les projections, de pas disposer de la majorité malgré la prime des 50 sièges. Enfin, cette prime ne peut être accordé qu'à un parti et non à une coalition – Syriza, même si cette coalition de la gauche arrivait en tête, ne pourrait donc pas obtenir les 50 députés.

L'instabilité gouvernementale que connaît la Grèce depuis 2007 risque de s'accroître.

Autre élément à prendre en compte: les députés dits « d'Etat ». Ils sont 12 dans ce cas. Leur choix s'effectue directement par les partis, qui s'en voient attribués proportionnellement au nombre de voix qu'ils obtiennent. Ces députés n'auront donc jamais mené de campagne sur le terrain.

Pour être représenté au Parlement, un parti doit franchir la barre des 3% des suffrages exprimés.

Comment les citoyens grecs votent-ils? Par un système de la « croix de préférence » pour les 288 députés – les 12 députés d'Etat étant choisis par leurs partis. Les électeurs apposent ainsi des croix en face du nom du ou des candidats retenus.

Pour résumer, la répartition des sièges se fait en quelque sorte en 3 phases :

- 238 sièges à la proportionnelle ;
- 50 sièges parmi les candidats du parti arrivé en tête ayant obtenu les meilleurs scores ;
- 12 sièges répartis par les partis.

A son arrivée au pouvoir en 2009, le Pasok avait promis une refonte du système électoral. Il voulait réduire la taille des circonscriptions et le vote préférentiel accusé d'alimenter le clientélisme. Cette promesse a fondu comme neige au soleil !

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce a enregistré jeudi une première avancée vers la formation possible d'un gouvernement de coalition pro-euro, avec l'aval de principe donné par le parti de la Gauche démocratique, ont annoncé les dirigeants de cette formation et du Pasok socialiste.

"*Nous avons fait un premier pas*", a déclaré le dirigeant socialiste grec, Evangélos Vénizélos, après avoir rencontré Fotis Kouvelis, le chef du petit parti de gauche démocratique, Dimar.

Le Dimar, qui dispose de 19 sièges de députés, clé possible d'une majorité absolue au parlement, s'est déclaré en faveur de la formation d'un "*gouvernement oecuménique*" dont la mission serait de "*maintenir le pays dans la zone euro*", a affirmé M. Kouvelis.

La rencontre s'inscrivait dans le cadre des efforts de M. Vénizélos, dont le parti a été chassé du pouvoir par les législatives de dimanche, pour trouver un exécutif, après les échecs successifs de son rival conservateur de la Nouvelle-Démocratie, Antonis Samaras, et du chef de la gauche radicale du Syriza, Alexis Tsipras.

MM. Vénizélos et Kouvelis ont dit être tombés d'accord sur la nécessité de réviser les prescriptions du memorandum, la feuille de route de rigueur dictée au pays par UE et FMI en échange de leur soutien financier.

M. Vénizélos a parlé "*d'un gouvernement d'union nationale*", qui assurerait le "*dépassement sous trois ans*" du memorandum conclu avec l'Union européenne et le FMI, "*avec la Grèce (restant) dans l'euro*".

M. Kouvelis a de son côté proposé un "*gouvernement oecuménique formé de personnalités*", dont le mandat irait "*jusqu'aux élections européennes de 2014*" et serait de "*maintenir le pays dans l'euro et d'entamer immédiatement le désengagement progressif du mémorandum*".

M. Kouvelis, dont les députés pourraient permettre au Pasok (41 sièges) et à la Nouvelle-démocratie (108 députés) de franchir la barre de la majorité absolue (151 sièges) au parlement, avait jusque là manifesté sa préférence pour un gouvernement constitué par le parti de gauche radicale Syriza.

Pour que ces tractations débouchent effectivement sur un gouvernement, M. Vénizélos doit encore obtenir l'aval de la Nouvelle-Démocratie, dont il rencontrera vendredi matin le chef Antonis Samaras. Il a aussi indiqué vouloir s'entretenir à nouveau avec Alexis Tsipras, le dirigeant du Syriza, arrivé en deuxième position aux législatives, avec 16,7% des suffrages soit 52 députés. (AFP 10.05)

Et le tour est joué !

Voilà à quoi servent tous les partis issus de la social-démocratie dégénérée et des partis staliniens, les derniers remparts du régime en place contre la révolution socialiste, y compris Syriza ou le PG inféodés à l'euro et à l'Union européenne.

Ils ont tous un point en commun : leur soumission au capital et à ses institutions politiques qu'aucun parti ne remet en cause, laissant seules sur ce terrain les formations d'extrême droite, mais dans un objectif radicalement opposé au nôtre, la liquidation des institutions permettraient d'instituer une dictature pour en finir avec le mouvement ouvrier organisé.

2- Allemagne

La chancelière Angela Merkel a clairement rejeté jeudi les appels à la rupture avec l'austérité lancés par la gauche européenne, estimant qu'une "croissance à crédit" plongerait l'Europe encore plus profondément dans la crise.

"La croissance par le biais de réformes structurelles est quelque chose de raisonnable, d'important et de nécessaire. Mais fonder la croissance sur le crédit ne ferait que nous ramener au début de la crise. C'est pourquoi nous ne devons pas le faire et que nous ne le ferons pas", a-t-elle dit dans un discours devant le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand. (AFP 10.05)

3- Algérie

Les quelque 21,6 millions d'électeurs ont voté pour élire 462 députés.

«La participation globale -territoire national plus communauté nationale à l'étranger- est de 42,90%», a déclaré le ministre de l'Intérieur Daho Ould Kablia, précisant que ce taux était bien plus élevé sur le territoire national atteignant 44,38 %, alors qu'il n'a été que de 14% pour les Algériens de l'étranger.

Mais, inversement, le taux d'abstention aura atteint 57,1%.

Il a surtout été marquant dans la capitale kabyle, Tizi Ouzou, atteignant 80,16%, suite au boycottage mené par l'un des partis dominants, le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD).

A Alger, forte d'environ trois millions d'habitants, l'abstention a atteint 69,1% des électeurs.

Le président Abdelaziz Bouteflika avait pressé à plusieurs reprises, dont mardi après-midi, la population et en particulier les jeunes à voter massivement.

Dans le tiers des communes -543 sur 1.541- le vote a été prolongé d'une heure à 20h00 locales (19h00 GMT), alors que les bureaux de vote avaient ouvert à 8h00 pour ce scrutin à la proportionnelle à un tour. (libération.fr 10.05)

Social

1- France

Plusieurs centaines de policiers ont manifesté jeudi en France à l'appel du syndicat majoritaire Unité SGP Police, pour protester contre leurs conditions de travail et réclamer la mise en place d'une protection administrative pour les fonctionnaires mis en examen dans l'exercice de leurs fonctions.

Environ 300 manifestants étaient rassemblés place du Châtelet à Paris, parmi lesquels des policiers municipaux, qui ont défilé aux côtés de leurs collègues de la police nationale.

Environ 1.800 policiers municipaux ont manifesté à travers le pays d'après leur syndicat majoritaire.

Unité SGP Police, sous les drapeaux duquel défilaient les manifestants jeudi, réclame l'abrogation de la Révision générale des politiques publiques (RGPP) par laquelle un fonctionnaire sur deux partant à la retraite n'est pas remplacé, l'abandon de "la politique du chiffre" et la garantie d'une protection administrative des policiers mis en examen.

Le syndicat Alliance Police nationale, réputé proche de l'UMP, appelle de son côté à une mobilisation nationale vendredi devant les préfectures de département et demande le lancement d'un "Grenelle de la sécurité" et l'instauration d'un principe de "présomption de légitime défense" dans la police nationale. (Reuters 10.05)

2- Espagne

Des centaines d'étudiants espagnols se sont rassemblés jeudi à Madrid pour dénoncer les coupes qui frappent l'éducation.

Le syndicat national des étudiants a appelé à des manifestations dans plus de 50 villes, a indiqué son président Tohil Delgado à l'AFP. Selon lui, des milliers d'étudiants, élèves et professeurs devraient se joindre au mouvement en dépit des examens.

"Nous avons convoqué les manifestations en réponse aux attaques contre l'éducation publique, sans précédent depuis les 35 dernières années", a déclaré M. Delgado.

"Nous sommes environ 40 dans chaque classe et les professeurs sont fatigués", a expliqué l'une des manifestantes, Paz Elena Fernandez, 16 ans.

Selon elle, les réductions ont commencé à frapper les bourses d'études, cruciales dans son quartier populaire.

"Beaucoup abandonnent leurs études pour trouver du travail. Mais il n'y a pas beaucoup d'emplois", a-t-elle ajouté.

"Nous ne voulons pas devoir des milliers d'euros aux banques quand nous terminons nos études, surtout depuis que nous ne sommes pas sûrs de trouver du travail après", a souligné un autre manifestant, Victor Andreu, 21 ans, étudiant dans une école d'ingénieurs.

"Tous ensemble contre les coupes", proclamait la banderole brandie au premier rang des manifestants.

Les manifestations prévues jeudi devraient renforcer la vague de mécontentement social qui enfle à mesure que se succèdent les mesures d'austérité adoptées par le gouvernement, au pouvoir depuis décembre. (AFP 10.09)

3- Grande-Bretagne

Quelque 400.000 salariés de la fonction publique selon les syndicats et 150.000 selon le gouvernement étaient en grève jeudi au Royaume-Uni pour protester contre le projet de réforme des retraites, objet d'une contestation récurrente depuis dix-huit mois.

La mobilisation n'a pas atteint l'ampleur de la grève de novembre qui avait rassemblé, selon les estimations des syndicats, près de deux millions de mécontents.

Des fonctionnaires, des maîtres de conférence, des policiers, des gardiens de prison, des salariés du secteur de la santé et du ministère de la Défense se sont joints au mouvement, ainsi que ceux de l'immigration. Du personnel supplémentaire a été déployé en prévision aux postes frontières pour faire face aux pics d'arrivées dans la journée.

Le mouvement a aussi touché des perceptions, collèges et musées. Des piquets de grève ont été montés devant des centres pour l'emploi, des tribunaux et d'autres bâtiments officiels.

Plus de 30.000 policiers, selon les estimations de la police, ont en outre manifesté à Londres contre le projet de réforme, mais aussi contre les coupes budgétaires, arborant des casquettes noires avec cette inscription: *"les coupes sont criminelles"*.

"Si vous supprimez nos postes, vous supprimez le service que nous apportons et la sécurité du public est mise en danger", a estimé le président de la Fédération Police, Paul McKeever, dans un discours.

Le gouvernement a minimisé l'ampleur de la contestation, assurant que *"la majorité des salariés du public étaient au travail"* et que *"la plupart des services publics étaient ouverts normalement"*, grâce aux plans de substitution mis en place.

Selon lui, environ 150.000 salariés de la fonction publique seulement ont participé à cette grève *"futile"*.

Le principe de la réforme, qui prévoit notamment de repousser l'âge de départ à la retraite jusqu'à 67 ans, voire 68, contre 60 actuellement, et d'augmenter les cotisations, a été réaffirmé mercredi par le gouvernement qui assure que le système actuel n'est pas viable.

"Il est très décevant qu'une poignée de syndicats s'obstinent à lancer des grèves inutiles qui ne serviront à personne", a-t-il déploré dans un communiqué. *"Les négociations sur les retraites ne seront pas rouvertes et la grève ne permettra pas d'obtenir quoi que ce soit de plus."*

Cette grève est le troisième mouvement d'ampleur contre la réforme des retraites organisé depuis juin 2011 au Royaume-Uni. (AFP 10.05)

4- Bolivie

Le gouvernement a dû affronter mercredi une nouvelle grève générale de 72 heures de la Confédération centrale ouvrière bolivienne (COB) avec des manifestations dans plusieurs villes, sans toutefois parvenir à bloquer l'activité du pays.

Plusieurs milliers de manifestants, mineurs, étudiants en médecine, personnel de santé ont affronté la police qui a riposté à coup de gaz lacrymogène.

Des manifestations ont également été organisées à Tarija (sud) et Potosi (sud-est), Santa Cruz (est) et Beni (nord-est).

Les grévistes exigent une hausse des salaires et jugent insuffisante l'augmentation générale de 8% proposée par le gouvernement. Ils soutiennent également le mouvement des médecins mobilisés depuis la fin mars contre l'augmentation de six à huit heures de leur temps de travail quotidien décidée unilatéralement par le gouvernement.

La COB conditionne l'ouverture de négociations à l'abrogation de cette loi relative à la journée de travail des médecins.

Ce mouvement social fait suite à 48 heures d'arrêt de travail des chauffeurs des transports urbains qui ont paralysé la capitale en début de semaine, officiellement pour protester contre une nouvelle loi les obligeant à utiliser la ceinture de sécurité dans leurs véhicules, et à respecter désormais des horaires et des arrêts.

Mais cette grève n'est pas exempte d'arrière-pensées politiques, selon Arturo Quispe, président d'une Fédération regroupant les quartiers de La Paz qui estime qu'elle visait essentiellement le maire de la capitale, Luis Revilla, un des responsables du parti d'opposition MSM (Movimiento Sin Miedo - centre gauche), dont le leader est Juan del Granado, ancien allié du président.

Les grévistes des transports seraient eux proches du parti d'Evo Morales, Movimiento al Socialismo (MAS) et comptent sur le soutien de plusieurs parlementaires proches du président qui veulent nuire au MSM.

Le leader du MSM, Del Granado, est considéré comme un candidat sérieux à la présidence pour les élections générales de 2014.

Pour le politologue Gonzalo Rojas de l'Université de La Paz, il n'y a pas cependant *"d'opposition cohérente qui pourrait capitaliser sur l'usure du gouvernement"*.

Ces *"conflits localisés n'affectent pas la stabilité du régime parce qu'il n'y a pas vraiment une opposition politique mais sociale. Cependant elle affecte la gestion du gouvernement et démontre son inefficacité administrative"*, analyse-t-il.

Evo Morales, le premier président amérindien (aymara) de Bolivie, est arrivé au pouvoir en 2006 puis réélu en 2011 triomphalement avec 64% des voix, appuyé par les secteurs les plus humbles de la population. (AFP 10.05)

Economie

Italie

UniCredit a fait état jeudi d'un bénéfice net du premier trimestre nettement supérieur aux attentes, à la faveur de gains de trading et d'une amélioration de sa rentabilité en Italie malgré la récession à l'oeuvre dans la troisième puissance économique de la zone euro.

UniCredit a dégagé sur la période un résultat net de 914 millions, contre un consensus établi par la banque auprès des analystes de 805 millions.

Par ce chiffre, la banque suggère qu'elle est repartie de l'avant après avoir dû faire appel au marché pour un total de 7,5 milliards d'euros dans le cadre du renforcement de son bilan.

En 2011, UniCredit avait subi une perte de 9,2 milliards en raison d'importantes dépréciations d'actifs, renoncé au versement d'un dividende et supprimé 6.150 emplois.

Le ratio Tier 1 core de la banque, principal mesure de la solvabilité dans le secteur, s'est établi à 10,3% à fin mars, contre 10% à la fin de 2011. (Reuters 10.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 mai

CAUSERIE

Les affameurs ont encore frappé. Les dirigeants du vieux monde légitiment la colonisation des terres agricoles par les multinationales de l'agroalimentaire avec la complicité des ONG.

Le comité de sécurité alimentaire mondiale de la FAO a adopté vendredi des directives pour encadrer l'achat de terres à travers le monde, une première saluée par les ONG.

Selon George Kourous, porte-parole de la FAO, le document d'une quarantaine de pages qui concerne aussi les forêts et les zones de pêche, a été *"approuvé par acclamation"* par le Comité de la sécurité alimentaire (CSA) de la FAO.

Les directives FAO visant à instaurer *"une gouvernance responsable des régimes fonciers"* ont été élaborées dans le cadre d'un processus inédit qui a vu les Etats, le secteur privé, la société civile et les organisations internationales négocier pendant trois ans.

"Des droits fonciers inadaptés et non sécurisés augmentent la vulnérabilité, la faim, la pauvreté et peuvent conduire à des conflits et des dégradations environnementales", a expliqué la FAO.

La FAO a donc insisté sur les droits des peuples autochtones, l'égalité des sexes pour l'accès aux terres et l'importance de l'information des populations. En outre, le document appelle *"les investisseurs privés à respecter les droits de l'homme et de propriété légitime"*.

Concernant la ruée sur les terres cultivables, sans la dénoncer complètement, la FAO a demandé aux Etats de se prémunir contre *"les risques que les transactions à grande échelle de droits fonciers sont susceptibles de présenter"*.

Les chercheurs estiment que plus de 200 millions d'hectares de terres, soit environ huit fois la taille du Royaume-Uni, ont été vendus ou loués entre 2000 et 2010, souvent au détriment des populations locales.

Les ONG ont applaudi l'adoption du document, louant l'implication de la société civile dans son élaboration.

"Ces directives sont très positives, elles vont contribuer à une distribution plus juste de la terre, des forêts et des zones de pêche", a confié à l'AFP Angel Strappazon, du mouvement paysan international La Via Campesina.

Moins enthousiaste, Stéphane Parmentier d'Oxfam: *"ce qui manque dans le texte, c'est une condamnation claire de l'accaparement de terres et d'autres ressources naturelles"*.

"L'adoption de cette directive est un premier pas, une avancée notable mais il ne faut pas en rester là", a également estimé Renée Vellvé, cofondatrice de Grain. Clara Jamart d'Oxfam France a regretté que *"les Etats n'aient pas obligation d'appliquer ces mesures"*.

Autre bémol pour les ONG: le texte occulte le problème des ressources en eau pourtant primordial pour la sécurité alimentaire. (AFP11.05)

Peu importe, l'essentiel c'est de participer à la colonisation des terres fertiles par des multinationales, les ONG étant elles-mêmes financées par ces prédateurs. Ce genre de document a pour fonction d'établir un certain nombre de règles favorables aux puissantes firmes agroalimentaires, qui pourront par la suite dénoncer ou évincer leurs concurrents potentiels qui ne les respecteraient pas.

C'est du domaine de la concurrence acharnée que se livrent les différents capitalistes à l'échelle mondiale pour s'accaparer les matières premières et toutes les ressources en général afin de conserver leur hégémonie et d'assurer leur développement.

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

Evangelos Venizelos, chef de file du Pasok arrivé en troisième position aux élections législatives du 6 mai en Grèce, n'est pas parvenu à former un gouvernement d'union nationale, a-t-on appris de sources proches de son parti social-démocrate.

"Venizelos rendra son mandat (de formateur, nldr) au président Karolos Papoulias", a annoncé à Reuters un haut responsable du Pasok.

Peu auparavant, le chef de la Coalition de la gauche radicale (Syriza), Alexis Tsipras, qui a devancé le Pasok dimanche, avait exclu sa participation à un gouvernement dirigé par Evangelos Venizelos.

"Ce n'est pas Syriza qui rejette cette proposition, c'est le peuple grec qui l'a fait en votant dimanche", a-t-il expliqué à l'issue d'un entretien avec le chef de file du Pasok.

Après les tentatives avortées de trois partis arrivés en tête des élections législatives de dimanche, une réunion de la dernière chance, prévue par la Constitution, devrait avoir lieu les tous prochains jours sous l'égide du président de la République, Carolos Papoulias. (AFP 11.05)

2- Algérie

Le Front de Libération Nationale (FLN, parti présidentiel) a gagné le scrutin avec 220 sièges, tandis que son allié le Rassemblement national démocratique (RND) du Premier ministre Ahmed Ouyahia a décroché la seconde place avec 68 sièges.

Ces deux partis, membres d'une Alliance présidentielle depuis 2004, remportent donc la majorité absolue de la nouvelle assemblée de 462 sièges, selon des résultats officiels encore provisoires, alors qu'ils avaient dû pour cela s'allier dans l'assemblée sortante aux islamistes du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP).

Ce dernier avait quitté ce groupement en janvier pour former l'Alliance de l'Algérie Verte (AVV) avec deux autres formations islamistes Al-Islah (Réforme) et Ennhada (Renaissance), qui n'a remporté que 48 sièges lors du scrutin de jeudi.

L'ensemble de cinq des sept formations islamistes en lice, dont l'AVV, totalisent 59 sièges, au lieu de 66 comme initialement annoncé.

Autre fait notable, la nouvelle assemblée comptera 145 femmes contre 30 dans la précédente.

Le scrutin de jeudi est intervenu dans la foulée des réformes du président Abdelaziz Bouteflika pour éviter un Printemps arabe dans son pays. Le régime algérien au pouvoir depuis l'indépendance en 1962 a notamment choisi de répondre par des augmentations salariales à plusieurs catégories sociales, ce qui lui a coûté plus de 3 milliards d'euros.

En tout, la nouvelle assemblée comprend 26 partis politiques et 19 députés indépendants, contre 21 partis et 33 indépendants dans la précédente, qui était moins nombreuse avec 389 élus.

Le Front des Forces Socialistes (FFS) du leader historique Hocine Aït Ahmed a remporté 21 sièges, surtout en Kabylie, talonné par le Parti des Travailleurs (PT, extrême gauche) avec 20 sièges.

Le taux de participation a été dans le pays de 42,36% contre 35,67% en 2007. (AFP 11.05)

Social

France

1- Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"Ce matin on a mis dehors, de façon pacifique, l'entreprise de sécurité qui gardait les lieux et on a repris possession de l'usine pour empêcher le départ des machines", a déclaré Olivier Leberquier, délégué du syndicat CGT, alors que les accès au site étaient contrôlés depuis plusieurs mois par des vigiles.

Les salariés de Fralib (Unilever) à Gémenos ont entamé vendredi un nouveau bras de fer avec la direction en réoccupant l'usine des thés Lipton et tisanes L'Eléphant, rappelant aussi à François Hollande sa promesse de tout faire pour ne pas la fermer.

"L'entreprise est désormais sous le contrôle de la CGT et Hollande doit tenir ses promesses", affirme le syndicat.

Environ 200 salariés et militants se sont rassemblés en matinée devant le site, avec des soutiens syndicaux d'autres entreprises agro-alimentaires et de cheminots. (AFP 11.05)

2- Un appel à la grève a été lancé par les projectionnistes du réseau des salles de cinémas MK2, samedi 12 mai, à l'initiative des syndicats SUD Culture et CNT. Les revendications portent sur les salaires jugés *'les plus bas des réseaux de cinémas parisiens'* en comparaison avec ceux des réseaux UCG et Gaumont/Pathé et sur les conditions de travail.

Les projectionnistes grévistes refusent en particulier un avenant à leur contrat de travail qui les obligerait à assurer aussi les tâches d'accueil, la tenue des caisses ou des comptoirs de confiserie. Selon le communiqué syndical, des annulations de séances seraient à prévoir dans plus de la moitié des cinémas MK2, à partir de 10h du matin. (lemonde.fr 11.05)

3- Les dirigeants du LKP, qui avaient lancé un mot d'ordre de grève générale illimitée à compter de jeudi, ont appelé dans la soirée à la poursuite et à "l'amplification de la mobilisation" vendredi, a constaté l'AFP.

La première journée de grève générale a eu peu d'impact selon la préfecture: 4 à 5% de grévistes à Pôle-emploi dont une agence fermée à Pointe-à-Pitre, 3,9% dans l'éducation nationale, 2,6% à la Direction des finances publiques, 1,3% à La Poste et "0 ou moins de 1%" au CHU de Pointe-à-Pitre, à EDF, à l'aéroport et au port. *"Deux ou trois piquets de grève"* dans des entreprises de la zone industrialo-commerciale de Jarry, le principal gisement d'emploi insulaire, ont été signalés par le Medef-Guadeloupe.

Le LKP, qui avait appelé à un *"rassemblement"* jeudi à 16H00 locales (22H00 à Paris), n'y a réuni deux heures plus tard qu'environ 300 personnes, selon un décompte effectué par un journaliste de l'AFP.

Les leaders du collectif, Jean-Marie Nomertin (CGT-G), Max Evariste (FO) et Elie Domota (UGTG), ont successivement pris la parole, se plaignant en premier lieu du dispositif policier visible, depuis les premières heures de jeudi, dans les carrefours routiers stratégiques et à l'entrée des principales stations-service.

"Six d'entre elles sont en grève" a affirmé jeudi soir M. Domota, qui a recensé *"plus de 100 entreprises touchées par la grève, dont 30 entreprises fermées dans le commerce"* et *"plus de 3.000 travailleurs mobilisés"*.

Outre sa dénonciation de la vie chère, le LKP revendique l'application immédiate par les entreprises d'une clause de l'accord Bino. Il avait mis fin en 2009 à 44 jours de grève générale avec une augmentation salariale de 200 euros, versée par les entreprises à hauteur de 50 euros et, à hauteur de 150 euros via le RSTA (Revenu supplémentaire temporaire d'activité), par Etat et collectivités.

La clause de convertibilité de l'accord Bino, dont le LKP exige la mise en oeuvre, prévoyait que les entreprises prennent à leur charge l'intégralité du versement des 200 euros à compter de mars 2012. Elles s'y refusent, l'Etat ayant prolongé jusqu'en janvier 2013 le versement des 150 euros du RSTA. (AFP 11.05)

4- SFR aurait annoncé aux syndicats la mise en place d'un plan social d'ici à la fin de l'année, selon une journaliste de La Tribune. *"La direction a rencontré les organisations syndicales la semaine dernière, et nous a annoncé un PSE, sans plus de précisions sur le nombre de suppressions d'emplois"*, a confié à l'AFP Damien Bornerand, délégué central de la CGT. Mais les choses sont moins claires pour Geoffroy de Vienne, délégué central CFTC : *"c'est quelque chose qui est dans l'air, c'est hautement probable, mais il n'y a pas eu d'annonce officielle, la direction a seulement tâté le terrain, en a parlé... Nous pensons que cela va avoir lieu, mais nous n'en sommes pas encore certains. C'est plus une préparation des esprits de la part de la direction"*.

La direction de SFR, elle, a assuré à l'AFP qu'elle n'avait *"pas présenté aux organisations représentatives du personnel de projet d'adaptation des structures de l'entreprise - aujourd'hui à l'étude - au nouveau contexte du secteur des télécoms"*.

Les syndicats, de leur côté, ont indiqué que les suppressions de postes pourraient dépasser les 500, rapporte Business Week. Selon les informations de Business Week, SFR a pour objectif de réaliser 450 millions d'euros d'économies cette année par le biais de ce plan, de la réduction des budgets marketing et des renégociations de contrats avec ses prestataires. Grâce à ces économies, il espère faire mieux que les prévisions, qui donnent un résultat brut d'exploitation en recul de 12 à 15% pour 2012.

SFR emploie actuellement une dizaine de milliers de personnes. (lexpansion.com 11.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 13 mai

CAUSERIE

Dans l'après-midi je mettrai en ligne une dizaine d'articles supplémentaire, il est déjà 13h et je vais déjeuner après une bonne douche. Bon dimanche.

Tout monarque a besoin de courtisans, de valets, de saltimbanques et d'un fou.

Mélenchon envisageait de détrôner le PS. L'objectif étant manifestement hors de portée, il se rabatit sur un objectif plus modeste, arriver en 3e position le 26 avril devant M. Le Pen. En vain, dès lors par crainte que plus personne ne parle de lui dans les mois et années à venir ou pour que l'illusion du caméléon survive, l'idiot utile envisage "*une victoire politique*" ayant "*un sens internationale*" sur l'extrême droite, rien que cela, comme si le monde entier avait les yeux rivés sur les manoeuvres de ce carriériste, histoire de se donner une dimension au-delà de son propre programme qui en manque singulièrement en se plaçant sous le joug de l'euro et de l'Union européenne.

En se privant ainsi délibérément des moyens de combattre l'extrême droite sur le plan politique, il ne lui reste plus qu'à l'affronter sur le plan idéologique et de la morale qui l'accompagne, à coup de déclarations fracassantes qui ne feront trembler que les murs de son usine à gaz des Lilas, son QG de campagne. Mélenchon éructe ainsi des clichés ou des lieux communs, des métaphores à cent balles que les médias se chargent reprendre en boucle, car il occupe un terrain politique qu'il ne faudrait pas laisser à d'affreux extrémistes qui envisagent de rompre avec l'euro et l'UE.

Les jours s'écoulent, le temps passe, rien ne change véritablement. La baudruche se gonfle et se dégonfle et ainsi de suite, bien que son ambition frôle parfois la mégalomanie, elle tient en vérité de la mauvaise farce et d'un numéro d'illusionnisme, elle ne risque pas d'éclater d'elle-même, elle sait demeurer raisonnable, sous ses airs vindicatifs elle ne représente aucun danger pour l'ordre établi, la chère patrie de cet histrion.

Le danger il vient d'ailleurs, des masses, de la populasse, de cette horde de gueux, de ces plébéiens, insoumis, résistants, revêches, rebelles, révolutionnaires, quand ils sont livrés à eux-mêmes et ne se fourvoient pas dans des aventures qui ont pour seul objet de les détourner des tâches et des objectifs politiques qu'ils ont à accomplir et qu'ils doivent se fixer pour avancer vers leur émancipation du règne de la servitude humaine.

Ce qu'il y a de cocasse dans cette histoire, c'est que le vent qui s'est mis à souffler violemment est chargé de tant d'illusions jusqu'à présent colportées par Mélenchon, qu'il pourrait précipiter l'éclatement de notre baudruche ou son écrasement si on le comparait à un dirigeable ou à une mongolfière, pour avoir voulu dans un savant dosage digne d'un alchimiste mêler des aspirations contraires et explosives. Défendre des revendications sociales tout en soutenant l'euro et l'UE, voilà un mélange détonant qui ne tardera pas à révéler au grand jour ses véritables propriétés ou intentions, à faire disparaître cette funeste illusion.

Avancer des réformes sociales à caractère politique, collectives ou qui concernent l'ensemble des masses exploitées, sans s'attaquer aux fondements du capitalisme, sans les lier à la nécessité de liquider au préalable les institutions de la Ve République par un soulèvement révolutionnaire des exploités, c'est comme s'époumonner à souffler dans un ballon percé et dont l'envol est condamné d'avance, jusqu'à en crever.

En guise d'épilogue, la fable de La Fontaine qui se rapporte le mieux à notre démonstration. Précisons que la baudruche à laquelle nous avons fait référence dans le cas de Mélenchon, se rapportait indistinctement ou au choix du lecteur au caecum (gros intestin) de bœuf ou de mouton ou à la fine pellicule de caoutchouc qui pourrait servir de préservatif aux couilles molles.

Une grenouille vit un boeuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle, qui n'était pas grosse en tout comme un oeuf,
Envieuse, s'étend, et s'enfle et se travaille,
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant: "Regardez bien, ma soeur;
Est-ce assez? dites-moi: n'y suis-je point encore?
Nenni- M'y voici donc? -Point du tout. M'y voilà?
-Vous n'en approchez point."La chétive pécore
S'enfla si bien qu'elle creva.

Le monde est plein de gens qui ne sont pas plus sages.
Tout bourgeois veut bâtir comme les grands seigneurs ,
Tout prince a des ambassadeurs,
Tout marquis veut avoir des pages.

C'est ainsi que Jean-Luc Mélenchon va faire son entrée dans les Dictionnaires Le Robert et le Dixel 2013. A défaut d'être immortel et avant même d'affronter les vrais problèmes, ses propres contradictions, il fallait bien que cette verbeuse illusion figure à la postérité.

Théorie et pragmatisme.

Le ministre de l'Intérieur sortant Claude Guéant a jugé samedi que la Cohabitation était contraire à "*l'esprit de la Ve République*", tout en plaidant pour une victoire de la droite aux élections législatives en juin.

"*Par principe, je pense que ce n'est pas l'esprit de la Ve République qu'il y ait une Cohabitation*", a répondu M. Guéant interrogé par Europe 1 sur un éventuel partage du pouvoir exécutif à l'issue des législatives des 10 et 17 juin, comme ce fut le cas en France entre 1986 et 1988 puis entre 1997 et 2002.

"*L'esprit de la Ve République c'est qu'il y ait une puissance d'action publique et que par conséquent il y ait une cohérence au sein de l'exécutif*", a insisté ce proche du président sortant Nicolas Sarkozy.

Pour autant, M. Guéant, candidat UMP aux législatives à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), a dit "*plaider pour que nous gagnions les législatives*". (AFP 12.05)

Il a raison, "*par principe*" l'esprit de la Ve République est contraire à la cohabitation, au-delà même. Pourquoi ? Parce que la Constitution de la Ve République a été rédigée de telle sorte que le pouvoir exécutif, le chef de l'Etat, et le pouvoir législatif, le Parlement, devait être aux mains du même parti politique. En réalité, elle a été conçue pour soumettre le pouvoir législatif au pouvoir exécutif, le président de la République concentrant entre ses mains l'essentiel du pouvoir ou pouvant en user quand bon lui semble.

La Ve République a donc été fondée (en 1958) sur mesure avant tout pour de Gaulle, puis le parti de l'ordre à sa botte au sein du Parlement. Mais alors comment se fait-il que même lorsque le parti de l'ordre est minoritaire à l'Assemblée nationale, l'UMP (ex-UDR, RPR), les institutions ne se trouvent pas paralysées et le régime survit-il à cette contradiction ? Pardi, parce qu'il n'existe pas un parti de l'ordre, mais deux, l'officiel et l'officieux revêtu d'un masque trompeur, l'UMP et le PS, qui sont tous deux animés par les mêmes intentions ou objectifs politiques : interdire à l'immense masse des exploités majoritaire dans le pays de remettre en cause l'ordre établi.

Pour que la cohabitation puisse avoir lieu en France, elle ne pouvait se concevoir qu'à partir du moment où les deux partis se partageant le pouvoir, entre un président et une Assemblée nationale de droite ou de gauche pour reprendre une formule consacrée, représentaient ou défendaient les mêmes intérêts de classe, ceux du capitalisme. Le même constat est valable en cas d'alternance, lorsque l'un ou l'autre dispose du pouvoir exécutif et législatif.

En conclusion, la Constitution n'a pas été rédigée exclusivement pour un seul homme (de Gaulle, Giscard, Mitterrand) ou un seul parti (UMP, UDF, PS), mais pour celui ou ceux qui s'engageront à en assurer la pérennité ainsi que les rapports sociaux de production où elle puise son origine et qu'elle s'emploie à reproduire.

Il en ressort que dans le cadre de la Ve République, seuls des partis bourgeois peuvent gouverner ou détenir la majorité, quelle que soit leur origine ou ce qu'ils représentent, qu'il ne peut exister que des formes de gouvernement épousant le même contenu, ayant la même nature sociale et poursuivant le même objectif, vaincre les masses, leur imposer le respect des institutions qui servent à légitimer sur le plan juridique et politique le régime en place, le règne de l'exploitation et de l'oppression capitaliste.

Quand le PS se livre une nouvelle fois à ce jeu de bonne grâce, quelle est sa véritable nature sociale ?

Hollande et le « *Tonkinois* ».

Un grand bourgeois, avocat, libre penseur, franc-maçon, républicain un temps protégé par Adolphe Thiers, "*partisan actif de l'expansion coloniale française*" qui lui vaudra le surnom : le « *Tonkinois* », vous aurez reconnu Jules Ferry.

Quand à Marie Curie, c'est "*l'esprit d'aventure*" qu'elle affectionnait tant qui l'a tuée, ironie tragique pour cette savante, par ignorance.

Le nouveau président de la République François Hollande rendra hommage mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Education de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie, a-t-on appris vendredi auprès de son équipe et de proches. (AFP 12.05)

- Ayant obtenu d'un vote de la Chambre les crédits nécessaires à la conquête du Tonkin, il provoque une extension du conflit à la Chine. L'annonce de l'évacuation de Lang Son, qui lui vaudra le surnom de « *Ferry-Tonkin* », déclenche une violente opposition parlementaire et provoque sa chute le 30 mars 1885. Il connaît alors une vague d'impopularité en France. (fr.wikipedia.org)

Autant les esprits brillants Marie et Pierre Curie peuvent être salués pour leurs travaux, autant la chute peu glorieuse du « *Tonkinois*

» nous inspire que du mépris.

Dans quel contexte furent adoptées les lois Jules Ferry, quelles étaient ses réelles intentions ?

- Outre la volonté d'inculquer aux jeunes français un patriotisme fervent, Ferry avait également comme ambition de freiner la progression des idées socialistes voire anarchistes, qu'il a eu l'occasion de combattre lors de la Commune de Paris. Ainsi lors d'un discours au conseil général des Vosges en 1879, il déclara : « *Dans les écoles confessionnelles, les jeunes reçoivent un enseignement dirigé tout entier contre les institutions modernes. [...] Si cet état de choses se perpétue, il est à craindre que d'autres écoles ne se constituent, ouvertes aux fils d'ouvriers et de paysans, où l'on enseignera des principes totalement opposés, inspirés peut-être d'un idéal socialiste ou communiste emprunté à des temps plus récents, par exemple à cette époque violente et sinistre comprise entre le 18 mars et le 24 mai 1871.* » (fr.wikipedia.org)

Il dénonce la Commune au lieu de la défendre en tant que républicain, comme quoi il ne faut pas se fier aux républicains, à ceux qui ne se qualifient que de la sorte. Nous, nous sommes socialistes, communistes et nous luttons pour le même objectif que les anarchistes : le règne de la liberté. Jules Ferry voulait empêcher nos enfants d'apprendre comment fonctionne la société, le monde, la nature, afin d'accéder à la liberté. Donc, relativiser son apport à la société semble s'imposer au vu des faits et des intentions manifestées par l'intéressé lui-même. Enfonçons le clou. La laïcité de Ferry était conçue de telle sorte qu'elle puisse servir d'idéologie auprès des masses pour mieux les asservir au char du capital.

Défendre la laïcité, nous sommes tous d'accord, à condition de ne pas se limiter à sa forme juridique ou constitutionnelle et de lutter contre toutes formes d'obscurantismes, ce qui passe par la défense de la dialectique matérialiste qui permet d'interpréter le monde et de combattre pour notre émancipation du règne de l'esclavage qui repose sur l'ignorance.

Quelle version de Jules Ferry Hollande va-t-il honorer : la version antisocialiste ou anticommuniste ou bien la version capitaliste qui devait emprunter à l'époque la forme républicaine pour dominer la monarchie ? Pourquoi républicaine ? Parce que la bourgeoisie ne pouvait l'emporter qu'avec le soutien du peuple, il fallait donc le faire participer aux affaires du pays ou se faire représenter dans une assemblée, le gouvernement, les institutions pour être légitime. Dès lors que le peuple tourne le dos à la bourgeoisie, elle n'est plus rien, elle perd sa légitimité, si les conditions étaient requises nous aurions dit qu'il n'y a plus qu'à préparer l'offensive pour l'abattre.

Les masses ont foutu dehors Sarkozy, c'est leur victoire. Et parmi ceux qui l'ont vaincu, il y a ceux qui ont voté Hollande et il y a les quelque 12 millions d'électeurs qui ont refusé de participer à cette mascarade en s'abstenant ou en votant blanc ou nul. Les seuls qui ont manifesté ouvertement leur défiance ou leur opposition aux institutions de la Ve République, il ne faut pas les chercher parmi ceux qui ont voté Hollande, mais bien dans ces millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner le bonapartisme, un régime dont ils se sentaient exclus.

Tous les partis ou formations politiques du mouvement ouvrier ont les yeux rivés sur ceux qui ont voté Hollande, tandis qu'ils se détournent ouvertement de ces 12 millions d'électeurs qui auraient encore moins de conscience politique paraît-il. En réalité, c'est l'inverse qui est vrai. Ces partis ou formations politiques passent leur temps à s'assurer du soutien d'une partie infime des électeurs du PS et ses satellites regroupés dans les syndicats en recourant à des compromis pourris sans lesquels ils n'existeraient plus, d'où leur appel à voter Hollande.

Leur insistance à présenter les résultats de la présidentielle essentiellement comme le rejet massif de la politique de Sarkozy, répond à la fois aux aspirations de l'aristocratie ouvrière ou des couches supérieures du prolétariat qui constituent leur fond de commerce, et à leur refus ou leur incapacité de se tourner vers les millions de travailleurs qui n'ont manifesté aucun espoir ou aucune illusion dans ces élections en refusant de se prononcer pour l'un ou l'autre candidat inféodé au capital ou aux institutions.

Dans ces conditions, il n'y a pas lieu de déborder d'optimisme pour la suite si n'intervenait pas un changement radical des rapports que ces partis ou formations politiques entretiennent avec la classe ouvrière, quels que soient les aléas ou difficultés que vont connaître les institutions dans les mois à venir.

En Merkhollande.

La chancelière allemande Angela Merkel a déclaré samedi croire possible un partenariat stable avec le président français élu François Hollande.

La chancelière s'était dite "sûre" que la coordination traditionnellement étroite avec la France allait continuer à être le fondement de leur travail commun en Europe, "pour assurer prospérité, paix et démocratie"

Dans un entretien samedi dans Die Welt, le ministre allemand des Affaires étrangères Guido Westerwelle, s'est également dit "absolument certain" que le gouvernement allemand entretiendra une "amitié de coeur et un excellent partenariat" avec M. Hollande.

"Ce n'est pas la première fois, que nous serons en présence de gouvernements de sensibilité différente", a rappelé M. Westerwelle, "souvenez-vous du chrétien-démocrate Helmut Kohl et du socialiste François Mitterrand qui avaient permis la Réunification allemande" en 1990.

Sur un point, les positions seraient néanmoins plus proches que ne le laissent penser les slogans: Michel Sapin, chargé du projet présidentiel dans l'équipe Hollande, a donné raison jeudi à la chancelière sur les dangers de relancer la croissance en aggravant les déficits et la dette. (AFP 12.05)

Ah, les slogans, les longs discours, les programmes, les promesses et les bonnes intentions, les étiquettes, c'est beau quand même, l'idéal c'est quand tout le monde croit y trouver son compte, surtout quand chacun sait que personne n'est tenu de les respecter par la suite, il n'y a que les crétins ou les naïfs pour croire encore le contraire ou autres choses avec l'expérience qu'on se trimballe en la matière, un boulet, l'inertie de l'histoire qui tend à nous tirer sans cesse en arrière et à laquelle s'abreuve l'ignorance !

C'est fait pour que les uns se focalisent dessus, cela leur occupe l'esprit un moment, pendant que les autres s'occupent à autres autres, aux choses plus importantes...

Surtout, ne-vous-tra-ca-ssez pas, on s'occupe de tout à votre place, n'est pas cela finalement le bonapartisme ou la monarchie républicaine ?

Je n'ai pas trouvé le temps d'analyser ici les discours de Hollande, j'ai cependant noté qu'au soir du 6 mai il l'avait axé sur l'émotion pour détourner l'attention des travailleurs des véritables questions pratiques qu'ils se posaient et auxquelles il n'avait évidemment pas l'intention de répondre favorablement, revendications sociales qui alimenteront la lutte des classes dans les semaines et mois qui viennent.

2 de plus ou 2 de moins : pas de quoi en faire un plat franchement !

La perte de 2 milliards de dollars causée par des paris risqués qui ont mal tourné chez JPMorgan Chase, première banque américaine, c'est de la rigolade. La preuve : Les estimations des analystes, en prenant en compte la perte annoncée, prévoient encore un bénéfice trimestriel de quelque 4 milliards de dollars après impôts pour le deuxième trimestre. Elle est devenue la première banque du pays en termes d'actifs l'an dernier, supplantant Bank of America. (source : AFP 12.05)

L'Italie prête à sombrer à son tour.

Cocktails Molotov, balles, lettres piégées, c'est reparti comme dans les années 1970 et 1980. Encore faut-il faire la part des choses entre le fait d'individus isolés agissant seuls, les anarchistes, la mafia et les provocations orchestrées directement par l'Etat et ses services secrets.

Vendredi, à Legnano, à 30 km au nord-ouest de Milan, des affiches portant les mots "*Brigades rouges*" et l'étoile à cinq branches du groupe armé d'extrême gauche ont été collées sur les murs de bâtiments publics, dont une perception. (source : Reuters 12.05)

L'amalgame entre masses et jeunesse révoltés d'une part, et terrorismes alimentés ou manipulés par les différents régimes d'autre part, un domaine dans lequel l'Etat excelle et qu'il faut dénoncer, combattre. Notre ennemi est dans notre propre pays, la classe dominante qu'il faut chasser du pouvoir, exproprier...

INFOS EN BREF

Politique

Grèce.

Après avoir échoué vendredi à constituer un gouvernement de coalition, le dirigeant socialiste Evángelos Venizelos a rendu samedi midi au président Carolos Papoulias le "*mandat exploratoire*" que celui-ci lui avait confié.

M. Vénizélos a jeté l'éponge après le refus d'Alexis Tsipras, leader de la Gauche radicale Syriza, farouche adversaire de la rigueur imposée par les créanciers de la Grèce, de participer à un gouvernement pro-euro avec les socialistes, la Nouvelle-démocratie (droite) et le petit parti de la Gauche démocratique (Dimar).

Les résultats du scrutin de dimanche révèlent en effet au grand jour l'ampleur de la contestation du plan d'austérité dicté par les créanciers en échange des prêts de sauvetage appliqués dans le pays depuis deux ans.

Les analystes politiques estiment même qu'en cas de nouvelles élections, Syriza pourrait cette fois arriver en tête. Aucun parti n'ayant obtenu la majorité dimanche, le pays est plongé depuis cinq jours dans une paralysie politique.

Et le quotidien financier Naftemporiki soulignait samedi que l'homme qui a dirigé la difficile coalition de ces derniers mois, Lucas Papademos, avait d'ores et déjà informé M. Papoulias qu'il ne resterait pas jusqu'à de nouvelles élections.

Dans un dernier effort pour éviter ce nouveau scrutin, le chef de l'Etat doit maintenant convoquer les dirigeants des partis pour une réunion de la dernière chance, au plus tard lundi. Ils auront jusqu'à jeudi pour se mettre d'accord et former un gouvernement de salut public, faute de quoi de nouvelles élections seront convoquées.

En jeu, se trouve la possibilité ou non pour la Grèce de continuer les plans de redressement engagés sous l'égide de ses créanciers, Union européenne (UE) et Fonds monétaire international (FMI) et de rester dans la zone euro.

La Grèce donne ainsi de nouveau le vertige à ses partenaires européens et aux marchés, qui craignent qu'elle ne cède aux forces hostiles à la rigueur.

"*Nous sommes au bord du retour à la drachme et du désastre*", estimait samedi matin le quotidien libéral Kathimerini. "*Une grande partie de nos concitoyens ne s'en rendent pas compte, et c'est très dangereux*", ajoute-t-il.

A Rome, le président de la Commission européenne José Manuel Barroso avait haussé le ton vendredi en estimant que la Grèce devrait quitter la zone euro si elle ne parvenait pas à respecter les engagements budgétaires pris en échange du plan de sauvetage qui lui a évité la faillite.

L'Allemagne est également revenue à la charge samedi. "*Si Athènes ne tient pas parole ce sera un choix démocratique. La conséquence sera que la base pour de nouvelles aides disparaîtra*", a déclaré le président de la banque centrale allemande Jens Weidmann.

Vendredi, c'est le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble qui avait déclaré: "*La zone euro peut supporter une sortie de la Grèce*". (AFP 12.05)

Social

Grande-Bretagne. Un jeu : en état de guerre permanent !

L'engin a déjà été utilisé par l'armée américaine dans le contrôle de manifestations de foules en Irak.

Un mégaphone particulièrement performant, pouvant être utilisé pour disperser les foules à coups de décibels, sera déployé lors des Jeux olympiques d'été à Londres, a indiqué vendredi le ministère britannique de la Défense.

L'engin de fabrication américaine, appelé "*outil acoustique à longue portée*" ou Long Range Acoustic Device (LRAD), sera utilisé en priorité pour émettre des avis à l'intention des bateaux sur la Tamise en cas de nécessité, a indiqué le ministère. Il est en effet beaucoup plus efficace qu'un mégaphone. Mais l'engin, qui ressemble à une sphère aplatie, peut aussi être utilisé à forte puissance pour disperser les foules. Il peut émettre un son perçant allant jusqu'à 150 décibels à un mètre. L'armée américaine l'a utilisé dans le contrôle de manifestations de foules en Irak, rappelle la BBC sur son site internet.

"*Une grande variété d'équipements sera utilisée par les forces armées dans le cadre de leur contribution à l'effort de sécurité pour les Jeux*", a indiqué un porte-parole du ministère.

Le dispositif de sécurité pendant les JO (27 juillet-12 août) est le plus important depuis l'après-guerre au Royaume-Uni, avec plus de 40 000 militaires, policiers, agents de sécurité privés et bénévoles mobilisés pour protéger la capitale, et l'appui de chasseurs et de navires de guerre. (lepoint.fr 12.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 mai

CAUSERIE

Dans des photos que j'avais mises dans le site récemment, j'avais confondu les deux milliardaires Arnault et Pinault.

Le monarque et ses courtisans.

M. Mélenchon, qui parlait dimanche des législatives dans l'émission "C politique" sur France 5, a affirmé: *"le sujet qui est posé pour la prochaine élection: battre la droite, mais c'est surtout pour quoi faire ? Parce que c'est à l'Assemblée que ça va se passer. C'est pas le monarque qui va décider tout seul dans son palais"*.

Alors qu'on lui faisait remarquer qu'il avait employé ce qualificatif, il a répondu *"non, je retire, je remballe !"* et préféré dire *"notre intéressant et important camarade"*. (AFP 13.05)

A l'épreuve du bonapartisme ou de la monarchie républicaine le pleutre ravale sa salive et préfère remballer ses gaules, l'illusionniste qui a déjà capitulé devant l'euro, l'Union européenne, l'ONU, avait auparavant adopté les institutions antidémocratiques de la Ve République en devenant ministre sous le gouvernement Chirac-Jospin.

Comment peut-on imaginer un seul instant qu'un dirigeant politique ayant accepté de devenir ministre d'un président issu du parti de l'ordre pourrait représenter honnêtement, sincèrement, les intérêts de la classe ouvrière ?

Comment peut-on croire une telle aberration possible ?

Si au cours du XXe siècle pas un seul dirigeant du parti de l'ordre n'a déserté le parti de la réaction pour le PS, c'est parce que leur engagement politique coïncidait avec le maintien du régime en place, parce qu'ils s'identifiaient au capitalisme, parce qu'ils avaient conscience de représenter les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

On a constaté sous le mandat de Sarkozy que des dirigeants du PS n'avaient pas hésité à rejoindre la coalition formée par l'UMP au-delà de leur participation au gouvernement. A-t-on observé qu'un dirigeant de l'ex-RPR-UDR-UNR ait rejoint le PS ? J'ai fait une recherche rapide sur le Net, la réponse est non. Alors pourquoi cela fonctionne-t-il dans un sens mais pas dans l'autre ?

On pourrait tenter l'explication suivante : parce qu'en rejoignant l'UMP pour y faire carrière, on adhère à une conception de la société basée sur le profit et les inégalités que l'on estime légitimes, choix ou décision politique qu'on assume totalement, tandis qu'en rejoignant le PS pour le même motif, on adhère à la même conception de la société en refusant de l'assumer jusqu'au bout puisque l'origine de ce parti leur rappelle constamment ou leur interdit. Il existe une telle distorsion entre ce que le PS prétend être et ce qu'il est vraiment, que leurs dirigeants doivent passer leur temps à la gérer à défaut de pouvoir la faire totalement oublier ou disparaître.

Paradoxalement peut-être, il est plus confortable d'être dirigeant de l'UMP que du PS, dans la mesure où on n'a de comptes à rendre qu'à ses généreux mentors ou des militants qui partagent forcément les mêmes idées que les vôtres, au nom de la gestion de la société pour le bien commun ou l'intérêt général, l'appartenance à une classe déterminée passe pour ainsi dire au second plan, n'est pas contestée ou joue un rôle secondaire lors des élections. On est de droite, on le revendique et on l'assume.

Au PS les choses sont beaucoup plus compliquées. Il faut être en permanence dans l'hypocrisie et le mensonge, sortir masqué dès qu'on s'adresse à des militants ou des travailleurs ou lors d'élections. Dans l'impossibilité de se situer sur le terrain de classe du prolétariat, le socialisme dont on se réclame tient de la supercherie dans la mesure où son hypothétique développement serait soumis aux cours, aux caprices ou au sort du capitalisme, de telle sorte qu'il est rendu méconnaissable, seul le nom ou l'étiquette demeure.

En passant à l'UMP, le voile tombe, c'est un soulagement. Une autre solution consistait à changer le nom du parti, à se débarrasser de l'appellation socialiste devenue plus qu'encombrante en période de crise ouverte du capitalisme, mais elle n'a pas été adoptée jusqu'à présent, le régime ayant besoin d'un parti détournant la petite-bourgeoisie et les couches moyennes du prolétariat des partis ouvriers aussi bien que pour assurer sa stabilité.

Le réformisme étant mort, le PS de parti social-démocrate moribond ou social-traitre depuis 1914 est devenu un parti social-libéral assumant sa subordination totale au capitalisme depuis le début des années 80. Depuis il a donné naissance à plusieurs satellites, les Verts, le MRC, le PG, le premier étant un parti ouvertement antisocialiste, le second purement nationaliste et gaulliste, le troisième se livrant à un tour de passe-passe grotesque a repris à son compte l'antienne réformiste, pronostiquons, avant de finir comme Die Linke en Allemagne qui a été évincé hier du parlement de Rhénanie-du-Nord-Westphalie, car n'ayant pas franchi la barre des 5% des voix exprimées.

Ce qui caractérise le PS, c'est sa subordination à l'ordre établi, et son discours sur la République ou la légalité républicaine constitue un témoignage sans appel de sa soumission aux institutions qui consacrent le pouvoir de la classe dominante.

Pour les mêmes raisons des transfuges du FN ont rejoint l'UMP. Quant aux transfuges de l'OCI ou de la LCR vers le PS,

ils témoignaient de leur rupture avec le développement historique du capitalisme posant la question de son dépassement, leur abandon du combat pour le socialisme a consacré leur changement de camp.

Qu'est-ce qui distingue aujourd'hui l'UMP du PS ? Rien, sinon les rôles qu'ils se sont distribués au sein des institutions pour assurer la stabilité et la continuité du régime, ajoutons l'illusion trompeuse que certains s'emploient à alimenter qu'il aurait encore un rapport avec la classe ouvrière, notamment dans les syndicats qu'il contribue à pourrir davantage.

La quadrature du cercle.

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble assure que croissance et assainissement budgétaire ne sont pas contradictoires et esquisse quelques pistes sur la manière de les réconcilier, dans une tribune publiée dans le quotidien Les Echos de lundi.

Pour lui, *"une des leçons de la crise est que les membres d'une union monétaire doivent travailler sans relâche à la convergence de leurs économies nationales. Mais ils doivent aussi maintenir, voire améliorer, leur compétitivité vis-à-vis du reste du monde, une exigence souvent négligée par le passé. C'est sur cette compétitivité que s'appuie toute croissance durable"*. (AFP 13.05)

INFOS EN BREF

Politique

Espagne

A l'occasion de leur premier anniversaire, les indignés, surgis l'an dernier en Espagne pour dénoncer la crise, la corruption et le chômage, sont redescendus dans les rues ce samedi. L'envie de prouver à ceux qui prétendent qu'ils ont disparu qu'ils se trompent: A Madrid, des milliers de manifestants ont convergé à partir de 19 heures, en plusieurs colonnes venues des quatre points cardinaux de la capitale, vers la Puerta del Sol. Un retour symbolique sur cette place qui a vu naître leur mouvement, le 15 mai 2011.

"Rajoy va-t'en!", "Non à la dictature des marchés", "Les banques ont besoin d'une injection, oui mais létales", peut-on lire sur des pancartes brandies par les manifestants - pancartes distribuées par les organisateurs du mouvement un peu auparavant. *"La lutte continue, quoi qu'il en coûte"*, crie l'un d'eux au micro. *"Il n'y a pas assez de pain pour tous ces voleurs"*, hurlent les indignés - un jeu de mot entre pan et chorizo puis qu'en argot castillan voleur se dit comme le plus célèbre des saucissons ibériques.

Des mots d'ordre aussi variés que les revendications. Et qui illustrent l'incapacité du mouvement à rassembler, depuis un an, sur un thème fédérateur. *"Je suis ici pour protester contre les réformes libérales du gouvernement conservateur de Mariano Rajoy, explique Beatriz. Tous les Espagnols sont touchés par ces coupes budgétaires et les licenciements"*, poursuit cette quinquagénnaire. *"Nous protestons contre le système capitaliste, les banques, la politique d'austérité"*, renchérit Elias, jeune diplômé au chômage.

"Nous demandons la démocratie, la vraie, pas ce système électoral qui fait que la droite est au pouvoir sans avoir obtenu la majorité du peuple", explique Irene, l'une des organisatrices du mouvement du 15 mai. En Espagne, le système législatif majoritaire favorise le parti sorti en tête des urnes, lui accordant une majorité amplifiée.

A Barcelone, il y avait entre 45 000 - selon la police - et 200 000 -selon les organisateurs - indignés samedi soir. A Madrid, sur la Puerta del Sol, la foule était aussi au rendez-vous - 30000 selon la police, des *"centaines de milliers"* selon les organisateurs. Les leaders du mouvement du 15 mai ont l'intention de tenir, pendant quatre jours, une *"assemblée permanente"* sur la place, défiant ainsi l'interdiction officielle selon laquelle les manifestations devront prendre fin chaque soir à 22h00.

Pas sûr cependant que cela dure. Car à la différence d'il y a un an, les rues d'Espagne sont envahies presque chaque semaine par les manifestations convoquées par les syndicats contre la rigueur. Les indignés ont été noyés dans ce flot de mobilisations. Pour Wald, un Ecossais vivant à Madrid, l'essoufflement du mouvement des indignés est dû au manque de propositions positives. Ce qui les réunit en effet, c'est l'opposition. Les indignés sont surtout anti-système.

Répondant à une structure horizontale, refusant de se constituer en parti, ils n'ont pas su *"structurer un mécontentement sans idéologie concrète"*, analyse Antonio Alaminos, professeur de sociologie à l'Université d'Alicante. *"Résultat: beaucoup de petits groupes relativement déconnectés entre eux qui ne forment plus un mouvement social"*, ajoute-t-il. (l'expansion.com 13.05)

Social

Suisse

La compagnie aérienne allemande Lufthansa s'apprête à annoncer la suppression de 276 emplois à l'aéroport de Bâle-Mulhouse, écrit dimanche le journal SonntagsZeitung.

Selon le président du syndicat SEV-Gata, Philipp Hadorn, les entretiens avec les partenaires sociaux n'ont rien donné, et les suppressions d'emplois sont inévitables.

Lufthansa devrait annoncer les suppressions d'emplois avant la fin du mois, ajoute le journal.

Un plan social est prévu, avec des préavis de licenciements plus longs, des garanties de salaires et une indemnité départ.

Lufthansa Technik Switzerland s'occupe de la maintenance des avions. Cette filiale suisse de Lufthansa emploie actuellement 350 personnes.

Selon un porte-parole de Lufthansa Technik, ces suppressions d'emplois s'expliquent par une demande en baisse pour les activités de maintenance des avions, une forte concurrence et la fermeté du franc suisse. (AFP 13.05)

Economie

Asie

Les dirigeants des trois grandes puissances économiques d'Asie du nord-est, la Chine, le Japon et la Corée du Sud, ont annoncé dimanche de prochaines négociations sur la création d'une zone de libre échange dans la région, alors que la demande ralentit en Europe et en Amérique.

"Les trois pays sont d'accord pour lancer des négociations sur une zone de libre-échange Chine-Corée du Sud-Japon d'ici la fin de l'année", a déclaré le Premier ministre chinois Wen Jiabao, après avoir rencontré le président sud-coréen Lee Myung-Bak et le Premier ministre japonais Yoshihiko Noda.

La création d'une zone de libre échange entre les trois économies phare de l'Asie du nord-est est un sujet récurrent depuis dix ans, avec le lancement d'une étude de faisabilité sur le sujet dès la fin 2002.

"L'Asie du nord-est est la région la plus dynamique au monde du point de vue de l'économie. Il y a donc un énorme potentiel pour que nos trois pays entretiennent une coopération plus étroite en matière de commerce et d'investissement", a déclaré Wen Jiabao à la presse à Pékin, où se déroule dimanche un sommet d'une journée entre la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

"La création d'une zone de libre-échange libérera la vitalité économique de notre région et donnera une forte impulsion à l'intégration économique en Asie de l'est", a-t-il ajouté.

Calculées en parité de pouvoir d'achat, les économies de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud représentent ensemble la première zone économique du monde, avant l'Union européenne.

Pour le Japon, ces négociations sur la création d'une zone de libre échange s'ajouteront aux discussions qu'il conduit pour rejoindre le Partenariat trans-Pacifique (TPP), promu par Barack Obama et qui doit devenir la plus vaste zone de libre-échange du monde.

"Nous allons promouvoir en parallèle le TPP et l'accord de libre-échange trilatéral. Ces efforts bénéficieront les uns des autres", a assuré le Premier ministre japonais.

Pékin, Tokyo et Séoul veulent ainsi renforcer le commerce à l'intérieur de leur zone, pour résister au ralentissement de la demande de leurs principaux clients à l'importation, l'Europe et l'Amérique du Nord.

"Lorsque l'économie est en crise, il devient plus pressant de créer des zones de libre-échange", a déclaré le président sud-coréen. "En temps de crise, si les pays veulent se protéger en adoptant des idées protectionnistes, la reprise économique est alors plus lente", a-t-il ajouté.

Les représentants des trois nations ont également signé dimanche, officiellement, un accord d'investissement conclu en mars, au terme de 13 rounds de discussions démarrées en 2007.

"Pour faciliter les investissements mutuels, il est important d'avoir un cadre légal, cela aidera nos entreprises", a déclaré Lee Myung-Bak. (AFP 13.05)

Le 15 mai

CAUSERIE

Après Sarkozy, c'est au tour de Merkel d'enregistrer un cinglant échec, tandis qu'en Grèce, en Espagne et en Italie l'austérité est massivement et violemment contestée. Les travailleurs en ont marre des sacrifices qu'on leur impose quotidiennement et qu'on se foute d'eux de plus en plus ouvertement ou en mettant un masque élimé, obsolète comme Hollande.

Beaucoup se sont endettés et se retrouvent pris à la gorge ou au ventre, d'autres n'ont plus les moyens de s'endetter parce qu'ils peuvent déjà à peine survivre avec leur salaire ou revenu de misère, si c'est ces masses là qui se retrouvent dans cette situation, il faut se tourner vers elles pour les aider à orienter leur colère ou leur combat contre le régime en place, les institutions à l'échelle nationale et mondiale, prendre conscience de soi.

Il n'existe aucune issue politique favorable à la classe ouvrière dans le cadre des institutions en place dans chaque pays, de l'euro et de l'Union européenne. Toute prétention à combattre l'austérité imposée par les différents gouvernements dans ce cadre est une escroquerie politique, qui ne peut à terme que conduire les travailleurs dans une impasse ou au désespoir, pire encore, les jeter dans les bras des populistes d'extrême droite.

Il est clair que la satisfaction de l'ensemble de nos revendications sociales est incompatible avec la survie de ces régimes en Europe. La classe des capitalistes ayant fait la démonstration de son incapacité à satisfaire nos besoins ou aspirations est illégitime pour continuer à gouverner par le biais de partis acquis à sa cause, en France, l'UMP, le MoDem, le PS et le PCF, qui se sont relayés au pouvoir au cours du XXe siècle, sans jamais résoudre les problèmes auxquels étaient confrontés les travailleurs et leurs familles, car finalement nous nous retrouvons face aux mêmes problèmes ou pire encore que les générations passées.

Seuls les travailleurs parvenus au pouvoir seraient en mesure de réorganiser la production et la société sur la base de leurs besoins. Pour atteindre cet objectif et abattre tous les obstacles qui les empêchent d'avancer dans cette voie, il faut que les travailleurs s'organisent, qu'ils construisent un parti qui incarne consciemment cet objectif, de manière à entraîner l'immense masse des exploités dans ce combat pour leur émancipation du capitalisme...

Sans une élévation importante du niveau de compréhension du fonctionnement de la société des travailleurs et sans un degré élevé de leur organisation, la construction de ce parti et ces objectifs demeureront du domaine de l'utopie.

C'est dans cette perspective politique et subordonné à ces objectifs qu'il faut orienter le combat du prolétariat à partir de chacune de ses revendications sociales, condition autour de laquelle il pourra seulement réaliser son unité avec ses organisations et ses partis luttant à ses côtés.

Ni le PS, ni ses satellites qui s'apprêtent à gouverner avec lui ou à le soutenir, ne peuvent être d'aucune aide aux travailleurs pour avancer vers ces objectifs. Qui plus est, aucun de ces partis ne s'est engagé à éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, aucun de ces partis ne s'est engagé à abolir toutes les lois anti-ouvrières, antisociales, liberticides votées depuis plus de 30 ans, le programme de Hollande ne répondait favorablement à aucune revendication sociale à caractère collectif ou politique, dans ces conditions, il n'y a absolument rien à attendre de ces partis, de Hollande et son gouvernement, de l'Assemblée nationale qui sera issue des prochaines élections législatives, des institutions.

Hollande et son gouvernement s'apprêtent à poursuivre la politique réactionnaire de Sarkozy, dès lors nous n'avons rien à lui demander ou à exiger de lui, en gouvernant pour le compte des banquiers et des capitalistes ils se rangent délibérément dans le camp de notre ennemi. C'est aux travailleurs de se mobiliser, de se regrouper et de s'organiser sur la base de leurs revendications, tout en sachant, que leur combat aboutisse ou non, qu'il ne peut être qu'un moment du combat qu'ils devront livrer pour renverser le régime en place.

Le combat isolé entreprise par entreprise (privée) ou administration par administration (publique) ne peut pas permettre de satisfaire des revendications sociales qui concernent l'ensemble des travailleurs, salaire minimum, retraite, Sécu, droit à l'école, au logement, etc. C'est seulement le combat dans l'unité de l'ensemble des travailleurs du secteur privé et public avec leurs organisations et partis qui permettra d'avancer vers le socialisme en se débarrassant des parasites contre-révolutionnaires qui au sein du mouvement ouvrier tentent de leur interdire de trouver une issue politique à la crise de décomposition du capitalisme mondial.

Le "*dialogue social*" et les négociations en général entre les dirigeants syndicaux et le gouvernement ainsi que le patronat ont pour objectif d'empêcher la classe ouvrière de se mobiliser et de recourir à la grève pour ses revendications jusqu'à satisfaction, de

la diviser pour empêcher que ses grèves éparpillées ne se généralisent et ne se transforment en grève générale contre le régime, en grève insurrectuelle posant la question du pouvoir et trouver la voie pour le renverser.

Pour construire un véritable parti ouvrier révolutionnaire qui ne se détournera pas de son objectif, il faut se tourner résolument vers la classe ouvrière, ses couches les plus durement frappées qui n'ont plus rien à perdre, au lieu de se tourner exclusivement vers l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures du prolétariat qui ont encore de quoi vivre normalement et n'ont rien de révolutionnaire, qui forment le gros des troupes du mouvement ouvrier bourgeois. A ceux qui s'y refusent sous des prétextes aussi divers que fallacieux, nous leur disons qu'ils cessent de se gausser en observant le cirque médiatico-institutionnel du fumiste Mélenchon, car en répétant sans cesse que les appareils et le stalinisme sont responsables de la situation actuelle, ils ne sont pas plus crédibles. Quand on est incapable de s'adresser aux travailleurs pauvres, aux chômeurs, aux jeunes, aux couches les plus exposées à la crise du capitalisme, on se doit de corriger ses erreurs et de réviser sérieusement sa copie, le plus tôt sera le mieux.

Voter Hollande sans soutenir son programme est une position que j'ai refusé de défendre bien qu'elle ne soit pas dépourvue d'intérêt, mais parce qu'elle ne correspond ni à l'état d'esprit des travailleurs les plus conscients ni à celui des travailleurs qui se sont détournés du PS et se sont réfugiés dans l'abstention ou le vote blanc ou nul, parmi lesquels un grand nombre de travailleurs qui sont ou se sentent exclus de la société. Si on croit pouvoir construire le parti en tournant le dos aux couches les plus avancées et à celles prêtes à en découdre, à qui nous adressons-nous, à ces travailleurs qui reviennent des sports d'hiver et qui pensent déjà à leurs prochains voyages l'été prochain ?

Un mot plus personnel.

J'ai l'avantage de ne pas vivre en France, de ne pas travailler, de ne pas regarder ou très peu la télévision, de ne pas écouter la radio, de ne pas me coltiner les discussions de comptoir, bref de ne pas avoir sur le dos cette pression permanente exercée par les idées de la classe dominante, dont il m'est d'autant plus facile de faire abstraction pour me concentrer uniquement sur ce qui intéresse notre classe. Cela ne garantit pas de ne pas faire d'erreurs évidemment, mais cela aide grandement à déceler où vont se nicher les idées pernicieuses qui sont majoritaires dans la société. L'inconvénient d'être plus ou moins coupé du terrain, c'est que je peux être trop en avance par rapport à la situation. J'en ai conscience et j'essaie d'y remédier ou de l'éviter en lisant sur Internet de nombreux témoignages de travailleurs de différentes couches sociales, il m'arrive aussi d'avoir des contacts par téléphone ou courriels avec la France, chaque fois j'en profite pour orienter un moment la discussion sur le plan politique, histoire de vérifier que je ne me fourvoie pas quand j'évalue l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, en cas de sur ou sous-évaluation je corrige, après vérification auprès d'autres sources.

Je vis en Inde depuis 1996 et je ne suis pas retourné en France depuis mai 2002. Je baigne dans l'ambiance indienne sans trop m'y intéresser en partie par manque de temps, du coup je n'ai pas assimilé tous les changements intervenus au cours des dernières années. J'ai eu l'occasion de m'en rendre compte lorsqu'à plusieurs reprises j'ai été piégé par ma propre ignorance. J'en étais resté à un schéma vieux de quelques années en arrière qui m'a joué des tours. Je n'ai pas accusé la société d'avoir connu de profondes transformations sans m'en avertir au passage, je n'ai pas cherché à accuser qui que ce soit, je me suis dit que je n'avais qu'à m'en prendre qu'à moi-même d'avoir agi avec une telle légèreté en me détournant de ce qui se passait autour de moi et qui aurait tôt ou tard des conséquences sur mon mode de vie.

Je pense que lorsqu'on prétend avoir atteint un certain niveau de conscience du monde dans lequel nous vivons, il faut savoir assumer ses responsabilités, les fuir ou les ignorer serait inexcusable. Personne parmi nous ne peut se prévaloir de vivre la vie qu'il aurait souhaité avoir, nous sommes tous logés à la même enseigne, je ne parle pas seulement sur le plan matériel, mais aussi sentimental. Aussi, il ne faut pas voir dans l'esprit critique qui m'anime, la projection de frustrations sur le monde extérieur ou sur des militants qui ne partagent pas mes idées, une sorte de compte à régler avec je ne sais pas qui, la rancune, la vengeance, la jalousie ou la nostalgie sont des comportements qui me sont étrangers, de même que je n'ai aucune ambition personnelle ou intérêt particulier à défendre. Cet esprit critique, je m'emploie à me l'appliquer à moi-même en premier lieu, sans concession, au contraire, férocement, je sais trop ce qu'il en coûte de se leurrer soi-même, tout cela pour dire que je ne cherche pas à exister à tous prix ou à me distinguer des autres, je pourrais très bien les oublier sans que cela ne change quoi que ce soit à mes idées et à mon existence. J'essaie d'être le plus naturel possible, de défendre loyalement mes idées sans me livrer à de basses manoeuvres.

Ensuite, ma démarche plaira ou non, ainsi va la vie, c'est la seule responsabilité que je refuse d'endosser parce que ce serait injuste, ai-je un jour jugé un militant pour avoir tenu des propos que j'estimais farfelus ou qui avait manifesté un désaccord avec moi, je me suis toujours borné à demeurer sur le terrain de la lutte des classes pour faire avancer notre discussion, pour aller ensemble de l'avant, car tout seul cela ne servirait à rien, ce serait stupide. Parfois j'ai des états d'âme passagers plutôt désagréables, parce que je suis complètement crevé ou que je croule (en même temps) sous un tas d'emmerdements, le reste du temps j'ai l'esprit toujours aussi vert, jeune, tourné vers le futur, convaincu qu'il appartient à notre classe parce que le capitalisme est foutu.

Quand on voit ou entend les dirigeants des partis institutionnels, on doit être fier de ne pas leur ressembler, on doit être fier d'être communiste, d'être léniniste, qu'on soit ouvrier ou intellectuel.

A l'heure où j'écris ces lignes, Hollande a été investi président depuis quelques heures, en observant qu'il se prêtait à la lettre aux rites des institutions hérités de la monarchie, je ne peux m'empêcher de penser qu'il est totalement étranger à notre idéal, et pour

oser s'en réclamer, nous allons tirer sur lui à boulets rouges, le broyer, et sans concession nous réserverons le même sort à ceux qui auront la mauvaise idée de le soutenir de près ou de loin.

Je ne suis pas allé sur Internet pour savoir qui a été désigné Premier ministre, s'il s'agit d'Airault, ce type-là pue la suffisance, un repris de justice, un vieux beau pouponné comme un aristocrate, on croirait une momie tout droit sortie du musée Grévin.

L'hyper luxe pour les hyper riches. Foutue crise !

L'hyper luxe, remède de Louis Vuitton contre la banalisation.

Sacs en veau de couleur vive, doublés de chèvre, ou en alligator à plusieurs dizaines de milliers d'euros... Louis Vuitton offre depuis peu à ses clients fortunés l'expérience du très grand luxe pour préserver son image d'exclusivité malgré une taille aujourd'hui considérable.

La perle du groupe LVMH se doit en effet de résoudre la délicate équation consistant à vendre toujours davantage de sacs dans le monde tout en préservant son image de griffe de luxe.

Car Vuitton n'est plus une pépite mais une mine d'or. La première marque mondiale de luxe tourne à plein régime et affiche année après année des taux de croissance à deux chiffres, y compris en 2009, au plus fort de la crise. (Reuters 14.05)

Le dindon de la farce, le cocu ou l'idiot utile !

Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon s'est plaint lundi d'être exclu d'un accord entre le PCF, EELV et le PS dont les premiers contours ont été décidés dimanche après-midi, concernant notamment des circonscriptions où le Front national risque d'être fort.

Avec 19 députés sortants (16 PCF et apparentés élus sans l'aide du PS en 2007 + 3 du Parti de gauche), le Front de gauche espère un renforcement sensible de son groupe à l'Assemblée nationale au soir du 17 juin, imaginant jusqu'à une trentaine d'élus pour une *"politique de changement à gauche"*, selon les mots du numéro un communiste Pierre Laurent.

Le PCF devrait obtenir 4 ou 5 circonscriptions gagnables du PS et d'EELV, quand deux autres, une dans le Jura et une autre dans le Rhône, ont été proposées au PG en son absence. Or ces dernières sont *"très difficilement gagnables"* avec notamment un dissident PS dans le Rhône, note Martine Billard, coprésidente du PG.

Contacté par l'AFP, Eric Coquerel, chargé des élections au PG, a déploré le fait que cette réunion *"ait attribué au PG des circonscriptions sans qu'on ait donné notre accord"*, *"ce ne sont pas des façons de faire"*.

Pour lui, ces discussions *"n'engagent pas le PG, donc pas le Front de gauche"* (réunissant PG et PCF) qui n'a *"pas à faire un accord au rabais"*.

Les discussions promettent d'être animées avec le PCF en fin de matinée lors de la coordination nationale hebdomadaire du FG.

Alors qu'on parle souvent d'une *"OPA"* du leader du FG sur un Parti communiste en déclin, *"le PCF touche maintenant les dividendes de Mélenchon"* et ses 11,1% de la présidentielle, juge un cadre écologiste.

En fait, *"les communistes sont les plus malins"* et *"ils vont stabiliser leur groupe avec strictement des députés PCF"*, poursuit-il. Une conséquence de l'accord conclu l'an passé au sein du FG, laissant à M. Mélenchon la présidentielle et aux communistes la part belle aux législatives.

Car, selon certains analystes électoraux à gauche, le PG pourrait finir avec aucun député. *"C'est peut-être l'objectif recherché par le PS"*, craint un *"PGiste"*. *"Ca va être difficile"*, reconnaît Mme Billard, parlant aussi d'Hénin-Beaumont où M. Mélenchon est parti défier Marine Le Pen sur cette circonscription socialiste.

Le PS y a investi Philippe Kemel, maire de Carvin : un *"formidable candidat"* qui *"va gagner contre Marine Le Pen"*, a affirmé dimanche Martine Aubry qui ne veut pas *"d'un match médiatique"* mais d'un *"élu de terrain"*.

David Cormand, chargé des élections à EELV, a confirmé à l'AFP cette réunion dimanche après-midi, tout en dénonçant *"le jeu de posture"* du PG dans cette affaire.

M. Cormand, s'est par ailleurs demandé *"à quel jeu"* jouait le PG dont le leader Jean-Luc Mélenchon *"va combattre à Hénin-*

Beaumont (Marine Le Pen) alors qu'il n'y a pas de risque d'élimination de la gauche au second tour. (AFP 14.05)

Le pire pour ce pitre, c'est qu'il donne raison à M. Le Pen qui se moque de sa posture grotesque de cupidon terrassant le diable, propulsé par les médias vers les étoiles avant de retomber aussi sec sur le plateau des vaches comme une vulgaire météorite en fin de parcours, ce qu'est Mélenchon.

Eteignez les lumières des projecteurs braqués sur Mélenchon et il redevient aussi insaisissable ou inexistant qu'un ectoplasme. Il ne va pas disparaître totalement pour autant, puisque le législateur a si bien fait les choses qu'en présentant des candidats aux législatives dans toutes les circonscriptions (ou presque ?), le PG sera financé par l'Etat pendant toute la durée de la prochaine mandature proportionnellement au nombre de voix qu'il aura obtenu, qu'il ait ou non des élus, son existence est assurée au moins sur le plan financier.

Elle n'est pas formidable cette loi électorale qui permet à l'Etat de financer l'existence d'une multitude de partis dont les neuf dixièmes sont subordonnés au capitalisme, d'émettre les votes, de dissoudre, de diluer, de détourner la conscience des travailleurs des tâches et des objectifs politiques qu'ils devraient se donner, vers des objectifs compatibles avec la survie du capitalisme.

Diversions. Un autre soufflé... liquide !

Entretien de L'Expansion avec Maxime Rouquet, co-président du Parti Pirate de France, ingénieur informatique freelance de 26 ans.

Qui sont les membres du Parti Pirate?

- On trouve des profils très différents: certains ne sont pas très politisés, d'autres sont d'anciens militants déçus par les autres partis, comme les Verts, le Modem, le MRC... Il y a aussi des militants d'Anonymous, des sympathisants actifs dans des associations dont les idées sont proches des nôtres, telles que la Quadrature du Net ou Act Up.

- Il prône la "démocratie liquide".

- "Pour l'instant, notre programme ne propose pas de modifier la constitution mais nous réfléchissons à des alternatives."

De quel parti vous sentez-vous le plus proche ? Avez-vous été l'objet de tentatives d'approche?

- "Sans doute les Verts, sur pas mal de choses."

- "Nous ne chercherons jamais à paralyser la vie politique du moment que l'on défend nos idées." (l'expansion.com 14.05)

Voilà un club de nantis qui a été créé en 2009, qui aussitôt a fait élire un candidat UMP à l'élection législative partielle dans la 10e circonscription des Yvelines, élection invalidée par le Conseil Constitutionnel le 20 mai 2010, le 4 juillet 2010 le Parti Pirate appelle à voter contre le candidat de l'UMP qui entre temps a soutenu la loi LOPPSI et qui finalement sera battu par le candidat des Verts. Entre les deux élections le score de ce club passera de 472 voix (2,08 % des suffrages) à 178 voix, soit 0,66 %. Laminé avant même de vraiment exister, tant mieux.

Il sera absent en 2010 (élections régionales) et en 2011 (élections cantonales) "faute de candidats pour mener une liste". Mais étrangement, en 2012, lors de la conférence de presse du 18 avril, le Parti Pirate a annoncé avoir 42 candidats confirmés, et d'autres qui continuent d'être investis (source Wikipédia).

Bonaparte et ses estafettes au sein du mouvement ouvrier.

Les dirigeants des cinq confédérations syndicales (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC) sont invités à la cérémonie de passation de pouvoir mardi matin entre le président sortant Nicolas Sarkozy et le président élu François Hollande, a-t-on appris lundi auprès de ces organisations.

Par ailleurs, les leaders des syndicats du monde éducatif - FSU, Unsa éducation - sont invités à l'hommage que rendra François Hollande mardi après-midi à l'ancien ministre de l'Instruction publique de la IIIe République Jules Ferry et à Marie Curie, prix Nobel de physique et chimie. (AFP 14.05)

Commentaire d'un internaute : "Bon, ne rêvez pas, les travailleurs... vous, vous n'êtes pas invités !". Sans blague, nous aurions été invités que nous n'y serions pas allés.

Pourquoi écrire ce qu'on ne pourra pas tenir ?

Le futur gouvernement aura "*de la marge pour discuter*" avec les partenaires sociaux, a prédit lundi sur Canal+ le député PS Claude Bartolone, président du conseil général de Seine-Saint-Denis.

"Rien n'est écrit mais il y a de la marge pour discuter", a-t-il dit. (AFP 14.05)

Sauf sur la quasi totalité des lois anti-ouvrières adoptées au cours des dernières décennies (retraite, Sécu, etc) sur lesquelles il n'est pas question de revenir.

Et puis, et puis... le masque tombe !

François Hollande, attendu mardi à Berlin, et Angela Merkel, "*chercheront le compromis*" dans la "*négociation*" nécessaire "*à la fois*" sur la relance de la croissance en Europe et sur la rigueur budgétaire, a estimé lundi le député socialiste des Landes, Henri Emmanuelli.

"De toute façon, il faudra chercher un compromis. Je pense qu'aussi bien Mme Merkel que François Hollande chercheront le compromis", a déclaré sur France Info celui qui fut secrétaire d'Etat au Budget sous François Mitterrand.

"Il faudra bien qu'il y ait une négociation à la fois sur la rigueur budgétaire, que personne n'a remise en cause, et aussi sur la croissance. Et puis, peut-être sur la modalités de sauvetage de la zone euro", a poursuivi M. Emmanuelli. (AFP 14.05)

Et puis, et puis, est-il sûr de n'avoir rien oublié ? Récapitulons : Les banquiers (dette-rente), les patrons (croissance-compétitivité), la zone euro, le compte y est, il n'a oublié personne.

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

La Coalition de la gauche radicale (Syriza) a rejeté une proposition du président grec de former un gouvernement de technocrates pour sortir de l'impasse politique provoquée par le résultat des élections du 6 mai, a indiqué lundi un porte-parole du parti arrivé en deuxième position du scrutin.

Syriza avait indiqué un peu plus tôt avoir accepté l'invitation de Karolos Papoulias à participer mardi à de nouvelles consultations avec l'ensemble des partis disposant de sièges au parlement, à l'exception de l'Aube dorée (extrême-droite).

"Nous allons participer à la réunion (avec le président). Mais nous nous en tenons à notre position. Nous ne voulons pas consentir à une quelconque politique d'austérité même si elle est appliquée par des personnalités extérieures à la sphère politique", a déclaré à Reuters un porte-parole de Syriza, Panos Skourletis. (Reuters 14.05)

Si un gouvernement de technocrates était formé, cela constituerait un véritable coup d'Etat contre la démocratie qui s'est exprimée par le rejet massif et majoritaire de l'austérité pronée par les partis qui ont été au pouvoir depuis 1974. Ils en sont parfaitement capable. Le gouvernement et les institutions seraient illégitimes pour représenter les intérêts des travailleurs, ils concentreraient toutes les contradictions de la situation et devraient servir d'axe de combat à la classe ouvrière pour s'organiser et se mobiliser pour les renverser.

Si un tel gouvernement était formé, cela signifierait aussi que la démocratie est devenue incompatible avec la survie du capitalisme, de la même manière que tout progrès social est devenu impensable, impossible dans le cadre de l'ordre établi. Aux travailleurs et aux militants d'en tirer les conséquences politiques qui s'imposent conformément à leurs besoins.

Social

France

"Auchan a été très fort dans sa communication en disant que l'entreprise ne supprimait pas de postes mais en créait grâce à des ouvertures prochaines de magasins, mais nous restons très inquiets pour l'emploi et avons comptabilisé plus de 1.700 postes touchés par le plan", a dit à l'AFP Pascal Saeyvoet, délégué syndical FO.

Pour les syndicats, les suppressions toucheront 750 postes liés à la vente, 300 postes administratifs (service du personnel et comptabilité), 200 postes en lien avec les relations clients et 500 postes de services d'appui (standart, SAV, livraisons, logistique, entretien et maintenance informatique).

Dans un communiqué, la CFDT a dénoncé "*des méthodes limites manipulatoires, avec des annonces fermes de créations de postes, notamment sur des ouvertures de sites hypothétiques*" et une consultation "*menée au pas de charge*".

Auchan, contrôlé par la famille Mulliez, emploie 50.000 personnes en France. Mi-mars, le groupe a annoncé un bénéfice net 2011 en hausse de 14,9% à 810 millions d'euros. (AFP 14.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 16 mai

CAUSERIE

Pour me donner un peu de courage ce matin, pendant trois heures j'ai écouté (vidéo) Joe Satriani et Steve Vai en actualisant le site. Ici c'est les vacances scolaires, c'est l'été, du coup il y a des gosses à la maison, ils ont dansé derrière moi pendant que je bossais, ils m'ont à peine dérangé... Pour tout vous dire, j'avais plutôt envie de ne rien foutre, je vous dis les choses comme je les pense.

Je ne comprends pas que face à l'urgence de la situation, à la tournure que prend la dictature mondiale du capital on en soit toujours au même point. Ceux qui nous représentent ou parlent en notre nom sont des nantis, l'urgence pour eux, c'est leur statut, leur situation personnelle.

A Washington ils se réjouissent de l'arrivée à l'Élysée d'un proche de P. Lamy et de J. Attali promoteur du Nouvel ordre mondial, et pendant ce temps-là en France, les uns et les autres font des ronds de jambes en direction du PS et ses élus ! Appelez à voter Hollande, même sous la torture je m'y serais refusé, on n'appartient décidément pas au même monde ou on n'a pas la même conception de la lutte de classe. C'est à désespérer !

Hollande et le PS, c'est la réaction sur toute la ligne, voyez comment c'est bien enveloppé, tous les médias ont salué sa prestation d'hier, sa réserve, sa retenue, sa modestie apparente, un homme plein de qualités et de bonnes intentions, pour qui ? Merkel se retient à peine de sauter dans les bras de Hollande, ses premières nominations, des diplomates qui ont été nommés et qui ont servi sous Sarkozy, des collaborateurs des différents ministères sous Mitterrand, des raclures ayant servi le régime sans interruption pendant des décennies ou la totalité de leur carrière. Et il s'en trouve pour laisser dire qu'en plaçant Hollande à la place de Sarkozy, les travailleurs auraient opté pour le moins pire des deux, c'est criminel !

Les dirigeants du PS fréquentent les mêmes think-tanks américain que Bush et Obama parce que leurs intentions se rejoignent, c'est la même pourriture, les travailleurs l'ignorent puisqu'on s'emploie à leur cacher. S'accommoder de Hollande en y mettant les formes, espérer en tirer quelque chose, voilà la ligne politique de la confrérie réunie des opportunistes. Vous allez l'avoir votre gouvernement des "*partis ouvriers*", tout comme vous l'avez déjà votre unité avec l'intersyndicale, bravo, vous pouvez en être fier, si, si, ne soyez pas modeste, ce n'est pas vraiment leur genre, c'est votre produit finalement, cela s'adresse aux dirigeants et vieux militants issus du trotskisme qui passent leur temps à se gargariser à l'aide de formules obsolètes. On vous laisse réaliser le front unique avec Hollande, Laurent et Mélenchon.

On est repartis comme en 1981, vous ne pourrez pas dire qu'on ne vous l'avait pas dit. Mais, mais, parce qu'ils ont toujours un *mais* à la bouche, il fallait bien chasser Sarkozy, assurément, mais c'était aux travailleurs de le chasser, à leur manière, le 6 mai ou plus tard s'ils s'étaient abstenus plus massivement encore. L'élection présidentielle est à la lutte de classe ce que la négociation est à la mobilisation des travailleurs, elle agit comme un soporifique, un neuroleptique plutôt qu'un neurostimulant. Au lieu d'appeler à voter Hollande en précisant que cela ne changerait finalement rien, réserve inutile ou bidon, il fallait déballer le macabre palmarès du PS jusqu'à leur donner envie de vomir à l'idée d'aller voter le 6 mai.

Oui mais, encore, quelle sale manie enfin ! Les travailleurs n'auraient pas compris, pardi, c'est vrai ils sont tellement débiles qu'ils peuvent comprendre vos réserves mais pas un inventaire complet des saloperies que lui ont faites dans le passé le PS. Il y en a qui ne sont pas à une contradiction près, eux, les travailleurs, ils n'aiment pas cela, ils assimilent cela à la langue de bois, ils n'aiment pas qu'on tourne autour du pot, ils ont l'impression qu'on leur cache quelque chose, du coup ils vous mettent tous dans le même sac, ils ne veulent plus croire personne et je suis dans le même cas qu'eux, je n'ai confiance dans aucune formation politique, désolé, j'ai essayé de me faire violence, j'ai voulu y croire, j'ai failli me faire avoir en me fiant finalement à ce qui n'étaient que des bonnes intentions sans lendemain.

De mon côté, je ne peux malheureusement rien vous proposer de plus que des analyses qui valent ce qu'elles valent. Face à

la pensée unique qui sévit dans nos rangs, notre voix est ultra minoritaire, étouffée, mais ce n'est pas une raison pour nous taire. Je suis excédé. J'ai besoin de me changer les idées, j'étouffe sous cette chape de plomb, je regarde un concert de ZZ TOP en vous écrivant, la journée est déjà terminée, il est 17h10. Ce qui suit a été rédigé plus tôt dans la matinée.

Allez, encore un peu de courage, on fait un peu de politique.

Enarques, centraliens, le gratin des grandes écoles préparant aux plus hautes fonctions à la tête de l'Etat, des gens du peuple, rien de changé quoi ! Un prof à Maignon, il y en a qui ont dû en pisser de joie dans leur culotte.

Un énarque ou un centralien incarne l'Etat, pas n'importe lequel, l'Etat bourgeois tel qu'il existe, c'est pour lui à la fois un modèle et une fin en soi, il en sera le serviteur zélé à vie. Il jugera tout ce qu'on lui soumettra ou tout ce qui se présentera à lui en fonction des intérêts de l'Etat. Il n'a pas de conviction à avoir, il n'a pas à se casser la tête pour s'en forger, il n'aura pas à se demander s'il doit en changer ou non, politiquement il est totalement soumis à l'ordre établi et le restera jusqu'à son dernier souffle.

Quant à l'intellectuel ou au prof, sur la base de ses connaissances qu'il considère comme suffisantes, immuables, irréprochables, il s'est forgé sa conviction. C'est sa vérité qui fera désormais office de vérité universelle, il s'identifiera à elle si bien qu'en changer lui demandera un effort surhumain. Il n'interprètera pas le monde tel qu'il est mais tel qu'il le perçoit à travers le prisme déformant de sa vérité. Il n'interprètera pas les expériences qu'il sera amené à vivre ou celles qu'on lui soumettra en s'en tenant aux faits, mais seulement une fois conceptualisés, il a besoin de se les représenter au moyen de critères qui lui ont été dictés au cours de sa formation et qu'il a adoptés de façon définitive. La base de sa réflexion n'est pas l'objet et ses différentes manifestations, mais la manière dont le sujet réagira une fois l'objet intégré dans son cerveau. A l'objet sera associée la représentation qu'il en a, de telle sorte que la conclusion de sa réflexion portera davantage sur l'idée qu'il se fait de l'objet plutôt que sur l'objet lui-même, processus qui se déroulera inconsciemment le plus souvent.

Point commun entre les deux. Une fois leur conviction ou leur base de connaissances établie, ils estiment avoir atteint l'objectif qu'ils s'étaient fixés, surtout ils ne doivent plus rien changer à leur mode de penser, ils deviennent sclérosés. J'en ai été frappé quand j'ai travaillé au lycée français de Pondichéry au point de me demander si j'étais autorisé à penser. Je me suis retrouvé confronté à un mur d'incompréhension que je ne soupçonnais pas, à une union sacrée consacrant un carcan imposé dans lequel il fallait penser et qu'il fallait respecter à tous prix sous peine d'être excommunié. C'est allé très très loin.

Lorsque j'eus la mauvaise idée de poser les questions qui me venaient spontanément à l'esprit parce qu'il y avait des choses que j'ignorais ou qui m'avaient choqué, je me suis fait violemment rembarré, on s'est moqué de moi ouvertement, devant moi, j'ai été humilié, comme si j'étais un pauvre type qui ne méritait même pas qu'on lui réponde, je voulais juste savoir pourquoi certaines choses se passaient d'une manière plutôt qu'une autre, quelque part je voulais juste que ma riche expérience et mes connaissances acquises dans de nombreux domaines profitent à mes élèves, je ne voulais pas me fondre dans un système dans lequel je me sentais mal à l'aise, je ne peux pas dire que je le contestais puisque mon expérience dans ce domaine était limitée, j'en avais parfaitement conscience et ma démarche était mesurée, pas du tout agressive, je dirais plutôt emprunte de naïveté, je me disais qu'en présence d'intellectuels il serait possible de réfléchir ensemble, etc., mal m'en a pris !

Pourquoi en cours de français avec des gosses de 11 à 14 ans faudrait-il utiliser des supports à haute teneur idéologique (un passage de l'Ancien testament ou du Coran) ou abêtissants (des contes de fées particulièrement débiles) ? Pour aborder les prépositions ou le plus-que-parfait de l'indicatif, n'existe-t-il pas d'autres textes ? Doit-on aborder l'étude des différentes périodes de l'histoire de l'humanité sous la forme d'abstractions successives sans lien entre elles ou doit-on les traiter comme le produit d'un processus historique inconscient s'étalant sur des milliers d'années ? Quel intérêt y aurait-il d'aborder l'histoire de la Grèce antique ou de l'Egypte à l'époque des pharaons sans les relier à la question de la démocratie qui est posée dans ces deux pays au travers des développements politiques qu'ils ont connus au cours des derniers mois ou des dernières années ? N'était-ce pas la même question qui était posée à deux millénaires ou plus d'intervalle, de quelle manière, etc ? Peut-on comprendre le présent sans comprendre le passé et vice versa ?

Hollanderies

Sans peur et sans reproche

- "*Je ne crains rien*", a-t-il répondu à une journaliste qui lui demandait à son retour à l'Elysée s'il n'était pas gêné par la pluie qui a transformé sa veste en éponge.

Comment ils se gavent.

Au menu du modeste déjeuner qu'il a donné en hommage aux anciens Premiers ministres du PS et quelques invités.

- Pressé de langoustines aux agrumes, suivi d'une côte de boeuf grillée vigneronne accompagnée de carottes nouvelles au jus, fromages, puis macarons fraise avec glace au mascarpone sont au menu.

Continuité.

- *"C'est une image que je voulais donner au-delà de nos différences, une image de confiance dans le travail que nous pouvons engager, de cohérence dans la relation franco-allemande, de continuité aussi", a-t-il dit.*

Top, le "**signal**" est donné !

- La nomination au poste de Premier ministre de Jean-Marc Ayrault, ancien professeur d'allemand et fin connaisseur de l'Allemagne, constituait aussi mardi un signal positif pour Berlin.

Ecrasé sous le poids des "**contraintes**".

- *"Je mesure aujourd'hui même le poids des contraintes auxquelles notre pays fait face : une dette massive, une croissance faible, un chômage élevé, une compétitivité dégradée, une Europe qui peine à sortir de la crise", a-t-il d'ailleurs déclaré lors de son allocution d'investiture après la passation de pouvoirs avec Nicolas Sarkozy.*

Fidèle à quoi ?

En nommant Jean-Marc Ayrault à Matignon, mardi 15 mai, comme l'avaient indiqué certains proches, François Hollande a fait le choix d'un fidèle...

Fidèle à quoi ?

- Au moment du congrès d'Epinay, en 1971, il rejoint le PS. Il se lie à Jean Poperen, chef de file du courant "*lutte des classes*", intellectuel issu du Parti communiste, dont il a été exclu en 1959. Jean-Marc Ayrault s'engage au PS autour d'une "*stratégie de gauche*" fondée sur une analyse sociologique de l'évolution du monde du travail. Ensuite il occupera des postes à responsabilités à la direction du PS et il sera élu maire et député. Mais le Ayrault "*lutte des classes*" a cédé la place à un réformiste assumé. "*Le réel a tranché*", déclare-t-il à la convention nationale de son parti, en juin 1986. Ce credo réformiste, il le défend sans ambiguïtés. Il en a fait sa marque de fabrique... En 1989, il adopte le "*réalisme économique*".

Cependant, dès le mois de juin 2011, il avait fait connaître son choix en faveur de François Hollande, son voisin de banc à l'Assemblée nationale, avec qui il disait partager la même vision d'un "*réformisme décomplexé*", nourri de l'expérience de la défaite qu'ils avaient vécue en commun en 2002. Pas question, pour lui, de "*s'égarer à courir après une quelconque radicalité*". "*Nous n'y gagnerons jamais*", professe-t-il avec constance.

Vous avez là la réponse à notre question.

- Il lui est fréquemment reproché son absence de charisme, son peu d'appétence pour la prise de risques. Le patron des députés socialistes se départit rarement d'une prudente réserve, enrobant ses réponses d'une multitude de considérants avant de donner sa position. Germanophone, il manie avec une égale virtuosité la langue de bois. (source : lemonde.fr 15.05)

La dialectique des boutiquiers

Les négociations entre le Parti socialiste, Europe Ecologie-Les Verts (EELV) et le Front de Gauche sur les législatives sont en situation de "*gros blocage*" à cause notamment du Parti de Gauche de Jean-Luc Mélenchon, a déclaré mardi à l'AFP David Cormand, chargé des élections à EELV.

Selon lui, le PCF pourrait se retirer sur "*15 à 20*" circonscriptions mais le PG et GU ne veulent, eux, pas se retirer et refusent que le PCF signe au nom du FG.

Il y a des "*points de blocage*", a-t-on reconnu au PCF, estimant que ces difficultés ne sont "*pas tellement sur la quantité mais la qualité*". (AFP 15.05)

Collaboration de classes. Si c'est Parisot qui le dit...

"Nous sommes, nous-mêmes Medef, impatients de commencer à travailler avec le nouveau gouvernement et impatients aussi de définir avec les organisations syndicales l'agenda social des semaines à venir", a souligné la patronne du Medef sur BFM TV.

Mme Parisot figure parmi les invités à la cérémonie de passation de pouvoirs à l'Elysée.

"Je n'ai appelé à voter ni pour un candidat ni pour un autre", a souligné d'autre part Laurence Parisot en assurant que le "Medef est une organisation non partisane. Les entreprises ne sont ni de droite ni de gauche", a-t-elle affirmé.

Interrogée sur la prise de position publique pendant la campagne électorale de Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, en faveur de François Hollande, elle a répondu: "cela ne nous empêchera nous-mêmes de travailler avec la CGT". (AFP 15.05)

Mais nous n'en avons jamais douté !

Les piliers des institutions, du régime

En appelant à voter Hollande, saviez-vous pour quoi vous appeliez à voter ? Nous l'avons dit, mais nous fabulions, nous exagérons, nous ne prenions pas en compte l'essentiel, etc. Mais c'est quoi au juste l'essentiel dans la situation actuelle ? Quand on observe ce qui se passe en Grèce on a spontanément la réponse, c'est navrant de simplicité, parfois la réalité nous facilite la tâche pour comprendre de quoi il s'agit.

- Lors des législatives du 6 mai en Grèce, au cours desquelles aucune majorité ne s'est dégagée, les deux piliers du système politique du pays, la Nouvelle-Démocratie (droite) et le Pasok (socialiste), ont été sanctionnés pour l'austérité imposée et dictée par les créanciers en échange des prêts internationaux pour éviter au pays la faillite. (AFP 15.05)

Le parti de l'ordre et son double affublé du masque du socialisme sont les piliers du régime, ils sont en charge de la stabilité du régime ou de la paix sociale pour que les capitalistes vaquent tranquillement à leurs affaires. Qu'ils s'effondrent et c'est le régime qui vacille. On aurait donc logiquement tendance à souhaiter que ces partis s'affaiblissent, qu'ils s'écroulent et le régime avec. C'est notre objectif politique.

Quant aux réserves émises par ceux qui ont appelé à voter Hollande, elles sont du même ordre d'idées et connaîtront le même sort que les illusions que les travailleurs ont pu placer dans Hollande : Ce dernier une fois élu s'en moque comme de sa première chemise, il gouvernera comme il l'entend, point barre. Pour lui, l'essentiel est acquis, se faire élire. Le reste, quel reste ? Cela ne le concerne pas, les réserves des uns ou les illusions des autres ne l'engagent à rien, à chacun ses responsabilités, si vous n'êtes pas satisfait, il fallait y penser avant et ne pas voter ou appeler à voter pour moi, vous saviez qui j'étais et ce que je représentais, vous n'avez qu'à vous en prendre à vous-même. Correct, non ?

Il est des nôtres.

Les Etats-Unis ont salué mardi le "nouveau débat sur la croissance en Europe" à l'heure où le président français fraîchement investi, François Hollande, dit vouloir proposer à ses partenaires européen de stimuler davantage l'activité.

"Nous devrions accueillir favorablement ce nouveau débat sur la croissance en Europe", a déclaré le secrétaire au Trésor Timothy Geithner lors d'une conférence publique à Washington. (AFP 15.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- France

Déjà soupçonné de recel d'abus de biens sociaux dans le volet financier de l'affaire Karachi, l'ex-conseiller de Nicolas Sarkozy Thierry Gaubert a été mis en examen pour blanchiment aggravé, une décision qu'il a qualifiée d'"absurde". (AFP 15.05)

2- Canada

La ministre québécoise de l'Education, Line Beauchamp, a démissionné dans l'espoir de provoquer un "électrochoc" pour débloquer le conflit étudiant le plus long de l'histoire de la province, autour de la hausse des frais de scolarité.

Mme Beauchamp a pris lundi cette décision après le rejet par ses interlocuteurs d'une proposition du gouvernement provincial pour sortir de la crise, affirmant avoir perdu confiance dans la volonté des dirigeants étudiants de trouver une solution.

Mme Beauchamp démissionne au début de la quatorzième semaine du conflit étudiant le plus long de l'histoire du Québec. Quelque 165.000 étudiants sont en grève et manifestent quotidiennement, sans relâche depuis février, de nuit, de jour, parfois presque entièrement nus, pour attirer l'attention des responsables politiques et des médias du monde entier.

La ministre, qui abandonne également son mandat de députée libérale, quitte la vie politique.

Les représentants des syndicats étudiants ont accueilli l'annonce plutôt froidement.

"*Le problème pour nous, ça n'a jamais été Mme Beauchamp*" a dit Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de l'organisation la plus revendicatrice, la CLASSE (Coalition Large de l'Association pour une Solidarité Syndicale Etudiante).

"*Le problème, c'est la hausse des frais de scolarité. Ce n'est pas en changeant de ministre qu'on va régler la crise actuelle. On va régler la crise lorsqu'on va accepter de parler de la raison pour laquelle les gens sont en grève*", a-t-il ajouté. (AFP 15.05)

Social

Etats-Unis

A l'image du magazine économique américain, de plus en plus de médias ont recours à des robots pour écrire des articles.

Les lecteurs du site du magazine économique américain Forbes n'y ont vu que du feu. Un article leur propose des anticipations de résultats de plusieurs sociétés. Mais leur auteur n'est pas un journaliste... c'est un robot.

Un article du quotidien britannique The Guardian met en lumière cette nouvelle pratique. L'article est signé "*Narrative science*", du nom d'une société basée à l'Université de Northwestern, au Nord de Chicago, spécialisée dans l'intelligence artificielle. Larry Barnbaum et Kris Hammond, par ailleurs enseignants en journalisme, ont mis au point ce système qui transforme des données statistiques en phrases. Celles-ci sont construites grâce à une banque d'expressions, de figures de style, et de mots clés.

Le procédé servait initialement à couvrir l'actualité sportive, tellement riche qu'il était difficile d'en rendre compte à tous les niveaux.

Aujourd'hui, Narrative science a donc élargi son champ d'action, à la finance et à l'immobilier. L'entreprise a su trouver deux arguments précieux : les robots travaillent beaucoup plus vite, et surtout pour bien moins cher. Moins de deux minutes suffisent au logiciel pour écrire un article, qui coûte environ 10 dollars pour 500 mots. Selon le New York Times, Narrative Sciences compte aujourd'hui une vingtaine de clients. (lexpansion.com 15.05)

Economie

France

La dette publique de la France a atteint un niveau record à 86% du PIB fin 2011 (1.717,3 milliards d'euros), contre 85,8% annoncés fin mars, et le taux des prélèvements obligatoires s'est établi à 43,9% (contre 43,8% calculés précédemment), a annoncé mardi l'Insee dans un communiqué.

L'Institut national de la statistique et des études économiques a en revanche confirmé que le déficit public, qui cumule les déficits de l'Etat, des collectivités locales et de la Sécurité sociale, s'était établi à 5,2% du produit intérieur brut (PIB) à la fin de l'année dernière, contre 7,1% fin 2010.

"*En 2011, le déficit public s'établit à 103,1 milliards d'euros*", a-t-il précisé, indiquant encore que "*par rapport à 2010, il se réduit de 33,9 milliards d'euros, en raison à la fois du dynamisme des recettes et de la modération des dépenses*". L'évolution du déficit par rapport au PIB résulte, toujours selon l'Insee, de recettes qui progressent pratiquement deux fois plus vite qu'en 2010 (+5,9% après +3,3%), sous l'effet "*à la fois de la reprise économique et de nouvelles mesures fiscales et sociales*", et de dépenses dont l'augmentation est un peu plus faible qu'en 2010 (+2,1% après +2,3%). L'amélioration est le fait, pour deux tiers, de l'Etat et pour un tiers, de la Sécurité sociale. (lexpansion.com 15.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 17 mai

CAUSERIE

Hier j'étais particulièrement de mauvaise humeur... Normal, j'ai appris ce matin qu'il avait fait 120° Fahrenheit, 49,4° Celsius, à l'ombre, plus de 60 au soleil. Il fait aussi chaud aujourd'hui, j'ai retiré les carters latéraux de l'unité centrale de l'ordinateur pour qu'il

ne chauffe pas trop. Je bosse sans la climatisation, un ventilateur placé à un mètre du bureau fait l'affaire. Pour le moment on n'a pas trop de coupures de courant, pourvu que cela dure, surtout la nuit ! On a pensé à remplir les réservoirs d'eau, j'ai une dizaine de litre de kérosène en stock au cas où il faudrait utiliser le générateur.

Tous les jours, pour vivre à peu près normalement, il faut penser à un tas de choses vraiment importantes auxquelles vous n'avez pas idée en France, veinards, je vous chambre, je sais que la vie en France n'est pas vraiment une partie de plaisir ou mieux qu'ici.

Ce qui m'a foutu en boule hier, c'est la lecture des articles de presse consacrés aux cérémonies d'investiture de Hollande puis de Airault, la passation de pouvoir, en fait le passage du relais à la tête de l'Etat entre les représentants de deux partis du capital, l'UMP et le PS.

On ne va pas s'attarder sur le nouveau gouvernement, on attendra qu'il annonce ses premières mesures pour se le faire proprement. On ne lui passera absolument rien, on n'a rien à en attendre et on ne lui demande rien. Les déclarations et les mesures annoncées par les différents ministres suffiront pour démontrer dans quel camp ils se situent clairement.

A propos du combat contre le paiement de la dette de l'Etat, des banquiers.

On peut s'étonner que ceux qui la combattent n'aient pas pensé à lier l'annulation de la dette de l'Etat à l'annulation de la dette des ménages. Si les deux avaient été liées, cette campagne aurait plus d'impact auprès des travailleurs, elle aurait eu aussi l'avantage de les aider à se positionner à partir de leurs propres besoins, donc à rompre avec le capital. Pourquoi aucun parti n'y a-t-il pensé ?

Pour les millions de travailleurs et leurs familles qui sont mal logés, qui vivent dans des ghettos, dans des caravanes, sous les ponts ou dans la rue, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les 4, 5, 6, 7 millions de chômeurs, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes sans avenir, livrés à eux-mêmes, au désespoir, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de travailleurs pauvres qui ont un emploi mais qui ne parviennent pas à boucler les fins de mois, même en se privant sur tout, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de jeunes qui ne trouvent pas de travail à la sortie de l'école ou une fois leur diplôme en poche, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de retraités qui ne parviennent pas à vivre décemment avec leur retraite misérable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de paysans, commerçants, artisans, petits patrons qui sont endettés et qui ont un revenu égal ou à peine supérieur au Smic, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Pour les millions de techniciens, ingénieurs, cadres, cadres supérieurs, qui n'ont pas d'horaire, qui sacrifient leur vie de famille au boulot pour avoir un niveau de vie convenable, qu'est-ce qu'a changé l'élection de Hollande, qu'a-t-il prévu pour eux ? Absolument rien.

Hollande et son gouvernement ne représentent pas les intérêts des travailleurs, alors de qui représentent-ils les intérêts ? Réponse très prochainement. Qu'est-ce qui empêche dès aujourd'hui de développer cette argumentation et de la proposer aux travailleurs ? Le manque de volonté de nos dirigeants qui s'en foutent royalement. Ils ont leur président, ce sont des gens heureux, les voilà comblés, vous allez voir qu'ils ne tarderont à s'adresser à Hollande et son gouvernement, parce que pour eux ils sont légitimes. Pour nous, seuls sont légitimes les besoins et les aspirations des travailleurs. Si vous vous demandiez encore ce qui nous distingue ou ce qui nous oppose, vous avez la réponse.

Les aristocrates de la monarchie républicaine. L'aristocratie d'Etat organisée autour de l'ENA.

Entre 1978 et 1980, ils se sont préparés ensemble dans la prestigieuse Ecole nationale de l'administration. Aujourd'hui, dans le sillage de François Hollande, ils occupent les postes hauts placés de l'Elysée, du parlement et du gouvernement. (l'expansion. com 16.05)

Quand ils ne sont pas issus de l'Education nationale ou avocats, à l'UMP comme au PS leurs principaux dirigeants sortent de l'ENA qui forment les futurs serviteurs du régime dans l'administration, les ministères ou les ambassades. Ils sont étrangers à la

classe ouvrière et ne serviront jamais leurs intérêts puisqu'ils ont été formatés pour incarner les intérêts de la classe qui détient le pouvoir.

Le "changement maintenant" : c'est la continuité.

Sur le dossier iranien, comme dans l'impasse syrienne, la victoire de François Hollande et l'arrivée de Laurent Fabius au Quai d'Orsay ne modifieront guère le fond de la politique française. (lexpress.fr 16.05)

Lire la causerie du 7 mars dans laquelle figurait un extrait de sa biographie et de ses faits d'arme au service du régime. Dans celle du 3 février figurait un large extrait d'un article du Réseau Voltaire dont voici un passage pour rappel :

- L'ancien Premier ministre français, Laurent Fabius, est attendu vendredi 3 février 2012 à Doha (Qatar), en qualité d'envoyé spécial du candidat socialiste à l'élection présidentielle, François Hollande. Il sera reçu par l'émir Hamad ben Khalifa al-Thani. L'entretien portera sur la position de François Hollande face à la guerre contre la Syrie et sur le possible soutien de l'émir au candidat socialiste.

En rivalité avec l'Arabie saoudite, l'émirat wahhabite est devenu le principal financier d'Al-Qaeda et des Frères musulmans. L'émirat a engagé 5 000 mercenaires pour composer des Forces spéciales qui ont combattu au sol en Libye, en violation de la résolution de l'ONU. Il a depuis transféré ces troupes en Syrie, ainsi qu'environ 1 500 membres d'Al-Qaeda en Libye sous le commandement d'Abdelhakim Belhaj, pour constituer l'Armée syrienne libre à laquelle se sont joints quelques centaines de déserteurs syriens.

Pour terroriser les populations, les combattants d'Al-Qaeda se sont caractérisés par le recours à des crimes spectaculaires (ils égorgent les hommes ou leur coupent les membres, tandis qu'ils coupent les seins des femmes, parfois ils écorchent les corps).

L'émir Hamad est propriétaire de la chaîne satellitaire Al-Jazeera qui s'est récemment caractérisée par la diffusion de fausses images d'actualité –en réalité des images de fiction tournées en studio– ; une propagande de guerre destinée à servir ses ambitions en Libye et en Syrie.

En 2006 déjà, François Hollande déclarait que la diplomatie du « Qatar va plutôt dans le sens de la stabilité et de la recherche de la paix ». (Réseau Voltaire 31.01)

Quand vous examinez la déclaration de Hollande en 2006 au regard des faits d'arme du despote dégénéré du Qatar, vous comprenez du même coup quelle est la véritable nature politique de Hollande, ce qui se cache derrière son apparente bonhomie.

Collusion d'intérêt. Jospin complice. Affaire enterré dans les mois à venir ?

Une note d'avril 1998 issue des archives du cabinet du Premier ministre et publiée mercredi par Mediapart, indique que Lionel Jospin avait été informé de soupçons de rétrocommissions en marge de la vente de sous-marins au Pakistan.

Dans une note du Quai d'Orsay datée de 1997, révélée en 2011, un haut fonctionnaire du gouvernement Jospin, Pierre Sellal, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine, s'était déjà inquiété des répercussions d'une enquête pakistanaise sur le contrat Agosta sur deux anciens ministres de la Défense, Pierre Joxe et François Léotard, et sur Nicolas Bazire, ancien directeur de cabinet d'Edouard Balladur à Matignon. (AFP 16.05)

Pierre Joxe, PS, Balladur, UMP tous les deux compromis, du coup au ministère (PS) des Affaires étrangères de l'époque on s'inquiétait, alors de là à ce que cette affaire traîne encore en longueur pour finir par être classée, il n'y a pas loin.

Un pas de plus vers le Nouvel ordre mondial.

Le ministre des finances allemand a proposé, mercredi 16 mai, un bouleversement des institutions de l'Union européenne. Wolfgang Schäuble s'est dit favorable à ce que la Commission européenne soit transformée en un gouvernement.

La zone euro doit tirer les leçons de sa crise des dettes souveraines en développant une politique économique et financière plus intégrée, a-t-il estimé. 'Je suis pour l'élection d'un président européen', a-t-il encore déclaré.

'Nous devons oeuvrer à ce que les marchés financiers gardent confiance dans la monnaie unique', avait-il dit un peu plus tôt. M. Schäuble a par ailleurs estimé que la Grèce, qui sera dirigée par un gouvernement provisoire dans l'attente d'un nouveau scrutin législatif, le mois prochain, appartenait 'indiscutablement' à l'Europe. (lemonde.fr 16.05)

Le Nouvel ordre mondial, je l'ai évoqué hier.

Les vendus. La collaboration de classe institutionnalisée, comment ça marche ?

Le Parisien – Interview de Jean-Claude Mailly du 10 mai 2012.

En guise d'éditorial, daté du mercredi 16 mai 2012

- *"Il faut un Premier ministre avec de réels pouvoirs et un gouvernement avec qui l'on discute. Ce sont les deux points clés de la méthode de travail."*

(Le ton est donné, le Premier ministre et le gouvernement sont légitimes non pas en fonction des intérêts qu'ils représentent, pardon, c'est le contraire, ils sont légitimes parce qu'ils représentent les mêmes intérêts que leurs prédécesseurs, c'est d'ailleurs la seule question ne doit pas être discutée, sinon, comment s'entendre avec lui ?)

Le 23 mai, le nouveau président a rendez-vous à Bruxelles avec tous les dirigeants européens. Qu'en attend FO?

- *"Nous verrons quelle sera la position de la France. Il y a deux options. Soit François Hollande tape du poing sur la table et demande de renégocier les traités européens. C'est la position que nous défendons. Soit, au nom de je ne sais quel réalisme, il accepte l'idée de faire quelques compléments au traité et inscrit de fait dans le marbre la politique d'austérité. Ça va être un événement clé. De ce qui va se décider le 23 mai à Bruxelles va découler ce qui se décidera après, pour la France notamment. J'annonce qu'en cas de référendum sur le traité tel qu'il est aujourd'hui, FO appellera à voter non."*

(Mailly demande une renégociation des traités européens, donc il ne les rejette pas. Voilà ce que les dirigeants du POI présents à la direction de FO approuvent quand ils votent les résolutions du bureau confédérale de FO. Mailly émet une hypothèse qui n'a pas lieu d'être puisque Hollande et ses colistiers ont martelé qu'il n'était pas question d'abandonner le TSCG.

Hollande fait croire qu'il serait contre une politique d'austérité et Mailly lui emboîte le pas, normal quoi. Il nous prend pour des ours écerclés attirés par l'odeur du miel par sa radicalité qui ne s'applique en fait qu'à des situations hypothétiques, inexistantes, c'est tout l'art de se faire passer pour ce qu'on n'est pas sans en avoir l'air. Et ça marche !)

L'état de grâce est-il terminé?

- *"Oui, à cause du contexte général de crise. Il y a à la fois les attentes des salariés et les enjeux au niveau européen. Sur les marges de manœuvre budgétaires, c'est là que François Hollande va devoir faire des choix. Si l'on reste dans une logique de réduction des dépenses, ça risque de se tendre socialement. La fonction publique est à bout."*

(A part son fond de commerce, le reste il s'en fout. Si la "fonction publique est à bout", imaginez un instant ce qu'il en est de millions et millions de travailleurs du secteur privé qui ne bénéficient pas des mêmes avantages.

D'après vous entre "les attentes des salariés" et "les enjeux au niveau européen", Hollande n'aurait-il pas déjà démontré amplement dans quel camp il se situait ?

Faire de la politique avec des si ne coûte rien, là encore il s'agit de créer l'illusion que Hollande serait face à des "choix", qu'il pourrait pencher plutôt d'un côté plus qu'un autre, il ne faudrait surtout pas savoir à quoi s'en tenir, tout serait possible, même le meilleur, incroyable, non, non car il sait que les masses sont ignorantes et crédules et qu'il est relativement facile de les manipuler et leur faisant croire n'importe quoi ou presque, surtout en leur faisant croire que leurs besoins pourraient être pris en compte, on ne sait par quel miracle, peu importe, cela permet de gagner du temps et d'éviter que la situation sociale ne "se tendre (pas) socialement" et la boucle est bouclée.)

Avez-vous rencontré le président?

- *"Non. Le plus tôt sera le mieux, car il y a toute une série de décisions qui vont être prises par le futur gouvernement par décret. Il faut des consultations assez rapidement, des réunions en face à face avec le président ou un émissaire, le temps qu'il y ait un gouvernement."*

(Il a hâte d'y être le parasite !)

Quelles sont les qualités requises pour le prochain ministre du Travail?

- *"La fibre sociale, une bonne connaissance et une vision des syndicats et du patronat. Et pas que des contacts. Sinon, il va perdre*

du temps à comprendre. Quelqu'un sachant pratiquer le dialogue et respectueux de ses interlocuteurs. Capable aussi de résister aux pressions de Bercy. Une qualité que devra aussi avoir le ministre de l'Industrie, si l'on veut une vraie stratégie industrielle."

(Plus un bureaucrate pourri des syndicats attend de choses du gouvernement, moins il en attend de la part des travailleurs, c'est l'un ou c'est l'autre mais pas les deux à la fois. Question : De qui Mailly est-il le représentant ? De ceux à qui il s'adresse et avec lesquels il est lié par un lien indéfectible : le maintien du régime en place qui prime sur toute autre considération.)

Allez-vous signer l'accord de compétitivité-emploi?

- *"Non. Nous refusons de rentrer dans une logique obligeant les salariés à travailler moins et à gagner moins en cas de difficultés, avec à la clé une rupture du contrat de travail. S'il devait y avoir un tel accord, nous porterions plainte devant le Bureau international du travail. Comme pour le contrat nouvelles embauches (CNE). Le gouvernement devra trancher très vite. Pendant la campagne, le candidat Hollande n'y était pas favorable. "*

(Pourquoi ne vous battez-vous pas pour que les travailleurs du privé aient les mêmes avantages que les travailleurs du public, ainsi la question serait réglée définitivement, non ? Vous aurez remarqué que sur toutes les questions qui lui sont posées, systématiquement il s'en remet au gouvernement, à ses maîtres, c'est sa conception de l'indépendance syndicale, en réalité un rouage de l'Etat et du régime en place.)

Ne vous mobilisez pas pour vos salaires, on s'en occupe. Mode d'emploi.

Le *"coup de pouce"* au Smic promis par François Hollande doit être *"significatif"* et accompagné d'autres mesures contre le *"tassement"* général des salaires, réclament les syndicats, alors que le patronat craint qu'il n'entame la compétitivité et menace l'emploi.

Sur le coup de pouce, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros pour la CGT ("1.700 euros bruts mensuels"), de 250 euros pour FO qui plaide pour un Smic mensuel net à 1.340 euros, contre 1.096,94 euros net aujourd'hui.

"Déraisonnable", s'alarme la CGPME, le patronat des petites et moyennes entreprises où la proportion de personnes au Smic est la plus élevée. *"Les patrons de PME seront très vigilants à ce que le coût du travail n'augmente pas"* et *"ceux qui ne pourront plus payer licencieront"*, prévient Geneviève Roy, vice-présidente.

Sans surprise, Laurence Parisot, la patronne du Medef, se montre elle aussi très réservée sur un coup de pouce: *"déconnecté des gains de productivité, (il) aboutirait à des pertes de compétitivité et aurait des effets négatifs sur l'emploi"*, prévient-elle. En revanche, sur le mode de calcul du Smic, *"nous sommes prêts à discuter"*, a-t-elle déclaré dans les Echos après l'élection de François Hollande.

Les revendications de la CGT et de FO sont jugées *"disproportionnées"*, y compris par les autres syndicats représentatifs. A commencer par le secrétaire général de L'Unsa, Luc Bérille, qui dénonce une *"course à l'échalote entre la CGT et FO"*.

"Il faut regarder l'état de la situation économique", affirme aussi Philippe Louis, président de la CFTC, refusant les *"surenchères"*.

Pour François Chérèque, le leader de la CFDT, la réflexion doit *"aller plus loin"* car *"il ne sert à rien d'augmenter des salariés qui sont au Smic toute leur vie"*.

L'effet pervers des hausses du Smic est d'opérer *"un tassement des salaires plus élevés"*, analyse elle aussi Marie-Françoise Leflon, secrétaire nationale pour l'emploi à la CFE-CGC, le syndicat des cadres.

Il est accentué par les exonérations sur les bas salaires, instaurées en 1993 pour favoriser l'emploi des peu qualifiés, et renforcées depuis (dégressives jusqu'à 1,6 Smic). L'Etat rembourse chaque année aux organismes sociaux plus de 22 milliards d'euros pour compenser les allègements.

La CFDT veut *"débatte avec le gouvernement des contreparties"* qui pourraient être demandées aux entreprises *"qui n'augmentent jamais leurs salariés"*.

Pour contrer les *"effets de seuil"*, le président de la CFTC propose lui de *"redistribuer autrement"* les abattements, en *"modulant"* les charges *"en fonction de la santé de l'entreprise et de sa situation de concurrence"*.

Les salaires sont particulièrement tassés dans un certain nombre de branches *"où il y a des premiers niveaux de salaire inférieurs au Smic"*, insiste le secrétaire général de Force Ouvrière (FO), Jean-Claude Mailly, qui demande au nouveau gouvernement d'imposer partout des renégociations.

Fin décembre 2011, plus de la moitié des accords de branches de plus de 5.000 salariés avaient des grilles de salaires reposant sur des minimas inférieurs, rapporte FO. Dans la confiserie, la grille date de 1999, et est encore en francs.

"Certaines entreprises freinent au maximum les renégociations pour bloquer les grilles salariales", renchérit M. Louis (CFTC). Le Smic "est une voiture-balai qui ramasse de plus en plus de salariés", s'inquiète-t-il. (AFP 16.05)

Pour les jaunes, 250 euros nets d'augmentation, c'est "disproportionné", cela se voit qu'ils ne sont pas au Smic et qu'ils ne représentent pas les travailleurs qui y sont, y compris dans la fonction publique.

Provocation monarchique. L'enfumage "**glamour**" à tous les niveaux.

D'ici à la fin de l'année, cinq rames de RER entièrement habillées à la manière des plus belles pièces du château de Versailles seront mises en circulation sur la ligne C empruntée chaque jour par 550.000 personnes. Les passagers auront une chance sur quatre de monter dans l'un de ces trains glamour.

Alors que les millions d'usagers du RER se plaignent des retards, de l'affluence aux heures de pointe, la présidente de l'établissement public du château de Versailles souligne que cet habillage va faire un peu rêver les voyageurs...

D'autres décors pourraient venir égayer les trajets des passagers sur d'autres lignes: «On pourrait très bien imaginer avec d'autres partenaires des ambiances de forêts ou de sites touristiques», poursuit la directrice générale du Transilien, consciente que les décorations ne masquent pas les vraies difficultés du RER en Île de France. (lefigaro.fr 16.05)

Actualité en titres

Subordination.

- Les surveillants de prison attendent beaucoup du nouveau gouvernement - 20minutes.fr

- L'arrivée de Hollande décuple les ambitions du secteur de l'économie sociale - AFP

Pourquoi Hollande n'est-il pas des nôtres ?

- Croissance : Hillary Clinton salue la nouvelle approche de François Hollande - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Social

France

1- Fralib : la démocratie, c'est expropriation-nationalisation.

La justice française a ordonné mercredi l'évacuation du site de Fralib, l'unique entreprise en France à fabriquer les thés Lipton et les infusions Eléphant, occupé depuis vendredi dernier par les salariés de l'usine.

Le tribunal autorise le recours à la force publique pour l'évacuation, mais seulement à partir du 1er juin pour laisser le temps de trouver une solution par le dialogue.

En cas de non respect du jugement, les salariés s'exposent à une astreinte progressive qui pourra atteindre 400 euros par infraction au bout de quinze jours.

Candidat à l'élection présidentielle, François Hollande s'était rendu en août dernier sur le site de Gémenos. Il avait fait part de sa volonté de faire pression sur les dirigeants d'Unilever pour que les machines ainsi que la marque Eléphant, qui a été créée en 1896 à Marseille, soient cédées aux employés dans le cadre d'une solution de reprise des activités.

Les salariés en lutte attendent donc du nouveau gouvernement la tenue d'une table ronde pour la mise en place d'un projet de reprise de Fralib. (Reuters 16.05)

2- La lutte de classe à nu.

Elles ne se déshabilleront pas ce soir. Finis les pas de danse et les paillettes, les danseuses du Crazy Horse, le célèbre cabaret parisien, ont décidé, hier soir, de se mettre en grève. Une décision votée à la quasi-unanimité, selon RTL, afin d'obtenir une augmentation de salaire. Une grève à la conséquence historique pour le cabaret : pour la première fois, les spectacles de mardi et de ce soir sont annulés.

Alors que la direction n'a pas souhaité faire de commentaire, les danseuses dénoncent des "*salaires qui ne correspondent pas à la charge de travail demandée*". L'une d'entre elles a ainsi expliqué à la station de radio qu'on leur "*demande de travailler 24 jours par mois*". (elle.fr 16.05)

Qu'est-ce qu'il ne faut pas accepter comme sacrifice pour survivre ? On doit aussi être capable de se mettre à la place de ces pauvres femmes, au sens figuré bien sûr, sur le plan de la lutte des classes.

Economie

FMI

Le FMI a tressé des lauriers au chef du gouvernement italien Mario Monti, dont l'action en matière de réformes est un "*modèle*" pour l'Europe, tout en soulignant qu'il restait encore beaucoup à faire pour relancer l'économie du pays englué dans la récession.

Les "*progrès remarquables*" réalisés par M. Monti "*au cours des six derniers mois*" constituent "*véritablement un modèle par rapport aux progrès réalisés en Europe*", a déclaré mercredi à la presse à Rome le directeur du département Europe du Fonds Monétaire International, Reza Moghadam, à l'issue de la mission annuelle de l'organisation en Italie.

"*Beaucoup reste à faire pour résoudre les retards accumulés depuis des années et les faiblesses structurelles*", "*ce n'est pas le moment de baisser la garde*", a convenu M. Monti, ex-commissaire européen et économiste reconnu.

A la tête d'un gouvernement de technocrates, l'austère chef du gouvernement a imposé en décembre, à peine trois semaines après sa prise de fonction, une nouvelle cure de rigueur draconienne destinée à garantir l'équilibre budgétaire du pays en 2013 et à réduire sa dette colossale qui atteint 120% du PIB.

Il s'est ensuite lancé sur la voie des réformes structurelles en faisant adopter un plan de libéralisation de l'économie ainsi qu'un projet de réforme du marché du travail, actuellement en cours d'examen au Parlement, malgré l'opposition du plus grand syndicat italien, la CGIL.

Le FMI a appelé mercredi de ses vœux une adoption très rapide de cette réforme alors que le chômage a atteint en mars un record à 9,8%. (AFP 16.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 18 mai

CAUSERIE

Je crois qu'il est inutile de commenter la composition du gouvernement Hollande-Airault, les militants auront compris au premier coup d'oeil que la démarche qu'ils ont choisie d'adopter s'inscrit dans la continuité de la campagne électorale du candidat du PS.

En nommant Laurent Fabius au poste de ministre des Affaires étrangères et Bernard Cazeneuve ministre délégué aux affaires européennes, qui tous deux avaient fait campagne pour le non en 2005, ils entendent enfumer le bon peuple toujours aussi ignorant, tandis que la plupart des commentateurs plus avisés y voient une ruse pour poursuivre tranquillement la même politique de soumission à l'UE et à l'aristocratie financière qui tirent les ficelles.

Ce qui est significatif de la situation extrêmement tendue à laquelle ils doivent faire face et qui reflète les immenses besoins insatisfaits des travailleurs, c'est qu'ils ont associé l'enfumage à pratiquement tous les étages, tous les ministères, jusqu'à la caricature. Il s'agit pour eux de faire en sorte que l'illusion qu'ils seraient animés de bonnes intentions dure le plus longtemps possible, au moins jusqu'aux législatives mais cela va être difficile au regard des rendez-vous internationaux qu'ils vont devoir gérer, réunion de l'Otan, du G8 et du G20, de l'UE à Bruxelles, etc. Sans compter les mouvements sociaux en cours et ceux qui vont éclater dans les semaines à venir, les plans de licenciements qui vont tomber...

Quel est le contenu de la démocratie selon D. Gluckstein (POI), à quoi servirait-elle, à qui profiterait-elle ? Il l'explique dans son éditorial du 15 mai, extraits :

- "La démocratie, c'est que l'aspiration exprimée par le rejet qui se répand aujourd'hui comme une traînée de poudre d'un bout à l'autre de l'Europe soit entendue. Et donc que la spirale destructrice de l'austérité supermaastrichtienne soit brisée. Ne pas s'engager sur cette voie ne laisserait d'autre recours aux peuples que de se révolter. Le plus simple ne serait-il pas de ne pas ratifier ?"

Elle servirait à éviter que les peuples se révoltent, autrement dit elle permettrait au régime en place de se maintenir. Voilà pour l'objectif du rejet du TSCG par le POI, on ne peut être plus clair. Il s'en remet au gouvernement, comme s'il pouvait représenter les intérêts des travailleurs.

- "Imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès, aboutissent à un « pacte de croissance » ouvrant la perspective d'un certain redémarrage de la machine économique, de l'emploi et du pouvoir d'achat."

Dès lors qu'il y aurait à nouveau du "grain à moudre" pour certaines couches d'exploités, la vie serait tellement merveilleuse, du boulot et un meilleur salaire et envolé le combat pour le socialisme ! Peu importe s'il s'agisse d'emplois précaires ou précarisés par les lois adoptées par les précédents gouvernements, si les augmentations de salaires correspondent à une aggravation de l'exploitation, à la détérioration des conditions de travail, si elles ne profitent pas à tous les travailleurs ou si elles ne permettent pas de satisfaire tous leurs besoins...

En conclusion, la démocratie se réduirait à la prise en compte par le gouvernement de certaines revendications sociales exprimées par les travailleurs qui leur permettraient de mieux supporter l'existence du capitalisme au lieu de le remettre en cause puisqu'ils lui serait redevable de faire preuve d'une telle générosité envers eux, renvoyant évidemment aux calendes grecques les conditions et l'heure du combat pour l'abattre, le combat pour le socialisme passe ainsi à la trappe, pour la bonne raison qu'il n'est pas à l'ordre du jour et qu'il n'est pas prêt de l'être, ouf, c'était moins une ! On devrait plutôt dire qu'on a là le contenu du combat pour le socialisme et la conception du socialisme que finalement Gluckstein partage avec Hollande, Mélenchon et Laurent.

Messieurs Hollande et Airault, soyez sérieux et responsables s'il vous plaît, ne ratifiez pas ce traité, faites tout ce qui est en votre pouvoir afin d'éviter que le peuple ne "se révolte", nous non plus nous ne le souhaitons pas, nous venons juste de vous le démontrer, il n'y aurait rien de pire pour notre chère patrie qu'une révolution synonyme de chaos, cela nous mettrait dans l'embarras et vous aussi, nous serions obligés de la soutenir, tout du moins en apparence, ce serait franchement dommage d'en arriver-là puisque ce n'est pas notre objectif, nous faisons tout notre possible depuis si longtemps pour l'éviter, ne ratifiez pas ce traité, lâchez un peu de lest et vous serez tranquilles pendant la durée de votre mandature...

Evidemment c'est impossible.

Un épilogue instructif.

En visionnant une vidéo disponible sur le portail national du POI, j'ai appris quelque chose qui pourrait avoir un rapport avec le glissement droitier de plus en plus marqué ou récurrent de ce parti depuis des années.

Il s'agit d'une interview que G. Schivardi, un des quatre secrétaires nationaux du POI, a donné à TV 2LR (Languedoc Rousillon). Il y dit ceci à propos de la composition du POI : "4 000 environ viennent du PS", il y a aussi "des gens qui viennent de la droite modérée", dès lors on comprend pourquoi Gluckstein tient à tout prix à éviter que le peuple "se révolte", on n'invente rien en affirmant que ces gens-là ne doivent pas vraiment être de vaillants révolutionnaires, ni des socialistes d'ailleurs ou à la sauce réformiste, bernsteinienne, synonyme de réactionnaire à l'époque de l'impérialisme stade suprême du capitalisme, cela ne vient pas de moi mais de Rosa Luxemburg et de Lénine qu'ils ont troqués pour leurs antithèses Jaurès et Bakounine qu'ils ont réhabilité dans le dos de Marx et Engels, on a les références qu'on peut que voulez-vous.

Dans un autre passage, G. Schivardi dit que "les députés ne servent plus à rien" sinon à retranscrire les directives européennes dans le droit français, ce qui est en grande partie exacte.

Alors pourquoi sur la base de ce constat ne pas en tirer la conclusion qui s'impose : les institutions sont illégitimes et il n'est pas question dans ces conditions-là d'y participer ? Le POI ne peut gérer ses contradictions (internes) qu'en pratiquant en permanence un double langage qui y correspond ou pour les masquer à travers les prises de position ou les discours de ses dirigeants, ne pouvant pas éviter que la réalité transpire et parvienne jusqu'à nos oreilles.

Si sur quelque 7500 adhérents (dernier chiffre rendu public), le POI en compte 4000 qui viennent du PS, quelques centaines qui viennent du PCF, quelques dizaines ou plus qui viennent de la "droite modérée", autant de l'anarcho-syndicalisme, qu'un certain nombre ne sont organisés dans aucun des courants de ce parti, le courant trotskiste ou communiste internationaliste ne

doit pas compter plus de 2500 à 3000 membres, soit la moitié ou le tiers en moins qu'au PT (1985), la moitié en moins qu'au PCI (1981).

Le tandem Lambert-Gluckstein est ainsi parvenu à l'objectif qu'il s'était fixé, détruire ce qui autrefois était considéré comme un parti se réclamant de l'héritage de la révolution d'Octobre et du marxisme, à tort ou à raison mais c'est une autre histoire, au profit d'un parti qui aujourd'hui a pris les contours physiques de la SFIO avant sa capitulation du 3 août 1914, et par conséquent le contenu avec toutes ses contradictions.

Comment le réformisme subordonne-t-il la classe ouvrière au capitalisme ?

Quand le gouvernement prend des mesures anti-ouvrières, il sait ce qu'il fait, il se situe sur un terrain de classe bien précis, celui des capitalistes.

Quand on s'adresse à un tel gouvernement pour exiger de lui quelque chose que fait-on en réalité ? Tout d'abord, on lui accorde une certaine légitimité qu'à nos yeux il ne mérite pas, puisqu'il ne saurait incarner nos intérêts. Ensuite, on lui demande (implicitement) de cesser de se comporter comme un gouvernement capitaliste pour se comporter comme un gouvernement ouvrier. S'il accède à votre demande, les travailleurs seront tentés à en déduire qu'ils sont en présence d'un gouvernement qui prend en compte leurs besoins, une partie, une infime partie en vérité, en attendant la suite qui ne viendra jamais, peu importe, l'essentiel c'est qu'ils le prennent pour un gouvernement ouvrier, alors qu'il n'a jamais cessé d'être un gouvernement capitaliste.

Du coup, la question du combat pour un véritable gouvernement ouvrier ne se pose plus puisqu'il existe, certes de manière très imparfaite, mais voyez-vous le monde ne s'est pas fait en un jour, la bonne volonté affichée par le gouvernement en place suffira à détourner les travailleurs de cette question et à les faire patienter, après tout dans une situation "*difficile*" il fait ce qu'il peut, accordons-lui le bénéfice du doute à défaut de certitudes puisque nous ne comprenons pas plus aujourd'hui qu'hier ce qui se passe réellement.

Eh ben oui, le réformisme aussi se nourrit de l'ignorance des masses, il l'entretient comme il peut, même que Gluckstein y a mis son "*imagination*" à contribution dans son dernier édito pour reprendre sa formule. Gluckstein est un manipulateur professionnel, tel son maître à penser, Pierre Lambert, dont ce fut le seul talent.

Reprenons la citation "*imaginons un instant que les efforts de François Hollande, couronnés de succès...*", l'aspect imaginaire se rapporte à la conclusion de l'hypothèse qu'il a émise en direction de Hollande, il le dit lui-même "*dans cette hypothèse — hautement improbable à nos yeux*", et non à la démarche ou les intentions réelles de Hollande, car voyez-vous celui-ci serait ou pourrait être animé de bonnes intentions, c'est Gluckstein qui l'affirme quand il dit qu'il ferait de véritables "*efforts*" pour convaincre les dirigeants européens des autres pays, le président de la Commission européenne, de la BCE et du FMI qu'une autre politique serait possible.

Allons messieurs puisqu'on vous le dit, laissez-vous convaincre, avouez que vous en mourez d'envie, et s'il échouait, on ne pourrait pas lui reprocher d'avoir au moins essayé, du coup les travailleurs et les militants ne sauraient pas quoi en penser au juste, était-il ou non sincère ? Mystère ! Pendant ce temps-là ils ne penseraient pas à orienter leur combat contre le gouvernement.

Mieux encore, après avoir fait de l'UE le seul axe de combat valable, il leur serait impossible ou périlleux de faire machine arrière pour le recentrer sur le terrain national (contre les institutions de la Ve République), après s'y être refusé pendant des décennies, ce serait admettre s'être fourvoyé pendant plus de 20 ans, vous n'y pensez pas, qu'est-ce qu'on devrait raconter à nos militants, on n'aurait plus aucune crédibilité auprès d'eux, vaut mieux encore poursuivre dans une voie menant à une impasse, paradoxalement notre survie politique en dépend en grande partie...

En prêtant des "*efforts*" à Hollande, donc des bonnes intentions en direction des travailleurs, le POI le soutient, après ils peuvent raconter ce qu'ils veulent, comme ils disent les faits sont les faits. Nous, nous n'imaginons rien, la réalité nous suffit, en appeler à l'imagination, c'est démontrer qu'on est incapable de la regarder en face ou avouer ne rien y comprendre, laissons cela aux aventuriers. (Trotsky)

INFOS EN BREF

Economie

1- Banques

1.1- La crise grecque a fait tomber jeudi le cours de Bourse du Crédit agricole, l'une des principales banques françaises, à son plus bas niveau historique. Dans le même temps, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris a perdu 1,20%.

A l'image de Crédit Agricole, les autres valeurs bancaires de la Bourse de Paris ont une fois de plus pâti des inquiétudes concernant leurs homologues grecques et espagnoles.

Bankia, quatrième banque cotée espagnole qui vient d'être nationalisée, s'est effondré de plus de 13% à la Bourse de Madrid, alors que le journal El Mundo affirme que ses clients, inquiets, ont déjà retiré plus d'un milliard d'euros ces derniers jours. Des informations toutefois démenties par le gouvernement. (AFP 17.05)

1.2- Les 29 plus grandes banques mondiales ont besoin de 566 milliards de dollars (445,3 milliards d'euros) au total pour se conformer aux nouvelles règles plus strictes en matière de fonds propres, ce qui pourrait affecter durement leur rendement, les forcer à réduire leur dividende ou à augmenter leurs tarifs, a estimé jeudi Fitch Ratings.

L'agence de notation a mené son étude sur 29 banques désignées par les dirigeants du G20 comme étant des établissements financiers mondiaux avec un risque systémique (G-SIFI) et devant s'engager à afficher un ratio de fonds propres d'au moins 9,5% d'ici 2019.

Cette liste de banques inclut notamment Barclays, Deutsche Bank, Goldman Sachs, HSBC, JPMorgan Chase et UBS.

Selon Fitch, les 29 banques, qui représentent un total de 47.000 milliards de dollars d'actifs, pourraient avoir besoin de lever 566 milliards de dollars d'actions ordinaires pour atteindre progressivement un ratio de fonds propres d'environ 10%, comme l'exigent les nouvelles règles mises en place à partir de janvier par Bâle III.

"Les banques vont probablement poursuivre plusieurs stratégies pour faire face à ce déficit, comme la conservation de leurs bénéfices, l'émission d'actions et la réduction de leur portefeuille d'actifs risqués", indique Fitch.

Le rendement des fonds propres (RoE), un indicateur clé de la rentabilité, pourrait tomber d'une moyenne de 11% ces dernières années à environ 8-9% avec les nouvelles règles de Bâle III.

"Pour les banques qui continuent de maintenir leur objectif de RoE à moyen terme, par exemple entre 12% et 15%, Bâle III pourrait les inciter à réduire les dépenses et à augmenter les frais pour les emprunteurs et les clients là où cela est faisable", note Fitch.

HSBC a annoncé jeudi avoir un rendement de fonds propres de 11% au premier trimestre, sous l'objectif de 12% que la banque s'était fixé un an plus tôt.

Fitch note que les banques pourraient aller vers des activités plus risquées pour doper leur RoE.

Les banques ont jusqu'au début 2019 pour répondre aux exigences en capital de Bâle III. Mais beaucoup d'entre elles vont remplir ces objectifs plus tôt en raison de la pression des investisseurs et des marchés, dit Fitch. (Reuters 17.05)

1.3- Fitch Ratings a abaissé jeudi la note souveraine de la Grèce de "B-" à "CCC", évoquant le risque croissant de voir le pays sortir de la zone euro. (Reuters 17.05)

1.4- Les analystes cherchent à évaluer jusqu'où pourraient monter les pertes de JPMorgan Chase liées à sa stratégie calamiteuse de courtage et dans le même temps à évaluer le risque qui persiste dans le secteur bancaire américain quatre ans après la crise.

Le New York Times écrit jeudi que les pertes de courtage annoncées il y a une semaine par la première banque américaine en termes d'actifs se sont envolées ces quatre derniers jours d'au moins 1 milliard de dollars, en plus des 2 milliards initialement annoncés.

Selon le quotidien, qui cite des sources non identifiées, les pertes se sont aggravées alors que des fonds spéculatifs et autres investisseurs profitent des difficultés de la première banque américaine en termes d'actifs.

En attendant, les analystes s'interrogeaient sur l'étendue possible des pertes. *"C'est difficile à dire, cela dépend de la qualité des obligations sur lesquelles étaient adossés les dérivés contre lesquels ils ont parié. Si ce sont des entreprises solides européennes, ils s'en sortiront mieux que s'il s'agit d'obligations d'entreprises grecques avec des notes de dette au rang d'investissement spéculatif",* remarque Erik Oja, analyste de Standard and Poor's.

Pour nombre d'analystes, l'affaire met en évidence les risques qui pèsent toujours sur le système bancaire américain.

"Si cela peut arriver chez la meilleure banque américaine, cela peut arriver chez celles qui sont moins solides comme Citigroup ou Bank of America", remarque Erik Oja.

"On ne connaît pas vraiment la qualité des actifs dans leur bilan, les prêts ou titres financiers", ajoute-t-il. (AFP 17.05)

2- Espagne

Le PIB de l'Espagne a reculé de 0,3% au premier trimestre par rapport au dernier trimestre 2011 où il avait déjà baissé de 0,3%, ce qui confirme le retour officiel du pays en récession, selon les chiffres définitifs publiés jeudi.

Ce chiffre est identique aux données provisoires diffusées le 30 avril et montre la situation économique difficile de l'Espagne, qui affiche aussi un taux de chômage historiquement élevé, à 24,44%. (AFP 17.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 19 mai

CAUSERIE

L'élite de la pensée unique au pouvoir

Titre : Un gouvernement qui fait la part belle aux agrégés, docteurs et juristes - Le Point.fr 18.05.

- Sciences Po, ENA, ou HEC : le nouveau gouvernement réunit l'élite du système scolaire français.

François Hollande est le premier président de la République à avoir étudié à HEC. Seuls deux ministres ont fait une école de commerce (l'Essec), l'écologiste Cécile Duflot et Fleur Pellerin.

Huit des 34 ministres, soit près d'un quart, sont agrégés ou/et docteurs (Laurent Fabius, Vincent Peillon, Christiane Taubira, Marisol Touraine, Jean-Yves Le Drian, Aurélie Filippetti, Dominique Bertinotti, Frédéric Cuvillier).

Si nombre d'entre eux ont fait Sciences Po (à Paris ou Bordeaux), seuls quatre sont énarques : Laurent Fabius, Pierre Moscovici, Michel Sapin et Fleur Pellerin. Les plus nombreux ont fait des études de droit : Nicole Bricq, Arnaud Montebourg, Najat Vallaud-Belkacem, George Pau-Langevin, Alain Vidalies, Bernard Cazeneuve, Sylvia Pinel, Marie-Arlette Carlotti, Frédéric Cuvillier. Plusieurs, venus de différentes disciplines, ont un temps enseigné : outre le Premier ministre Jean-Marc Ayrault, qui fut professeur d'allemand, il s'agit de Vincent Peillon, Geneviève Fioraso, Stéphane Le Foll, Dominique Bertinotti ou encore François Lamy qui a débuté comme instituteur. (lepoint.fr 18.05)

En famille à Washington.

"Nous sommes dans un lien profond qui fait qu'entre la France et les Etats-Unis, il y a des causes partagées: la liberté, la démocratie, l'histoire et la culture", a dit François Hollande. "Quand la France et les Etats-Unis sont d'accord, le monde peut avancer".

Soucieux de trouver des consensus alors qu'il est déjà en campagne électorale avant les élections de novembre, Barack Obama a approuvé.

Les deux hommes se sont également prononcés pour le maintien de la Grèce dans la zone euro.

"Nous sommes tombés d'accord pour respecter nos engagements pour aider l'Afghanistan", a dit Barack Obama. "La mission est appelée à évoluer, ce n'est pas une mission de combat mais de soutien".

François Hollande a pour sa part laissé la porte ouverte à une coopération au-delà du retrait des troupes combattantes qu'il souhaite pour la fin de l'année.

"J'ai rappelé au président Obama l'engagement que j'avais pris devant le peuple français le retrait des troupes combattantes d'ici la fin de l'année 2012", a-t-il dit. "J'ai également précisé qu'il y a toujours un soutien en Afghanistan d'une autre nature, d'autre autre forme, mais qui se situerait en bonne intelligence avec nos alliés et dans le processus qui est aujourd'hui en cours dans ce que l'on appelle la Fias".

"C'est-à-dire que nous pourrions respecter notre engagement tout en l'appuyant différemment en Afghanistan", a-t-il ajouté.

(Reuters 18.05)

A propos de culture, François Hollande a tout simplement oublié que dans cette dictature il n'y a pas de ministère de la Culture, à quoi bon dans un pays où la culture se résume en un mot : dollar. La France va continuer de contribuer au maintien de l'ordre impérialiste en Afghanistan, voilà pour l'essentiel, le reste c'est du vent.

Quand Hollande préconise de nouveaux cadeaux aux banquiers.

François Hollande s'est déclaré favorable vendredi à ce que les banques espagnoles en difficultés soient recapitalisées et que cette injection de capitaux puisse se faire au niveau européen.

"Il serait sûrement souhaitable qu'il y ait une recapitalisation", a-t-il indiqué lors d'une conférence de presse organisée à Washington après sa rencontre avec le président américain Barack Obama.

Il a également indiqué qu'il pourrait être nécessaire que cette opération puisse se faire "par des mécanismes de solidarité européenne".

Cette déclaration intervient alors que le taux de créances douteuses figurant dans les portefeuilles de prêts des banques espagnoles s'est élevé à 8,37% en mars, son niveau le plus élevé depuis août 1994. (Reuters 18.05)

Souvenez-vous, j'avais prévu de graves tensions ou l'éclatement du Front de gauche après les élections...

Le PCF a jugé "irresponsable" vendredi qu'un accord n'ait pas été trouvé avec le PS, Europe Écologie-Les Verts (EELV) et le Parti de gauche sur les législatives, y voyant "un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche". "Alors qu'un accord entre partis du Front de gauche, Parti socialiste et EELV pour désigner des candidats uniques de la gauche dans les circonscriptions à risque FN ou risque d'élimination de la gauche au 2e tour était nécessaire et possible, il n'a pourtant malheureusement pas été conclu", écrit le Parti communiste français (PCF) dans un communiqué. "C'est irresponsable. C'est un très mauvais signe pour le rassemblement nécessaire à gauche", estime-t-il.

"Le PCF et ses candidats, qui vont mener avec le Front de gauche dans un esprit de conquête le combat législatif qui s'annonce, restent disponibles pour discuter localement, là où s'avèreraient indispensables des accords locaux pour écarter le risque qu'un accord national n'a malheureusement pas pu écarter", précise-t-il. Le PCF affirme être "totalement impliqué dans la recherche de cet accord". "Il a multiplié les propositions et a indiqué à plusieurs reprises et jusqu'à la dernière minute aux négociateurs et aux dirigeants du PS et d'EELV, que le PCF était disposé à signer, malgré les insuffisances qu'il contient pour le Front de gauche, le compromis auquel les discussions étaient parvenues cette semaine", dit-il. (lepoint.fr 18.05)

Ils peuvent craindre que se produise en France la même chose qu'en Allemagne ou en Grèce le 17 juin prochain : que les travailleurs se reportent vers le PS, ce qui serait logique puisque Mélenchon a appelé à voter Hollande "sans aucune condition en échange". Dans ces conditions, on peut avancer l'hypothèse que le PS pourrait obtenir la majorité absolue en juin, le FdG ravalé à devoir lui apporter un "soutien critique". Tout va dépendre de ce qui va se passer d'ici les élections, les prises de positions et les premières mesures du gouvernement. Le PS va faire en sorte de faire croire jusqu'à l'élection qu'il va gouverner "à gauche", pour ensuite opérer un virage à droite à 180°C.

Où il y a de la gêne, il n'y a pas de plaisir. Pourquoi s'embarrasser du Front de gauche une fois Hollande élu ?

Martine Aubry, première secrétaire du Parti socialiste, a attribué l'échec des discussions à des "désaccords" au sein du Front de gauche, ce que ses partenaires contestent.

"C'est une responsabilité qui dépend d'eux, que nous regrettons. Mais le travail a été fait dans de bonnes conditions", a-t-elle dit à l'issue d'un déjeuner avec le Premier ministre, Jean-Marc Ayrault.

Priée de dire si cet échec représentait un danger dans certaines circonscriptions, Martine Aubry a répondu par la négative.

"C'était des circonscriptions où nous souhaitions être au second tour parce que la droite et le FN risquaient d'être seuls. Mais des circonscriptions qui ne sont pas gagnables", a-t-elle expliqué.

Dans un communiqué, le Parti de gauche (PG) de Jean-Luc Mélenchon doute que le PS ait eu "réellement la volonté" de concrétiser le projet d'accord.

"Malgré différentes propositions avancées par le Parti de gauche, le Parti socialiste trouvait toujours une bonne raison pour refuser", avance-t-il.

Malgré tout, le PG a décidé de retirer deux de ses 105 candidats dans deux "*circonscriptions critiques*", dans l'Aube et en Moselle où le risque FN est très élevé.

"Nous faisons ce geste sans aucune contrepartie, comme notre appel à battre Nicolas Sarkozy entre les deux tours", précise-t-il.

Le Front de gauche, coalition comprenant notamment le PG et le PCF, avait proposé au Parti socialiste et à Europe Ecologie-Les Verts de se désister sur une vingtaine de circonscriptions dites "*à risque*", sur un total de 29.

D'après ce projet d'accord, six candidats de la coalition devaient se présenter au nom de toute la gauche. (AFP 18.05)

Quand Mélenchon l'illusionniste se prosterne devant la sacro-sainte propriété privée des moyens de production.

Le leader du Front de gauche Jean-Luc Mélenchon a déclaré vendredi que la "*première décision*" du gouvernement devait être de "*faire cesser les poursuites contre les syndicalistes*".

"Le gouvernement de gauche est installé, le Premier ministre a une première décision à prendre c'est de faire cesser les poursuites contre les syndicalistes qui ont été incriminés pendant toute la période Sarkozy", a déclaré M. Mélenchon aux journalistes à Arras, après son dépôt de candidature aux législatives.

Ensuite, selon M. Mélenchon, il faut "*exiger l'application des décisions de justice*", notamment dans le cas des sociétés Sodimédical (dans l'Aube où 52 salariés ne sont plus payés depuis octobre à la suite d'une délocalisation) et Fralib (usine de 182 salariés dans les Bouches-du-Rhône, fermée par Unilever).

"Ce sont des choses faciles à faire (...) qui ne coûtent pas un sou", a affirmé M. Mélenchon, qui se présente dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais.

Pour le reste, a-t-il souligné, cela dépend "*si le gouvernement est décidé à affronter la finance et à prendre des mesures énergiques qui empiètent sur les droits de propriété privée du capital*".

"Si le gouvernement dit qu'il y a une limite au droit de propriété, c'est l'intérêt général, alors là commencera une ère nouvelle où on verra des entreprises réquisitionnées (...) car on ne peut accepter que la décision de rallumer ou non des hauts-fourneaux (d'ArcelorMittal de Florange, en Moselle) dépende du bon vouloir de Monsieur Mittal", a poursuivi M. Melenchon.

"Il faut des discussions avec Mittal mais il faut aussi qu'il y ait le gros bâton de la loi et de la dissuasion, sinon ce qu'on fait ne sert à rien", a-t-il encore souligné.

"Je suis sûr que (le ministre du Redressement productif Arnaud) Montebourg est plein de bonne volonté, mais c'est une affaire politique", a-t-il conclu. (Reuters 18.05)

Et c'est quoi "*cette affaire politique*", économique quoi : que l'Etat ne peut pas intervenir dans la gestion et les décisions d'une entreprise privée, le sacro-saint respect de la propriété privée des moyens de production auquel Mélenchon entend s'attaquer, alors qu'on voit ici qu'il s'arrête poliment à sa porte

Au programme, "**bon sens économique**" et "**pragmatisme industriel**" ou encore "**choc de compétitivité**".

Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, va devoir faire preuve de "*bon sens économique*" et de "*pragmatisme industriel*" pour restaurer la compétitivité de l'industrie française, a souhaité vendredi le président du Groupe des fédérations industrielles (GFI), Pierre Gattaz.

"Le constat de la faiblesse industrielle a clairement été établi et les propositions sont sur la table. (...) Il faut maintenant passer à l'action et réfléchir à une vraie ambition industrielle pour le pays", a-t-il poursuivi. Pour cela, le GFI appelle de ses voeux un "*environnement réglementaire favorable à l'industrie, à l'initiative privée et à l'esprit d'entreprise*", à la fois "simplifié et stabilisé".

L'organisation professionnelle juge également nécessaire un "*environnement serein fiscalement*" et "*souple socialement*", prônant l'exemple de "*la flexi-sécurité des pays nordiques*".

Le GFI continue aussi de réclamer un "*choc de compétitivité*" sur le coût du travail, avec une réduction des charges patronales, qui permettrait notamment une hausse des salaires. (AFP 18.05)

Puisque les exonérations de cotisations sociales des entreprises sont prises en charge par l'Etat, donc avec les impôts et taxes que nous payons, la hausse des salaires en question servira notamment à payer ces cadeaux aux patrons.

Die Linke, Front de gauche, Syriza où l'avenir composé... au passé.

Lors de l'élection législative du 13 mai dernier dans le land le plus peuplé d'Allemagne (Rhénanie du Nord – Westphalie, "*Die Linke*" disparaît de la région avec 2,5 % au lieu des 5,6% aux élections précédentes. (source : lepcf.fr 15.05)

Dans la gestion de plusieurs landers ou municipalités (Berlin) Die Linke est associé au SPD. Disons naïvement, dans ce cas-là pourquoi voter Die Linke si finalement c'est comme voter SPD, franchement ?

Nous ne sommes pas pour le boycottage systématique des élections. Nous observons les conséquences qui en découlent quand on y participe. Car d'une manière ou d'une autre, qu'on le reconnaisse ou non, ce qui en découle dans la tête des travailleurs, c'est qu'à partir du moment où on y participe on légitime ou cautionne les institutions en place, dès lors, le discours que l'on tient à côté qui consiste à les remettre en cause est au mieux incompréhensible, au pire il est perçu comme un double langage assimilable à la langue de bois.

Entre le capitalisme et le socialisme, il n'existe pas de troisième voie, il n'y a pas de place pour le réformiste puisque pour appliquer des mesures qui constitueraient une avancée sociale pour l'ensemble des exploités, il faudrait s'attaquer aux fondements du capitalisme, ce que les réformistes subordonnés au capitalisme sont incapables d'envisager. Du coup, une fois passé l'espoir qu'un changement politique était possible sans s'attaquer au capitalisme et aux institutions, les travailleurs désertent ces partis pour se retourner vers les partis officiels du capital, le parti de l'ordre et celui de l'Internationale jaune.

On voit très bien ici sur quoi les travailleurs butent : leur incapacité à entrevoir leur avenir au-delà du capitalisme et en dehors des institutions en place.

L'internationale monarchiste festoie !

Pour fêter son jubilé de diamant, Elizabeth II accueillait vendredi une cinquantaine de représentants de familles royales du monde entier, pour un déjeuner au château de Windsor fort polémique, notamment du fait de la présence des souverains de Bahreïn et du Swaziland.

Au coeur de la controverse autour du "*lunch*" de têtes couronnées figuraient Hamad Ben Issa Al-Khalifa, dont le régime est critiqué pour sa répression des manifestations antigouvernementales à Bahreïn, et Mswati III, auquel est reproché son train de vie dispendieux, alors que son royaume du Swaziland s'enfonce dans la misère.

Buckingham Palace s'est contenté de publier sans commentaires la liste des invités. Et le Foreign office a rappelé que le roi de Bahreïn est "un ami et allié de longue date" du Royaume-Uni, et que Londres "*soutient les réformes engagées*" dans le royaume.

"*La liste des invités montre une insensibilité totale aux souffrances des peuples persécutés par ces despotes*", a estimé pour sa part Peter Tatchell qui dénonce la présence de 5 souverains du monde arabe ainsi que des rois de Brunei et du Swaziland.

Ce militant des droits de l'Homme a appelé à un rassemblement devant le palais de Buckingham à 16H30 GMT, où la plupart des convives devaient conclure la journée par un dîner présidé par le prince Charles, premier dans l'ordre de succession au trône.

Au Swaziland, les groupes pro-démocratie ont estimé qu'Elizabeth II légitimait un "*règne despotique*".

La liste des invités comporte tout le gotha royal: outre l'empereur et l'impératrice du Japon, le roi et la reine de Belgique, les souverains danois, suédois et des Pays-Bas, Albert et Charlène de Monaco, les souverains déposés de Grèce (une lignée dont descend le duc d'Edimbourg), le prince et la princesse de Thaïlande, l'émir du Qatar, le roi et la reine de Jordanie, le prince saoudien, sans oublier le petit royaume du Tonga dans le Pacifique. (AFP 18.05)

Quelle chance ils ont d'avoir une Internationale ! Il n'y a que nous qui n'en ayons pas, cherchez l'erreur.

Au fait le "*despotisme*" commence là où existe un monarque, un bonaparte, un empereur, un prince...

Actualité en titres

[La réaction passe à l'offensive.](#)

- Russie: le parti du président Poutine prévoit d'énormes amendes pour les manifestants - AFP

- Québec: le gouvernement veut légiférer contre la fronde des étudiants - Lexpress.fr

- Italie: sécurité renforcée après des attaques contre des centres d'impôts - Lexpress.fr

- Francfort : la police arrête 400 manifestants anticapitalistes - LeMonde.fr

INFOS EN BREF

Politique

Grèce

Les électeurs grecs, convoqués à de nouvelles législatives le 17 juin, semblent se résoudre à soutenir les partis favorables au plan de rigueur voulu par les Européens, qui planchent sur différents scénarios dont une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro.

Le contexte de crise politique semblait favoriser la Coalition de la gauche radicale (Syriza) opposée aux mesures d'austérité prônées par l'Union et le FMI et soutenue par une frange croissante de la population.

Mais depuis la convocation de nouvelles élections, les conservateurs de Nouvelle Démocratie (ND) reprennent l'avantage sur leurs rivaux de Syriza.

Une enquête, réalisée entre le 15 et le 17 mai, crédite les conservateurs de 26,1% des intentions de vote tandis que la Coalition de gauche obtiendrait 23,7% des suffrages.

Avec un tel résultat, la droite aurait 123 des 300 sièges au Parlement, une prime de 50 élus étant accordée automatiquement au parti arrivé en tête.

ND pourrait alors compter sur l'appoint du Pasok (socialiste), en très nette perte d'audience depuis plusieurs semaines, qui obtiendrait 41 sièges. Une union de ces deux formations qui soutiennent le plan de rigueur européen permettrait de dégager une majorité au Parlement.

La semaine passée, une enquête d'opinion donnait l'avantage à Syriza, arrivée deuxième le 6 mai, ce qui laissait craindre une faillite des comptes publics, et un scénario de sortie de la zone euro était jugé probable par les partenaires européens.

Syriza semble payer son refus de vouloir siéger dans un gouvernement d'union lors des négociations menées par Papoulias.

Cette évolution dans les intentions de vote n'apaise pas encore les craintes de l'Europe.

Signe de cette inquiétude, le groupe britannique De La Rue, qui imprime les billets de plus de 150 monnaies nationales, a prévu un plan d'urgence pour imprimer des drachmes dans le cas où la sortie de la zone euro deviendrait inévitable. (Reuters 18.05)

Info ou intox ? Les deux !

Intox parce que la semaine précédente un sondage donnait un résultat exactement inverse. Info parce que cela coïnciderait avec la subordination de la majorité des Grecs à l'euro et à l'UE, aux institutions grecques, qui craignent d'y perdre plus que d'y gagner en retournant au drachme en l'absence de toute perspective révolutionnaire sérieuse ou cohérente.

Souvenez-vous de mai 68 ou de juin 36 ou encore des deux cohabitations sous Mitterrand et le retour au pouvoir du parti de l'ordre avec l'élection de Chirac en 95.

Des partis ouvriers ou dits ouvriers, des partis qui prétendent représenter la masse très hétérogène des travailleurs, se font élire sur un programme, et quand ils arrivent au pouvoir, là en l'occurrence avant, ils s'avèrent incapables de prendre les mesures qui permettrait d'appliquer leur programme, du coup immédiatement les travailleurs leur retirent tout soutien s'estimant trahis ou trompés, pour se réfugier auprès de partis qui incarnent l'antithèse du programme pour lequel ils avaient voté précédemment.

Pourquoi ? Parce qu'inconsciemment ils estiment que ces partis possèdent un pouvoir que les autres n'ont pas et qu'ils pourraient en user en leur faveur, ce n'est qu'une illusion bien sûr, mais c'est bien ainsi que les choses se passent. Quand on prête aux travailleurs un niveau de conscience politique qu'ils n'ont pas, on ne peut évidemment pas le comprendre.

Les travailleurs vouent un culte au pouvoir ou tout ce qui incarne le pouvoir, à la classe dominante et ses représentants dans lesquels figurent le parti de l'ordre et le parti de l'Internationale jaune, à l'Etat. Il en va ainsi de leur naissance jusqu'à leur mort pour l'immense majorité d'entre eux.

En 1969, on s'est retrouvé avec une Assemblée nationale composée aux trois quarts de députés de l'UDR (ex-UMP), le produit du refus du PS et du PCF de prendre le pouvoir en 68 et de s'attaquer au capitalisme et aux institutions, Blum et Thorez capituleront en 38 et cèderont le pouvoir au représentant du parti de l'ordre, Daladier qui précèdera Pétain au pouvoir, en 1986 le PS et le PCF perdront les élections législatives au profit du RPR (ex-UMP) pour avoir géré la société en représentant du capitalisme et non des intérêts des travailleurs, etc.

Le point commun dans tout cela, nous l'avons déjà évoqué plus haut, l'incapacité des travailleurs à élever leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société et des institutions au niveau des tâches qu'ils ont à accomplir pour avancer vers leur émancipation. Oui, en matière de conscience de classe, nous en sommes toujours au même point ou pire encore, car qui n'avance pas recule.

Nos dirigeants se sont employés minutieusement et avec constance, avec un certain acharnement on pourrait ajouter, à faire les choses de telle sorte que plus aucun parti ne présente la moindre crédibilité, tous embourbés dans des contradictions sans issues qui de nos jours (Internet) parviennent rapidement aux oreilles des travailleurs.

La classe dominante, qui possède les médias, a su profiter de l'explosion de l'offre en matière d'informations pour renforcer son pouvoir sur les masses et les manipuler plus facilement encore qu'autrefois à leur insu. Pendant ce temps-là, nous avons été incapables de mesurer la portée de cette transformation des moyens d'information de la population et d'en tirer les conclusions qui s'imposaient, notamment la nécessité de mettre à la disposition des travailleurs un outil pédagogique enseignant les principes de base du socialisme. Cet outil n'existe toujours pas ou n'a pas été développé.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 mai

CAUSERIE

En prêtant généreusement à Hollande le fait d'être animé des meilleures intentions du monde envers les travailleurs en lui reconnaissant le mérite de fournir des "efforts" pour aboutir à un « *pacte de croissance* », D. Gluckstein le soutient à sa manière, le reste de son éditorial est du vent pour distraire les adhérents de son parti.

Comment cela il le soutient ?

Si monsieur Hollande réussit tout le monde saluera sa victoire. S'il échoue, les mêmes diront qu'il avait fait tout ce qui était en son pouvoir, qu'il était animé de la meilleure volonté du monde, que ses intentions étaient respectables, que ce n'était pas faute d'"efforts", bref, il ne faut surtout pas qu'on en vienne à se poser trop de questions sur la nature de son échec qui aboutirait à remettre en cause son parti. D. Gluckstein va plus loin encore, puisqu'il lui offre une bouée de sauvetage avant même qu'il ait commencé à couler.

Comprenez, il faut absolument que l'illusion que le PS serait encore un parti ouvrier demeure, et s'il échoue dans sa politique, c'est uniquement parce que ses dirigeants n'étaient pas à la hauteur, il suffirait d'en changer pour que tout soit possible... D. Gluckstein ne le dit pas et ne le dira jamais aussi ouvertement, mais c'est bien de quoi il s'agit quand il lui prête des bonnes intentions. Entre nous, on aurait pu en prêter à Sarkozy, ne serait-ce que pour être réélu ; quel président ne ferait-il pas des efforts pour mener à bien sa mandature ? Il se préoccuperait aussi du sort de ses sujets, de façon tout à fait désintéressé notez bien, ben voyons, on ne marche pas dans cette combine pourrie qu'on laisse aux petits-bourgeois du POI qui compte tirer profit de Hollande.

Hollande est le président du capital et il ne peut rien être d'autre, même en faisant des "efforts".

Parole d'internaute sur l'économie.

Partie 1 - "Les CDS : titres dérivés de dettes, mettent à mal la plus puissante banque dans le monde.

Les banques espagnoles sont dans un rouge qui tourne au noir.

Le FPF ne cesse de le dire, les CDS, "assurances contre les risques de non paiement" devenus produits dérivés et même produits dérivés de produits dérivés constituent la BULLE la plus dangereuse que le monde ait jamais connue. Le FPF a depuis longtemps assuré qu'elle sera le bing bang du non système monétaire international, la fin de nombreux établissements spéculatifs, fonds de pension, banques, compagnies d'assurances, produits financiers, la fin d'un monde né en 1973 avec l'instauration du système dit des changes flottants et baptisé en 1976 avec la libéralisation des mouvements de capitaux. C'est d'ailleurs ce transfert du pouvoir des Etats aux marchés qui a introduit un virus mortel qui désormais bloque la machine. La globalisation basée sur la spéculation ne pouvait durer, seulement elle génère la fin d'un monde, alors que le suivant n'est même pas esquissé.

Or justement ces CDS, mettent la Banque JP Morgan en difficulté, rappelons que rien que ses engagements représentent 90% de notre PIB.

Partie 2- La Morgan avoue avoir déjà perdu : 3 milliards, seulement la fuite n'est pas bouchée et la Banque continue de perdre des dizaines de millions chaque jour.

Si la banque JP Morgan perd autant avec ces produits, d'autres banques et partout dans le monde, perdent énormément d'argent, puisque ce sont les positions prises par ces établissements sur ce produit qui s'effondrent.

Sur le plan de la morale, cela veut dire, que les banques, sauvées grâce à l'argent des citoyens, continuent malgré tout à spéculer sur les produits financiers à risques, malgré les contraintes imposées par la règle Volker par exemple ou la loi Dodd F. en ce qui concerne les Etats - Unis et pourquoi se gêner.

Sur le Plan technique, cela veut dire que les Banques et surtout les Banques anglo-saxonnes, se moquent comme d'une guigne des peuples qui doivent se taire quand tout va bien et payer quand la situation tourne au drame.

Sur la Plan pratique, seule une monétisation des dettes et une nationalisation des grandes banques pourra sauver le monde d'une faillite globalisée, mais c'est un sacré tournant à prendre et qui ne pourra être pris que par des politiques d'une envergure peu commune.

Partie 3- Les banques en Espagne : Le FPF voulait adresser un papier sur Bankia, la plus grosse banque espagnole qui devait être nationalisée, (sauvée de la faillite).

Mais les éléments des dernières heures ont retardé notre étude - En effet, un doute sur la santé réelle des banques espagnoles a incité la semaine dernière Bruxelles à demander qu'un audit extérieur soit réalisé. La raison? Sur les 300 milliards d'euros d'actifs bancaires immobiliers détenus par ces banques, près des 2/3 (185) seraient pourris. Cette révélation arrive juste au moment où le gouvernement espagnol demande aux Banques de provisionner près de 60 milliards supplémentaires pour faire face au danger que représentent les 185 milliards de leurs actifs pourris.

Or nous apprenons deux choses; la première, 16 banques espagnoles sont dans un rouge qui vire au noir et depuis quelques jours, c'est donc la panique qui s'installe, mais aussi l'impossibilité pour les banques espagnoles de provisionner ce qui devrait être provisionné, car leurs engagements grossissent au fur et à mesure que l'argent quitte leurs guichets.

Partie 4- Elles vont se trouver confrontées à la pire des situations, celle ne pas pouvoir rembourser tous leurs clients. Que va t-il se passer ? Comme ce ne sont pas les marchés qui vont prêter quoi que ce soit, seule la BCE va devoir sauver le principal en fabricant de l'argent pour acheter les actifs espagnols pourris. Oui mais, les banques espagnoles, comme les banques grecques, ne pourront jamais rembourser et qui paiera à leur place? Les citoyens des Etats membres, sauf ceux de Grèce, d'Espagne, du Portugal, d'Italie, d'Irlande, de Belgique, des Pays-Bas et certainement quelques autres. Par contre les Etats dont les dirigeants appellent à encore plus d'Europe vont engager leur peuple sur la voie du paiement pour celui qui a voulu spéculer sur l'immobilier, le soleil et les plages de sable pas toujours très fin.

Le Professeur Cotta nous avait prévenu : le danger à venir, ce sont les CDS, nous y sommes. L'Assurance qui n'en est plus une, ne garantit plus rien ni personne et surtout pas ceux qui se sont assurés contre un risque de non paiement des Etats -nos caisses de retraite par exemple.

Partie 5- Le FPF avait prévenu, il fallait obliger les détenteurs de ces CDS à provisionner des comptes, pour répondre aux non paiements prévisibles de certains Etats, mais aussi de certains établissements financiers -Il fallait interdire aux banques de dépôts (détail aujourd'hui) de spéculer, aussi bien avec leurs fonds propres qu'avec celui de leurs clients, il faut installer au sein des grandes places financières des Cies de contrôles des opérations, mais dotées de vrais pouvoirs comme interdire les marchés et les bourses à tel ou tel spéculateur ou tel ou tel établissement financier pris la main dans le sac - Les milliards s'envolent alors qu'ils permettraient à quelques millions de personnes de ne pas mourir de faim et de soif, mais dans quel monde vivons nous?" (Atlantico.fr 19.05)

A qui le dites-vous ! Faisons table rase du passé !

Ainsi va leur monde.

La "*croissance*" au profit de qui et au détriment de qui ?

Qui s'est posé cette question au cours de la seconde moitié du XXe siècle qui a vu d'une part le capitalisme survivre à ses contradictions grâce à une alliance et au soutien de l'aristocratie ouvrière, tandis que d'autre part la moitié de l'humanité croupissait dans la pauvreté, devait subir famines, génocides, nettoyages ethniques, bref les affres de la guerre conduite directement ou en sous-main par les différents impérialistes pour conserver leur hégémonie ou leur place sur le marché mondial.

Plus encore aujourd'hui qu'hier, le maintien ou l'amélioration du niveau de vie de la population dans les pays dominants dépend du degré d'exploitation des travailleurs qui produisent les richesses dans les pays dominés. La misère des uns fait la richesse des autres. Jamais l'écart entre les besoins de la population dans les pays dits développés et ceux de la population des pays dits en développement ou sous-développés n'a été aussi important. Jamais l'aspiration des peuples déshérités à accéder aux mêmes besoins que ceux des pays dominants n'a jamais été aussi grande.

Pour que les pays dominants conservent leurs rangs et que les pays émergents aspirant à les rejoindre assurent leur développement présent et futur, les différents impérialistes sont lancés dans une guerre de rapine, de conquête des matières premières à travers tous les continents, et comme à l'époque de la colonisation mais avec des moyens plus colossaux et plus sophistiqués ils n'hésitent pas à déposer par la force les régimes qui ne sont pas favorables à leurs propres intérêts ou qui auraient eu la mauvaise idée de vouloir s'émanciper de leur tutelle au profit d'autres impérialistes.

Les changements de régime qui n'en sont pas en réalité, en Tunisie, en Egypte, en Afghanistan, en Libye sont à la fois le produit de la volonté des peuples de se débarrasser des tyrans en place et des impérialistes dominants qui de leur côté les ont fomentés, suscités ou y ont participé directement pour les orienter dans une direction conforme à leurs intérêts, privant ainsi ces peuples de toute issue politique qui leur soit favorable ; il ne pouvait pas en être autrement dans ces pays demeurés en état de sous-développement et dépendant du marché mondial pour leur survie quotidienne, ayant conservé des rapports sociaux et juridique semi-féodaux qui se traduisait sur le plan politique par l'absence de démocratie et l'extrême faiblesse et confusion politique du prolétariat incapable de se doter d'un parti indépendant.

La dictature des colonisateurs exercée envers ces peuples n'a donc pas cessé depuis un siècle ou plus. Pour la perpétuer et diviser ces peuples, les maîtres du monde recourent une fois de plus à la religion ou à leur composition ethnique pour neutraliser leur combat politique. En l'absence d'un puissant prolétariat centralisé, il est quasiment impossible à la classe ouvrière de prendre la direction d'un mouvement populaire conduisant à la chute des régimes en place, cette place revient donc à une des couches de la bourgeoisie aspirant à prendre la place de celle au pouvoir pour exploiter à son profit le peuple travailleur en s'appuyant sur l'un ou l'autre impérialiste.

Si dans les pays de l'UE au titre de la "*croissance*" sont financés à crédit des grands travaux ou que des mesures sont prises pour augmenter la production, tandis que les travailleurs bénéficient d'augmentations de salaires, qui va payer la note, qui sera laissé pour contre ? Les travailleurs les moins organisés et les moins protégés du secteur privé dans l'UE, ainsi que les ouvriers déjà surexploités des pays en voie de développement ou sous-développés où sont extraites les matières premières ou produisant les marchandises destinées au marché de l'UE, américain, japonais, etc.

Depuis un demi-siècle, suivant le cours exponentiel de la démographie on s'aperçoit que l'extension du marché mondial s'est faite au détriment d'une masse de plus en plus nombreuse de prolétaires maintenus dans un état d'indigence proche de la misère, tandis que dans les pays dominants les besoins de la population n'ont cessé de croître en étant en grande partie satisfaits.

Pour que les besoins de la population des pays dominants qui n'ont cessé de croître soient en grande partie satisfaits, cela implique qu'il a fallu que le coût de la force de travail augmente proportionnellement, on ne peut satisfaire un besoin nouveau, acquérir une marchandise ou profiter d'un service si on ne dispose pas de l'argent correspondant qu'il a bien fallu gagner en travaillant, il est possible de se les procurer autrement en s'endettant mais cela comporte une limite au-delà de laquelle le débiteur deviendra insolvable et le créancier fera faillite.

Pour que les besoins de la population des pays dominés stagnent ou croissent modérément, de façon très inégales, il était impératif de maintenir le coût de la force de travail le plus bas possible pour que les capitalistes continuent d'engranger un maximum de profit. De même pour les prix des produits de première nécessité, et c'est là que cela coince, car tous les peuples revendiquant l'accès au marché, il leur est impossible de satisfaire de nouveaux besoins tout en satisfaisant leurs besoins élémentaires (alimentation, énergie, communication, etc) car les prix de ces derniers se sont envolés. Il y a là une contradiction explosive menaçant la stabilité de tous les régimes, dans la mesure où la masse des exploités est profondément arriérée et facilement manipulable par n'importe quelle force venue de l'extérieur et leur promettant un avenir meilleur, n'hésitant pas à acheter son engagement à ses côtés pour parvenir à ses fins comme on le voit en Syrie aujourd'hui.

Pourquoi les pays dominés manquent cruellement d'infrastructures, de services publics ?

Qui dit développement des infrastructures dit développement du marché intérieur, or ce n'est pas le but des impérialistes qui exploitent ces peuples, leur seul objectif est de leur soutirer un maximum de profit dont une partie servira à corrompre l'aristocratie ouvrière dans leur pays respectif ou à maintenir le niveau de vie de leur population afin qu'elle continue de consommer et de s'endetter, bref pour que la machine capitaliste continue de fonctionner tant bien que mal et que le cycle du capital soit mené à son terme.

Construire des routes ou des voies ferrées n'a d'intérêt que lorsqu'on se donne pour objectif de faciliter les déplacements de la population en vue de consommer davantage, maintenant elle peut continuer de croupir dans des villages isolés si son niveau de vie n'a pas augmenté, qu'est-ce qu'elle irait faire en ville sans un sou en poche ou presque ? Jadis, la civilisation humaine s'est développée le long des océans et des fleuves parce qu'ils étaient les voies les plus pratiques et directes, les moins chères et les plus rapides pour commercer entre les peuples. Ce sont des peuples de navigateurs qui ont conquis le monde et en demeurent les maîtres.

A quoi bon développer des services publics ? A quoi bon construire des écoles pour cultiver un champ ou garder un troupeau de bovins ou d'ovins. A quoi bon instruire l'ensemble de la jeunesse qui sera ensuite livrée en grande partie au chômage ou sera amenée à occuper des emplois ne nécessitant aucune qualification particulière, elle sera formée en assez grand nombre dans des écoles privées payantes ou sur le tas en fonction des besoins des multinationales. A quoi bon construire des hôpitaux ou contribuer à améliorer le niveau d'hygiène de la population quand ces pays sont souvent confrontés à la surpopulation ou à une démographie galopante. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'eau potable quand il ne peut pas en payer le prix. A quoi bon permettre à chacun d'avoir accès à l'électricité si c'est pour ensuite ne consommer que quelques kilowatts par an.

Ajoutons, à quoi bon développer la production (industrielle) à destination de consommateurs inexistants ou insolubles ? Dans les pays dominés, l'Etat aux institutions et au personnel corrompus remplit essentiellement un rôle de maintien de l'ordre au profit de certains pans de la bourgeoisie locale, des grands propriétaires terriens et des multinationales. Et puis ou surtout, qui dit développement de la production, dit développement de la lutte des classes, des revendications sociales des exploités, c'est un processus immuable à travers le monde depuis que le capitalisme existe, quelle horreur !

Bref, à quoi bon développer quoi que ce soit dans les pays dominés, plus des trois quarts de la planète, quand les profits à en attendre fuiront le pays vers les pays dominants ?

La mise en concurrence des travailleurs du monde entier par le biais de la division du travail poussée à l'extrême à l'échelle mondiale, n'est pas sans contradiction non plus. En fait, chaque facteur qui participe au fonctionnement du capitalisme mondial comporte ses propres contradictions ainsi que les rapports qu'ils entretiennent, compliquant de plus en plus la tâche de ceux qui s'acharnent à assurer la survie du capitalisme. L'une d'entre elles et non des moindres, se traduit par la prise en compte de tous les facteurs économiques et sociaux à l'échelle mondiale qui tend à réduire le taux de profit moyen issu de l'exploitation du fait de l'élévation du niveau des besoins de l'ensemble de la population qui aspire au progrès social.

Tous les facteurs économiques font l'objet d'un calcul selon une moyenne tirée vers le bas ou vers le haut selon notamment les besoins de la population mondiale et le rapport de force entre les classes, à côté desquels la loi de l'offre et de la demande déformée par la spéculation remplit un rôle secondaire. Il est de plus en plus difficile aux capitalistes de maintenir isolé un seul de ces facteurs ou de rester indifférents à l'aspiration grandissante et légitime des peuples du monde entier à la démocratie, autrement dit à prendre en mains leur destin, à vivre mieux.

En conclusion, toute "croissance" ou développement économique ne peut que se traduire par de nouvelles revendications sociales de la part des masses exploitées, est-ce cela que vise Hollande et ses acolytes du G8 ? Qui peut imaginer un seul instant que telles seraient leur intention en dehors de D. Gluckstein (voir son dernier édito ou la causerie d'avant-hier) ? Toute revendication sociale satisfaite même de manière imparfaite ne pourra l'être qu'au détriment de l'amputation ou de la liquidation d'un acquis social d'une ou plusieurs couches de travailleurs en France ou dans le monde, il faut bien continuer d'engraisser les rentiers en payant leur dette rubis sur l'ongle jusqu'au dernier centime, n'est-ce pas messieurs Hollande et Ayrault ?

Jacques a dit "**enlève ta cravate**", et l'autre s'exécute comme un pantin.

Barack Obama a fait remarquer à son homologue François Hollande qu'il avait le droit d'enlever sa cravate, après que le nouveau président français eut été le seul dirigeant à porter cet accessoire vendredi en arrivant au sommet du G8 à Camp David.

"François, on avait dit que tu pouvais enlever la cravate!", s'est écrié le président américain. M. Hollande a répondu en anglais: "pour ma presse!"

"Pour ta presse, il faut que tu présentes bien", a convenu M. Obama, alors qu'une haie de photographes immortalisait cette

arrivée. (AFP 19.05)

J'espère que ceux qui ont appelé à voter Hollande le 6 mai avait mis une cravate pour accomplir leur "*devoir républicain*", sinon à quoi bon !

Otan et G8. Hollande et son mandat : assurer la stabilité du capitalisme mondial.

Il y a quelques années, il jugeait le G8 inutile. Après y avoir goûté pour la première fois, François Hollande s'est réjoui samedi des "*avancées*" obtenues à Camp David et s'est même attribué, en partie, la paternité de son issue sur la croissance.

Neuf ans et une élection présidentielle gagnée plus tard, le président français a révisé sa position. Confronté vendredi à ses déclarations passées, il s'en est sorti par une pirouette. "*Il y a une différence, c'est que j'y suis maintenant*", a-t-il répondu à la presse à Washington, "*ce qui peut me permettre, si je faisais le même constat, de faire bouger les choses*".

Celui qui qualifiait en 2003 le G8 de "*club de riches et de puissants*" pense être resté fidèle à ses promesses de campagne en convainquant ses interlocuteurs de la nécessité de s'écarter d'une politique marquée du sceau de l'austérité - sans toutefois convaincre tout à fait le Britannique David Cameron ou l'Allemande Angela Merkel sur les moyens d'y parvenir.

"*Je considère que le G8 a été utile et fructueux et permet d'envoyer un double message : il n'y aura pas de croissance sans confiance, et il n'y aura pas de confiance sans croissance*", a-t-il résumé lors d'un point de presse informel après la traditionnelle photo de famille sur la pelouse de Camp David, résidence des présidents américains sise au cour de la forêt du Maryland.

Aux dires de ses conseillers, François Hollande a insisté sur ce point auprès de tous ses interlocuteurs, qu'il s'agisse de Barack Obama vendredi à la Maison blanche, des dirigeants italien, britannique, japonais et canadien rencontrés en particulier, ou des autres participants.

"*Que tous se retrouvent autour du thème de la croissance, c'est déjà en soi un succès politique notable*", pense ainsi un diplomate français.

Plus nuancé pour prévenir les susceptibilités, notamment allemandes, le communiqué final du G8 plaide pour une zone euro "*forte et unie*" conservant la Grèce en son sein, déterminée à "*encourager la croissance*" et à lutter contre les déficits. Mais reconnaît que les mesures à prendre "*ne sont pas les mêmes pour chacun*".

En matière de croissance, "*la France et l'Allemagne n'ont pas de divergence, sinon nous n'aurions pas pu nous mettre d'accord sur le communiqué*", a déclaré Angela Merkel

Pour François Hollande, l'objectif est atteint.

"*J'avais au nom de la France l'objectif de mettre la croissance au coeur des débats et de faire que cette dimension de croissance, ajoutée à la consolidation budgétaire, aux efforts de redressement des comptes publics, puisse trouver sa place dans toutes les réunions*", a-t-il fait valoir.

"*Tout le monde a intérêt à ce que la croissance reparte, tous nos intérêts sont liés: s'il y a une croissance zéro ou une croissance négative en Europe, ça aura un impact sur la croissance mondiale, pour celle des Etats Unis, celle des pays émergents, celle de l'Afrique, partout. Nos intérêts sont liés*", a-t-il ajouté.

A Camp David, le président français a plaidé pour une recapitalisation des banques "*par des mécanismes de solidarité européenne*".

Quant au cas de la Grèce, le chef de l'Etat a de nouveau demandé que le pays conserve l'euro, "*respecte ses engagements mais soit appuyé, accompagné par l'Europe pour stimuler la croissance*".

Pour finir sur la Syrie.

le sommet des pays du G8 a appelé samedi à Camp David le gouvernement syrien "*et toutes les parties*" à faire cesser immédiatement la violence et à appliquer les dispositions du plan de Kofi Annan pour résoudre la crise politique.

"*Nous sommes consternés par les pertes en vies humaines, la crise humanitaire et les violations graves et étendues des droits de l'homme en Syrie*", ont indiqué les chefs d'Etat et de gouvernement des huit pays les plus industrialisés dans leur communiqué final.

"Le gouvernement syrien et toutes les parties doivent immédiatement et entièrement adhérer à leur engagement d'appliquer le plan en six points de l'émissaire spécial de l'ONU et de la Ligue arabe Kofi Annan, en particulier la fin de toutes les violences", indique le texte. (AFP et Reuters 19.05)

Sur la dette, l'euro, la Grèce, l'Iran, la Syrie, il n'existe même pas un soupçon de changement dans le discours de Hollande par rapport aux positions défendues par Sarkozy. Quant à la "croissance", pourquoi est-elle soutenue par tous les chefs d'Etat ainsi que le président de la Commission européenne ? Parce qu'elle signifie croissance de la production, donc part de marché de chacun des intervenants, de leurs profits, franchement qui serait contre parmi eux ?

Le Mélenchon grec ne souhaite pas mettre l'UE en difficulté.

M. Tsipras, dans un entretien dans l'édition de samedi du quotidien International Herald Tribune (IHT), a estimé qu'une sortie forcée de la Grèce de la zone euro "allait mettre l'Europe en très grand danger" (AFP 19.05)

Si M. Tsipras est inoffensif pour l'UE, il est dangereux pour le peuple grec, car il leur laisse les mains libres pour avancer dans la construction de cette institution à caractère dictatorial dirigée pour le compte d'une oligarchie cynique, déterminée et guerrière qui pourrait l'existence de l'humanité entière.

Il n'y a rien de pire que la demi-mesure qui conduit à une violente défaite, alors que face à un ennemi déterminé et belliqueux, il faut aller au bout de notre analyse qui conduit à la sortie de l'euro et de l'Union européenne, à la liquidation des institutions, et à la réorganisation de la production et de la société sur d'autres bases, les besoins de la population, le tout gérer par les travailleurs avec leurs organisations et partis combattant pour le socialisme, le socialisme scientifique de Marx et Engels.

Face à l'idéologie de l'asservissement, nous opposons l'idéologie de la liberté, c'est le règne de la liberté que nous devons conquérir, en finir avec le règne de la nécessité.

Actualité en titres

Leur monde de voyous.

- Ikea France évince ses dirigeants soupçonnés de surveillance illégale - AFP
- Un banquier suisse arrêté au Portugal dans une affaire de fraude - AFP
- L'affaire de corruption au Mexique pourrait se corser pour Wal-Mart - AFP

Ainsi va la crédulité ou la nullité de certains économistes.

- "Après avoir été sauvées par les États avec de l'argent qui n'existait pas, les banques sauvent les États avec de l'argent qui n'existe toujours pas" - Atlantico.fr

Le masque tombe, suite.

- Emploi: le gouvernement encaissera certainement des échecs, prévient Montebourg - AFP

Le journaliste de l'AFP a précisé que - M. Montebourg a tenu à souligner que la "première personne (qu'il avait reçue dans son ministère) est Jean-Louis Beffa [ancien patron de Saint-Gobain], un patriote de l'économie française".

INFOS EN BREF

Politique

1- Allemagne

Environ 20.000 personnes selon la police, plus de 25.000 selon les organisateurs, défilaient samedi après-midi dans le centre-ville de Francfort, la capitale financière allemande pour protester contre les programmes d'austérité européens.

Cette manifestation est la seule à avoir été autorisée par la municipalité et la justice allemande dans le cadre d'un programme du collectif d'organisations anti-capitalistes "Blocupy Frankfurt" initialement prévu sur quatre jours, de mercredi à samedi. (AFP 19.05)

2- Etats-Unis

Quelque 2.500 personnes ont manifesté haut et fort mais sans heurts vendredi sur une place du centre de Chicago à l'approche du sommet de l'Otan, dimanche et lundi, dans la plus grande ville de l'Etat de l'Illinois.

Les manifestants, parmi lesquels se trouvaient des centaines d'infirmières, ont scandé des slogans portant essentiellement sur les questions économiques, sans grand rapport avec les sujets de défense inscrits à l'ordre du jour du sommet.

"Nous sommes ici parce que nous sommes excédés par la manière dont Wall Street profite des guerres lancées par l'Otan", a déclaré Damien, un manifestant.

Une plus grande manifestation est attendue pour dimanche.(Reuters 19.05)

3- Taiwan

Au moins 20.000 Taïwanais ont manifesté à Taipei pour exprimer leur colère envers le président Ma Ying-jeou après une série de mesures impopulaires, à la veille de sa prise de fonction pour un second mandat.

"Président Ma, vous êtes nul!", pouvait-on lire sur des pancartes, alors que certains manifestants avaient collé sur leurs visages des autocollants avec l'inscription *"colère"*. La manifestation a été organisée par le principal parti d'opposition, le Parti démocrate progressiste (DDP).

"Nous exigeons des excuses de la part de Ma et demandons que le Premier ministre Sean Chen démissionne en raison de ses mauvaises politiques", a déclaré un porte-parole du DDP.

Ma se trouve sous le feu des critiques depuis qu'il a pris une série de mesures comprenant des hausses de prix du carburant et de l'électricité, dans un contexte de ralentissement économique et de forte inflation.

La proposition de son gouvernement d'autoriser l'importation de boeufs aux hormones en provenance des Etats-Unis a également provoqué la colère des paysans.

"Ma fait un très mauvais travail. Il prétend écouter le peuple mais il ne le fait jamais. J'espère vraiment qu'il va démissionner", a déclaré un manifestant, Keary Huang, qui travaille à Taipei.

Avant l'élection présidentielle de janvier, les sondages accordaient à Ma 40% d'opinions favorables, mais sa cote de popularité a plongé à 19,5% depuis, son plus bas niveau en presque trois ans. (AFP 19.05)

Social

Allemagne

Après des années d'austérité, l'Allemagne renoue avec les hausses de salaires: 800.000 employés de la métallurgie du Bade-Wurtemberg (sud-ouest) ont obtenu samedi une augmentation de 4,3% qui va servir de référence pour le secteur dans tout le pays.

La fédération allemande de la métallurgie Gesamtmetall a recommandé d'appliquer cet accord dans les autres régions. La vaste branche de la métallurgie, qui regroupe aussi le secteur des machines-outils, de l'automobile et de l'électronique, emploie 3,6 millions de personnes dans le pays et forme la colonne vertébrale de son industrie, très orientée vers l'export.

Le syndicat IG Metall exigeait au départ une hausse de 6,5% des salaires et faisait pression sur les entreprises de la branche avec des grèves dans tout le pays depuis fin avril, qui ont touché notamment Bosch, Siemens ou encore Daimler.

Outre une hausse de salaires immédiate de 4,3% à compter de mai jusqu'en avril 2013, cet accord pilote, trouvé dans la nuit de vendredi à samedi au bout d'un 5ème round de négociations, limite également le recours aux travailleurs intérimaires et favorise l'embauche des apprentis.

Au bout de deux ans maximum dans la même entreprise, un travailleur intérimaire devra ainsi obligatoirement recevoir une offre d'emploi de la part de celle-ci. D'autres règles concernant le recours aux intérimaires pourront être négociées au cas par cas avec les comités d'entreprise.

La coutume d'embaucher les apprentis après une période d'essai concluante a été confirmée, toutefois "en fonction du besoin de l'entreprise", selon Südwestmetall, la branche de Gesamtmetall dans le Bade-Wurtemberg.

Les hausses de salaires se sont multipliées ces dernières semaines dans différents secteurs en Allemagne. Elles ont été encouragées par le ministre allemand des Finances lui-même, Wolfgang Schäuble, qui a récemment estimé qu'il était "normal" d'augmenter à présent les salaires.

Ces hausses interviennent en effet après quinze ans d'austérité et de réformes sociales dures dans le pays, comme le report progressif du départ à la retraite et une flexibilité accrue du marché du travail, lequel est actuellement en pleine santé avec un taux de chômage de 7%, au plus bas depuis plus de 20 ans.

Cette semaine même la chancelière Angela Merkel et son gouvernement, chantres de l'austérité en Europe, se sont offert une hausse de salaires de 5,7%, la première en douze ans.

Fin mars, deux millions de fonctionnaires allemands avaient donné le ton en décrochant une augmentation de 6,3%, après des grèves d'avertissement. Environ 220.000 employés des banques publiques et privées en Allemagne luttent toujours pour obtenir une augmentation de 6%.

"Le pouvoir des salariés se renforce" en Allemagne dans de nombreux secteurs qualifiés, où le manque de main d'oeuvre va s'accroître en raison du vieillissement accéléré de la population allemande, estimait récemment Günter Warsewa, directeur de l'Institut pour le travail à l'université de Brême (nord).

Cependant "le système allemand de négociations sociales permet toujours d'arriver à un résultat intelligent", selon lui. "Les syndicats ne mettront pas en danger la croissance et la productivité".

Cela n'empêche pas quelques déconvenues, comme la décision d'Opel cette semaine de ne plus produire son modèle Astra en Allemagne à partir de 2015 mais uniquement en Grande-Bretagne et en Pologne, où les coûts de production sont moins élevés. (AFP 19.05)

Economie

Espagne

Le déficit public de l'Espagne s'est finalement élevé l'an dernier à 8,9% de son produit intérieur brut (PIB), contre 8,5% précédemment annoncé et 6% prévu à l'origine.

Le Trésor, qui a diffusé les nouveaux chiffres vendredi soir, a indiqué que l'Espagne s'en tenait néanmoins à son objectif de déficit 2012 de 5,3% du PIB.

Trois des 17 régions autonomes espagnoles avaient auparavant annoncé vendredi que leur déficit budgétaire pour 2011 était supérieur aux chiffres initialement publiés. (Reuters 19.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 mai

CAUSERIE

Vous avez eu Sarkonapoléon qui prétendait avoir sauvé l'épargne du Français moyen et des millions d'emplois, l'UE d'un terrible désastre financier et le monde du chaos, et bien maintenant vous avez Hollande, l'homme de paille des puissants, qui prétend inspirer à défaut de pouvoir l'imposer sa théorie sur la "croissance" à Obama, Merkel et Barroso.

En réalité, Hollande n'a rien inventé, il n'a fait que reprendre à son compte les différents rapports et les différentes recommandations de l'OCDE, de la Banque Mondiale, du FMI. Comment cela, pourquoi procéder ainsi ?

Tous les gouvernements de droite ou dits de gauche sont massivement rejetés par les masses pour avoir mis en oeuvre de violentes politiques d'austérité réduisant leur niveau de vie. Ceux qui se proclament de gauche et qui ne sont pas encore discrédités dans leur pays ou qui ne se sont pas encore brûlés les ailes à l'exercice de l'austérité, sont appelés à prendre la

relève pour amplifier cette politique antisociale dans les pays les plus puissants de l'UE, la France et l'Allemagne, puisque personne d'autres ne peut le faire à leur place : Sarkozy était grillé et il a dégagé, Merkel est usée jusqu'à la corde et va bientôt prendre le même chemin, Roy est déjà fini, Cameron est très impopulaire, Monti n'a même pas été élu, etc.

Comment ? Par un tour de passe-passe, en présentant la croissance sous un jour progressiste, laissant à chacun le loisir d'interpréter la croissance à sa manière, de préférence en y mettant ce qu'il en attend, et peu importe si finalement cela ne correspond pas à la réalité, ils n'ont pas le choix, il s'agit pour eux de parer au plus pressé et d'avancer car la crise ronge leur système au bord de l'effondrement. Quant à savoir si les masses seront dupes et pendant combien de temps, la réponse dans les semaines ou les mois à venir. Quand les coups pleuvront sur leurs têtes

Qu'est-ce qui a changé le 6 mai ? L'emballage, le contenu est demeuré exactement le même. En participant à cette mascarade, vous avez légitimé, soutenu ce numéro d'illusionnisme...

Quelques sujets de réflexion qui méritent notre attention et qu'il faut creuser.

- 1- En France. Avons-nous un président et un gouvernement fantoches ? Comment expliquer la présence de si nombreux avocats dans ce gouvernement ? Qui dirige vraiment le pays, une poignée de technocrates et de juristes conquis à l'UE ?
- 2- Dictature. Les lois restreignant le droit de manifester en Russie et au Canada, la criminalisation de ce droit... Je vous conseille de lire les articles mis en ligne sur cette question qui concerne le mouvement ouvrier international.
- 3- Comment peut-on prétendre que les institutions de la Ve République seraient légitimes quand dans l'Assemblée nationale sortante il n'y avait pas un seul ouvrier ?
- 4- Comment peut-on parler de l'indépendance de la classe ouvrière et ses syndicats quand ils sont incapables de se situer exclusivement sur le terrain de classe des exploités ?
- 5- La BCE prête aux banques de l'argent qui n'existe pas, puis les banques prêtent aux Etats, aux entreprises et aux particuliers de l'argent qui n'existe pas, d'où vient cet argent, à quoi correspond-il ?
- 6- Si la nature petite-bourgeoise (couches moyennes ou supérieures du prolétariat) des électeurs qui ont voté PS suffisait à en faire un parti ouvrier comme certains le prétendent, alors d'autres partis mériteraient cette étiquette, EE-Les Verts, le MoDem, on pourrait ajouter l'UMP et le FN... C'est grotesque, n'est-ce pas ?
- 7- Pourquoi parmi les partisans d'une sortie de l'euro et de l'Union européenne, personne ne décrit de quelle manière les choses se passeraient concrètement, au-delà du refrain habituel sur le rôle de la Banque de France qui ne nous avance pas à grand chose ?
- 8- Pourquoi aucun parti politique ne popularise-t-il pas le socialisme ? Existe-t-il encore un parti pour représenter le socialisme ?
- 9- Pourquoi absolument aucun parti ne boycotte-t-il pas les institutions ? Existe-t-il encore un parti indépendant des institutions et du capital ?
- 10- Pourquoi aucun parti ne se prononce-t-il pas contre le financement des syndicats par l'Etat ? Existe-t-il encore un parti indépendant de l'Etat ?
- 11- Pourquoi aucun parti dans son programme ne reprend-il pas la perspective d'une société sans classe et sans Etat ?
- 12- Pourquoi l'humanité devrait-elle être vouée à vivre sous le règne de l'exploitation et de l'oppression ? Serait-ce finalement son destin ? L'objectif du développement de la civilisation humaine à portée de la main mais impossible à réaliser jusqu'à présent, coïnciderait-il dès lors avec sa déchéance, sa perte, son auto-destruction, sonnerait-il le glas de sa disparition au même titre que bien des espèces animales ou végétales ?

On évitera les questions existentielles, soyons lucide en toute circonstance.

En famille. Le "**changement c'est maintenant**". La preuve.

Cela nous avait échappé. Lors de la cérémonie de passation de pouvoir, dans son discours inaugural au Palais de l'Elysée, Hollande a fait l'éloge de ses prédécesseurs dont il incarne la continuité : «*Charles de Gaulle qui a mis son prestige au service de la grandeur et de la souveraineté de la France, Georges Pompidou qui fit de l'impératif industriel un enjeu national, Valéry Giscard d'Estaing qui relança la modernisation de la société française.* ». Sans oublier le plus grand d'entre eux : Mitterrand à qui l'on doit notamment Maastricht, la BCE et l'euro.

Que des "grands hommes" qui ont eu l'insigne mérite de ne cesser de combattre la classe ouvrière.

Hollande : "**Nous n'y faisons pas obstacle**". Soumission à l'impérialisme américain par "**pragmatisme**".

Interrogé sur son approche des questions abordées au sommet de l'Alliance qui réunit les dirigeants de 28 pays à Chicago dimanche et lundi, François Hollande s'est déclaré "*pragmatique pour faire que, sur le sujet du bouclier antimissiles, toutes les précautions soient prises, toutes les conditions soient respectées*".

De source diplomatique française, on explique que quatre conditions doivent être réunies sur ce dossier.

"*Nous n'y faisons pas obstacle mais il y a quatre éléments décisifs*", a expliqué un diplomate français, citant tout d'abord "*le fait qu'il n'y ait pas opposition mais complémentarité entre dissuasion nucléaire et défense antimissile*".

Deuxième point: que soient réunies "*les conditions politiques d'engagement des forces*" - "*savoir qui appuie sur le bouton et quand*", a résumé un conseiller de François Hollande.

Les deux autres conditions sont financières: "*Cela ne doit pas nous exposer à des dérives financières*" et il faut que "*des industriels américains mais aussi européens et français puissent y trouver leur compte*", a-t-on ajouté. (Reuters 20.05)

Si le complexe militaro-industriel français tire profit de la présence de la France dans l'Otan, franchement, pourquoi s'en priver.

L'art de l'enfumage.

A propos du retrait partiel d'Afghanistan d'ici fin 2012 :

"*C'est une décision souveraine, même si, en même temps, ses conditions seront déterminées en accord avec nos alliés*", répète-t-on de source diplomatique française. (AFP 20.05)

Traduisez : nous ne prendrons pas de décisions qui traduiraient un désaccord avec nos alliés qui demeurent en dernier ressort les véritables maîtres de la situation.

Les masques tombent, suite. Le Front de gauche soutient ouvertement le gouvernement contre les intérêts des travailleurs passés à la trappe.

Le porte-parole des députés du Front de gauche, Roland Muzeau (PCF), assure le Premier ministre Jean-Marc Ayrault de leur "*implication résolue*" pour "*la réussite de la gauche*", et réclame plusieurs mesures sociales immédiates, dans une lettre rendue publique dimanche.

Il cite "*une augmentation significative du SMIC et des minima sociaux, l'application du droit de réquisition des logements vacants et la suspension de tout plan de licenciements dans les grandes entreprises jusqu'à la tenue d'une conférence avec les partenaires sociaux*".

"*Je veux vous assurer, avec la plus grande sincérité, de l'implication résolue du Front de gauche et de ses parlementaires pour la réussite de la gauche*", écrit M. Muzeau, dans cette missive datée de vendredi.

"*Dans cet esprit, nous soutiendrons chaque mesure qui ira dans le sens d'une plus grande solidarité et du progrès social et, fidèles aux engagements que nous avons pris devant les citoyennes et les citoyens, nous serons tout aussi déterminés quand tel ne sera pas le cas*", ajoute le député des Hauts-de-Seine.

"*Vous pourrez compter sur nous, ainsi, pour faire barrage efficace aux oppositions et pressions conservatrices qui ne manqueront pas à droite*", conclut-il. (AFP 20.05)

A propos de la candidature de Mélenchon.

La circonscription d'Hénin-Beaumont ou se présente M. Le Pen était la seule gagnable par Mélenchon. Pourquoi ? Parce qu'aucun dirigeant du PS ne s'y présente et que le PS local est englué dans des affaires de corruption depuis des années, du coup la place était libre pour enlever le morceau, tout du moins c'est le calcul d'épicier qu'a fait notre charlatan de service qui cumulera ainsi le mandat de député et de député européen s'il est élu.

Ce qui n'est pas encore gagné... bien que, puisqu'en additionnant les pourcentages du FN, du MoDem soutenu par l'UMP, selon un dernier sondage, si Mélenchon bénéficiait du report des voix des candidats du PS, d'Europe Ecologie- Les Verts et de Lutte ouvrière il atteindrait tout juste 51%. Mais Mélenchon est malin, il sait qu'il pourra compter en outre sur l'absence d'une partie des voix qui se seront portées sur le candidat du MoDem-UMP, mieux il pourra même espérer qu'une partie de ces électeurs votent pour lui pour empêcher M. Le Pen de l'emporter. Une grande inconnue demeure au-delà des déclarations hypocrites : le PS, Europe Ecologie- Les Verts et Lutte ouvrière ne préféreront-ils pas faire élire M. Le Pen pour infliger une défaite à celui qui a l'arrogance de s'estimer indispensable à la "gauche" ?

Vous me direz qu'on s'en fout complètement, je suis d'accord avec vous, c'était juste pour montrer à quel point on peut être tordu tout en prétendant le contraire. Les champions du combat contre l'extrême droite comme ils se présentent, demeurent en réalité ceux qui portent la responsabilité de la montée de l'extrême droite pour refuser de rompre avec le capital, l'euro, l'UE, l'ONU, l'Otan et j'en passe.

Actualité en titres

Leur monde, celui de Hollande, pas le nôtre.

- Hollande vante les mérites du G8, notamment sur la croissance AFP
- Sommet de l'Otan : Hollande s'adapte aux enjeux afghans - LeFigaro.fr

Qui a dit que les institutions de la Ve République étaient anti-ouvrières ?

- Aucun ouvrier, peu de femmes et beaucoup de sexagénaires parmi les députés sortants - AFP

S'il n'y a aucun ouvrier élu à l'Assemblée nationale, c'est que cette institutions est illégitime, non ? Non répond en coeur depuis plus d'un demi-siècle la confrérie des opportunistes réunies qui y participent ou qui appellent à y participer, tous partis et formations ouvrières sans exception, à croire qu'ils sont tous corrompus par les idées de la classe dominante.

INFOS EN BREF

Politique

1- Serbie

Le nationaliste populiste Tomislav Nikolic a remporté dimanche contre toute attente l'élection présidentielle en Serbie, le président sortant Boris Tadic admettant sa défaite avant même l'annonce des résultats officiels.

M. Nikolic a obtenu 49,4% des voix contre 47,4% pour M. Tadic, selon des résultats partiels portant sur un échantillon représentatif au niveau national pris en compte par le CESID, un organisme indépendant chargé de la surveillance du scrutin.

M. Nikolic, 60 ans, un populiste reconverti en pro-européen après avoir longtemps contesté une telle option pour son pays, avait misé notamment sur le mécontentement grandissant de la population en raison de la mauvaise situation économique en Serbie, où le chômage touche 24% de la population.

M. Nikolic a immédiatement tenu à rassurer quant à l'option européenne de son pays.

"La Serbie maintiendra sa voie européenne (...) Ce scrutin n'a pas porté sur qui conduira la Serbie vers l'UE mais sur qui réglera les problèmes économiques créés par le Parti démocratique" (DS) de M. Tadic, a dit M. Nikolic à la presse. (AFP 20.05)

2- Iran

Certains pays occidentaux envisagent une action militaire contre l'Iran qu'ils soupçonnent de vouloir se doter de l'arme nucléaire, a déclaré dimanche le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov.

Le responsable russe s'adressait à des journalistes dans l'avion qui le ramenait du sommet du G8 à Camp David, où les dirigeants mondiaux ont laissé entendre qu'ils étaient prêts à puiser dès cet été dans leurs réserves stratégiques de pétrole si un durcissement éventuel des sanctions contre Téhéran devait limiter les approvisionnements sur le marché.

"C'est l'un des signes nombreux et variés, venant de plusieurs sources, qui montrent que l'option militaire est considérée

comme possible et réaliste", a dit Riabkov.

"Nous recevons des indications, à la fois par des canaux publics et par nos services de renseignement, selon lesquelles cette option est considérée dans certaines capitales comme désormais plus plausible."

"Nous sommes très inquiets à ce sujet. Nous ne voulons pas que la région et le monde soient entraînés dans de nouvelles divisions et de nouveaux conflits politiques violents", a ajouté le numéro deux de la diplomatie russe. (Reuters 20.05)

Economie

Inde

L'Inde attendait 10 % de croissance, elle est tombée en dessous de 7% pour l'année fiscale qui vient de se terminer fin mars. Plus grave, sa production industrielle aurait chuté en territoire négatif, l'inflation pourrait dépasser les deux chiffres et la dette publique dépasse les 80%. (Atlantico.fr 20.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 mai

CAUSERIE

La réflexion du jour.

Autrefois il fallait tabler sur une grosse défaite pour que le mouvement ouvrier se réveille. Et bien même la défaite de 2007 n'y a rien fait, pourquoi, parce que la majorité des masses ne l'ont pas forcément vécu de la sorte, ni ceux qui les représentaient qui n'y avaient rien compris sur le coup. Pas plus aujourd'hui d'ailleurs, comment cela ? Car en cinq ans bien des choses ont changé, Sarkozy a gouverné pour le compte de ses amis du CAC 40 tout en reprenant à son compte une grande partie de l'idéologie de l'extrême droite au point de se faire haïr par la majorité des travailleurs.

S'il avait été réélu, bien des travailleurs auraient enragé, auraient été prêts à faire n'importe quoi pour le dégager, d'où la nécessité de se donner les moyens pour atteindre cet objectif... Un camarade m'a dit hier qu'il n'en était pas sûr car le niveau politique général des travailleurs était tombé très bas. Certes, mais face à une violente agression associée à la haine de celui qui la met en oeuvre, cela pouvait donner un cocktail explosif qui aurait surpris jusqu'aux travailleurs eux-mêmes qui se seraient mobilisés.

Il est vrai que bien des choses ont changé au cours des cinq dernières années, sauf pour nos dirigeants toujours scotchés à leurs théories foireuses. En gros, leurs partis ou groupes ne servent que leurs intérêts et le PS, c'était vrai après-guerre, c'était vrai en 1981, c'est toujours vrai en 2012.

Si Sarkozy était repassé, il pouvait tout faire péter par sa brutalité, Hollande poursuivra la même politique en y mettant la forme, en l'enveloppant dans un beau paquet cadeau nommé "*croissance*" à l'aide du "*dialogue social*" qu'il compte bien institutionnaliser. Appeler à voter Hollande en précisant qu'il n'y avait rien à en attendre était un tour de passe-passe inutile, puisque la majorité avait décidé de dégager Sarkozy sans pour autant se faire des illusions sur les intentions de Hollande.

Qu'est-ce qui ressort de tout cela ? Un front unique derrière Hollande, la fâcheuse impression que la totalité du mouvement ouvrier a voté Hollande, et que s'il n'y a rien à en attendre, il ne faut rien attendre non plus de ceux qui ont appelé à voter pour lui, bref, que la situation est sans issue politique, cadencée par les appareils. C'est tellement évident que même le jaune Chérèque avant le 6 mai n'a pas osé désavouer les journalistes qui lui prêtaient un certain soulagement de tirer un trait sur Sarkozy, sans toutefois appeler ouvertement à voter Hollande comme le fit Thibault pour la CGT, mais cela revenait au même.

C'est à se demander quel type de défaite il faudra que le mouvement ouvrier encaisse pour qu'il se remette sur les rails du combat pour le socialisme, du même ordre qu'à deux reprises au cours du XXe siècle ? La révolution prolétarienne ne pourrait surgir finalement qu'en réaction à une guerre impérialiste ?

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques.

Au "*bruit de campagne*", titres d'articles consacrés à la mascarade de la présidentielle au cours des derniers mois, succède "*Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques*", des articles (ou extraits) démontrant faits à l'appui que le gouvernement Hollande-Ayrault poursuit la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon.

Le gouvernement Hollande-Ayrault est un gouvernement capitaliste, impérialiste, l'actualité des quatre derniers jours le prouve déjà amplement. Ce n'est pas tant leur politique qui nous intéresse ici puisqu'on en connaît déjà le contenu réactionnaire, que la méthode utilisée pour l'appliquer et la manière de la présenter.

Vous n'avez plus rien à en attendre. Bienvenue au club !

"Je considère que le mandat qui m'a été confié par les Français a déjà été honoré", s'est vanté François Hollande. (AFP 21.05)

Son mandat (international) était de s'aligner sur l'impérialisme américain auquel les intérêts français sont liés, mission accomplie et il en est fier le bougre. L'autre volet national de son mandat, c'est de préserver les avantages de l'aristocratie ouvrière, des couches supérieures du prolétariat et des intellectuels subordonnés au régime qui constituent son fond de commerce et en assure la stabilité contre le reste de la classe ouvrière. Là cela va être plus difficile dans les semaines et mois à venir... Cela fera l'objet de tractations de marchands de tapis avec les dirigeants syndicaux, toujours au détriment de l'immense masse des exploités inorganisés ou atomisés selon le principe des vases communicants. Chez Air France ils sont déjà en train de négocier des milliers de suppressions de postes et la remise en cause des conditions de travail jugées trop favorables aux travailleurs par la direction, par exemple.

Au lieu d'en appeler à la mobilisation dans l'unité des travailleurs du public et du privé pour conserver leurs acquis ou obtenir des améliorations de leur sort, les uns seront appelés catégoriellement à défendre leur bout de gras contre les autres secteurs moins organisés ou plus difficilement mobilisables. Gageons que Ayrault, Sapin et Montebourg pourront bientôt dire la même chose que leurs prédécesseurs à l'égard des dirigeants syndicaux, qu'ils ont su faire preuve de responsabilité face aux difficultés que traverse la France pour reprendre le discours de Fillon.

Titre de l'article par l'AFP : *Sur le fond et la forme, Hollande ravi de sa première sortie diplomatique.*

Il a donné des gages de ses bonnes intentions aux maîtres du monde qui savaient pertinemment à quoi s'en tenir depuis longtemps sur son compte. Ils les ont acceptés en guise de bienvenue au club des nantis qui pourrissent la vie de tous les peuples de la planète. Ils ont joué le jeu, c'est normal, Hollande est l'un des leurs.

Et puis, après son offre de service sur la "croissance" qui rime avec surexploitation, précarité renforcée et nouveaux cadeaux aux capitalistes, ils ont tout de suite compris quel avantage ils pourraient en tirer. Vaut mieux que ce soit Hollande qui monte au créneau, c'est lui qui en retour prendra le boomerang en pleine figure lorsque l'effet d'annonce sera passé. Ils se disent qu'il sera plus facile de faire passer de nouvelles mesures d'austérité par un président qui se prétend socialiste, à ceci près qu'à trop tirer sur la corde elle finira bien par casser un jour, c'est ce à quoi nous allons nous employer et le plus tôt sera le mieux.

Avec l'arrivée de Hollande au Palais et une majorité de députés PS et ses satellites en juin prochain, on va se retrouver dans la même situation qu'en 1981 quand il n'y avait plus officiellement d'opposition face au capital. Jusque là, l'illusion que le PS et ses acolytes constituaient une opposition au gouvernement pouvait alimenter l'espoir d'un changement ou tout du moins encourager les travailleurs à se mobiliser en s'assurant éventuellement de leur soutien.

Désormais c'est terminé, le consensus entre le capital et le PS réalisé au plus haut niveau de l'Etat en l'absence de toute issue politique portée par un parti ancré profondément dans les masses, leur interdit de formuler le moindre espoir, elles se retrouvent pour ainsi dire totalement désarmées face à un pouvoir censé représenter leurs intérêts alors qu'il n'en est rien, elles se retrouvent neutralisées, contraintes au désespoir.

Hier soir, lors d'une longue communication téléphonique, un camarade qui a refusé de voter Hollande le 6 mai, s'est étonné qu'aucun parti ou aucune formation politique n'ait appelé à boycotter les élections présidentielles et législatives, sans forcément justifier le recours au boycott. Nous en sommes arrivés à la conclusion qu'ils étaient tous corrompus par le capital à des degrés divers et que la situation politique actuelle était le produit de l'incapacité du prolétariat à se doter d'une nouvelle direction révolutionnaire au cours des 70 dernières années, de l'incurie politique de la quasi totalité des dirigeants issus de la IVe Internationale, dont l'appel à voter Hollande a été le dernier témoignage en date.

Nous assimilons cet appel à une désertion, une capitulation en rase campagne. Aujourd'hui les uns et les autres vont se tourner vers Hollande et son gouvernement comme nous l'avions prévu. Ce qu'ils en attendent, c'est ce qu'ils sont incapables de concevoir par le biais de la lutte de classe. Au lieu de tirer les enseignements de l'impossibilité dans laquelle nous nous trouvons d'obtenir quelque chose parce que nous n'avons pas les moyens de mobiliser la classe, ils vont reprendre leur refrain habituel qui nous a justement conduit dans cette impasse politique. Du coup, ce camarade qui a milité pendant plus de 50 ans m'a dit, qu'il avait dépassé le stade du désespoir, qu'il n'attendait plus rien de personne et de nulle part, honnêtement, il ne voyait pas comment nous pourrions nous en sortir.

Alors imaginez un instant l'état d'esprit des travailleurs qui n'ont pas cette longue expérience de la lutte de classe, car il en a fallu de

la volonté et du courage pour tenir pendant 50 ans face à une armée d'opportunistes qui a brisé la déterminant de plus d'un militant ouvrier. On s'est interrogé, pourquoi ne sommes-nous pas parvenus à surmonter tous les obstacles qui se sont dressés sur notre route, pourquoi finalement aucun dirigeant ou parti n'a réussi à s'imposer et n'est plus honnête qu'un autre, ceci explique sans doute cela avons-nous convenu bien que ce ne soit pas la seule explication.

J'ajouterai qu'une partie des dirigeants qui ont émergé au lendemain de la guerre étaient inexpérimentés ou faibles sur le plan théorique, qu'ils ne possédaient pas forcément les qualités requises pour diriger un parti, ce qui ne les a pas empêchés de s'en emparer et de rester à leur direction pendant des décennies, jusqu'à modeler leur parti à leur image, lui imposer un modèle de fonctionnement qui n'avait pour fonction que de camoufler leurs propres faiblesses pour conserver le pouvoir, tandis que leur ligne politique autodéclarée conforme au trotskisme était en réalité subordonnée aux appareils du PS ou du PCF, de FO ou de la CGT.

Dettes : même discours rubis sur l'ongle. C'est aux travailleurs de payer pas aux capitalistes !

La France respectera ses engagements de réduction du déficit public dès 2013 et reviendra à l'équilibre budgétaire comme promis en 2017, a déclaré lundi le nouveau ministre des Finances Pierre Moscovici à Berlin.

"Les engagements qui ont été pris par le président François Hollande pendant sa campagne en matière de finances publiques seront tenus", a-t-il affirmé lors d'une conférence de presse avec son homologue allemand Wolfgang Schäuble, tout en réitérant l'intention de Paris de "mettre sur la table" toutes les solutions pour doper la croissance dans la zone euro.

Les deux ministres ont aussi évoqué "les mesures possibles pour relancer la croissance en Europe", selon le Français, citant "l'amélioration de la compétitivité" et le "soutien aux investissements". (AFP 21.05)

Grèce : même discours, même diktat. C'est au peuple grec de payer, pas aux armateurs, aux banquiers et à l'Eglise.

Wolfgang Schäuble a déclaré qu'il "fallait tout faire pour garder la Grèce dans l'union" monétaire, de concert avec Pierre Moscovici, lors d'une conférence de presse. "Nous considérons ensemble que la Grèce a sa place dans la zone euro", mais Athènes doit "tenir ses engagements", a ajouté le ministre socialiste français, qui avait choisi Berlin pour son premier voyage à l'étranger. (AFP 21.05)

Pas question d'éviter ou d'interdire les plans sociaux, les licenciements, il faudra faire avec.

Le ministre délégué chargé de l'Economie sociale et solidaire, Benoît Hamon, a déclaré lundi soir sur i.Télé que le gouvernement voulait "donner davantage d'instruments, de moyens aux salariés pour faire face à des plans sociaux".

Selon Benoit Hamon, la France "a perdu 450.000 emplois industriels parce qu'on les a laissés partir pour nombre d'entre eux, parce qu'on a laissé les délocalisations se faire, parce qu'on n'a pas incité aux relocalisations".

Qui "on", sinon le PS qui prétend être au côté des travailleurs alors qu'il est au côté des patrons ?

"La logique de ce gouvernement, ce n'est pas d'accompagner les stratégies de réduction des coûts qui existent dans tous les groupes et qui consistent à expliquer que pour faire davantage d'argent et mieux rémunérer les actionnaires, il faut qu'il y ait moins de salariés", a-t-il dit. (source : AFP 21.05)

Les bureaucrates pourris des syndicats dans ces entreprises s'en chargeront volontiers, ils ont acquis une solide expérience dans ce domaine au côté du patronat et des gouvernements précédents, vous pourrez compter sur eux, le PS n'aura même pas besoin de s'en mêler.

Parole d'un internaute adhérent ou sympathisant du Front de gauche

- "Mélénchon extrémiste ? C'est une blague ... commencez par lire le programme du Front de gauche et vous verrez que ce n'est pas le cas. Il ne faut pas confondre NPA, Lutte Ouvrière et le Front de Gauche qui est la seule vraie force de gauche anti-austérité sans être extrémiste (pas de nationalisation des banques, pas de volonté de sortir de l'euro, pas d'expropriations). Ce n'est pas parce que le PS a déplacé sa ligne politique plus à droite qu'il y a dix ans qu'on peut se permettre d'appeler ça de l'extrémisme. Et cessons de comparer La Riche Chatelaine de Le Pen héritière des valeurs de la collaboration avec Mr Mélénchon, ancien socialiste qui prône une révolution citoyenne et républicaine par les urnes. avant de parler sans savoir, faites au moins l'effort de vous renseigner ... "

Merci monsieur pour ces précisions que nous connaissions déjà mais qui "renseignent" sur la nature politique de Mélénchon et le Front de gauche totalement subordonnés au régime et à l'Union européenne qui les nourrissent, et dont ils réclament

une "réorientation" de sa politique économique et sociale, alors que l'UE a été conçue comme un carcan pour soumettre les peuples de l'UE au talon de fer du capital.

D'une scie qui a été conçue pour couper du bois, Mélenchon voudrait nous faire croire qu'elle pourrait être utilisée en maçonnerie pour couper des parpaings, oui c'est aussi grotesque que cela, nous faire prendre des vessies pour des lanternes rien de moins.

Mélenchonade. Vive l'ONU !

Titre d'un article de presse : Mélenchon fustige la croissance "libérale" du G8 - LePoint.fr 21.05

Jean-Luc Mélenchon (Front de gauche) s'est montré lundi très circonspect sur le bilan du G8, "une institution détestable", qui préconise, selon lui, une croissance "libérale".

Il a affirmé sur France 2 que ce mot "ne veut rien dire". "Il y en a deux définitions. Les uns, la droite et les libéraux, disent : on va produire plus avec des coûts salariaux moindres avec de l'innovation, c'est la politique de l'offre. On connaît le résultat : salaires de plus en plus bas, délocalisations..."

"Et puis il y a la version de gauche", on "part de la demande, de quoi les gens ont besoin, et on y met l'argent dont on a besoin : argent public pour les services publics, augmentation des salaires pour les ouvriers", a-t-il poursuivi.

"Que recouvre le mot croissance mis dans le G8 ? Ne me faites pas rigoler, c'est la version libérale mondiale de ce G8 qui est une institution mondiale", a dit l'eurodéputé. "C'est huit nations qui sont là et qui donnent des ordres à la terre entière. Il y a un organisme de l'ONU qui s'occupe de ces questions, la Cnuced. Pourquoi éprouve-t-on le besoin de faire ce directoire à 8 ? Quand on va au bal, c'est pour danser. Si François Hollande va au G8, il ne peut faire autre chose que du G8", a encore dit Jean-Luc Mélenchon. (lepoint.fr 21.05)

Parce que voyez-vous l'ONU accepterait, mieux soutiendrait une politique qui "part de la demande, de quoi les gens ont besoin", qui inclurait une "augmentation des salaires pour les ouvriers", ben voyons, c'est bien connu que l'ONU est une agence du travail contre le capital, qu'elle oeuvre depuis plus d'un demi-siècle avec une fidélité sans faille au bien-être de l'humanité, à la paix dans le monde...

Par ailleurs, dimanche sur France Inter, ce charlatan s'est fendu de petites phrases en direction de Hollande, extraits :

- "Moi je n'embête pas Hollande", il manquerait plus que cela !

- "J'ai pris un engagement solennel au nom du Front de gauche: jamais le groupe du Front de gauche (...) nous ne voterons une motion de censure déposée par la droite". Il ne l'a pas précisé alors disons-le à sa place : nous ne déposerons pas de motion de censure contre le gouvernement de crainte que la droite s'y associe et que le gouvernement tombe. Bref, quoi qu'il arrive, nous le soutiendrons.

Le NPA et le front unique avec le PS

Toutefois, "on peut avoir sur des sujets ponctuels des meetings communs, des batailles unitaires, y compris avec le PS, même si ça va être plus dur parce qu'ils sont au gouvernement", a-t-il dit, citant l'exemple des luttes des salariés de Fralib (Bouches-du-Rhône) ou d'Arcelor (Moselle).

L'objectif pour le NPA reste, comme l'affirme Mme Poupin, d'être "une opposition à la gauche de ce gouvernement". "Il n'y a rien à attendre de ce gouvernement", appuie M. Poutou. (AFP 21.05)

Nous, nous sommes contre tout front unique avec le PS en tant que parti du gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault. En revanche, nous n'avons rien contre un front unique ponctuel et circonscrit à un objectif précis avec des militants du PS ou du PCF, du POI, NPA ou LO.

Côté justice, qu'est-ce qui a changé depuis le 6 mai ? Devinez ? Rien !

Les laboratoires Servier et leur président-fondateur Jacques Servier ont obtenu lundi une victoire procédurale avec le renvoi de leur premier procès pour "tromperie aggravée" dans l'affaire visant le médicament Mediator.

Les prévenus ont au moins gagné du temps, et pourraient même in fine obtenir l'annulation totale d'une des deux procédures pénales relatives à ce médicament prescrit à des millions de personnes de 1976 à 2009 et qui aurait fait, selon des rapports officiels, de 500 à 2.000 morts.

Saisi d'une citation directe par 600 victimes présumées, le tribunal correctionnel de Nanterre (Hauts-de-Seine) a retenu une demande soulevée par les prévenus, une "*question prioritaire de constitutionnalité*" (QPC) consistant à se plaindre d'une possible violation des droits de la défense.

On ne peut, dit la défense des prévenus, juger les suspects pour "*tromperie*" sur citation directe alors même qu'une instruction est en cours à Paris sur les mêmes faits, dans laquelle pourraient apparaître des éléments à décharge.

Cette QPC sera soumise à la Cour de cassation qui aura trois mois pour statuer. Elle décidera soit de la rejeter, auquel cas le procès de Nanterre pourra se tenir, soit de la transmettre au Conseil constitutionnel, qui aura alors un délai de trois mois pour statuer définitivement. S'il accepte les arguments de la défense, le procès de Nanterre ne se tiendra jamais.

Dans sa décision lue à l'audience, la présidente du tribunal de Nanterre a eu des mots très durs pour les avocats des plaignants, qui s'étaient vantés dans la presse de "*faire partir avec les pinces*" les prévenus dans un délai de quelques jours.

La magistrate, Isabelle Prévost-Desprez, a rappelé le droit de chacun à un "*procès équitable*" et ajouté : "*il ne saurait être imposé à aucun juge un procès tronqué*".

Hervé Témine, l'avocat de Jacques Servier, qui est âgé de 90 ans, a triomphé devant la presse. (Reuters 21.05)

Avec un peu de chance, cette ordure a 90 ans et il va bénéficier de 6 mois de rallonge avant d'être jugé, enfin peut-être, trois mois de la Cour de cassation et trois mois du Conseil constitutionnel, il sera peut-être crevé avant, sans être jugé pour ses crimes. C'est un serial killer et un récidiviste par dessus le marché.

Quand on dit qu'il faut faire table rase du passé, est-ce qu'on exagère ? Abolir la Constitution de la Ve République, c'est abolir leur justice, leur police, leur armée...

Mégalocratie.

L'émirat a inauguré un immeuble résidentiel de 107 étages et dont l'appartement le plus haut culmine à 356,9 mètres, a annoncé lundi l'agence officielle des Émirats arabes unis, citant le livre Guinness des records. La tour Princess, haute de 414,3 mètres, est surmontée par un dôme en forme de couronne.

Dubai abrite déjà la plus haute tour du monde, Bourj Khalifa (828 m), inaugurée en janvier 2010 et qui est devenue le nouvel emblème de l'émirat. Cette tour compte 200 étages. (lepoint.fr 21.05)

Comment ils se gavent, suite. Légal mais illégitime.

M. Cook, qui a assumé la direction générale d'Apple en août, deux mois avant la mort du fondateur et précédent patron Steve Jobs, affiche une rémunération de quelque 377,98 millions de dollars, selon un enquête publiée lundi.

Le fondateur et directeur général d'Oracle Larry Ellison apparaît en deuxième place de ce classement, avec 76,01 millions de dollars.

Ces chiffres, tirés des rapports annuels aux actionnaires, ont été compilés par Hay Group pour le compte du quotidien et portent sur les 300 plus grandes entreprises cotées aux Etats-Unis selon leur chiffre d'affaires.

Le patron de la chaîne de télévision CBS Leslie Moonves est en troisième position avec 69,32 millions de dollars, suivi du directeur général de la chaîne d'habillement en difficulté JCPenney, Ronald Johnson (53,27 millions de dollars), recruté chez Apple en novembre.

Le PDG de Motorola Mobility Sanjay Jha est cinquième avec 46,59 millions de dollars.

Le top 10 comprend encore les patrons de Citigroup, Viacom, Motorola Solutions (équipements télécoms professionnels), Walt Disney et Ford, dont le patron Alan Mulally a gagné 28,89 millions de dollars. (AFP 21.05)

INFOS EN BREF

Politique

1- Canada

Une nouvelle soirée de manifestations émaillée de scènes de violence a conduit à l'arrestation de plus de trois cent personnes à Montréal et fait dix blessés, selon les autorités.

Il s'agit souvent d'interpellations de courte durée, les personnes étant relâchées peu après s'être fait signifier les délits dont ils se sont rendus coupables et le montant de l'amende.

La manifestation a été déclarée "*illégale*" par les forces de l'ordre dix minutes après le départ, l'itinéraire n'ayant pas été communiqué à la police contrairement à ce que prévoit la "loi spéciale" votée vendredi et qui a ravivé les tensions entre étudiants et autorités.

Les forces de l'ordre n'ont pas chiffré le nombre de manifestants mais les médias locaux parlaient de plusieurs milliers de personnes au départ puis de quelques centaines aux alentours de 23H00 (03H00 GMT).

Après des arrestations de masse aux alentours de 22H00 (02H00 GMT), les manifestants se sont scindés en multiples petits groupes, créant un "chaos indescriptible" dans le centre-ville de Montréal, selon les médias locaux.

Ce mouvement de protestation étudiantin, qui dure depuis trois mois, a pris une autre tournure, plus violente et plus politique depuis le vote vendredi par le gouvernement d'une "*loi spéciale*". Le texte, en plus d'imposer de fortes limitations à la liberté de manifester, met pratiquement fin à la grève, car le semestre en cours est suspendu jusqu'à la mi-août dans les universités et collèges universitaires en grève. (AFP 21.05)

2- Italie

Les électeurs italiens ont durement sanctionné les partis traditionnels soutenant l'austérité et notamment la droite lors du deuxième tour des élections municipales partielles de dimanche et lundi, comme à Parme, où le candidat du Mouvement 5 Etoiles l'emporte.

Organisées dans un climat morose après le tremblement de terre en Emilie-Romagne et un attentat dans les Pouilles, ces élections ont été marquées par une participation en baisse de plus de quatorze points par rapport au premier tour des 6-7 mai, avec à peine 51%.

Ce scrutin a donné l'occasion aux Italiens de manifester leur hostilité croissante à l'égard du Parti de la liberté (PDL) de Silvio Berlusconi et, à un degré moindre, du Parti démocrate (PD, centre-gauche), ainsi que de la politique de rigueur conduite depuis novembre par le gouvernement de techniciens formé par Mario Monti.

La principale surprise du scrutin est venue de Parme, remportée par le candidat du Mouvement 5 Etoiles, le rassemblement anti-système créé par l'humoriste Giuseppe "*Beppe*" Grillo, parfois surnommé le Coluche italien.

Dans cette ville de 190.000 habitants qui a été le théâtre de scandales de corruption ces dernières années, Federico Pizzarotti l'emporte avec plus de 60% des suffrages. Au premier tour, il n'avait obtenu qu'un peu plus de 19% des voix.

Ces résultats ne sont pas de bon augure pour le président du Conseil Mario Monti, soutenu par le PDL et le PD, alors que doivent se tenir en 2013 les législatives. Le discours anti-corruption et hostile aux hausses d'impôts, sur fond de scandales de corruption, a attiré des électeurs qui ont préféré donner leur voix aux candidats "*anti-système*", opposés à la politique de rigueur défendue par les deux grands partis.

Outre Parme, le Mouvement 5 Etoiles de l'humoriste Giuseppe Grillo a fait de bons résultats dans le Nord, raflant les petites villes de Mira (Vénétie) et de Comacchio (Romagne). Il a profité de l'écroulement de la Ligue du Nord : le parti populiste, ébranlé par un scandale de corruption, a perdu lundi dans les sept villes où il était encore présent.

Plus de 900 conseils municipaux étaient renouvelés lors de ces élections et près de 120 ont fait l'objet d'un second tour. Lors du premier tour, plus de neuf millions d'électeurs, soit 20% du corps électoral, avaient été appelés aux urnes.

Près de trois quarts des Italiens se disent "*très inquiets*" par la situation économique et ne s'attendent à aucune amélioration prochaine, selon un sondage ISPO-Intesa Sanpaolo publié dimanche dans le Corriere della Sera.

Les Italiens n'ont "*jamais été aussi pessimistes et inquiets au sujet de la situation économique et sociale du pays*", écrit le sondeur Renato Mannheim au sujet des résultats de cette enquête. (Reuters 21.05)

Social

France

Air France, contrainte à un vaste plan d'économies sur trois ans, poursuit les négociations avec les syndicats pour fortement améliorer la productivité des personnels, ce qui pourrait générer des sureffectifs et par conséquent des suppressions de postes.

"L'élaboration du plan de transformation de l'entreprise, visant à restaurer notre compétitivité à horizon 2015, se poursuit au niveau du management ainsi qu'avec les organisations représentatives du personnel", a affirmé lundi un porte-parole de la compagnie.

Jeudi, un comité central d'entreprise sera l'occasion de faire un point d'étape sur la situation de la compagnie.

La direction a souligné que de ces négociations, qui revisitent une bonne partie des accords d'entreprise (amplitude horaire, prise de congés, composition d'équipage, etc.), dépend la réussite du plan d'économies triennal (Transform 2015) et *"la capacité d'Air France à éviter des départs non volontaires"*.

Le porte-parole réagissait à une information du Figaro faisant état d'un projet de 5.000 suppressions de postes d'ici 2015, dont une moitié via des départs naturels (retraite, démissions) et l'autre via un plan de départs volontaires.

Air France a démenti ces informations.

Du côté des syndicats, la CFDT estime que *"c'est probablement la fourchette vers laquelle on se dirige"*. *"A ce jour, la direction n'a jamais annoncé de chiffre"*, précise toutefois Michel Salomon, délégué CFDT.

En 2009/2010, 1.800 personnes avaient quitté Air France via des départs volontaires, limités au personnel au sol.

Depuis plusieurs centaines de départs naturels au sol n'ont également pas été remplacés.

Globalement, environ 800 personnes quittent chaque année Air France.

Cette fois, le personnel navigant (environ 4.000 pilotes et 15.000 hôtesse/stewards) pourrait être visé par une compression des effectifs.

Dès la fin avril, la section PNC (hôtesse et stewards) de l'Unsa avait exprimé sa préoccupation sur *"des suppressions de postes massives à l'horizon 2014"*.

Une analyse que ne partage pas l'Unac (CFE-CGC): *"A ce jour, je n'ai aucune info dans ce sens, ce ne sont que des rumeurs"*, a confié lundi à l'AFP Franck Mikula, délégué Unac (hôtesse et stewards).

"Nous avons ces dernières semaines étudié un catalogue possible de mesures, maintenant nous allons négocier pour savoir celles qui seront appliquées; il est donc prématuré de chiffrer d'éventuels sureffectifs", explique le syndicaliste.

La direction a réaffirmé qu'elle ferait fin juin des annonces structurelles, sur le plan social, industriel et commercial, après une première série de mesures d'économies dévoilées en janvier (gel des salaires et des embauches, publicité, investissements, frais de déplacements, billets réduits, etc.). (AFP 21.05)

Les syndicats sont en train de collaborer avec la direction à la suppression de ces milliers de postes.

Economie

1- Espagne

Les pertes des banques espagnoles pourraient atteindre 260 milliards d'euros et le secteur pourrait avoir besoin d'une aide allant jusqu'à 60 milliards d'euros, a affirmé lundi l'Institut de la finance internationale (IIF).

"Le plus gros des pertes devrait être généré par les prêts immobiliers, qui sont concentrés au sein des Cajas", les caisses d'épargne régionales, ont-ils ajouté. (AFP 21.05)

2- Inde

Les investisseurs parlent de *"carnage à Dalal Street"*, la rue où se situe le Bombay Stock Exchange. La roupie indienne, une

des monnaies émergentes fortes en 2010, renoue avec des accès de faiblesse et a touché lundi 21 mai son plus bas niveau face au billet vert, passant sous les 55 roupies pour un dollar.

Il s'agit de la quatrième séance de suite où la monnaie indienne, partiellement convertible, enregistre un record de faiblesse.

Première explication, l'ensemble des devises considérées comme risquées, les devises émergentes en première ligne, est délaissé par les cambistes au profit des monnaies vues comme sûres : dollar, yen, franc suisse...

Mais, plus grave, la faiblesse de la roupie est davantage due aux faiblesses structurelles du pays qu'à un jeu spéculatif de traders sur le marché des changes. La hausse du produit national brut n'a atteint que 6,1 % au dernier trimestre 2011, contre une moyenne de 8,5 % avant la crise.

Cette fois, la Banque centrale indienne ne semble pas vouloir intervenir, en vendant des dollars par exemple. La Reserve Bank of India a annoncé jeudi des mesures visant à contenir la baisse récente de la monnaie et elle a demandé que les exportateurs et les autres détenteurs de devises étrangères convertissent en roupies la moitié du total de leurs revenus.

Mesure inverse, la banque centrale avait annoncé, en avril, l'abaissement, pour la première fois depuis trois ans, de son taux de référence d'un demi-point, à 8 %. La baisse des taux est l'outil privilégié pour relancer la croissance, mais cette baisse du loyer de l'argent diminue également son intérêt auprès des investisseurs. D'où la baisse de la monnaie.

A l'inverse, une hausse des taux sert à décourager le crédit et permet de lutter contre l'inflation, une plaie de l'économie indienne. Récemment, l'envolée des prix alimentaires avait atteint près de 10 %.

"Le cycle d'investissement a peu de chance de reprendre bientôt, étant donné le peu de confiance des investisseurs et le manque d'assouplissement de la politique monétaire", argue la banque Standard Chartered. De plus, le fossé entre la consommation, grandissante, et les investissements, taris, risque de se transformer en pente inflationniste et de rendre encore plus insoluble cette quadrature du cercle monétaire.

Avantage, cependant, de la dépréciation de la monnaie indienne, cette baisse de sa valeur de près de 20 % sur un an augmente proportionnellement l'attrait de ses exportations, rendues plus compétitives : sucre et coton notamment. (lemonde.fr 21.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 23 mai

CAUSERIE

(Ceci est le premier jet de la journée, il est 10h30 et je dois aller faire des courses. Je compléterai cette causerie plus tard dans l'après-midi, ici en Inde. Bonne journée à tous, à la camarade Aude dont j'ai été consulter la page Facebook, exceptionnellement.)

J'ai actualisé la page d'accueil des rubriques économie et Grèce. Aujourd'hui il fait entre 45 et 50°C à Pondichéry (Inde du Sud).

J'ai ajouté 28 articles en ligne depuis le 21 mai. C'est indispensable d'être correctement informé et de savoir de quoi on cause avec les travailleurs. Un conseil, méfiez-vous des portails d'information qui se veulent de "gauche", "alternatifs", "citoyens", progressistes ou humanistes quoi, genre Le Grand Soir, Agoravox, Alterinfo, Rue89 et bien d'autres qui certes sont corrompus par l'idéologie dominante comme tous les autres à des degrés divers, sauf que dans leur cas et contrairement au Réseau Voltaire ou Mondialisation.ca, c'est plus sournois, plus pernicieux, leur manque d'impartialité est maquillé ou n'apparaît qu'au détour d'un mot auquel on ne prête pas forcément attention.

Deux exemples :

- Le Grand Soir. *La nounou de l'Europe, Angela Merkel, est isolée - Les vents sont désormais contraires à l'austérité*, article paru sur legrandsoir.info daté du 23 mai 2012. L'austérité envolée, vous y croyez ? Hollande l'a dit et ces larbins lui emboîtent le pas.

- Agoravox. *Foucault, Onfray, Comte-Sponville face au plaisir à la liberté et au néo-puritanisme* du 21 ou 22 mai. Onfray "dépasse brillamment l'idéologie soixante-huitarde, le « jouissez sans entrave » qui ne fut qu'une éphémère récréation, un léger frémissement, qui ne dura tout juste qu'une quinzaine d'années. Empêtré dans l'idéologie gauchiste et dans les contradictions du marxisme, l'esprit de Mai 68...". Le gauchisme et la manière dont s'est terminé mai 68 seraient le produit des "contradictions du marxisme" au lieu d'être le produit d'un manque de maîtrise du marxisme de leur part, de leurs faiblesses ou lacunes, tout est

bon pour tirer sur le marxisme l'air de rien.

On peut lire entre autres conneries dans cet article, que la morale serait du ressort du bon sens et non le produit du rapport entre les classes, de l'existence des classes et de la domination d'une classe en particulier qui en exploite et opprime une autre.

Dans un autre article bien pourri intitulé *Jacques Attali n'est pas libéral*, l'auteur s'emploie à le présenter de manière contradictoire pour embrouiller le lecteur, alors qu'en réalité Attali le banquier du PS est un des propagandistes du Nouvel ordre mondial concocté par les gangsters de la finance américaine et les néoconservateurs.

L'autre avantage du Réseau Voltaire ou de Mondialisation.ca, c'est que ce ne sont pas des blogs ouverts aux commentaires d'internautes intéressés ou ignorants ou encore débiles. Certes, tous ces portails sont sans exception anticommunistes, mais qui ne l'est pas de nos jours ?

Pour ma part, les sources d'information auxquelles je recours tiennent sur les doigts d'une main et c'est suffisant, j'en suis satisfait, car ils me font gagner un temps précieux, ce que j'essaie de faire avec vous en sélectionnant des articles qui nous apprennent quelque chose.

Fesse bouc l'arnaque.

J'avais eu le pif sur ce coup-là, vous me l'accorderez. (lire l'article de presse en ligne dans cette page.)

Ah la folie des grandeurs des petits monarques déchus !

Vous vous souvenez peut-être du dernier tour de La Talonnette qui n'a manifestement pas fonctionné : votez pour moi, j'ai changé, j'ai commis des erreurs de jeunesse mais je ne recommencerai plus, juré, craché, patati patata.

Epilogue. Du Fouquet's et du yacht de Bolloré il est passé à une résidence royale que son pote le monarque Mohammed VI a mise à sa disposition jusqu'au 31 mai au cœur de la Palmeraie, à Marrakech. (source AFP 22.05)

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Vous en avez rêvé, ils l'ont réalisé, si, si.

"Le changement, il est déjà perceptible" selon Jean-Marc Ayrault. "En quelques jours, le gouvernement, le président ont montré non seulement que le changement était possible, mais qu'il est déjà là", a estimé Mme Aubry. (AFP 22.05)

C'est comme avec les miracles, il suffit de fermer les yeux et d'y penser très fort et hop le tour est joué !

Otan... pour moi !

Paris a fait entériner le retrait anticipé de ses troupes combattantes, tout en lâchant du lest sur le bouclier antimissile voulu par Washington. A Chicago, le président Hollande a résumé ainsi la position française : «*La défense antimissile ne peut pas être un substitut à la dissuasion, mais un complément.*».

Un haut responsable français concède qu'il y a une évolution de la position de François Hollande, mais que celle-ci ne concerne qu'une simple esquisse de bouclier : «*Sur cette affaire, on parle de quoi ? D'un radar, d'une frégate, d'un centre de commandement, point barre.*»

A Chicago, l'Alliance atlantique a officialisé la première phase de ce bouclier : commandé à partir de la base de Ramstein (Allemagne), il sera composé d'un radar ultrapuissant installé dans l'Anatolie turque, de missiles SM-3 déployés sur des frégates postées en Méditerranée et d'intercepteurs implantés en Pologne et en Roumanie.

A l'instar de sa position sur le bouclier antimissile, le nouveau président français a adopté une attitude ambiguë vis-à-vis de l'Alliance atlantique. Durant la campagne, il a déploré le retour de la France au sein du commandement intégré, décidé par Nicolas Sarkozy. Tout en estimant qu'il n'était plus temps de revenir en arrière... (liberation.fr 21.05)

Grèce. Info ou intox ? (suite)

Voilà que les derniers sondages créditent Syriza (le FdG grec) de 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin. (source : lexpansion.com 22.05), alors que le 18 mai il était donné battu par les conservateurs de Nouvelle Démocratie. (causerie du 19) ce

qui nous avait laissé perplexe.

L'arnaque de la croissance. (suite)

Le Medef en chef d'orchestre

Alors que les dirigeants de l'Union européenne se réunissent mercredi à Bruxelles pour un sommet informel au cours duquel François Hollande espère faire avancer son initiative d'une relance de la croissance, Laurence Parisot a prévenu que la France ne pouvait pas se permettre d'augmenter ses dépenses.

«La croissance n'est pas une hypothèse mais un objectif. Et nous disons que la croissance, ce n'est pas la croissance des dépenses publiques et que par conséquent, l'exigence de discipline budgétaire ne doit pas être abandonnée», a-t-elle dit.

«Le véritable outil de la croissance, c'est la compétitivité du territoire France à l'intérieur de l'UE et de la zone euro et la compétitivité du territoire Europe» a-t-elle estimé.

Elle s'est inquiétée de la hausse attendue des prélèvements obligatoires. *«Sur la base du programme de François Hollande, il pourrait y avoir 27 milliards d'euros de charges sociales et fiscales nouvelles sur les entreprises»,* a-t-elle dit.

«Les entreprises ne supporteraient pas une augmentation nouvelle des prélèvements. Le risque de décrochage de notre pays serait vraiment très grand», a-t-elle poursuivi.

Laurence Parisot a toutefois jugé qu'une augmentation de la contribution sociale généralisée (CSG) pourrait être utile pour abaisser les charges patronales.

«Arnaud Montebourg a le souci, que nous partageons, que l'industrie dans notre pays soit en bonne santé et puisse à nouveau se développer mais ça ne pourra pas être le cas avec une telle charge sociale et fiscale supplémentaire. Nous avons besoin de 'désendettement compétitif'», a-t-elle plaidé. (20minutes.fr 22.05)

Le FMI donne le la

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), Christine Lagarde, a estimé mardi à Londres que les dirigeants de la zone euro devaient *"faire plus"* pour soutenir la croissance, mais en engageant des réformes structurelles et sans creuser les déficits.

"Il faut faire plus pour soutenir la croissance, en particulier par l'intermédiaire de réformes structurelles" et non par des mesures de relance *"car nous ne pensons pas que la situation budgétaire des Etats membres le leur permette"*, a dit Mme Lagarde lors d'une conférence de presse à Londres. (AFP 22.05)

Actualité en titres

Vendus !

- Chez Air France, direction et syndicats envisagent un donnant-donnant - Libération.fr

Qu'on se le dise !

- Berlin ferme la porte à toute négociation sur les euro-obligations - Lexpansion.com

Quand croissance rime avec compétitivité

- Dette: la discipline fiscale *"pas soutenable"* sans croissance, estime Mario Monti - AFP

- Brésil: le manque de compétitivité freine la croissance - AFP

De deux choses l'une : Soit la croissance correspond à une augmentation du PIB, donc de la production, donc à de nouvelles parts de marché conquises au détriment de la concurrence ou à une extension du marché qui ne se décrète pas, soit elle correspond à une augmentation de la plus-value produite par les travailleurs ou qui leur est extorquée, donc une aggravation de l'exploitation par le biais de l'allongement de la durée du travail, une plus grande flexibilité (et précarité) des conditions de travail, la remise en cause d'acquis sociaux (salaire différé), des exonérations de cotisations sociales pour les patrons, la baisse de l'impôt sur le

bénéfice des sociétés, la suppression de taxes ou autres avantages fiscaux...

INFOS EN BREF

Politique

1- Grèce

La Grèce restera dans l'euro si la gauche radicale Syriza gagne les prochaines élections législatives de juin, a affirmé mardi à Berlin le leader de ce parti, Alexis Tsipras.

"Notre élection ne signifie pas que nous allons sortir de l'euro. Au contraire nous allons garder l'euro", a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse conjointe avec des responsables de la gauche radicale allemande. "Je ne crois pas que le rejet du programme d'austérité signifierait une sortie du pays de la zone euro", a-t-il ajouté.

"Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand" après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a-t-il ajouté.

Le chef de Syriza, qui est crédité de 21 à 28% d'intentions de vote au scrutin du 17 juin, et à ce titre possible futur chef de gouvernement, a réaffirmé que son objectif était de mettre "fin au mémorandum", ce plan d'austérité pour la Grèce négocié par les précédents gouvernements avec la troïka (Union européenne, Fonds monétaire international et Banque centrale européenne).

La France comme l'Allemagne font toutefois jusqu'ici du respect de ce mémorandum une condition au maintien de la Grèce dans l'euro.

Pour autant, Alexis Tsipras ne veut pas que son pays sorte de la zone euro. Il le rappelait le 18 mai, dans une interview au Wall Street Journal : "Ce n'est pas quelque chose que nous désirons, ce n'est pas quelque chose que nous cherchons". Mais il se veut menaçant : si l'UE lâche la Grèce, par exemple en refusant de lui verser les aides promises et en la laissant faire faillite, alors la Grèce ne remboursera pas ses dettes, plongeant les banques européennes dans le marasme. Sauf que ce moyen de pression est d'ores et déjà caduc, puisque les banques privées ont reporté le risque sur les institutions et les contribuables européens.

Pour lui, les élections du 17 juin ne sont pas un référendum pour ou contre la sortie de l'euro. "La question n'est pas la drachme ou l'euro, mais l'austérité ou l'espoir", a-t-il lancé sous les yeux approbateurs de son "ami" Mélenchon. (AFP et l'expansion.com 22.05)

L'espoir fait vivre et pendant ce temps-là rien ne change, la vie des charlatans n'en est pas affectée et les nantis continuent de s'empiffrer.

2- Canada

2.1- Pour le 100ème jour de la grève étudiante, plusieurs dizaines de milliers de Québécois étaient ce mardi dans les rues de Montréal pour crier leur mécontentement. Quinze semaines après le début d'une fronde étudiante, le conflit s'est mué en une véritable contestation sociale.

Depuis 3 mois, la province vibre au son des manifestations. Le 22 mars et le 22 avril, plus de 150 000 personnes, étudiants, professeurs, mais aussi syndiqués, artistes et écologistes ont manifesté leur opposition à la hausse des droits d'inscription à l'université. Malgré la pression, le gouvernement libéral de Jean Charest n'a jamais trouvé de terrain d'entente avec les syndicats étudiants.

Après plus de 200 manifestations de jour et de nuit à Montréal, le gouvernement a adopté une loi d'exception, suspendant le trimestre et restreignant le droit de manifester, en imposant notamment des amendes salées aux organisateurs et participants de manifestations illégales. Une mesure qui, loin de calmer les esprits, ne passe pas.

Observant les dizaines de milliers de personnes autour de lui, Gabriel Nadeau Dubois, jeune porte-parole d'un syndicat étudiant la Classe, qui refuse de se plier à la loi, constate : «c'est un geste massif de désobéissance civile». «Si le gouvernement est conséquent avec sa loi, il devra donner des amendes à des dizaines de milliers de personnes», estime le jeune homme.

A Montréal, la loi spéciale, appelée loi 78, n'a pas encore été appliquée par la police. Mais bien des manifestants refusent de se laisser impressionner par les amendes qu'ils pourraient avoir (jusqu'à plusieurs milliers de dollars). (libération.fr 22.05)

2.2- Si la suspension des cours a été plutôt bien accueillie au sein de la population, le reste de cette loi d'exception, notamment la restriction du droit de manifester --pour quelque raison que ce soit-- a suscité une levée de boucliers.

Elle oblige les organisateurs de manifestations de plus de 50 personnes à soumettre à la police, au moins huit heures à l'avance, la trajectoire du cortège, sous peine de lourdes amendes pour les contrevenants.

"La loi 78 n'empêche pas les manifestations, elle est là pour les encadrer", a déclaré le ministre québécois de la Sécurité publique, Robert Dutil. "En France, il faut un permis 20 jours à l'avance, à Londres un avis six jours à l'avance, à Genève 30 jours à l'avance", a commenté devant la presse M. Dutil.

Dès son adoption, la loi a été défiée à Montréal. A Sherbrooke, à 130 km à l'est de la ville, 36 manifestants, pour la plupart des étudiants, ont été les premières personnes arrêtées en vertu de la loi, dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé la police.

Des manifestations en soutien aux étudiants québécois devaient aussi avoir lieu mardi à New York et à Paris. Ces derniers ont également reçu le soutien de plusieurs personnalités, dont le réalisateur américain Michael Moore. (AFP 22.05)

Social

1- France

1.1- Environ 300 salariés du groupe de presse Hersant Media (GHM), qui négocie un rapprochement avec le groupe belge Rossel prévoyant des centaines de suppressions de postes, ont manifesté mardi à Lille, dans le nord de la France, pour défendre leur emploi.

Rassemblés devant le siège du quotidien régional la Voix du Nord, contrôlé par Rossel, journalistes, commerciaux et ouvriers étaient venus dénoncer un projet de plan social, avec la suppression de 270 emplois sur 650 au pôle CAP (Champagne Ardenne Picardie) qui regroupe L'Union, L'Est Eclair et l'Aisne Nouvelle.

Selon les manifestants, 112 postes sur 352 seraient également supprimés à Paris-Normandie et 200 autres sur 600 à Nice-Matin. Philippe Mellet, délégué syndical du Syndicat national des journalistes (SNJ) à l'Union, dénonce le "calendrier trop serré qui nous est imposé. On a pris dix mois pour négocier avec les banques et pour les emplois, on nous laisse à peine trois semaines".

"On n'est pas hostile à un rapprochement avec Rossel, qui est en meilleure santé que nous, mais le prix à payer pour les journalistes est beaucoup trop élevé", déclare-t-il. (AFP 22.05)

Le prix à payer pour les journalistes est un peu, beaucoup ou beaucoup trop élevé, pourquoi, parce que si vous faisiez partie de la charrette il ne serait pas juste intolérable, n'y aurait-il qu'un seul journaliste licencié que ce serait inacceptable, je me mets dans la peau d'un syndicaliste travaillant avec eux.

1.2- Alors que la France compte environ 12 millions d'enfants scolarisés, 472 familles ont vu leurs allocations partiellement suspendues sur un an, en vertu de la loi de septembre 2010 visant à lutter contre l'absentéisme scolaire, selon cette étude révélée par Le Parisien et que l'AFP s'est procurée.

Sur les 101 Caf existantes, 58 ont été amenées à suspendre une part d'allocation familiale pour au moins un de leurs allocataires. La suspension est limitée à la seule part des allocations dues pour l'enfant non assidu.

Fin mars, il restait 288 dossiers de suspension en cours, concernant 312 enfants (dans certains cas, la famille compte plusieurs enfants non assidus).

Parmi ces 288 dossiers, a noté la Cnaf, 96 versements étaient suspendus depuis un mois, 112 depuis deux mois. Deux dossiers l'étaient depuis 12 mois.

Pendant la campagne présidentielle, François Hollande avait indiqué qu'il supprimerait ce dispositif. "Ce mécanisme n'a aucun effet, donc il sera supprimé parce que je préfère en mettre un autre", avait-t-il affirmé. (AFP 22.05)

Pourquoi n'a-t-il pas encore signé le décret annulant cette mesure inique, cela doit prendre moins de 5 minutes. Les familles qui ont été privées de ces allocations devraient exiger le paiement de ce qui ne leur a pas été versé.

2- Espagne

Les enseignants espagnols se sont mis en grève ce mardi contre les coupes menées dans le budget de l'éducation par le

gouvernement face à la crise de la dette, qui entraîneraient 100.000 suppressions de postes de remplaçants, selon les syndicats.

Le mouvement a touché tous les degrés de l'enseignement public, de la maternelle à l'université. Des enseignants d'écoles privées recevant des financements publics se sont aussi mis en grève. (Reuters 22.05)

Economie

Japon

L'agence de notation financière Fitch a baissé mardi de deux crans la note du Japon dont le niveau d'endettement dépasse de loin les fardeaux grec, italien ou espagnol, et pointé l'incertitude politique pesant sur la réforme fiscale.

Fitch a rappelé que l'endettement public allait s'élever "à 239% du produit intérieur brut du pays d'ici à la fin 2012, le taux de loin le plus élevé de toutes les nations que nous notons", a-t-elle relevé.

Ce ratio est pire que la proportion enregistrée dans les pays de la zone euro en difficulté financière, comme l'Espagne (80,9%, d'après les derniers chiffres de la Commission européenne), l'Italie (123,5%) et même la Grèce (160,6%).

De plus, la proportion de la dette croît rapidement. Fitch relève qu'elle a bondi de 61 points de pourcentage depuis la crise financière internationale de 2008-2009.

Aggravée par les impératifs de reconstruction après le séisme dévastateur du 11 mars 2011, cette tendance n'est pas près de s'inverser, le gouvernement nippon ayant prévu de financer plus de la moitié de son budget 2012-2013 par l'émission de nouvelles obligations.

Afin de dégager des recettes supplémentaires, l'exécutif a déposé au Parlement fin mars un projet de loi prévoyant le doublement de la taxe sur la consommation.

Actuellement fixé à 5%, cet impôt indirect passerait à 8% en avril 2014 et à 10% en octobre 2015, dans le but de financer le système de protection sociale et de contenir la dette.

Mais d'après Fitch, "ce plan de consolidation budgétaire semble laxiste, y compris par rapport à ceux d'autres pays développés sous pression budgétaire" ayant fait d'importants efforts de maîtrise des dépenses, notamment en Europe.

L'agence a ajouté que la réforme fiscale, sur laquelle le Premier ministre de centre-gauche, Yoshihiko Noda, joue son poste, était "sujette à des incertitudes politiques" en raison de l'opposition résolue des conservateurs et d'une partie du camp du chef du gouvernement.

Immédiatement après l'annonce de Fitch, le ministre nippon des Finances, Jun Azumi, a réitéré son "engagement à mener à bien la réforme fiscale en faisant adopter les lois concernant la taxe sur la consommation et la sécurité sociale". Le ministre n'a pas souhaité commenter l'abaissement de la note proprement dit.

Malgré sa dette colossale, le Japon est resté jusqu'à présent à l'abri des attaques des marchés subies par les pays européens endettés. Vendredi, le taux d'intérêt concédé par Tokyo sur son emprunt à dix ans a même chuté à son plus bas niveau depuis près de neuf ans, à 0,815%.

Parmi les raisons expliquant l'attractivité des bons du Trésor nippons figure l'absence d'inflation, ce qui garantit un gain net pour le créancier malgré la faiblesse du taux.

Quelque 95% des obligations publiques nippones sont en outre détenues par des investisseurs japonais, ce qui met à l'abri le Trésor tokyoïte des mouvements erratiques de capitaux internationaux qui ont fait tant de mal à Athènes, Rome ou Madrid.

Les Nippons disposent en outre d'une épargne abondante sur laquelle les autorités peuvent compter pour emprunter, l'archipel détenant les deuxièmes plus importantes réserves de changes au monde et disposant de surcroît d'une monnaie de réserve internationale, le yen, ce qui renforce sa position sur les marchés. (AFP 22.05)

Société

Santé. Les vertus du café.

Une étude sur l'effet du café sur la mortalité vient d'être publiée dans le plus grand journal de médecine. Cet énorme travail qui porte sur 400 000 personnes suivies pendant 13 ans montre que le café, même à des doses très importantes (plus de 4 cafés par jour), a un effet protecteur et diminue la mortalité. Pratiquement toutes les causes de mortalité sont concernées, et plus particulièrement, sans qu'on se l'explique, les maladies infectieuses, les infections respiratoires et le diabète.

Plus encore, il apparaît que le café préserve aussi des accidents vasculaires cérébraux. Étant donné que cette étude vient renforcer les études préalables, il est clair que le café en soi n'a pas d'effet nocif sur la santé, au moins chez ceux qui sont proches du groupe observé et sur la durée qui a été étudiée ici.

Les composants du café utiles dans ces conditions, ou associés à une meilleure espérance de vie, ne sont pas connus, mais ne semblent pas être la caféine, car le café décaféiné a le même effet protecteur, mais n'est pas supérieur au café comprenant de la caféine. (lepoint.fr 22.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 24 mai

CAUSERIE

A propos du rejet du mémorandum de la troïka ratifié par le PASOK et la Nouvelle Démocratie qui renvoie le niveau de vie des travailleurs grecs 50 ans en arrière, dans son éditorial Gluckstein pose une question grotesque, c'était imparable : "*Qu'en pense (entre autres) Laurent Fabius ?*". Vous et moi le savons pertinemment. Que devrait-il en penser ? Le 21 mai, trois jours plus tôt Pierre Moscovici avait précisé lors d'une conférence de presse, qu'Athènes doit "*tenir ses engagements*" (causerie du 22), c'est clair, net et précis.

Le POI doit être le seul parti en France ou en Europe à ne pas savoir ce qu'en pensent les dirigeants du PS. Pourquoi, pour qui roule le POI ? Mais peut-être avons-nous mal compris, vérifions-le.

Dans sa déclaration datée du 17 mai le bureau national du POI le 2012 s'interrogeait déjà inutilement sur les intentions du gouvernement Hollande-Ayrault : "*C'est dans ce mouvement profond de rejet de l'Union européenne, rejet de l'austérité, des contre-réformes et des plans sociaux que François Hollande a été élu. En tiendra-t-il compte ?*".

Pourquoi faudrait-il entretenir le suspens, alors que les commentateurs ont unanimement reconnu qu'Hollande avait été élu par dépit, que les électeurs qui avaient voté pour lui avaient seulement voulu chasser Sarkozy et qu'ils n'avaient pas soutenu pour autant son programme, pourquoi le POI tient-il absolument à entretenir l'illusion qu'il en aurait été autrement et que les travailleurs attendraient quelque chose de ce gouvernement capitaliste ? C'est le POI, la majorité de ses adhérents, ses dirigeants qui en réalité en attendent quelque chose et personne d'autres. Les quelque 12 millions de travailleurs qui ont refusé de cautionner Hollande le 6 mai en s'abstenant ou en votant blanc ou nul, ne savaient-ils pas ce qu'ils faisaient ? Eux aussi ils sont déjà passés à la trappe, et pour cause !

Dans ces conditions, il est évidemment trop tôt pour s'attaquer au gouvernement, laissons-lui du temps, un répit, à l'instar des marchés : "*Quant à la politique qui sera menée par le gouvernement de M. Ayrault, il est trop tôt pour en juger*", sans blague, c'est ainsi que le POI soutient le gouvernement. Le POI agit en diviseur de la classe. Puisqu'il est "*trop tôt*" pour juger des intentions du gouvernement, laissons les travailleurs croire ce qu'ils veulent, qu'ils pourraient en attendre quelque chose, mieux, faisons-leur croire que ce serait possible.

De la même manière qu'il suffirait que le TSCG ne soit pas ratifié pour que tous les espoirs soient permis et que la vie soit belle, enfin ! Alors que cela ne changerait absolument rien à la situation des travailleurs. En Allemagne, Schröder n'a pas eu besoin du TSCG ou de la "*règle d'or*" pour imposer Hartz IV, ni l'équivalent en Espagne ou en Italie récemment. Chut !

Là aussi, le POI veut nous faire croire que ce serait possible que Hollande et le PS refusent de ratifier ce traité. Le refuserait-il qu'il s'emploierait à appliquer son contenu d'une manière ou d'une autre. Pour le POI, comme pour l'ensemble des représentants de l'ordre établi, tout est une question de méthode pour parvenir à leur fin une fois enfumés les travailleurs, à la manière des dirigeants syndicaux qui rejettent une mesure qui leur est imposée sans concertation préalable, mais qui l'acceptent dès lors qu'elle a fait l'objet d'un "*dialogue social*", leur participation à de pseudo-négociations suffisant à légitimer une mesure réactionnaire, de telle sorte que les travailleurs syndiqués ou non qui la rejettent soient mis devant le fait accompli et soient pour ainsi dire neutralisés, sans syndicats pour représenter réellement leurs intérêts, encore moins pour les mobiliser. Chut !

"*Pour le POI, la solution conforme à la démocratie appellerait qu'on s'appuie sur les peuples et les travailleurs, qui y sont prêts, pour dire non, et donc refuser de ratifier le TSCG.*"

M. Hollande, le PS, ses soutiens, ceux qui ont appelé à voter pour lui, choisiront-ils cette voie ? Ce serait là la solution la plus économique."

Il s'agit toujours : un, de faire passer le PS pour ce qu'il n'est pas, deux, pour en attendre quelque chose. On voit bien ici que c'est l'analyse de la nature sociale du PS qui sert de terrain aux illusions que le POI cultive savamment et avec constance dans ce parti bourgeois. La caractérisation politique de ce parti n'a pas seulement une importance sur le plan tactique (en période électorale) mais stratégique, ce que démontre l'allégeance, la soumission du POI au gouvernement, le POI estimant qu'il s'agit d'un parti ouvrier.

D'une illusion à l'autre il n'y a qu'un pas, procédé auquel le POI est abonné.

"Le POI salue la position adoptée par Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza (arrivée en deuxième position), qui refuse de participer à un gouvernement qui appliquerait le mémorandum : il a raison, c'est l'exigence majoritaire du peuple grec !"

"Pour le POI, la solution simple, de bon sens, dictée par le simple respect de la volonté du plus grand nombre, c'est de cesser d'accepter les diktats de l'Union européenne, de cesser de les appliquer dans les régions et les départements, de répondre à l'aspiration des peuples, à cette volonté majoritaire, en un mot : respecter la démocratie."

Dominique Ferré, IO n°201 page 10 : *"Comme si le seul moyen d'en sortir, ce n'était pas, précisément, l'annulation du mémorandum..."*, quelle illusion criminelle !

En réalité, le POI navigue à vue et ne sait plus à quel saint se vouer, il s'en remet donc à un parti qui entretient des illusions au plus haut niveau : *"Nous espérons beaucoup des changements dans l'axe franco-allemand"* après l'élection à la présidence française du socialiste François Hollande, a dit Alexis Tsipras, dirigeant de la coalition Syriza. (causerie du 22)

L'espoir (plutôt que l'austérité), n'est pas son mot d'ordre ? L'espoir béat, sans contenu ni perspective, il s'imagine que les créanciers de la Grèce vont lui verser des dizaines ou des centaines de milliards d'euros pour doubler le salaire minimum, augmenter de 50% les retraites, embaucher 100 000 fonctionnaires !

Ne serait-ce pas le devoir d'un parti ouvrier de dire toute la vérité aux travailleurs : l'annulation du mémorandum ne suffira pas à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés, nous allons nous retrouver face au lock out des capitalistes, pris en otage par les banquiers qui détiennent les cordons de la bourse, il nous faut nous attaquer aux fondements du capitalisme, annuler la dette de l'Etat et des ménages, exproprier les patrons et actionnaires des institutions financières et des grandes entreprises sans leur verser un centime, refonder l'Etat et les institutions pour réorganiser la production et la société sur la base des besoins des masses laborieuses de façon à pouvoir les satisfaire.

On ne pourra pas s'en sortir dans le cadre de l'euro et de l'Union européenne dirigée par des hommes de paille à la solde de l'oligarchie financière internationale, sans rompre avec l'UE et l'euro ils nous étrangleront. Il nous faut donc appeler les travailleurs de toute l'UE à se mobiliser, à se soulever contre la politique d'austérité mise en oeuvre par les différents gouvernements dans la perspective de renverser la dictature du capital et ses institutions dans chaque pays et au niveau européen, la seule issue étant les Etats-Unis socialiste d'Europe.

Et logiquement, sans rire, comme si de rien n'était le POI appelle le PS et ses satellites à réaliser un front unique contre l'austérité, contre le TSCG, contre tout ce que vous voudrez... Contre les travailleurs après qu'Hollande ait déclaré hier que *"les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire"*. Quand *"on aime les riches"*, on ne compte pas !

Côté pile

Alexis Tsipras, de Syriza, lors d'une conférence de presse le 21 mai à Paris : *"Il n'y a rien à négocier dans le mémorandum, car ce plan nous conduit en enfer"*

Côté face.

Il s'est prononcé contre la sortie de l'euro et de l'UE qui n'aurait pas déjà *"conduit en enfer"* les travailleurs espagnols, portugais, irlandais, avant que les autres ne suivent.

Qu'en est-il du cours suivi par le capitalisme mondial au cours des quatre dernières décennies qui a conduit à cette situation ? Occulté, oublié, passé à la trappe, pourquoi y faire référence quand on n'a pas pour objectif de rompre avec lui ?

Pour les dirigeants du POI comme pour ceux de Syriza, la question n'est pas d'aller de l'avant, vers le socialisme, mais de revenir

en arrière, à la situation antérieure à 2007-2008, au lieu d'avancer une perspective révolutionnaire rompant avec les institutions en place dans chaque pays, ils défendent la conception de la démocratie qui a conduit à la situation actuelle.

Faire référence aux positions avancées par Syriza ou le Parti de gauche en dénonçant leurs insuffisances ou leur ancrage capitaliste est une chose que l'on peut concevoir, mais ce n'est pas ce que fait le POI qui s'arrête en cours de route. Plus rien ne distingue le POI des autres partis. La méthode Sarkozy, c'était un fait divers = une loi, la méthode du POI, c'est une petite phrase d'un dirigeant dans une déclaration = un communiqué de soutien ! A part cela, les idées de la classe dominante ne s'infiltraient pas jusqu'à la direction des partis, la mimique est quasi parfaite.

Le PG lorgne sur les adhérents du PS et du PCF, tandis que le POI lorgne sur ceux du PS, du PCF et du PG, pendant ce temps-là les travailleurs et les militants qui n'y ont aucun intérêt comptent les points et rongent leur frein en se demandant quand est-ce que cette sinistre comédie prendra fin. Soyez patient, cela fait des lustres que cela dure sans que rien ne change.

Un dernier mot.

Je croule sous près de 50°C et c'est dur de bosser. Imaginez un instant ce qu'endurent quotidiennement les Indiens qui bossent à l'extérieur en plein soleil, l'enfer. L'enfer, les Grecs ne savent pas encore ce que c'est, encore moins les Français, surtout ceux qui 5 semaines par an se transforment en touristes.

Hier après-midi, j'ai une nouvelle fois réfléchi à la manière dont les travailleurs abordaient la lutte des classes en relation avec les transformations qu'a subi la société depuis le milieu du XIXe siècle ou la parution du Manifeste communiste de Marx et Engels. C'est une question qui me turlupine depuis un moment.

Autrefois, comment les travailleurs faisaient-ils pour s'informer, se mobiliser ? Par quel canaux les partis informaient-ils les travailleurs quand il n'existait ni Internet, ni la télévision, ni la radio, ni le téléphone, ni les moyens de transport rapides que nous connaissons au XXIe siècle ?

Quelle incidence cela peut-il avoir sur les rapports entre les travailleurs et les partis autrefois et aujourd'hui ?

Autrefois il était impossible de vérifier une information qui parvenait à son destinataire avec un certain délai. Il devait exister obligatoirement une relation de confiance. L'information était transmise de bouche à oreille, les travailleurs lisaient peu les journaux, quand ils avaient les moyens d'en acheter ou quand ils savaient lire, fallait-il qu'ils en trouvent le temps aussi après leur journée de labeur de 14 à 16 heures.

Dans ces conditions l'aura et l'influence du militant ouvrier était considérable, les ouvriers buvaient ses paroles et très souvent y adhéraient sans se poser davantage de questions. La condition ouvrière était si épouvantable qu'en quelques mots des travailleurs étaient gagnés au socialisme.

De nos jours, plus particulièrement depuis une dizaine ou une quinzaine d'années, les travailleurs peuvent s'informer eux-mêmes par le biais d'Internet sans toutefois avoir toujours les moyens de faire la part des choses entre info et intox, entre ce qui correspond à leurs intérêts et ce qui correspond à ceux de la classe dominante. Par le fait de s'informer eux-mêmes, ils ont l'impression trompeuse de se forger des convictions qu'ils estiment correspondre à la vérité, sans se douter qu'ils sont manipulés ou qu'ils se leurrent eux-mêmes sur leur capacité à déjouer les plans de ceux qui ont intérêt à les induire en erreur. Ils disent volontiers ne plus faire confiance à personne ou aucun parti pour ne plus croire qu'eux-mêmes, alors que leurs convictions reposent souvent sur des bases erronées.

La question est donc de savoir qu'est-ce que l'on peut faire pour les aider à déjouer ces pièges qui ont pour objectif de les empêcher de comprendre comment fonctionne la société pour leur interdire de trouver les moyens de la combattre ou de la remettre en cause. Ce qui leur manque, c'est un outil, une méthode sûre et pratique qui leur permette d'interpréter les faits autrement qu'à partir des idées de la classe dominante qui faussent leur appréciation de la situation.

Evidemment, cet outil n'a pas pour objet de se substituer à leur participation à la lutte de classes, il pourrait servir à les aider à élever leur niveau de conscience politique pour que le jour où ils seront amenés à se mobiliser, ils ne partent pas de zéro ou qu'ils soient incapables de ce fait de se situer sur le terrain de leurs propres besoins, qu'ils soient incapables de s'élever politiquement au niveau des tâches que la situation leur impose d'accomplir.

On a pu observer au cours de leurs mobilisations qu'ils étaient incapables de leur donner un contenu politique ou de les inscrire dans une perspective politique, donc à l'arrivée d'en tirer le moindre enseignement pour la suite de leur combat, d'où leur stagnation ou leur décomposition politique. On ne peut pas rompre avec le capitalisme et les institutions si on n'y a pas été préparé pendant de nombreuses années. Nous le savons par expérience, mais nous sommes incapables d'en tirer des leçons pratiques, nous nous y refusons en estimant que la conception de la lutte de classe qui existait depuis le milieu du XIXe siècle demeure valable. On se dit qu'un bel article, un beau tract ou un grand discours au cours d'un meeting ou à la fin d'une manifestation fera l'affaire. Or il n'en

est rien, les travailleurs le placeront sur un pied d'égalité avec tout ce qu'ils peuvent lire et entendre par ailleurs, en formulant les mêmes réserves ou s'en remettant à leur propre jugement en dernier ressort.

La difficulté est de les faire passer du champ de l'expérience théorique au terrain pratique, de les faire passer d'un accord tacite ou intellectuel avec les idées qu'on développe à l'engagement politique. Vous connaissez la formule selon laquelle le meilleur moyen de vérifier une théorie demeure de la mettre en pratique dans le cadre d'une organisation, un parti. Mais ici elle ne nous sert pas à grand chose. Nous sommes en présence d'un problème qui se présente sous un angle nouveau, donc il faut l'aborder sous un autre angle nouveau, où chacun croit détenir la vérité et comme tout le monde procède de la sorte, il est devenu très difficile de se rassembler ou de se reconnaître dans la même structure.

Ce qui nous manque, c'est l'autorité d'un dirigeant charismatique disposant des qualités requises pour diriger un parti révolutionnaire. Comment Marx et Engels ont-ils pu s'imposer sinon par la manière d'aborder la lutte des classes accessible à tous les travailleurs, de telle sorte qu'il était facile de démonter les théories foireuses de leurs adversaires. On nous dira que c'est pour avoir passé avec succès l'épreuve de la lutte des classes que le marxisme s'est imposé au mouvement ouvrier internationale... Certes, mais là encore, ce constat qui est exact ne nous est d'aucune utilité aujourd'hui, le marxisme a été dévoyé par le réformisme puis le stalinisme, et recourir à un tel argument présenterait pratiquement autant d'avantages que d'inconvénients, donc la plupart il ne nous sera d'aucune utilité dans une discussion avec des travailleurs ou dans un article. Qui dit la vérité, comment le savoir, voilà à quoi on en arriverait en s'obtinant dans cette voie.

Autrefois on avait le choix entre deux versions possibles d'un fait, pour faire bref, celui du patron ou son représentant politique et celui de l'ouvrier ou du militant du parti. De nos jours, il existe autant de versions qu'il existe d'individus ou de moyens de communication, de partis, d'agences de presse, de journaux, de chaînes de radio ou de télé, de portails ou de blogs Internet. Dès lors, vous pourrez être animé des meilleures intentions de la terre, tout ce que vous pourrez entreprendre pour convaincre quelqu'un de quelque chose se soldera systématiquement par un échec, sauf exception qui confirmera la règle, vous n'y parviendrez que lorsque la personne se sera convaincue elle-même du bien-fondé de vos arguments, pas avant, et encore si elle n'émet pas des réserves de crainte de se faire rouler ou parce qu'elle ne maîtrise pas le sujet en question.

S'il est difficile de faire évoluer quelqu'un qui est bourré de certitudes, cela s'avère impossible face à quelqu'un qui n'en possède aucune... à part celle de ne pas en posséder ! Autrefois pour les travailleurs s'avouer ignorants n'était pas un problème ou une tare, ils étaient fiers d'apprendre quelque chose, de progresser, de se hausser à la hauteur de leurs maîtres pour pouvoir les affronter. De nos jours et cela depuis des décennies et des décennies, bien avant les années 70-80, les travailleurs se leurrent sur ce qu'ils savent vraiment, j'ai toujours connu mon père ainsi et il est mort de la sorte, fier de sa crasse ignorance, d'où une incompréhension entre nous jusqu'à son dernier souffle le malheureux.

Depuis avec Internet cette tendance s'est accentuée, ce n'est pas *je pense donc je suis*, c'est je m'informe donc je sais. Vous avez sans doute remarqué que je ne m'acharne pas à convaincre qui que ce soit de quoi ce soit, ce n'est pas que je m'en fous, je sais pertinemment que c'est inutile, du coup je me concentre sur la méthode du marxisme que j'ai adoptée sans y faire référence, en me disant qu'à force de la pratiquer en me lisant, il y a bien des militants qui vont finir par l'adopter (même inconsciemment) et qui sait partageront mes positions, à moins que ce ne soit moi qui partagerais les leurs ou que j'en change à leur contact. Quand un camarade m'a écrit qu'il ne me ferait pas changé de position (sur le PS), je n'ai pas trouvé utile de lui répondre puisqu'en réalité c'est lui qui n'avait pas l'intention d'en changer, ou alors il n'était pas vraiment convaincu de la validité de ses propres arguments ce qui revient finalement au même.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Abandonné l'euro : inconcevable !

"Je ferai tout ce que peux faire, dans la position qui est la mienne, pour convaincre les Grecs de choisir de rester dans la zone euro en respectant les engagements qui ont été pris et pour convaincre les Européens qui pourraient en douter de la nécessité de garder la Grèce dans la zone euro", a dit Hollande lors d'un point de presse.

Ils ont reçu 1.000 milliards d'euros récemment, ce n'est pas suffisant.

François Hollande et Mariano Rajoy sont d'autre part tombés d'accord sur la nécessité d'un soutien au système bancaire européen, qui souffre de liquidités insuffisantes avec pour conséquence des moyens limités pour accompagner une reprise de la croissance.

Tout, tout, tout pour les banquiers, ils martèlent.

Le président français a estimé que le rôle de la BCE en soutien de la croissance était un sujet et jugé d'autre part souhaitable que le Fonds européen de solidarité financière puisse venir en aide aux banques qui y feraient appel, sans passer par les guichets des Etats.

Les Etats doivent continuer d'engraisser les rentiers : c'est un devoir !

"Autant les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire, autant il doit y avoir l'alimentation de la liquidité par la Banque centrale européenne. Mais dès lors qu'a été mis en place un fonds qui va se transformer en Mécanisme européen de solidarité nous devons avoir une utilisation de ces fonds ou de ce mécanisme qui puisse permettre aux banques de se financer correctement", a-t-il dit. (Reuters 23.05)

Très fort n'est-ce pas. Ce serait Sarkozy qui aurait tenu ces propos, les uns et les autres auraient hurlé au scandale. Quand vous lisez ou entendez que "les Etats ont à faire leur devoir par rapport à leur système bancaire", vous vous dites qu'il était impossible de voter pour un tel président : des banquiers, il le dit lui-même, il n'y a rien à ajouter.

Hollande, une main de fer dans un gant de velours.

De chaque côté, on minimise l'étendue des désaccords. "Il n'y a pas de si grandes différences que ça entre nous et la France. Le président français (François) Hollande ne veut pas adoucir le pacte budgétaire. Il demande seulement que les pays européens en fassent plus pour la croissance. C'est raisonnable", a ainsi souligné le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, dans un entretien à un journal allemand à paraître jeudi. (AFP 23.05)

Actualité en titres

[Leur cauchemar. Sortira, sortira pas ?](#)

- L'OCDE appelle à ne pas suggérer à la Grèce une sortie de l'euro - AFP
- Les gouvernements de la zone euro travaillent-ils à une sortie de la Grèce de la monnaie unique? - 20minutes.fr
- La zone euro veut garder la Grèce mais se prépare à sa sortie, au cas où - AFP
- L'Eurogroupe planche-t-il sur les scénarios d'une sortie de l'euro de la Grèce ? - LeMonde.fr
- La Grèce dément les rumeurs de scénarios sur sa sortie de l'euro - Libération.fr
- Sommet européen : vers l'implosion de la zone euro ou vers plus de fédéralisme ? - Atlantico.fr

INFOS EN BREF

Politique

1- France

François Fillon a lancé la guerre des chefs à l'UMP en affirmant qu'il n'y avait "plus de leader naturel" dans l'ancien parti majoritaire, mettant fin au semblant d'unité que Jean-François Copé et les ténors de droite voulaient afficher jusqu'aux législatives.

"Depuis le départ de Nicolas Sarkozy, il n'y a plus, à l'UMP, de leader naturel. Donc, il y aura une compétition. Mais la compétition ne signifie pas la division", déclare l'ancien Premier ministre dans un entretien au Figaro Magazine à paraître vendredi.

Le poste de président de l'UMP a été "gelé" pendant le bail élyséen de Nicolas Sarkozy. Selon ses statuts, l'UMP a quatre à six mois après la défaite du chef de l'Etat pour organiser un congrès et faire élire par les militants son président.

Un des partisans de François Fillon prédit un "duel à mort" entre les deux hommes. (AFP 23.05)

2- Canada

La manifestation géante de mardi à Montréal montre qu'en adoptant une loi contre la liberté de manifester, le gouvernement québécois a retourné contre lui une partie de l'opinion publique qui lui adresse maintenant maints griefs sans lien avec les frais de scolarité.

L'influences des "cousins français"? -

C'est en définitive tout un faisceau de facteurs qui surgit pour mettre la gouvernement en difficulté.

D'une part, pour M. Hamel, sociologue de l'Université de Montréal, le Québec, traditionnellement plus à gauche que les autres provinces canadiennes, pourrait faire encore un pas dans cette direction.

"Peut-être qu'on imite nos cousins français, on sent que le vent tourne. Le gouvernement a sous-estimé le fait que son discours néo-libéral est en perte de vitesse et que sa vision de l'Etat est à bout de souffle", dit-il. (AFP 23.05)

3- Etats-Unis

Au moment où MM. Obama et Romney multiplient leurs attaques réciproques sur le thème de l'économie et de l'emploi, 58% des personnes interrogées pour cette enquête Wall Street Journal/NBC sont persuadées que leur pays *"va dans la mauvaise direction"* contre 33% qui estiment le contraire.

Trois ans et demi après le début de la pire crise économique depuis les années 1930, 63% des Américains interrogés estiment que la génération de leurs enfants vivra moins bien que la leur. En outre, 48% considèrent que leur pays se trouve dans une phase de déclin à long terme, contre 45% qui pensent qu'il s'agit d'une mauvaise passe. (AFP 23.05)

Social

1- France

1.1- La jaunisse a encore frappé.

La réévaluation du Smic autour de 1.700 euros bruts, défendu notamment par la CGT, est un objectif *"inatteignable"*, qui *"ne suffit pas à régler le problème d'achat"*, a déclaré le secrétaire général de la CFDT François Chérèque dans une interview à Paris-Match.

Sur le coup de pouce promis par François Hollande, deux syndicats revendiquent un effort conséquent: une hausse de 300 euros bruts pour la CGT à 1.700 euros bruts mensuels, tandis que FO réclame une augmentation progressive à 1.340 euros nets contre environ 1.100 euros nets aujourd'hui.

"Ils ne croient même pas à ce qu'ils demandent ! Ils savent très bien que c'est inatteignable. L'évolution du Smic doit aussi être liée à la croissance", a riposté le responsable du syndicat, qui n'a fixé *"aucun chiffre"*.

Interrogé sur la menace de plans sociaux en série, le responsable cédédiste a défendu le chômage partiel, solution utilisée en Allemagne, *"pour soutenir l'emploi dans les entreprises en difficulté"*.

Alors que le dossier des retraites s'annonce comme le premier chantier de réforme ouvert, François Chérèque a rappelé son attachement à *"une réforme systémique, par points ou par compte notionnel"*, au lieu de *"refaire un dixième rafistolage"*.

A la question, *"la proximité entre le PS et la CFDT peut-elle anesthésier votre action ?"*, François Chérèque a répondu: *"Il n'y a aucune proximité"*, assurant que *"la CFDT savait garder sa liberté de ton et de critique"*. (AFP 23.05)

1.2- Leur société synonyme de progrès

Sept cas de tuberculose ont été détectés dans et près d'un lycée du Val-de-Marne, a annoncé mercredi l'Agence régionale de santé (ARS) d'Ile-de-France, suscitant l'inquiétude de parents et d'élèves.

"D'un point de vue sanitaire, la tuberculose se soigne aujourd'hui aisément même si la maladie reste potentiellement grave", rappelle l'ARS. *"Le traitement repose sur la prise quotidienne de plusieurs antibiotiques adaptés pour une durée habituelle de 6 mois"*, explique l'agence. (AFP 23.05)

2- Etats-Unis

Le groupe américain, numéro un mondial des micro-ordinateurs, Hewlett Packard, a annoncé mercredi un plan de restructuration portant sur le licenciement de quelque 27.000 salariés, soit environ 8% des effectifs, ce qui permettra de générer des économies annuelles comprises entre 3 et 3,5 milliards de dollars à partir de la fin de l'exercice fiscal 2014 du géant informatique.

Hewlett-Packard a annoncé ce plan lors de la publication des résultats du deuxième trimestre de l'exercice 2011-2012, ressortis à un niveau supérieur aux attentes. (Reuters 23.05)

Economie

1- La Bourse ou la vie.

Les Bourses européennes ont terminé en forte baisse mercredi, et l'euro a touché un nouveau plus bas de près de deux ans.

À Paris, le CAC 40 a terminé en baisse de 2,62%. Le Footsie britannique a cédé 2,53% et le Dax allemand 2,33%, tandis que l'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 reculait de 2,18%. (Reuters 23.05)

2- Grèce

Hier, la Grèce a fait savoir qu'elle remboursait à 100% le quarteron de banquiers ayant refusé de faire une croix sur 75% de leurs prêts.

Ne serait-ce pas une manœuvre subtile des 3 Banques ayant émis les CDS ?

Elles avaient tout intérêt à fournir l'argent à la Grèce pour qu'elle rembourse ces récalcitrants, ce qui leur permet d'affirmer ensuite, que le défaut partiel de la Grèce au détriment des autres investisseurs, n'était qu'un aménagement de la dette consenti entre les partis. Cette argutie leur permettant de refuser de faire jouer les CDS et donc de rembourser les financiers qui s'étaient assurés chez eux.

Certains se sont donc fait tondre proprement... (Liesi 22.05)

3- Etats-Unis

Les plaintes d'investisseurs qui s'estiment lésés par l'entrée en Bourse ratée de Facebook se multipliaient mercredi, visant à la fois le réseau social en ligne et les banques qui ont géré l'opération boursière.

La plainte accuse en particulier les trois principales banques ayant organisé l'entrée en Bourse, à savoir Morgan Stanley, Goldman Sachs et JPMorgan Chase, ainsi que certains dirigeants, administrateurs ou responsables du réseau aux 900 millions de membres de ne "pas avoir révélé que pendant la présentation de l'opération aux investisseurs, les principales banques en charge de l'opération avaient abaissé leurs prévisions et que cette information n'avait été communiquée qu'à une poignée de gros investisseurs, pas au grand public". (AFP 23.05)

4- Chine

Selon les dernières informations publiées par le Conseil mondial de l'or, la Chine a augmenté de 10% sa demande d'or sur un an. C'est la bijouterie chinoise qui connaît une forte demande : « elle représente désormais 30% de la demande mondiale dans ce domaine, ce qui fait de ce pays le premier marché de la bijouterie du Monde pour le troisième trimestre consécutif ». (Liesi 22.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 mai

CAUSERIE

Quelques sujets de réflexion

1- Le temps du capitalisme est compté.

Lu sur libération.fr : "L'incapacité à se projeter dans le temps est aussi ce qui caractérise la politique moderne".

Ils ont déjà hypothéqué les profits futurs...

2- Si faire campagne contre l'euro et l'UE est contre-productif, pourquoi se priver de faire campagne contre les institutions ?

Selon un sondage, rendu public par la chaîne de télévision grecque Skaï : 85% d'entre eux voteraient pour le maintien dans l'euro en cas de référendum, mais 62% rejettent le memorandum, la feuille de route du redressement prescrite au pays. (AFP 24.05)

On nous balance souvent qu'axer notre combat contre les institutions nationales serait une erreur parce que cela n'intéresse pas la majorité des travailleurs.

Question : à qui s'adresse notre politique, quel est notre objectif immédiat, quelle tâche sommes-nous en mesure d'accomplir en fonction de nos forces ?

Notre politique s'adresse en priorité aux éléments les plus avancés de la classe ouvrière qui constituent une minorité parmi les travailleurs pour les recruter et construire le parti. Notre politique qui s'adresse à l'ensemble des travailleurs en prenant appui sur ces couches les plus déterminées permet aussi de toucher les millions de travailleurs qui ne se reconnaissent ni dans le capitalisme ni les institutions, et qui se sont exprimés le 6 mai en refusant de voter pour Sarkozy ou Hollande.

Il y a un point commun entre les éléments les plus avancés sur le plan politique et ceux qui appartiennent aux couches les plus durement frappés par le capitalisme ou qui cumulent les difficultés au quotidien pour survivre, jeunes, chômeurs, travailleurs et retraités pauvres, ils sont portés à se détourner ou à rompre avec le capitalisme et les institutions. Ensemble, ils représentent des millions de travailleurs et non une infime minorité difficile ou impossible à identifier et donc à joindre, à recruter.

Si maintenant aucun parti ne s'y intéresse, cela signifie que leur politique ne correspond pas aux intérêts collectifs des exploités, car qui les incarnent le mieux sinon les travailleurs prêts à en découdre avec le régime, à rompre avec lui, parce que pour ces travailleurs les conditions subjectives ou objectives sont réunies pour passer à l'action, soit qu'ils soient parvenus à la conclusion qu'il fallait se débarrasser du capitalisme et ses institutions, soit que leurs conditions de vie soient devenues infernales ou aient dépassé le stade de l'insupportable.

Tous les partis se positionnent en fonction des intérêts particuliers de leur appareil ou des couches particulières qu'ils représentent et qui constituent leur fond de commerce. Ils agissent comme des groupes de pression pour faire valoir ces intérêts et le reste ne les intéresse pas, sauf parfois en période électorale.

3- A propos du PS et ses satellites.

Il s'agit d'un large extrait d'un article de Libération, dans lequel on peut lire que même un gouvernement ouvertement capitaliste, antisocial, réactionnaire, s'il est dirigé par le PS, il doit être étiqueté à gauche. Nous rejetons cette caractérisation qui conduit à effacer ce qui permet de distinguer les différentes classes sociales en faisant en sorte que rien ne permette de les distinguer à partir des prises de position de leurs représentants appliquant la même politique.

Le même discours ou la même politique réactionnaire ne peuvent pas être classés un coup à droite, un coup à gauche en fonction du parti qui en est responsable, car cela signifierait que la gauche censée représenter les intérêts des travailleurs pourrait aussi représenter ceux des capitalistes, être réactionnaire.

En poussant plus loin notre analyse, on s'aperçoit ainsi que les auteurs de ce discours procèdent par amalgame pour détruire l'idée (progressiste, social, humaniste, etc.) que les travailleurs se font de la gauche, des partis qui s'en réclament ou parlent en leur nom, afin de les détourner de la politique, les dégoûter de tous les partis qui seraient pourris et faire en sorte qu'ils demeurent atomisés, inorganisés.

D'où la nécessité d'être parfaitement clair et intransigeant sur la caractérisation de tous les partis, et le refus de considérer le PS comme un parti de gauche ou un parti ouvrier.

On comprend au premier coup d'oeil l'intérêt pour le PCF (et bien d'autres, plus le régime en place évidemment) d'entretenir l'illusion que le PS serait de gauche, par exemple lorsqu'il prétend que "*les gens ont cru à la gauche au pouvoir*", la gauche et la droite faisant la même politique, cela signifie qu'il n'existe pas d'alternative à leur politique, voter à droite ou à gauche conduira au même résultat, dès lors pourquoi se reporter vers d'autres partis encore marginaux (POI, NPA, LO) qui proposent une autre politique tout en se situant dans le même camp que le PS, pire, en appelant au front unique avec ce parti à la tête d'un gouvernement capitaliste.

- Le PCF a longtemps été le partenaire privilégié du PS. Les communistes ont participé au gouvernement dirigé par Lionel Jospin de 1997 à 2002. Une expérience dont ils ne gardent pas forcément un bon souvenir. "*Les gens ont cru à la gauche au pouvoir pour avoir une politique de gauche, mais cette dernière n'a pas été au rendez-vous et ça a donné le 21 avril 2002, estime Michel Laurent, membre de la direction du PCF et frère de Pierre Laurent, le secrétaire national du parti. On aspire à pouvoir exercer nos responsabilités au plus haut niveau mais pour une vraie politique de gauche.*"

Un conseil national du PCF se tiendra à l'issue des législatives, le 18 juin, suivi d'un vote des militants et d'une conférence nationale extraordinaire deux jours plus tard, pour trancher la question. Le sujet est délicat car s'ils choisissent d'envoyer des ministres au gouvernement, les communistes prendront le risque de faire exploser le Front de gauche, qui les a fait passer de 1,93 % des voix en 2007 à 11,10 % cinq ans plus tard.

Les noms du député André Chassaigne ou de la sénatrice Nicole Borvo Cohen-Seat, évoqués pour participer au gouvernement, ne sont pas confirmés au PCF.

Pour Michel Laurent, sans infléchissement de la politique des socialistes, les communistes ne participeront pas au gouvernement. Un avis partagé par Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF. Il précise que son parti sera très attentif à la question du traité européen.

"Par-delà les belles déclarations sur le thème de la croissance, tout se fait sans qu'un millimètre ne soit touché au traité, estime-t-il. L'austérité, conjuguée à une souveraineté limitée, ferait que tout gouvernement de gauche qui l'appliquerait aurait les pieds et les poings liés." "Nous ne participerons pas à un gouvernement, fût-il de gauche, qui lierait son destin à ce traité", affirme-t-il.

Resterait alors à trouver la bonne formule. *"On soutiendrait les textes qui vont dans le bon sens tout en se battant contre les autres"*, explique M. Dartigolles. Pour M. Mélenchon, cela s'appelle *"l'autonomie conquérante"*. Pour un cadre PCF, cette expression *"ne veut rien dire"*. (lemonde.fr 24.05)

Si vous demandiez comment le PCF et le PG soutiennent le gouvernement, vous avez la réponse ici : pour Olivier Dartigolles Hollande auraient livré de *"belles déclarations sur le thème de la croissance"*, cyniques en réalité, alors que lorsqu'on examine leur contenu, sans avoir besoin d'entrer dans les détails ou d'avoir fait une grande école, on s'aperçoit qu'elles consistent à servir les banquiers ! Des *"belles déclarations"*, pour les parodier disons de gauche, qui ne servent qu'à tromper les travailleurs jusqu'aux élections législatives. Par là, le FdG s'en fait le complice. Normal, tout est dans l'ordre des choses.

Le PS est une imposture, une escroquerie politique, un parti bourgeois au service du capital et des institutions, point barre. L'intérêt général qu'il prétend servir coïncide avec les intérêts de la classe dominante qui détient le pouvoir et dont le PS est l'un des représentants et des défenseurs contre la classe ouvrière et le socialisme.

Son rôle consiste à gérer la société pour le compte des capitalistes comme ce fut toujours le cas dans le passé chaque fois qu'il accéda au pouvoir au cours du XXe siècle. Comment ? En s'appuyant sur la petite-bourgeoisie et les couches privilégiées des exploitées, les intellectuels qui ont lié leur sort au régime en place, ils en assurent la stabilité depuis 1958. Mais aussi en se faisant passer pour un parti de gauche pour canaliser et neutraliser le rejet du régime par les masses.

Le PS est ainsi avec le parti de l'ordre le principal pilier du régime qu'il nous faut abattre. Combattre pour abattre le régime nécessite donc pour les militants révolutionnaires de combattre avec détermination pour abattre les piliers qui le soutiennent.

Je rappelle toutefois qu'il ne faut pas faire un amalgame entre le PS, ses dirigeants pourris, et les simples adhérents qui l'ont rejoint en ignorant sa nature sociale réactionnaire et son passé détestable. Le PS véhicule la même idéologie que l'UMP, l'idéologie bourgeoise basée sur les inégalités profitant à une poignée de privilégiés, donc une idéologie contre-révolutionnaire, c'est en tant que telle qu'il faut combattre le PS.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Après quatre heures de discussions sur la croissance mercredi soir lors du sommet européen de Bruxelles, les 27 se sont penchés sur la Grèce, sur fond de doutes quant à une sortie du pays de la zone euro.

Les dirigeants se sont mis d'accord sur une déclaration que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, a lue à l'issue du sommet, affirmant leur désir que *«la Grèce reste dans la zone euro et respecte ses engagements»*, à l'issue des élections législatives du 17 juin dans le pays.

«Poursuivre les réformes cruciales pour revenir à une dette soutenable, encourager les investissements privés et renforcer les institutions (de la Grèce) sont les meilleures garanties d'un avenir meilleur au sein de la zone euro» et *«nous espérons qu'après les élections, le nouveau gouvernement grec fera ce choix»*, a conclu Herman Van Rompuy.

La chancelière allemande Angela Merkel a fait du respect des engagements, notamment la réduction des déficits et les réformes structurelles, un *«préalable»* au maintien d'Athènes dans la monnaie unique. (liberation.fr 24.05)

Il est dit que *"les dirigeants se sont mis d'accord"*, dont Hollande qui ne voit aucun inconvénient à saigner le peuple grec.

A bas le gouvernement capitaliste Hollande-Ayrault à la solde de l'UE, du FMI, des banquiers !

Un cas d'école. La méthode

Le parlement du Portugal a adopté mercredi un projet favorable à la relance de la croissance proposé par l'opposition socialiste, auquel le gouvernement de centre-droit a renoncé à s'opposer malgré son soutien à des mesures d'austérité.

Les socialistes avaient menacé de revenir sur leur soutien au plan de sauvetage de l'Union européenne et du FMI, si le gouvernement s'opposait au vote de mesures de relance de la croissance destinées à aider le pays à sortir de la récession, la plus grave depuis les années 1970.

Bien que le gouvernement dispose d'une majorité solide, le soutien des socialistes au plan de sauvetage est essentiel pour la crédibilité internationale du Portugal, en particulier face à l'exemple de la Grèce, menacée d'une sortie de la zone euro par le chaos politique dans lequel elle se trouve.

La coalition au pouvoir s'est abstenue lors du vote, laissant les socialistes adopter le projet à la majorité des députés s'étant exprimés, parmi les 230 sièges que compte le parlement.

La résolution doit compléter le pacte budgétaire européen, ratifié le mois dernier par le parlement.

Beaucoup de propositions des socialistes portugais font écho à celle de François Hollande, parmi lesquelles un renforcement du capital de la Banque européenne d'investissement, et la création d'euro-obligations souscrites par le budget de l'UE.

Le texte de loi "*recommande que le gouvernement promeuve et soutienne des mesures politiques et institutionnelles qui (...) engageraient les pays membres de l'UE à prendre des mesures favorables à la croissance et à la création d'emplois*".

Les socialistes proposent pour cela de passer par des amendements au pacte budgétaire européen ou par un traité complémentaire. (Reuters 24.05)

Du Sénat français, où le PS détient la majorité, qui a adopté le MES le 28 février 2012 grâce à l'abstention des sénateurs PS avec les voix de la minorité de l'UMP, au parlement portugais où le parti de l'ordre a la majorité, mais s'abstient pour que la minorité PS adopte un projet soi-disant favorable à la relance de la croissance qui sera en réalité financée par les sacrifices imposés aux travailleurs portugais, le mimétisme est parfait, la collusion entre les partis de l'ordre et ceux de l'Internationale jaune est totale contre les travailleurs.

Question : dans quel camp faut-il classer les partis de l'Internationale jaune ? Celui des partis de l'ordre avec lequel ils s'entendent à merveille en se répartissant les rôles, ou celui des travailleurs qu'ils n'ont cessé de combattre ?

A bas le PS et l'Internationale jaune qui ne sont que des instruments de la réaction contre la classe ouvrière !

LO. Comment tenir un discours en apparence radical et épargner Hollande? Mode d'emploi.

Celle qui a succédé à Arlette Laguiller, également présente à Presles, pense qu'"*on ne peut pas compter sur François Hollande*" car "*le sort des citoyens dépend beaucoup plus de la crise et des décisions des grands groupes industriels et financiers*".

"*Certes il y a un changement de personnalité avec un gouvernement rajeuni et féminisé*" mais "*ça ne doit pas faire illusion*", le président "*est sous la pression des banquiers internationaux*" et pas question de "*lui faire un chèque en blanc*", explique à l'AFP la porte-parole trotskiste. (AFP 24.05)

Si "*on ne peut pas compter sur François Hollande*", les banquiers si ! Question : pourquoi madame Arthaud ne le dit-elle pas ? C'est un secret qu'il ne faudrait surtout pas dévoiler devant les travailleurs, pas tout de suite, ou il faudrait faire semblant de ne pas le savoir ?

Allons plus loin, que dit-elle ? Monsieur Hollande n'y est pour rien dans la situation actuelle ou à venir, alors pourquoi s'attaquer à lui et son gouvernement ? Franchement, foutez-lui la paix, au POI ils tiennent exactement le même discours et ils ne doivent pas être les seuls, en fait tous ceux qui ont appelé à "*battre Sarkozy*" ou appelé à voter Hollande doivent tenir un langage similaire.

Comment procède Arthaud pour épargner Hollande. Elle réalise une dichotomie entre Hollande et son gouvernement, les institutions d'une part, et les vilains capitalistes de l'autre, alors que les premiers sont là uniquement pour servir les intérêts des seconds.

Cela signifie en toile de fond que le malheureux Hollande fera ce qu'il peut, et s'il peut peu le bougre, finalement ce ne sera

pas vraiment de sa faute mais de celle des "des banquiers internationaux", dommage qu'ils n'en existent pas en dehors du système solaire ou de notre galaxie on enverrait les travailleurs s'y balader, cela les changerait de Bruxelles ou Washington, ils mettraient plus de temps à se rendre compte de notre incurie politique en passe de devenir légendaire si ce n'est pas déjà fait.

L'illusion est presque parfaite quand elle prétend dénoncer une illusion pour dans le même temps nous en servir une qui est franchement grotesque. Au secours, Hollande et le PS sont otages des banquiers, malgré eux bien entendu, sinon à quoi cela servirait-il de les épargner ? Voilà comment LO est solidement enchaînée au régime qu'elle prétend combattre, un numéro d'illusionnisme, rien de plus.

Collaboration de classes. Chômage et précarité du logement.

L'accord négocié de février à avril pour faciliter l'accès au logement des salariés et relancer le dispositif Action logement (1% patronal) a été avalisé par l'ensemble des partenaires sociaux (syndicats et patronat), après la signature annoncée cette semaine de la CGT.

L'accord interprofessionnel du 18 avril conclu entre les trois organisations patronales (Medef, UPA, CGPME) et les cinq organisations syndicales représentatives (CFDT, CFTC, CGT, FO et CFE-CGC) vise à "redonner un sens et une lisibilité au dispositif du 1% afin de répondre aux besoins des salariés", écrit dans un communiqué la CGT.

Il acte enfin le retour à une gestion paritaire (syndicats-patronat) des organismes collecteurs de la participation des entreprises à l'effort de construction (PEEC), satisfaisant ainsi l'ensemble des syndicats. (AFP 24.05)

Enfin de nouveaux postes de permanents syndicaux que les différents partis dits ouvriers vont pouvoir se partager. Cela valait vraiment le coup d'appeler à voter Hollande...

Les ramasse-miettes, vous passez après nos amis les banquiers.

Le ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue social Michel Sapin a estimé jeudi "légitime" de donner un coup de pouce au Smic mais il a rejeté l'idée d'une forte hausse comme le demandent certains syndicats.

"Quand vous êtes une caissière à 70% du smic, vous n'arrivez pas à vivre, il est légitime que de donner un coup de pouce au Smic", a déclaré Michel Sapin sur Canal+.

"Mais quand vous êtes une petite entreprise avec des carnets de commandes difficiles, vous vous posez la question de l'équilibre de votre compte, et là on ne peut pas non plus faire des sauts sur le Smic, c'est cela qu'il faut concilier et une décision sera prise", a ajouté le ministre, en insistant sur la concertation avec les partenaires sociaux.

Invité à dire si le gouvernement accèderait à la revendication de Jean-Claude Mailly, numéro 1 de FO, le ministre a répondu: "il le sait lui-même". AFP 24.05)

Mailly le savait, non, pas possible, et il ne nous a rien dit, il a feint ne pas le savoir, mais alors ils sont tous complices ? Mais non, mais non qu'allez-vous imaginer.

Quel cynisme ! Quelle pourriture !

La malheureuse caissière (le boulot d'une de mes soeurs) va se voir accorder généreusement quelques dizaines d'euros d'augmentation, son salaire misérable ne représentera plus 70% du smic, mais 71, 72, 73%, vous êtes décidément trop bon monseigneur, gageons qu'elle n'a pas eu l'idée saugrenue de voter le 6 mai dernier.

Quant au tout aussi malheureux employé ou ouvrier d'une petite entreprise, si son salaire est misérable, il devra s'en contenter, car l'existence de la propriété privée des moyens de production le veut ainsi et il n'est pas question d'y attenter.

Si'il est impossible de concilier un salaire décent pour chaque travailleur et l'existence du capitalisme, ce dernier doit disparaître.

Si nous étions au pouvoir, nous ferions en sorte que le Smic soit entre 1500 et 1700 euros nets par moi sans se soucier du sort des entreprises qui ferait l'objet d'un traitement à part.

Les grandes entreprises seraient décrétées bien collectives, leurs actionnaires expropriés sans leur verser un centime, leurs filiales ou leurs sous-traitants seraient réintégrés dans ces entreprises et connaîtraient le même sort.

Quant aux petites entreprises, il leur serait proposé de conserver leur statut tout en leur proposant un partenariat avec l'Etat ouvrier, de façon à assurer leur pérennité, à condition qu'elles présentent un intérêt pour l'ensemble de la population et que leurs dirigeants acceptent de limiter leurs revenus et répartissent leurs profits entre leurs salariés et la modernisation de leur outil de production. Le deal consistant à garantir le niveau de vie des dirigeants et de l'ensemble des salariés de ces entreprises.

On ne pourra pas réduire toutes les inégalités du jour au lendemain, et il faudra prendre garde à ne pas se mettre à dos la majorité de la population facilement manipulable, rien de tel pour y parvenir que de diviser les forces de notre ennemi et de garantir à certaines couches d'exploiteurs son avenir sous un régime socialiste, alors qu'il était gravement compromis en régime capitaliste.

Ne commettons pas l'erreur fatale d'oublier qu'on ne pourra éradiquer les inégalités et le capitalisme, les classes, les Etats, qu'à l'échelle mondiale, qui coïncidera avec la réalisation de la seconde étape de notre émancipation, le communisme.

Leur justice au chevet de l'Etat sioniste.

La justice française a rendu deux décisions défavorables à des militants propalestiniens, impliqués dans des appels au boycott des produits israéliens dans des supermarchés en région parisienne et près de Bordeaux (sud-ouest), a-t-on appris jeudi de sources judiciaires.

Dans la première affaire, la cour d'appel de Paris a infirmé jeudi la relaxe d'une militante propalestinienne et l'a condamnée à 1.000 euros d'amende avec sursis pour avoir mis en ligne en juillet 2009 une vidéo tournée dans un supermarché d'Evry (sud de Paris) appelant au boycott des produits israéliens.

Dans la seconde affaire, la Cour de cassation, plus haute instance judiciaire française, a rejeté le pourvoi formé par une militante de la Ligue des droits de l'Homme qui avait apposé un autocollant "*boycott apartheid Israël*" sur des jus de fruits dans un supermarché de la région de Bordeaux (sud-ouest), rendant ainsi définitive sa condamnation. (AFP 24.05)

Voilà ce qui a changé depuis le 6 mai. Rien quoi !

Que craignait donc l'hystérique du Palais : de se faire jeter ? C'est fait !

L'Elysée a commandé durant le quinquennat de Nicolas Sarkozy pour 9,4 millions d'euros de sondages et études, a dévoilé jeudi Raymond Avrillier, le militant écologiste grenoblois qui en a obtenu les factures après un recours en justice.

Sur les plus de 300 sondages et études commandés, 66 l'ont été entre début 2010 et le 30 avril 2012, parmi lesquels figurent des sondages réalisés à une fréquence hebdomadaire.

Ces 66 sondages ont été facturés 3,04 millions d'euros à l'Elysée, et viennent s'ajouter aux 264 sondages commandés entre 2007 et 2009 pour un montant de 6,35 millions d'euros, que le militant écologiste, également maire adjoint honoraire de Grenoble, avait rendu publics en avril.

Les sondages commandés entre 2010 et 2012 relèvent "*pour partie du financement par une personne morale (l'Elysée, ndr) de la campagne électorale de Nicolas Sarkozy*", ce qui représente un délit puni par le code électoral, a estimé M. Avrillier jeudi au cours d'une conférence de presse. (AFP 24.05)

INFOS EN BREF

Politique

Canada

Près de 700 manifestants ont été arrêtés dans la nuit de mercredi à jeudi au Québec, traduisant un nouveau durcissement des autorités face à la contestation née du conflit étudiant.

Plus de 100 jours après le début du mouvement contre la hausse des frais de scolarité, 518 manifestants ont été arrêtés à Montréal et 170 à Québec. C'est la première fois que les forces de l'ordre procèdent à une "*arrestation de groupe*" aussi massive dans la province canadienne - de 506 personnes à Montréal, selon le dernier bilan policier - pour "*attroupement illégal*". Douze autres arrestations individuelles ont eu lieu.

La contestation est en train de changer de nature, de nombreux manifestants entendant protester non seulement contre la hausse des frais de scolarité, à l'origine du différend vieux de près de quatre mois, mais contre une loi spéciale adoptée par le gouvernement provincial de centre-droit de Jean Charest pour restreindre la liberté de manifester.

La manifestation de mercredi à Montréal avait été déclarée illégale parce que ses organisateurs n'avaient pas déposé son itinéraire auprès de la police, comme l'exigent la loi spéciale adoptée vendredi dernier et un règlement municipal. Mais jusqu'à présent, de telles situations n'avaient jamais débouché sur des arrestations massives.

"C'est une arrestation de masse complètement arbitraire. C'était probablement planifié d'avance", a déclaré un jeune marcheur interrogé par la chaîne publique Radio-Canada, indiquant que les policiers s'étaient positionnés à des intersections pour boucler facilement un groupe de manifestants.

"Ils avaient simplement à refermer la boîte pour pouvoir tous nous arrêter", alors que "même les agents, ici, ne savaient pas trop pour quelle raison ils nous arrêtaient", a dit le jeune homme, affirmant n'avoir rien fait de répréhensible "à part revendiquer ses droits, à part revendiquer ses opinions".

"Si c'est considéré illégal dans notre société, je pense qu'il y a un problème", a-t-il ajouté.

Un porte-parole de la police de Montréal Ian Lafrenière, a souligné que la manifestation avait été déclarée illégale vers 20H30 (00H30 GMT jeudi) et que les arrestations avaient eu lieu vers minuit, donc les manifestants auraient pu "facilement se disperser et partir".

Selon un usage établi en un mois de manifestations nocturnes quotidiennes - celle de mercredi soir était la 30e de la série - les marches déclarées illégales étaient tolérées tant que des méfaits, tels que jets de projectiles sur les policiers, n'étaient pas commis.

Les manifestants arrêtés à Montréal ont été menottés, les mains dans le dos, et ont passé plus de quatre heures dans des bus, avant de recevoir une amende de 634 dollars. Quatre doivent être poursuivis pour avoir commis des actes criminels, dont des voies de fait contre les forces de l'ordre.

Toutes les personnes arrêtées ont été relâchées jeudi matin, a indiqué à l'AFP une porte-parole de la police.

Ces incidents sont survenus au 101e jour de la grève étudiante, au lendemain d'une manifestation monstre qui a attiré de 100.000 à 250.000 personnes à Montréal, selon les sources, à défaut d'estimation officielle.

Loin de s'épuiser, le mouvement s'est enrichi ces derniers jours d'une nouvelle forme d'action, les habitants de plusieurs quartiers de Montréal organisant des concerts de casseroles nocturnes pour exprimer leur soutien aux contestataires. (AFP 24.05)

Social

1- France

Près de 40% des Européens ne partiront pas en vacances cet été en raison de la crise, un record depuis 2005 dont les Français se distinguent toutefois puisqu'ils sont 70% à avoir des projets de vacances contre 68% l'an passé, selon une enquête Ipsos pour Europ Assistance diffusée jeudi.

L'enquête montre par ailleurs que les vacances (13% de citations) ne sont pas le seul poste budgétaire à faire l'objet de restrictions.

Les économies sont faites sur l'habillement (17%), les produits culturels (14%), les sorties et les loisirs (11%). Seules l'alimentation et la santé sont préservées. (Reuters 24.05)

2- Grèce

La crise grecque dans ce qu'il y a de plus tragique... Selon des chiffres de l'organisation non gouvernementale grecque Praksis, publiés jeudi dans le quotidien Kathimérini, Athènes compte environ 13.000 personnes sans domicile fixe (SDF), dont 1.500 vivent dans les rues et 11.500 dans des squats. La majorité des 1.500 SDF vivant dans la rue "sont des chômeurs ou des toxicomanes qui ont été abandonnés après la fermeture des centres de désintoxication pour cause de crise", a indiqué à l'AFP, le président de Praksis, Tzanetos Antypas. En revanche la plupart des 11.500 squatters "sont des immigrés sans papiers, entassés à 15 ou 20 personnes dans des appartements délabrés du centre d'Athènes", souligne-t-il.

Une étude publiée l'année dernière avait évalué à 25.000 le nombre des SDF à Athènes.

La crise a fait apparaître un nouveau profil de sans-abri, a noté le responsable. Actuellement "on voit dans les rues surtout des hommes entre 40 et 55 ans, des chômeurs ou des gens qui ne peuvent plus payer leur loyer ou assumer leurs

responsabilités familiales", alors qu'auparavant c'était plutôt des jeunes immigrés ou des toxicomanes, précise M. Antypas. Forte de 120 salariés et 580 bénévoles, Praksis, créée en 2004, gère deux centres de santé pour les immigrés ou les SDF à Athènes et Salonique (nord) et un centre pour des enfants victimes de trafic dans le port de Patras (ouest). Cette ONG doit ouvrir cette année trois centres pour des SDF, à Athènes et au Pirée, port proche de la capitale, grâce à une donation de 2,8 millions d'euros de la Fondation de l'armateur Stavros Niarhos. (lexpansion.com 24.05)

Economie

Grande-Bretagne

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

L'économie britannique s'est contractée plus que prévu au premier trimestre, plombée par la plus forte baisse en trois ans de l'activité dans le secteur de la construction, renforçant la probabilité de nouvelles injections de liquidités par la Banque d'Angleterre (BoE) pour soutenir la croissance.

Mercredi, la BoE a indiqué qu'elle injecterait probablement de nouvelles liquidités pour soutenir l'économie britannique si la crise en zone euro venait à s'aggraver, après avoir mis fin à son programme de rachats d'actifs de 325 milliards de livres (406 milliards d'euros).

D'après les données publiées jeudi par l'Office national des statistiques, le produit intérieur brut (PIB) en deuxième estimation a reculé de 0,3% sur les trois premiers mois de l'année, une contraction plus forte que celle de 0,2% initialement annoncée.

En rythme annuel, le PIB recule de 0,1% au premier trimestre, alors que les économistes attendaient une croissance nulle.

Le Fonds monétaire international (FMI) a alerté cette semaine des risques pour l'économie britannique et a exhorté la banque centrale et le gouvernement à soutenir la croissance par tous les moyens nécessaires.

Le FMI a suggéré que la BoE abaisse ses taux d'intérêt à leur bas niveau historique de 0,5% et commence à acheter des actifs du secteur privé.

L'institution a également demandé au gouvernement britannique de trouver des fonds pour investir dans les infrastructures, de faire plus pour améliorer le crédit à destination des entreprises et d'abaisser des taxes pour stimuler la demande. (Reuters 24.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 mai

CAUSERIE

A tort et à travers.

Résultat du 1er tour de la présidentielle en Egypte : reste en lice pour le second tour le candidat islamiste de la contre-révolution et le candidat de l'ancien régime.

Même la révolution ne serait plus ce qu'elle était, décidément tout fout le camp ! Qui en est responsable ? Ceux qui n'expliquent pas pourquoi les mouvements révolutionnaires tunisiens et égyptiens ne pouvaient pas aboutir au renversement des régimes en place puisque ceux qui occupent aujourd'hui le pouvoir se sont fondus dans le régime en place, l'ensemble des institutions demeurent en place.

Pourquoi ne l'expliquent-ils pas ? Parce qu'il leur faudrait expliquer pourquoi il n'y a pas eu de révolution en France depuis... 1871, hier quoi. Mais pourquoi ? Parce qu'ils en sont en grande partie responsables. Et de quelle manière cela se manifeste-t-il ? Par l'inexistence d'un véritable parti communiste et d'une Internationale ouvrière digne de ce nom.

Je ne vais pas perdre mon temps à expliquer pourquoi, je vous renvoie à mes précédentes causeries. Constatons seulement qu'aucun parti ne se donne la peine de populariser le socialisme et de le rendre accessible aux masses.

En guise de support à notre réflexion, je vous propose un extrait d'Anti-Dühring d'Engels.

Au milieu du XIXe siècle avec les premières luttes ouvrières importantes en Europe "il apparut que toute histoire passée était l'histoire de luttes de classes, que ces classes sociales en lutte l'une contre l'autre sont toujours des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque, que, par conséquent, la structure économique de la société constitue chaque fois la base réelle qui permet, en dernière analyse, d'expliquer toute la superstructure des institutions juridiques et politiques, aussi bien que des idées religieuses, philosophiques et autres de chaque période historique."

- "En conséquence, le socialisme n'apparaissait plus maintenant comme une découverte fortuite de tel ou tel esprit de génie, mais comme le produit nécessaire de la lutte de deux classes produites par l'histoire, le prolétariat et la bourgeoisie. Sa tâche ne consistait plus à fabriquer un système social aussi parfait que possible, mais à étudier le développement historique de l'économie qui avait engendré d'une façon nécessaire ces classes et leur antagonisme, et à découvrir dans la situation économique ainsi créée les moyens de résoudre le conflit."

- "Certes, le socialisme antérieur critiquait le mode de production capitaliste existant et ses conséquences, mais il ne pouvait pas l'expliquer, ni par conséquent en venir à bout ; il ne pouvait que le rejeter purement et simplement comme mauvais. Plus il s'emportait avec violence contre l'exploitation de la classe ouvrière qui en est inséparable, moins il était en mesure d'indiquer avec netteté en quoi consiste cette exploitation et quelle en est la source. Le problème était, d'une part, de représenter ce mode de production capitaliste dans sa connexion historique et sa nécessité pour une période déterminée de l'histoire, avec par conséquent la nécessité de sa chute, d'autre part de mettre à nu aussi son caractère interne encore caché, la critique s'étant jusque-là jetée plutôt sur ses conséquences mauvaises que sur sa marche même. C'est ce que fit la découverte de la plus-value."

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle ; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée."

Si ce sont des rapports économiques qui déterminent tous les autres dans la société, on peut les réduire au mode de production et d'échange, mais on peut aussi inclure les rapports politiques entre les classes qui sont le produit de la manière dont les différentes couches des masses perçoivent ces rapports économiques à un moment donné en fonction du traitement qui leur est réservé par l'Etat ou les capitalistes selon qu'elles appartiennent au secteur public ou privé.

Plus le revenu ou le niveau de vie de ces couches sera élevé, moins elles auront tendance à remettre en cause l'ordre existant dont finalement elles estiment tirer profit en échange de leur travail. Pourquoi remettre en question un régime qui vous permet de satisfaire la plupart de vos besoins. La marchandisation des services ou des besoins élémentaires de la population ne posera un problème qu'aux couches au revenu les plus faibles, tandis que les autres y feront face en réduisant le niveau des économies qu'elles réalisaient jusqu'à présent et qu'elles capitalisaient en banque ou plaçaient.

Contrairement à ce qu'on voudrait nous faire, la majorité des travailleurs continuent de vivre comme avant 2007, tandis que des pans entiers sont réduits à la pauvreté et à la précarité absolue.

Les premiers demandent juste qu'on préserve leurs avantages, ils figurent parmi ceux qui ont voté Hollande le 6 mai et auxquels s'adressent les partis ouvriers et les syndicats, tandis que les seconds n'attendent plus rien du régime et des partis qui participent aux institutions, ils ont formé le gros des troupes des abstentionnistes le 6 mai dernier, et la majorité d'entre eux sont inorganisés, abandonnés à leur triste sort.

Les premiers ne sont prêts à se mobiliser que pour défendre leurs privilèges catégoriels, leurs statuts, ils se moquent de savoir si leur combat a ou non un caractère politique, cela ne les intéresse pas, tandis que les besoins des seconds sont tellement considérables qu'ils ne pourront être satisfaits que si leur combat a un contenu politique, général, collectif.

Pour les premiers, il leur suffira de se mobiliser avec leurs syndicats pour espérer obtenir quelques avancées sociales ou conserver leurs acquis, pour les seconds, il faudra un mouvement entraînant la majorité de la classe contre le gouvernement pour espérer obtenir satisfaction partiellement ou en totalité, ce qui n'arrive que rarement ou exceptionnellement.

On comprend au premier coup d'oeil que le sort des premiers aura toutes les chances de s'améliorer, tandis que celui des seconds continuera de se détériorer. Ainsi les inégalités n'existent pas seulement entre les classes mais à l'intérieur de chaque classe, particulièrement au sein de la classe ouvrière, le clivage qui existe au sein de la société se reproduit au sein de chaque classe où les besoins de chaque couche sont différents ou ne revêtent pas le même contenu. Il apparaît tout aussi clairement que les premières seront davantage enchaînées au capitalisme que les secondes qui n'en attendent rien.

Question : quelles sont les couches les plus à même de comprendre la nécessité d'en finir avec le capitalisme parce que

cette nécessité correspond justement à leur situation, s'impose pour ainsi dire à eux, l'aristocratie ouvrière, les couches supérieures, les intellectuels, ou plutôt ces couches de millions de travailleurs atomisés et abandonnés de tous ?

Les partis et les syndicats s'adressent aux premières qui constituent leur fond de commerce et assurent la stabilité du régime, et délaissent les secondes parce que leur situation les conduit systématiquement à remettre en cause le régime, ce à quoi ces partis et syndicats ne tiennent pas vraiment. Ce sont les premiers qui forment le gros des troupes de tous les partis dits ouvriers et des syndicats. N'y aurait-il pas là une des explications à notre incapacité à contruire le parti ?

Comment comprendre une nécessité quand on peut (encore) s'en passer, tant que par la force des choses elle ne s'impose pas à nous ou elle nous demeure étrangère ?

Cette nécessité correspond à un changement radical de société, à une transformation révolutionnaire de la société. Qui y a intérêt : celui qui se plaint de la qualité des cocktails dans l'hôtel de Miami Beach où il vient de passer une dizaine de jours en vacances ou celui qui n'a pas de quoi acheter une paire de chaussures à son gosse pour aller à l'école ?

Je vais encore me mettre en scène pour vous donner un exemple.

Je suis venu à la lutte de classe et au marxisme, parce que lorsque j'étais un jeune adulte, j'étais promis à une condition de vie similaire à celle de mes parents que je trouvais insupportable. Pour moi, la nécessité de changer la société s'imposait sur la base d'un constat matériel, j'étais voué à trimer toute ma vie comme un esclave et à être pauvre, un cauchemar à 20 ans.

Je m'engageais dans le militantisme pour changer le monde et je rejoignais l'OCI. Puis je rencontrai ma future compagne avec laquelle j'allais faire un bout de chemin. Alors que nous étions pauvres chacun de notre côté, en additionnant nos deux salaires nous nous retrouvions à l'aise financièrement, ce qui facilitait la vie et la rendait plus agréable. Du coup, lorsque ma compagne cessa de militer et m'ordonna d'en faire autant sinon elle me quitterait, je n'ai fait ni une ni deux et j'ai cessé de militer, pas pour conserver un niveau de vie supérieur, mais parce que je tenais à elle et notre fille née entre temps. Nous vivâmes les huit années suivantes dans l'insouciance la plus totale, oubliant même jusqu'à la politique dont nous nous étions totalement détournés, alors que nous avons été des activistes forcenés, pour nous, changer la société n'était plus une priorité, on n'y pensait même plus. Par contre, sur notre lieu de travail nous continuions de défendre notre bout de gras. A ce moment-là, vous seriez venu nous demander de participer à une campagne politique, que nous vous aurions envoyé balader. Combien de travailleurs rejoignent un parti au cours d'une bataille parce qu'ils se sentent directement concernés et disparaissent quelque temps plus tard ?

Ma propre expérience que je viens de décrire, montrait bien qu'à cette époque je n'avais pas acquis la compréhension que changer la société était une nécessité historique qui découlait du développement du capitalisme, j'en avais fait une question personnelle en rapport avec ma situation, il eut suffit qu'elle s'améliore pour que ma soi-disant conscience de classe s'évapore. Un intellectuel ne procède pas autrement en général, il est aussi prompt à adopter une idée qu'à s'en séparer en fonction du vagabondage de sa pensée...

Au cours de notre vie, on passe inconsciemment notre temps à nous leurrer sur un tas de choses ou sur les gens, on ne voit que ce que l'on veut bien voir. Au départ, quand on commence à militer, la volonté de vouloir changer la société n'est pas le produit d'un niveau de conscience supérieur, on n'a pas encore acquis la compréhension que c'est une nécessité historique, on part de considérations individuelles, c'est seulement à force d'expériences et pour peu qu'on soit en mesure d'en tirer des enseignements, qu'on parviendra à un niveau de conscience ou nos considérations personnelles passeront au second plan ou se confondront avec cette nécessité. Le militantisme et la formation des militants doit conduire à cette claire conscience....

Actualité en titres

Un leurre.

- Michel Barnier : "*Nous ne sommes pas encore au bout de la régulation financière*" - LePoint.fr

Les pauvres sont responsables de leur malheur.

- Pour Bruno Le Maire (UMP) , la hausse du Smic a contribué à celle du chômage - Lexpansion.com

Les nantis sont responsables de s'enrichir.

- Une prime de 400 000 euros pour l'ancien patron d'Air France - Atlantico.fr

Comment cela, le changement serait comme les miracles et nécessiterait un certain délai ?

- Place Beauvau : "*Le changement, ce n'est pas maintenant*" - LePoint.fr

[Au nom de la charia avec laquelle tous les régimes occidentaux s'accommodent.](#)

- Les Émirats arabes unis réclament de la "*décence*" aux femmes occidentales - LePoint.fr

INFOS EN BREF

Politique

Allemagne

Quand le président de la Bundesbank traite Hollande d'illusionniste...

L'idée selon laquelle le lancement d'euro-obligations stimulerait la croissance est une illusion, estime Jens Weidmann, président de la Bundesbank, qui adresse une fin de non-recevoir à toutes les revendications de François Hollande.

"*Croire que les Eurobonds résoudront la crise actuelle est une illusion*", dit ce membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne dans une interview publiée vendredi par Le Monde. "*Ce ne peut être que l'aboutissement d'un processus long, qui nécessite entre autres de changer la Constitution dans plusieurs Etats, de modifier les traités, d'avoir davantage d'union budgétaire.*"

"*On ne confie pas sa carte de crédit à quelqu'un si on n'a pas la possibilité de contrôler ses dépenses*", ajoute-t-il.

Pour le président de la Bundesbank, "*une communautarisation de dettes n'est pas l'outil adapté pour favoriser la croissance : cela poserait des problèmes tant légaux qu'économiques. Je ne crois pas qu'on aura du succès en essayant de résoudre la crise de la dette avec encore plus de dette en dehors des budgets réguliers.*"

La croissance "*passer par des réformes structurelles*", insiste-t-il en se disant "*irrité*" par l'apparition d'"*idées géniales qui surgissent pour contrer la crise*", comme les euro-projets défendus également par le nouveau président français. (Reuters 25.05)

Social

France

1- CGT : A quel rythme doit se poursuivre la décomposition du syndicat ?

Lors de la Commission exécutive ("gouvernement" de la CGT) réunie mardi, "*Bernard Thibault, suite au processus de consultations engagées depuis plusieurs mois, a proposé la candidature de Nadine Prigent comme future secrétaire générale de la CGT*", indique la centrale, dans un communiqué. "*La Commission exécutive Confédérale n'a pas approuvé cette proposition par 20 voix pour, 21 voix contre et 5 abstentions*", ajoute la centrale. La CGT a confirmé ainsi une information obtenue par l'AFP de source interne.

La décision finale sur le choix du futur numéro un de la centrale revient au Comité confédéral national (CCN, parlement de la CGT) qui se réunira les 30 et 31 mai. Il ne sera donc pas saisi d'une proposition du numéro un sortant. Nombre de dirigeants préfèrent Eric Aubin, chargé du dossier de la retraite, qui est postulant à ce poste. (lexpress.fr 25.05)

Extrait d'un article de l'AFP du 21 janvier 2012 :

Pour l'heure, deux personnalités émergent : Nadine Prigent, de la fédération de la santé, deuxième fédération après celle du service public, et Eric Aubin, patron de la fédération, plus petite, de la construction, et en charge du dossier des retraites.

"*Mais ce n'est pas tant la taille qui compte, le débat est de savoir s'il faut quelqu'un du public ou du privé*", le deuxième choix permettant "*une ouverture du syndicat*" vers des secteurs où il est moins implanté et qui regroupent l'essentiel du salariat, résume un cadre.

"*La CGT reste massivement une organisation de fonctionnaires ou de salariés à statut*", souligne auprès de l'AFP Bernard Vivier, directeur de l'institut supérieur du Travail.

Dès lors, "le type de revendications que Nadine Prigent peut porter est un peu plus en phase culturellement et sociologiquement avec les adhérents de la CGT" et ceux qui ont "conservé les valeurs traditionnelles", estime l'analyste. En clair, les adhérents CGT communistes "voteraient plus pour Nadine Prigent que pour Eric Aubin".

Selon lui, Bernard Thibault, venu de la fédération des cheminots et arrivé à la tête de la confédération en février 1999, a tenté de "conjuguer une ligne traditionnelle et une ligne d'ouverture vers le privé et vers des revendications qui sont moins de contestation que de négociations", souligne M. Vivier.

"Bernard Thibault est le Gorbatchev de la CGT. Après son départ, il s'agit de savoir s'il faut un autre Gorbatchev pour poursuivre le chantier, ou une personne qui ferait une pause". Le choix de Mme Prigent aurait "l'avantage de distinguer la CGT des autres organisations mais aussi le risque de la laisser en retard sur son temps", résume-t-il.

Extrait d'un article du monde.fr du 14 avril 2012 :

Au départ, M. Aubin, le "M. Retraites" de la CGT, faisait figure de favori. Très ouvert, prompt à rechercher la conciliation plutôt que le conflit, il a noué de bonnes relations avec les autres confédérations, et notamment avec Laurent Berger, le numéro deux de la CFDT, qui doit succéder à François Chérèque en 2014.

Mais M. Thibault, qui a accentué la mutation "réformiste" de la CGT, souhaitait que son successeur soit une femme venue du privé. Et il reprochait à M. Aubin de trop faire campagne. Dans un premier temps, l'actuel dirigeant de la CGT avait avancé le nom d'Agnès Naton, 53 ans, retraitée de La Poste, directrice de la Nouvelle Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la centrale. Mais il a finalement préféré Mme Prigent, même si elle ne vient pas du secteur privé.

M. Aubin et Mme Prigent sont tous les deux membres du bureau confédéral et adhérents du Parti communiste, sans appartenir à aucune instance, et sont l'un et l'autre sur la "ligne Thibault". Mais Mme Prigent apparaît moins ouverte. Dans la CGT, certains la jugent "très raide" - "elle a longtemps été très sectaire", observe une responsable cégétiste -, d'autres jugent qu'elle sera "plus malléable". Elle a des relations rudes avec les autres centrales.

"Si Bernard arrive à imposer Mme Prigent, dit un proche du secrétaire général, cela laissera des traces dans la maison, car ce choix aura été fait contre une majorité d'organisations." Du côté de la CFDT, dans l'entourage de M. Chérèque, où on ne dissimule pas une certaine inquiétude, ce serait perçu comme un signal de mauvais augure pour l'avenir de l'unité d'action.

2- Dépôt de bilan de Technicolor.

Technicolor a annoncé vendredi matin le dépôt de bilan dans la journée de son usine d'Angers (350 salariés), spécialisée dans la production de décodeurs, lors d'une réunion extraordinaire du comité d'entreprise de cet établissement, a-t-on appris de sources syndicales. (AFP 25.05)

Economie

1- Espagne

De pis en pis.

La situation serait finalement pire que prévu chez Bankia, la quatrième banque espagnole qui vient d'être nationalisée en partie: croulant sous les actifs immobiliers risqués, elle s'apprête selon la presse à demander 15 à 20 milliards d'euros à l'Etat pour se redresser.

Après une première aide publique de 4,5 milliards le 9 mai, sous forme de prêt transformé en participation pour prendre le contrôle de Bankia, la facture s'est peu à peu alourdie.

"Chaque jour apparaît un nouveau chiffre", soupire Daniel Pingarron, analyste de la maison de courtage IG Markets: "on a commencé avec environ 4 milliards, puis on est passé à 7 milliards, après la comparution (du ministre de l'Economie) Luis de Guindos (devant les députés) cette semaine, on était déjà rendu à 8,75 milliards, et aujourd'hui on parle d'environ 15 milliards: c'est de pire en pire chaque jour".

Ce dernier chiffre, pas encore confirmé officiellement, était avancé vendredi par la presse espagnole.

Par précaution, le titre Bankia était suspendu vendredi, dix mois presque jour pour jour après son entrée à la Bourse de Madrid, le 20 juillet 2011.

A l'époque, son président, Rodrigo Rato, très connu pour avoir été ministre de l'Economie et directeur général du FMI, se félicitait que cette introduction représente "*un point de référence pour le secteur bancaire espagnol*".

Moins d'un an plus tard, Rodrigo Rato a dû démissionner, la cotation du titre s'est écroulée, valant désormais 40% du prix de départ (3,75 euros), et avec l'aide que devrait apporter l'Etat, "*Bankia va être pratiquement publique*", note Daniel Pingarron.

Selon l'analyste, le gouvernement pourrait y joindre deux caisses d'épargne placées sous tutelle, Novacaixagalicia et CatalunyaCaixa, afin de créer "*ce qui constituerait la plus grande banque publique de l'histoire espagnole*", pour ensuite l'assainir et la revendre.

L'Etat s'est engagé à apporter tous les fonds nécessaires à Bankia, qui représente 10% du système financier espagnol, dont il devra forcément régler la facture.

La banque compte un portefeuille immobilier de 37,5 milliards d'euros, dont la très grande majorité (31,8 milliards) est problématique, car à la valeur incertaine (crédits risquant de ne pas être remboursés, logements saisis...).

Le sauvetage public de Bankia "*ne change pas beaucoup les choses*", dit aussi Daniel Pingarron: "*ce qui va se passer c'est que les réserves du Frob (fonds spécial d'aide au secteur, ndlr) vont s'épuiser (après avoir versé l'aide), il va falloir les renouveler avec plus de dette publique, et cela n'est pas un message de confiance*" pour le marché. (AFP 25.05)

Ce pourrait être pis pour un banquier :

- Je suis sans un liard, sans espérance, sans pain, sans pension, sans femme, sans enfants, sans asile, sans honneur, sans courage, sans ami, et pis que cela ! sous le coup de lettres de change (...) Balzac, la Cousine Bette, Pl., t. VI, p. 432.

2- Vatican

L'obscurantisme appliquée aux comptes de la curée vaticane.

Nouvel épisode dans les tensions qui secouent l'administration du Vatican : le président de la banque du pape, l'Institut des œuvres religieuses (IOR), a été désavoué, jeudi 24 mai au soir, et contraint à démissionner pour une gestion jugée déficiente.

Ettore Gotti Tedeschi, 67 ans, fervent catholique, nommé à la tête de l'Institut en septembre 2009 pour y remettre les finances en ordre et permettre au Vatican de rejoindre la liste des pays respectant les normes contre le blanchiment ("white list"), quitte ses fonctions au terme d'un bras de fer concernant l'application d'une nouvelle loi vaticane sur la transparence financière.

Depuis janvier, des documents confidentiels ont été transmis clandestinement à la presse italienne, révélant les luttes de pouvoir et la persistance de la corruption dans l'administration vaticane. Beaucoup de ces documents sont rassemblés dans un livre paru cette semaine en Italie, Sua Santità, du journaliste Gianluigi Nuzzi.

Ces fuites, contre lesquelles le Vatican s'est insurgé, auraient joué un rôle non négligeable dans le limogeage du banquier, selon des sources vaticanes.

Spécialiste de l'éthique de la finance, Ettore Gotti Tedeschi a été désavoué à l'unanimité par le conseil d'administration de l'IOR, jeudi. Il lui est reproché de "*n'avoir pas su remplir certaines fonctions de première importance*", en dépit des avertissements répétés alors que la situation continuait de "*se détériorer*".

M. Gotti Tedeschi avait été choisi pour remettre en ordre les comptes du IOR. Mais en septembre 2010, lui et son directeur général, Paolo Cipriani, étaient placés sous enquête pour violation d'une loi italienne anti-blanchiment. S'ils n'étaient pas soupçonnés de blanchiment d'argent sale, il leur était reproché des omissions entourant des mouvements de fonds d'un total de 23 millions d'euros. Le parquet italien, en juin suivant, avait levé tous les soupçons.

L'IOR, lié dans le passé à des scandales de grande ampleur en Italie, a une réputation sulfureuse. Mais le pape allemand a fait de la transparence et de la rigueur une priorité et avait créé à cette fin en décembre 2010 l'Autorité d'information financière (AIF).

Le rôle de la "*banque du pape*" - qui a un patrimoine de 5 milliards d'euros - est de gérer les comptes de milliers d'ordres religieux et d'associations catholiques. Fondé en 1942 par le pape Pie XII, l'IOR a connu plusieurs scandales, dont le plus célèbre est la faillite de la banque Ambrosiano, dont il était l'actionnaire majoritaire. (lemonde.fr 25.05)

Le Vatican est une organisation mafieuse qui doit être dissoute !

C'est une parabole qui enseigne qu'il est faux de croire ou penser que la religion ait existé de tout temps ou qu'elle serait éternelle

3- Allemagne

Le patrimoine financier privé des Allemands a atteint l'an dernier la somme totale de 4 715 milliards d'euros, un record historique enregistré malgré des pertes sur les marchés financiers, selon un chiffre annoncé par la Bundesbank, jeudi 24 mai. Cette somme totale de 4 715 milliards ne prend pas en compte d'autres types de richesses comme des biens immobiliers par exemple.

Les turbulences sur les marchés financiers ont conduit à des pertes totales de 92 milliards d'euros l'an dernier sur les placements en actions et obligations.

La dette privée des Allemands a elle "*légèrement augmenté*", selon la Bundesbank, et se montait l'an dernier à 1 549,8 milliards d'euros. Mais en raison de la croissance de l'économie du pays, le taux d'endettement privé, mesuré par le rapport entre les dettes des Allemands et le produit intérieur brut, a lui reculé pour s'établir à 60,3 %. (lemonde.fr 25.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 27 mai

CAUSERIE

On se détend un peu, c'est dimanche. Dimanche, un jour sacré... car consacré à la chasse à l'obscurantisme !

La température ici (à Pondichéry) est redescendue entre 42 et 45°C à l'ombre. C'est crevant cette chaleur. Pas d'orages, pas une goutte de pluie. Je ne peux même pas utiliser la piscine découverte et gratuite situées à 50 mètres de chez moi, elle est dégueulasse, les Indiennes se baignent tout habillées et il y a des sacs et des bouteilles plastiques qui nagent à la surface et le fond est parsemé de terre, cailloux, etc.

Les "upper class" comme on les appelle, les classes supérieures sont dégénérées au possible, vous faites le tour de toute la pourriture que peut engendrer leur société dans tous les domaines et vous êtes en mesure de décrire avec précision à quoi ressemblent les privilégiés. Vous avez le droit de l'imaginer sans prendre le risque de vous tromper, il serait difficile de leur trouver la moindre qualité. Ces gens-là sont arrogants, bruyants, ignobles, puants. Ce que j'affectionne, c'est critiquer les pauvres devant eux, du coup ils embraient au quart de tour, ils pensent que j'appartiens à leur camp, dans la minute qui suit je les assassine en prenant la défense des pauvres qu'ils piétinent.

Me faire ces ordures est un vrai plaisir, on se soulage comme on peut que voulez-vous, à défaut de pouvoir les faire disparaître. Attaquez-les, mais c'est qu'ils se rebiffent, ils sont mauvais en plus, immédiatement ils vous insultent ou vous menacent physiquement, ce qui ne m'impressionne pas du tout, je les traite de parasites immondes, de sous-merdes, très poliment et posément évidemment, cela a le don de les exciter encore plus, ils enragent littéralement, je le vois, je leur refuse le statut d'être humain, bref, je les ramène à leur véritable niveau. Je les traite comme ils traitent les travailleurs, je les venge, je peux me le permettre, pas eux. S'en priver serait faire preuve de lâcheté, un manquement à mon devoir.

Il m'est arrivé plus d'une fois d'assister à une violente dispute dans la rue entre un nanti et un pauvre gueux, chaque fois j'ai pris la défense de ce malheureux qui était traité comme un chien. Je ne suis pas pour autant un ouvrieriste, et parce que je défends les plus miséreux, quand j'estime qu'ils déconnent je leur dis, je peux me le permettre, car j'estime mes intentions saines contrairement à un nanti qui les écrase pour mieux les maintenir en servitude, l'objectif diamétralement opposé au mien.

J'ai appris hier que le prix de l'essence avait encore augmenté de 7 ou roupies, soit plus de 10%, il était de 64 roupies le litre précédemment, un peu plus d'un euro, ici, c'est hyper cher par rapport au niveau de vie moyen de la population ; l'équivalent du Smic est entre 80 et 90 euros nets par mois, c'est comme si le prix du litre de super était à environ 10 euros en France ! C'est pire que du racket, le gouvernement indien nous étrangle !

Pour s'approvisionner en gaz ce n'est pas triste non plus. Ici on ne peut aller acheter librement une nouvelle bouteille de gaz comme l'on veut, il faut respecter une procédure bureaucratique archaïque. Je suis allé chez mon distributeur de gaz où je suis enregistré, style fiche de police. Il a enregistré ma demande en me demandant de repasser dans 20 jours. Ce jour-là muni de mon carnet dans lequel figure ma photo et des coupons genre rationnement, contre paiement il me sera remis une facture. Ensuite, deux ou trois jours plus tard, muni de cette facture je devrai me rendre au petit matin au point de stockage situé à un autre endroit avec ma bouteille vide afin qu'on m'en donne une pleine, peut-être, s'il en reste, sinon je devrai repasser les jours suivants. Donc au total 3 déplacements au minimum et 23 jours d'attente.

Et les gens qui bossent comment ils font ? Ils se démerdent, ils envoient à leur place quelqu'un qui ne travaille pas. Et les gens qui vident leur bouteille de gaz en moins de 23 jours comment ils font ? Ils ont intérêt à acheter (très très cher) au noir une troisième bouteille ou avoir un réchaud au kérosène en dépannage, après il reste le feu de bois !

Bon dimanche à tous.

Le capitalisme au stade de l'impérialisme se transforme en vampire. Voleur jusqu'à "l'épuisement" de ses victimes.

L'illusion de la concurrence ? Dix groupes contrôlent l'essentiel de ce que vous achetez.

"*L'illusion du choix*", "ces dix compagnies (qui) contrôlent tout ce que vous achetez" : le schéma publié par Business Insider fait réfléchir. La concurrence ne serait qu'apparence : sous la multiplicité des marques, on retrouve toujours les dix mêmes compagnies. Or la concurrence donne sa légitimité à l'économie de marché : sans elle, la seule limite à la recherche de profits, c'est l'épuisement du budget des consommateurs. (Atlantico.fr 26.05)

Mais rien ni personne ne peut légitimer l'existence du capitalisme qui repose sur le vol de notre force de travail :

- "*C'est ce que fit la découverte de la plus-value.*"

Il fut prouvé que l'appropriation de travail non payé est la forme fondamentale du mode de production capitaliste et de l'exploitation de l'ouvrier qui en résulte ; que même lorsque le capitaliste achète la force de travail de son ouvrier à la pleine valeur qu'elle a sur le marché en tant que marchandise, il en tire pourtant plus de valeur qu'il n'en a payé pour elle; et que cette plus-value constitue, en dernière analyse, la somme de valeur d'où provient la masse de capital sans cesse croissante accumulée entre les mains des classes possédantes. La marche de la production capitaliste, aussi bien que de la production de capital, se trouvait expliquée." (Anti-Dühring - F. Engels)

Que l'auteur de cet article, avocat d'affaires, en doute n'a rien d'étonnant : "*Si c'est vrai, il s'agit, de nouveau serait-on tenté de dire après tant de doutes sur la régulation financière, d'un échec grave de la régulation des marchés.*"

Non, pas possible ! Quel crétin, ce sont justement ceux qui sont en situation de monopole sur les marchés qui ont mis en place ceux qui sont en charge de le réguler... conformément à leurs intérêts !

Quelques centaines de banques, d'institutions financières, de compagnies d'assurance et multinationales contrôlent le marché mondial. Il suffit d'abolir ce privilège, de les exproprier sans leur verser un centime, pour avancer vers notre émancipation, le socialisme.

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a demandé samedi l'application immédiate du plan de paix de Kofi Annan en Syrie et dénoncé le "*régime assassin*" du président Bachar el-Assad après l'attaque de la ville de Houla.

"*Je prends immédiatement des contacts pour réunir à Paris le Groupe des pays amis du peuple syrien.*" a-t-il précisé. (LePoint.fr 26.05)

Le même discours va-t-en-guerre, la même politique coloniale que Sarkozy.

Le "*Groupe des pays amis du peuple syrien*" mis en place par Doha, Jérusalem, Washington, Londres et Paris, les mêmes qui avaient attaqué l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Serbie.

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Fabius, pas touche à la Syrie !

Nous ne nous étions pas trompés quand nous affirmions que la visite de Fabius auprès de l'émir du Qatar quelques semaines avant le 6 mai, avait pour objectif de rassurer cet autocrate dégénéré sur les intentions de Hollande et sa volonté de poursuivre la politique de Sarkozy subordonnée à l'impérialisme américain et à l'Etat sioniste, nous en avons la preuve matérielle ici.

Plutôt un manque de maturité politique.

"*Il y a une contradiction: les mêmes personnes professent leur attachement à l'euro mais dénoncent dans le même temps les plans d'aide sans voir le moindre lien entre ces deux points*", estime le sondeur Yannis Mavris, de l'institut Public Issue.

Alexis Tsipras juge pour sa part que si contradiction il y a, elle réside dans le remède choisi avec les partenaires européens d'Athènes qui, regrette-t-il, *"affaiblit le patient au lieu de soigner la maladie"*.

"Oui, nous voulons le soutien et le financement de l'Europe, mais nous ne voulons pas gaspiller l'argent des contribuables européens. Deux renflouements ont fini à la poubelle, dans un tonneau sans fond. Si cela continue, il nous faudra un troisième plan dans six mois", déclarait-il lors d'une interview récemment accordée à l'agence Reuters. (Reuters 26.05)

Parce qu'Alexis Tsipras est incapable de rompre avec le capitalisme, il est obligé de demander *"le soutien et le financement de l'Europe"*, les bourreaux du peuple grec.

Avec l'euro, il est impossible à un gouvernement de maîtriser son économie puisque le cours de la monnaie lui échappe, d'où la nécessité de rompre avec l'euro. Cela ne signifie pas pour autant qu'en adoptant une autre monnaie il en contrôlera le cours, car elle demeurera dépendante du marché mondial, mais au moins il pourra agir dessus, ce qui n'est pas le cas avec l'euro.

Si on peut encourager les réformistes à aller au bout de leur logique ou raisonnement, ce n'est pas parce que le réformisme aurait une sorte de légitimité, c'est uniquement parce que l'on sait que cette logique mène infailliblement à une impasse, à reproduire les contradictions dans lesquelles se débat le capitalisme. Une fois cette illusion envolée, le capitalisme sera tout nu, sans remparts pour le protéger, ce qu'est finalement le réformisme.

Ce qu'il y a de dangereux ou de criminel dans la politique de Mélenchon ou Tsipras, c'est qu'ils prétendent que tout serait possible sans s'attaquer aux fondements du capitalisme. Ils font ainsi le lit de l'extrême droite qu'ils prétendent combattre.

Dans l'hypothèse où la coalition de monsieur Tsipras parviendrait au pouvoir, il serait immédiatement rattrapé par la réalité de la lutte de classe que mènent farouchement les capitalistes, qui par tous les moyens orchestreraient l'asphyxie de l'économie du pays et le chaos (aidé en cela par les gouvernements de l'UE, notamment), de telle sorte qu'il perdrait le soutien populaire qui l'avait porté au pouvoir, parce que la situation sociale des masses empirerait au lieu de s'améliorer, à l'étape suivante, impuissant à juguler cette fuite en avant parce qu'il se refuserait à s'appuyer sur la mobilisation révolutionnaire de la classe ouvrière pour s'attaquer aux privilèges des capitalistes, il ne lui resterait plus qu'à jeter l'éponge et appeler au pouvoir ses adversaires d'hier, à moins que la réaction préfère le faire chuter brutalement, pour ensuite, une fois cette défaite politique actée, avoir les mains libres pour organiser la répression sanglante du mouvement ouvrier et mettre en oeuvre sa politique.

Qu'est-ce qui est à l'origine de l'offensive de Kornilov en 1917 en Russie, qu'est-ce qui a regaillardi la réaction en France et en Espagne en 1936, au Chili en 1973, sinon les tergiversations, puis les reculades, ensuite les capitulations successives des gouvernements de front populaire face à la classe dominante détenant toujours le pouvoir.

Ceux qui soutiennent aveuglément monsieur Tsipras porteront la responsabilité de l'écrasement du peuple grec, dont le POI.

Informations ouvrières n°200, page 2 :

"C'est un fait : la position de Syriza , produit de la résistance acharnée du peuple grec, de refuser toute participation à un gouvernement qui poursuit une politique criminelle est un point d'appui pour la survie du peuple grec et pour la résistance des travailleurs dans toute l'Europe."

Alors que monsieur Tsipras entretient les pires illusions qui soient envers l'euro et l'Union européenne avec lesquelles il ne veut pas rompre. Ce discours dans la bouche d'une ex-responsable du PS démontre tout simplement qu'elle n'a pas rompu avec l'idéologie qu'elle défendait quand elle était adhérente de ce parti bourgeois. Qu'il soit conforme à l'orientation droitiste du POI en dit long sur la nature de ce parti et ses véritables intentions, tout le reste est du baratin. Ce qui est criminelle, c'est de ne pas dénoncer les contradictions dans lesquelles Syriza est enfermée.

Imaginez un instant Trotsky affirmer que le Front populaire aurait été *"un point d'appui pour la survie du peuple"* français ou espagnol en 1936, c'est grotesque n'est-ce pas, il n'a cessé de les combattre. Voilà ce que nos valeureux *"trotskistes"* du POI sont prêts à avaler de nos jours.

Sur Fonds de cynisme.

La directrice du Fonds monétaire international Christine Lagarde a estimé, dans un entretien publié samedi, que les Grecs devraient *"commencer par s'entraider collectivement"* en payant leurs impôts, se disant moins préoccupée par leur sort que par celui des enfants d'Afrique.

"Je pense que les Grecs devraient commencer par s'entraider collectivement", en *"payant tous leurs impôts"*, a-t-elle expliqué

dans cette interview publiée par le quotidien britannique the Guardian. (AFP 26.05)

Elle devait sans doute faire référence à ses amis les armateurs et milliardaires grecs qui ne paient pas d'impôts, à l'Eglise qui n'en paie pas non plus... Quant au sort malheureux des enfants africains, il est le produit des "*plans d'ajustement structurel*" dictées par le FMI aux gouvernements des différents pays complices des esclavagistes qui dirigent le monde et dont le FMI est une des agences.

A bas le FMI, le bourreau des droits des peuples !

INFOS EN BREF

Politique

1- Tunisie

Plusieurs centaines de salafistes ont attaqué samedi des bars et des commerces à Jendouba, dans le nord-ouest de la Tunisie, où des affrontements les ont ensuite opposés aux forces de l'ordre, a-t-on appris auprès des autorités et de témoins.

Ces salafistes, qui prônent une interprétation stricte des préceptes de l'islam, entendaient protester contre l'arrestation de quatre hommes impliqués dans de précédentes attaques contre des débits d'alcool.

La police a fait usage de gaz lacrymogènes pour tenter de disperser la foule mais les affrontements se poursuivaient dans la matinée.

"*Ce matin, quatre hommes ont été arrêtés pour des attaques contre des débits d'alcool ces derniers jours*", a dit à Reuters un responsable du ministère de l'Intérieur, Loutfi al Haydari.

"*Des centaines de salafistes ont donc attaqué une caserne en jetant des pierres et des cocktails Molotov avant d'être dispersés par des gaz lacrymogènes. Ils ont aussi incendié un commissariat et attaqué trois boutiques en ville (...) Ils se trouvent désormais dans le centre de la ville.*"

Selon un témoin, qui n'a pas voulu décliner son identité de crainte de représailles salafistes, les manifestants étaient au nombre d'un demi-millier et armés d'engins incendiaires, semant la terreur dans cette localité située vers la frontière algérienne.

"*Des salafistes au visage masqué et armés de sabres, de cocktails Molotov et de cailloux ont attaqué des boutiques en ville et détruit les biens qui y étaient stockés. Ils ont ensuite incendié le commissariat de police.*"

Ce témoin -une femme- a ajouté: "*Toute la ville vit dans la crainte et la peur à la suite de ces violences.*".

Réprimés sous Zine ben Ali, les islamistes n'ont pourtant pas joué un rôle moteur dans la révolution de janvier 2011 ayant abouti au renversement de l'ancien régime.

Il y a une semaine, des salafistes avaient attaqué des propriétaires de débits d'alcool à Sidi Bouzid, ville du Centre qui est le berceau de la "*révolution de jasmin*" à l'origine de la chute de Zine ben Ali. Le ministre de la Justice avait réagi en promettant de sanctionner avec sévérité les agresseurs. (Reuters 26.05)

2- Vatican.

La justice vaticane a officiellement inculpé samedi l'ancien majordome des appartements pontificaux de Benoît XVI pour possession illégale de documents secrets dans le cadre d'un scandale surnommé "Vatileaks".

Les courriers montraient que l'archevêque Carlo Maria Vigano, ancien numéro deux des services administratifs du Vatican, avait été muté comme nonce apostolique (ambassadeur) à Washington après avoir révélé l'existence d'un large réseau de corruption, de népotisme et de favoritisme lié à des contrats signés à des prix gonflés avec des partenaires italiens.

Dans son communiqué, le parquet du Vatican a annoncé que l'enquête préliminaire avait été élevée à un statut "*officiel*", ce qui indique que Paolo Gabriele, désigné comme "prévenu" était désormais officiellement inculpé et avait choisi deux avocats pour le défendre.

En l'absence de prison vaticane, l'ancien majordome était détenu samedi dans l'une des trois "*salles sécurisées*" contrôlées par le gendarmerie vaticane.

Paolo Gabriele est passible d'une peine de 30 ans de prison pour avoir possédé illégalement des documents appartenant à un chef d'Etat. S'il est reconnu coupable, il sera vraisemblablement détenu dans une prison italienne à la suite d'un accord entre l'Italie et le Vatican.

Certains commentateurs de la presse italienne ont exprimé leur doutes quant à une action isolée de la part de Paolo Gabriele, qu'ils soupçonnent de n'avoir été qu'un pion dans une lutte de pouvoir plus large au sein du Vatican.

"Jamais l'Eglise catholique n'a donné un tel sentiment de désorientation", a écrit l'historien de l'Eglise Alberto Melloni dans le Corriere della Sera. "Il y a quelque chose d'encore plus profond, cette fois - un sentiment de désordre systémique." (Reuters 26.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 mai

CAUSERIE

Le lundi il y a peu d'infos, du coup on peut consacrer plus de temps à autres choses. On ne va pas perdre son temps avec les élections législatives.

En Grèce, ils en sont toujours au même point, c'est cela qui doit agacer Lagarde (FMI), le parti de l'ordre (Nouvelle Démocratie) est donné gagnant devant Syriza, puis le PASOK, le même ordre que le 6 mai, donc paralysie politique annoncée le 17 juin prochain, peut-être qu'ils organiseront une troisième élection législative dans la foulée !

Avez-vous entendu Hollande, Ayrault ou Fabius condamné le bombardement de l'OTAN qui a décimé samedi soir une famille entière, un homme, son épouse et six de leurs enfants ?

Quel est le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier ?

- "Chers auditeurs -je me permets de penser que les contradictions, les difficultés, les fautes et les insuffisances du régime soviétique ne me sont pas moins connues qu'à qui que ce soit. Personnellement, je ne les ai jamais dissimulées, ni en paroles ni en écrits. Je pensais et je pense que la politique révolutionnaire -à la différence de la politique conservatrice- ne peut être édifée sur le camouflage. "Exprimer ce qui est", doit être le principe le plus élevé de l'Etat ouvrier. (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Quelle leçons de modestie ! Au POI et à LO il ferait bien d'en prendre de la graine. Au NPA c'est différents, ils sont tellement médiocres qu'ils passent leur temps à s'excuser de reproduire sans cesse les mêmes erreurs, ce qui n'est guère mieux ou n'inspire pas davantage confiance.

Comment "*exprimer ce qui est*" quand on magouille des coups tordus dans le dos des militants avec des ministres ou des dirigeants du PS ou des syndicats et j'en passe ? Impossible. Dans ce cas-là, cela signifie que les analyses de la situation qui sont livrées par les dirigeants aux militants sont erronées ou incomplètes, qu'elles ne reflètent pas la réalité. Sans que les militants s'en doutent ou y pensent, elles sont orientées dans une direction précise, du coup les tâches qui en découlent et qu'on leur demande d'accomplir le sont également, c'est l'orientation de leur combat qui finalement est faussée ou détournée du but qu'ils se sont fixés, il sert d'autres intérêts, un autre objectif que le socialisme.

Les uns et les autres se sont employés à épargner Chirac, puis Sarkozy, aujourd'hui c'est au tour de Hollande auquel les uns et les autres vont faire allégeance, cela a déjà commencé si vous avez observé ce qui s'est passé depuis le 6 mai. Ils prétendent que la question n'est pas la légitimité des institutions de la Ve République pour mieux camoufler le fait qu'ils estiment et qu'ils agissent comme si elles étaient légitimes en se servant comme couverture des illusions qu'une partie des masses auraient en elles.

Gageons qu'ils vont une énième fois faire signer des pétitions et organiser des délégations en direction du Premier ministre et des différents ministères, cela fait des lustres que cela dure sous tous les gouvernements ils n'ont jamais varié d'un millimètre leur conception de la lutte de classe pour finalement en arriver à la situation politique déplorable que nous connaissons aujourd'hui.

Nous, nous disons qu'à travers leurs déclarations et les mesures qu'ils vont prendre, surtout celles qu'ils refuseront de prendre, il est ou il sera facile (pour ceux qui ont un retard à l'allumage !) de connaître les intentions réelles de ce gouvernement capitaliste et de le combattre comme tel, sans attendre des mois ou des années ou de rencontrer personnellement tel ou tel ministre qui ne ferait que défendre sa politique ou répéter ce qu'il a déjà dit ailleurs.

Nous sommes également contre toute rencontre entre les dirigeants syndicaux et les différents ministres ou des représentants du patronat en l'absence de délégués élus des travailleurs. Au delà, nous sommes contre toute forme de "*dialogue social*", de négociations, contre tout accord entre le gouvernement et le patronat d'une part et les dirigeants syndicaux d'autre part, le combat classe contre classe passe uniquement par la mobilisation dans l'unité des travailleurs avec leurs organisations sur la base de leurs besoins exclusivement, c'est seulement à l'issue d'une bataille et sur décision des travailleurs mobilisés qu'un accord peut être recherché avec l'ennemi pour y mettre fin provisoirement, puisque chaque bataille doit être conçue comme un moment ou une étape sur la voie qui mène à l'émancipation du salariat, au socialisme.

Je ne répète pas un refrain appris par coeur, je ne me livre pas ici à un exercice de style, chaque élément avancé ici à son importance et n'a pas été retenu au hasard ou pour se donner un genre, la place et l'importance accordées à chaque facteur et à chaque rapport forme un ensemble cohérent conforme à l'objectif de notre combat. La seule concession que l'on peut concevoir envers notre ennemie et ses laquais, c'est de reconnaître leur existence pour mieux les combattre, tout ce qui se situe au-delà est du domaine de la trahison, de la capitulation. On ne dira pas avis aux amateurs, ils sont trop nombreux !

A quoi sert la théorie, le marxisme ?

- "Vous serez d'accord que la théorie n'a de valeur en général que dans la mesure où elle aide à prévoir le cours du développement et à l'influencer vers ses buts. En cela même consiste pour parler de façon générale, l'importance inestimable du marxisme comme arme d'orientation sociale et historique" (Bolchevisme contre stalinisme - 1932 -Trotsky)

Il faut donc en déduire que ceux qui prévoyait une révolution à la suite du 10 mai 81 avaient fait la démonstration qu'ils avaient été incapables d'utiliser cette arme "*d'orientation sociale et historique*" qu'était le marxisme, donc à ce titre on a le droit de remettre en cause ou de s'interroger sérieusement sur leur prétention à se prétendre les héritiers du marxisme, encore moins leur accorder la moindre confiance au regard de cette expérience dont ils ont été à ce jour incapables de tirer les leçons, sauf à favoriser une ligne politique de plus en plus droitière.

De la révolution permanente et de l'internationalisme.

- "Les forces productives actuelles ont depuis longtemps dépassé les barrières nationales. La société socialiste est irréalisable dans les limites nationales. Si importants que puissent être les succès économiques d'un Etat ouvrier isolé, le programme du "socialisme dans un seul pays" est une utopie petite bourgeoise. Seule une Fédération européenne, et ensuite mondiale, de républiques socialistes, peut ouvrir la voie à une société socialiste harmonieuse." (Bilan et perspectives - 1905 -Trotsky)

C'est bien le problème auquel sont confrontés les partis ouvriers ou assimilés en Grèce qui doivent rompre avec le capital et les institutions politiques du pays, mais aussi l'ensemble des institutions mises en place par le capital à l'échelle européenne et internationale, en appelant le prolétariat de tous les pays de l'UE à se soulever et à les imiter dans la perspective de la Fédération des Républiques socialistes d'Europe, perspective sans laquelle il leur sera impossible d'avancer vers le socialisme...

Parmi ceux qui y sont opposés, il y a ceux qui prônent le protectionnisme face au déficit du commerce extérieur, aux délocalisations, à la liquidation de pans entiers de l'industrie, de la paysannerie, etc. Il y a ceux qui veulent conserver une monnaie sur laquelle ils ne disposent d'aucun moyen pour contrôler son cours, qui souhaitent appliquer les directives de l'UE déjà adoptées, alors qu'elles sont favorables au capital contre le travail. Ce sont souvent les mêmes mais pas forcément. Passons les charlatans qui prétendent imposer leur vue au cartel des banquiers qui dominent le monde depuis les Etats-Unis, et qui refusent d'exproprier les banquiers dans leur propre pays, Mélenchon ou Laurent par exemple.

Même en revenant au franc et en permettant à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, l'évolution économique du pays demeurerait largement dépendante du marché mondial, de l'évolution du taux de change entre les monnaies, du taux de l'euro et du dollar notamment, du prix des matières premières fixées à Londres et New York ou Frankfurt. D'où au départ la nécessité absolue pour l'Etat ouvrier de contrôler les importations et les exportations, ce qui ne figurent dans le programme d'aucun parti, sinon, c'est laisser aux capitalistes les moyens de saper les efforts du gouvernement pour stabiliser la situation économique et d'organiser sa chute.

Trotsky, à la suite de Marx et Engels, ne pouvait concevoir une "*société socialiste harmonieuse*" qu'à l'échelle de l'humanité, donc dans la perspective de l'extinction des classes sociales et des Etats, qui ne figure dans le programme d'aucun parti ou qu'on n'entend jamais dans les discours de leurs dirigeants, ce qui laisse libre cours à l'idée que la société et le monde ont toujours existé tels qu'ils sont et qu'il n'y a aucune raison que cela change dans l'avenir, c'est le discours du philosophe réactionnaire Onfray par exemple.

Aux "*héritiers*" du bolchevisme qui veulent faire tourner la roue de l'histoire à l'envers.

- "En 1883 naquit dans l'émigration le premier groupe marxiste. En 1898, à une assemblée clandestine fut proclamée la création du parti social-démocrate ouvrier russe (nous nous appelions tous en ce temps sociaux-démocrates). En 1903, eut lieu la scission entre bolchéviks et menchéviks. En 1912, la fraction bolchévique devint définitivement un parti indépendant." (id)

Depuis 1940, ce qui restait de la fraction bolchévique en France ne s'est pas regroupé dans un parti indépendant, elle a éclaté en mille morceaux et ses fractions les plus importantes se sont employées à déconstruire, s'écarter, puis nier le bolchevisme pour recréer des partis de type social-démocrate pour accueillir des élus, cadres ou dirigeants du PS, du PCF, des anarcho-syndicalistes, des démocrates, des républicains, des altermondialistes, des féministes, etc jusqu'à des adhérents se réclamant de droite (propos de Schivardi).

Il ne faut pas comparer la scission de 1903 du parti social-démocrate ouvrier russe entre bolchéviks et menchéviks, avec la scission de la IVe Internationale de 1952-53 entre "*lambertistes*" (PCI-PT-POI) et "*pablistes*" (LCR-NPA), tandis qu'il existait une opposition fondamentale et irréconciliable entre les principes défendus par les bolcheviks et ceux des mencheviks sur la nature du parti ouvrier révolutionnaire à construire pour prendre le pouvoir, finalement sur l'objectif politique à atteindre, l'opposition entre "*lambertiste*" et "*pabliste*" se réduira à savoir à qui ils devraient être subordonnés au réformisme ou au stalinisme, au PS ou au PCF, à défaut d'être capables de définir une politique indépendante de l'un et de l'autre. Les appels à voter Hollande ont démontré qu'ils en étaient en toujours au même point 60 ans plus tard ! On craint qu'ils soient passés de la sclérose à l'ossification de tendances opportunistes.

Les conditions de la révolution d'Octobre.

- "Sans le soulèvement armé du 7 novembre 1917, l'Etat soviétique n'existerait pas. Mais le soulèvement même n'était pas tombé du ciel. Pour la Révolution d'Octobre, une série de prémisses historiques était nécessaire.

- 1 - La pourriture des anciennes classes dominantes, de la noblesse, de la monarchie, de la bureaucratie ;
- 2 - La faiblesse politique de la bourgeoisie qui n'avait aucune racine dans les masses populaires ;
- 3 - Le caractère révolutionnaire de la question agraire ;
- 4 - Le caractère révolutionnaire du problème des nationalités opprimées ;
- 5 - Le poids social imposant du prolétariat ;

A ces prémisses organiques, on doit ajouter des conditions conjoncturelles hautement importantes :

6 - la Révolution de 1905 fut la grande école, ou selon l'expression de Lénine, la "répétition générale" de la Révolution de 1917. Les Soviets comme forme d'organisation irremplaçable du front unique prolétarien dans la révolution furent constitués pour la première fois en 1905 ;

7 - La guerre impérialiste aiguë toutes les contradictions, arracha les masses arriérées à leur état d'immobilité, et prépara ainsi le caractère grandiose de la catastrophe.

Mais toutes ces conditions qui suffisaient complètement pour que la Révolution éclate, étaient insuffisantes, pour assurer la victoire du prolétariat dans la Révolution. Pour cette victoire, une condition était encore nécessaire :

8 - Le Parti bolchévik.

Si j'énumère cette condition comme la dernière de la série, ce n'est que parce que cela correspond à la conséquence logique et non pas parce que j'attribue au Parti la place la moins importante.

(...) La bourgeoisie libérale, elle, peut s'emparer du pouvoir et l'a pris déjà plusieurs fois comme résultat de luttes auxquelles elle n'avait pas pris part : elle possède à cet effet des organes de préhension magnifiquement développés. Cependant, les masses laborieuses se trouvent dans une autre situation, on les a habitués à donner et non à prendre. Elles travaillent, sont patientes aussi longtemps que possible, espèrent, perdent patience, se soulèvent, combattent, meurent, apportent la victoire aux autres, sont trompées, tombent dans le découragement, elles courbent à nouveau la nuque, elles travaillent à nouveau. Telle est l'histoire des masses populaires sous tous les régimes. Pour prendre fermement et sûrement le pouvoir dans ses mains, le prolétariat a besoin d'un Parti qui dépasse de loin les autres partis comme clarté de pensée et comme décision révolutionnaire." (id)

Question : quel parti aujourd'hui présente-t-il ces qualités ? Aucun.

Comment ils se sont fourvoyés.

- 1- le POI, en entretenant des rapports avec des gouvernements illégitimes et minoritaires dans le pays de 2002 à 2012 (lettre au Premier ministre, demande d'audience à ce dernier, rencontre avec plusieurs ministres ou ses représentants, délégations dans lesquelles figuraient d'ex-membre du PS ;

- 2- le NPA, en s'associant à des dirigeants du PS (fondation Copernic, notamment) opposés à tout appel unitaire à la mobilisation des masses contre des mesures prises par le gouvernement (La Poste, TCE, retraites), ce qui revenait à les laisser passer ;

- 3- LO en s'associant aux PS et a PCF dans la gestion de communes, ce qui revient à gérer la société sur le local pour le compte des capitalistes, à ce titre, cette pratique ne diffère en rien de celle des ONG.

Cherchez le point commun entre ces trois partis ? C'est fastoche, leurs rapports de subordination au PS.

Le premier en s'alignant sur les illusions de transfuges du PS qui n'ont pas rompu avec l'idéologie bourgeoise, c'est ce qui détermine la ligne politique du POI. Avant que ces transfuges n'existent, la ligne politique du PT (front unique) était identique en direction des élus ou dirigeants du PS et du PCF. En réalité, elle n'a pas changé depuis les années 40.

Le second en s'associant à des anticommunistes et contre-révolutionnaires déclarés qui ne peuvent adhérer à un mot d'ordre ou une orientation politique susceptible de déstabiliser le régime en place.

Le troisième en collaborant à la répartition de la misère sociale avec ceux qui en portent la responsabilité.

INFOS EN BREF

Politique

1- Maroc

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dimanche à Casablanca, la plus grande ville du Maroc où les tensions sociales sont exacerbées par la sécheresse et par un chômage en hausse.

Cette manifestation qui a surpris par son ampleur est la plus importante contre le gouvernement dirigé depuis janvier dernier par un islamiste, Abdelilah Benkirane.

Elle a été organisée à l'appel de la Confédération démocratique du Travail et la Fédération démocratique du Travail, deux syndicats proches de l'Union socialiste des forces populaires (USFP, opposition parlementaire)

Depuis plusieurs jours, alors que le chômage ne cesse d'augmenter, les responsables syndicaux lançaient au gouvernement des appels au dialogue à propos de la hausse des salaires et de l'amélioration des conditions sociales des salariés.

Près de 30% des jeunes âgés de 15 à 29 ans sont au chômage, selon un rapport de la Banque mondiale (BM) rendu public le 14 mai à Rabat. Sur les 32 millions d'habitants que compte le Maroc dont près de 11 millions sont âgés de 15 à 35 ans.

"Il y a plus de 50.000 personnes qui manifestent pour appeler le gouvernement à ouvrir un dialogue véritable face à la tension sociale de notre pays", a indiqué à l'AFP Hassan Tariq, un député UFSP présent à la manifestation. "Il y a un message d'unité syndicale et un message clair au gouvernement Benkirane pour qu'il clarifie sa stratégie gouvernementale", a-t-il dit.

Les autres problèmes auxquels fait face le gouvernement islamiste sont la sécheresse et une baisse vertigineuse des recettes du tourisme: plus de 17% en janvier 2012 selon les derniers chiffres officiels. Le tourisme est la principale source de devises du royaume avec les transferts d'argent des Marocains établis à l'étranger et les ventes de phosphates.

Des centaines de jeunes du Mouvement du 20 février, né dans le tumulte du Printemps arabe et appelant à des réformes profondes de la monarchie, ont également participé à cette manifestation, où les islamistes étaient quasiment absents. (lexpress.fr 27.05)

2- Afghanistan

Samedi soir vers 20H30 locale (16H00 GMT) "un homme, sa femme et six de leurs enfants sont morts. C'était un bombardement conduit par l'Otan", a affirmé à l'AFP Rohullah Samoon, le porte-parole du gouvernement de Paktia.

Les civils sont les premières victimes du conflit opposant l'Isaf et forces pro-gouvernementales à l'insurrection menée par les talibans. En 2011, plus de 3.000 civils sont morts des suites du conflit. Soit autant que le nombre de soldats de l'Isaf ayant péri

en Afghanistan depuis plus de dix ans. (AFP 27.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 29 mai

CAUSERIE

Abolition des privilèges !

La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) ne paie elle-même pas d'impôt sur le revenu, malgré un salaire annuel de 380 939 euros.

Comme l'indiquait le site Tout sur les impôts en juillet 2011, la directrice générale du FMI bénéficie en effet d'un statut fiscal spécifique en qualité de fonctionnaire internationale. Tous ses revenus et traitements issus du Fonds ne sont pas imposables.

Cette situation est définie par les articles 34 et 38 de la convention de Vienne de 1961 sur les relations diplomatiques, qui affirment que "*l'agent diplomatique est exempt de tous impôts et taxes, personnels ou réels nationaux, régionaux ou communaux*". (lemonde.fr 28.05)

- La Convention de Vienne sur les relations diplomatiques - 1961

Quelques réflexions sur le document de monsieur Nikonoff mis en ligne dans la Tribune libre.

- "*Le premier principe du droit international, à la base de la Charte des Nations unies, est celui de la souveraineté pleine et entière des États.*"

Baliverne, pour définir ce qu'est un Etat indépendant et souverain Nikonoff s'en remet à la définition fournie par ceux qui l'ont conçu en fonction de leurs propres besoins et qui la piétinent en Afrique, au Moyen et Proche-Orient, en Asie, pour la raison qui vient d'être évoquée.

Parler de "*la souveraineté pleine et entière des États*" croulant sous des dettes et dont la survie dépend de l'aide financière fournis par les pays dominants, c'est se moquer du monde.

En s'en remettant à l'ONU qui a légitimé tous les coups d'Etat fomentés en sous-main par les différents impérialistes au cours du XXe siècle, les guerres, les génocides et les famines, Nikonoff témoigne ainsi de son incapacité à proposer à la classe ouvrière une issue politique en rupture avec le capital, mieux, à concevoir que la classe ouvrière pourrait envisager son destin à partir des organismes politiques qu'elle aurait fondés, donc en se passant des agences du capital.

- "*Oui, on peut faire disparaître, rapidement, dans un seul pays, et à plus forte raison dans plusieurs, les marchés financiers. Prétendre le contraire est de l'intoxication intellectuelle.*", mais pour se fournir en matières premières, ils continueraient d'en dépendre qu'on le veuille ou non. C'est donc à l'échelle mondiale qu'il faut les faire disparaître. Pour le concevoir, il faudrait que le stalinien Nikonoff rompt avec la théorie du socialisme dans un seul pays, ce qu'il est manifestement toujours incapable d'envisager.

- La notion de droit opposable, et particulièrement de droit opposable à l'emploi, remet en cause les principes mêmes du capitalisme. Elle pose en effet le problème de la finalité de l'économie et propose une réponse progressiste et internationaliste. Avec des droits opposables qu'il faut financer, l'économie est remise à sa place qui est de produire des richesses permettant de répondre aux besoins de la population, dans le respect de l'environnement. (...) C'est l'orientation générale de l'économie qui est changée, le mode de production lui-même sera profondément transformé.

Faux, il fut une époque où il n'y avait pas de chômage, jusqu'à la fin des années 70 en France, et malgré tout nous étions bien sous un régime capitaliste. C'est justement là que voulait en venir ce philistin, changer "*l'orientation générale de l'économie*" suffirait à résoudre nos problèmes et satisfaire nos revendications sans pour autant en finir avec le capitalisme. On comprend parfaitement que dès lors que ce serait possible, pourquoi faudrait-il se passer du capitalisme ! Ne vous marrez pas, c'est sa conception du socialisme !

- "*Il faut donc lier la suppression du chômage et de la précarité, l'augmentation des salaires et des revenus de transfert (allocations publiques et pensions diverses) à la stratégie de reconstruction de l'ordre commercial international à partir de la Charte de La Havane de 1948.*"

Encore un qui voudrait faire tourner la roue de l'histoire à l'envers en guise de perspective politique. Bien entendu tous les capitalistes du monde entier accepteraient de perdre des parts de marché, de partager leurs profits, pourquoi pas d'y renoncer carrément, ben voyons, encore un illusionniste.

L'ordre mondial dont il se réclame, c'est celui du GATT qui a permis aux pays dominants de conforter leur hégémonie sur le reste du monde, soit dit en passant.

Ce qu'il ne dit pas ou ne peut pas comprendre, c'est qu'en appliquant son raisonnement sous un régime de surproduction mondiale et d'anarchie dans la production à l'échelle internationale, l'amélioration de la condition ouvrière dans un ou plusieurs pays ou au niveau d'un continent, l'Europe en l'occurrence, se traduirait par la détérioration de la condition ouvrière dans d'autres pays ou d'autres continents. Chut vous allez réveiller de vieux démons dont ne veulent pas entendre parler les nostalgiques de la IVe République, des mal nommées Trente glorieuses, de l'époque où il y avait du "grain à moudre" quand l'exploitation des pays sous-développés battait son plein, quand la mise en oeuvre après guerre de nouvelles techniques appliquées à la production permettait d'accroître l'exploitation des travailleurs dans les pays les plus industrialisés.

Ce n'est pas parce que vous supprimez le chômage et que vous augmentez les salaires dans un ou quelques pays que vous allez augmenter la capacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises produites, dit autrement, remédier à l'exclusion du marché ou de la consommation plus de deux milliards de travailleurs qui en sont exclus.

- *"La Grèce doit annuler sa dette, engager ensuite des négociations pour la restructurer"*.

Ou l'art de se contredire dans la même phrase : soit la dette est purement et simplement annulée et on n'en parle plus, soit elle ne l'est pas et elle fera l'objet d'une restructuration. Finalement Nikonoff prend position contre l'annulation de la dette des Etats, alors imaginez celle des ménages...

Ce qu'il y a de bien avec ce genre de gens, c'est qu'on n'a pas besoin de se creuser beaucoup le cerveau pour connaître leurs réelles intentions et qui ils sont vraiment. Nikonoff n'a pas changé.

De **"l'unité de la doctrine"** ou défense du marxisme contre ses fossoyeurs.

Dans *Bolchevisme contre stalinisme* Trotsky fera référence à *"l'unité de la doctrine"* indispensable pour ne pas s'écarter de notre objectif et mener notre combat en ordre de bataille... Je l'ai interprété comme la nécessité de prendre en compte tous les facteurs et leurs rapports qui constituent la situation économique, social et politique. Or, dans les 40 pages qu'a pondu monsieur Nikonoff, qui par le sujet qu'il se destinait de traiter touchait au coeur, aux fondements du capitalisme qu'il ne fera finalement qu'effleurer timidement, vous aurez remarqué que pas une seule fois il ne nommera l'Etat, les institutions, la Constitution, comme s'il était possible de s'attaquer au capitalisme sans abolir ce qui légalement et juridiquement justifie l'existence du capitalisme, des rapports sociaux de production, la propriété privée des moyens de production et d'échange, bref, ce qui la protège de toute remise en cause. D'où le constat ou la déduction que telle n'était pas sa véritable intention.

L'unité de la doctrine inclue selon moi le parti construit sur la base des principes du parti bolchevik, le soulèvement et l'organisation révolutionnaire des masses exploitées, la destruction de l'Etat bourgeois, donc l'abolition de la Constitution et des institutions, la dictature du prolétariat, le combat pour un gouvernement et un Etat ouvrier, l'expropriation sans indemnité des grands capitalistes, le refus de toute collaboration de classe avec l'ennemi et ses laquais au sein du mouvement ouvrier, la rupture avec toutes les institutions du capital à l'échelle mondiale, le soutien au combat du prolétariat international pour son émancipation, le soutien au combat des peuples pour leur auto-détermination contre les prétentions hégémoniques exercées par les différents impérialistes, l'Internationale ouvrière intégrant les acquis ou enseignements des 4 Internationales précédentes, s'inscrivant dans leur continuité...

Le changement dans la continuité c'est maintenant ou faites tomber les masques. (suite)

Syrie. Hollande sur la même position que les va-t-en-guerre Sarkozy, Obama, Cameron.

«*Le massacre de Houla et les événements de ces derniers jours en Syrie et au Liban illustrent, une fois de plus, le danger des agissements du régime de Bachar al Assad pour le peuple syrien*», a indiqué l'Elysée dans un communiqué suite à un entretien téléphone lundi avec le Premier ministre britannique David Cameron sur la situation en Syrie. (20minutes.fr 28.05)

Comment les dirigeants syndicaux légitiment l'austérité, le chômage de masse, la précarité, la pauvreté...

Dans l'article ci-dessous, on constatera que le journaliste de l'agence Reuters a parfaitement compris la situation et ses contradictions, et que d'emblée il se place au côté du gouvernement qui représente les intérêts de la classe dominante, celle

des patrons, ce qui n'a rien d'étonnant mais facilite la lecture ou le décryptage de la politique que le gouvernement s'apprête à appliquer et de comprendre au premier coup d'oeil pour qui ou qui en sera le bénéficiaire, devinez, toujours les mêmes évidemment, les privilégiés.

J'ai mis en caractères gras ces contradictions ou les facteurs qui ont la faveur du gouvernement.

Le nouveau gouvernement français tentera ce mardi d'ouvrir le dialogue avec les partenaires sociaux pour mener à bien d'importantes réformes structurelles sur la durée du quinquennat et répondre rapidement à deux promesses coûteuses : adoucir la réforme des retraites de 2010 et augmenter le salaire minimum.

La quasi stagnation de l'économie limitera la générosité de l'équipe de Jean-Marc Ayrault, consciente du poids de ces gestes sur la compétitivité des entreprises et les finances publiques.

Cet agenda ambitieux est déjà perturbé par la crainte d'une vague de plans sociaux, des situations d'urgence qui testent l'engagement du pouvoir à stopper la désindustrialisation et génèrent des tensions entre les syndicats et le patronat.

Ces rencontres donneront le coup d'envoi des travaux pour préparer une conférence sociale sur l'emploi, les salaires, les conditions de travail, les retraites et l'égalité salariale, prévue d'ici le 14 juillet si le PS remporte les législatives.

Ce gouvernement disposerait alors aussi de l'audit des finances publiques publié fin juin par la Cour des comptes, qui confirmera l'urgence d'enrayer la dérive des comptes sociaux.

Face à une croissance nulle ou quasi nulle de l'économie, la nouvelle équipe avance prudemment : la hausse du smic sera limitée et le nombre de personnes qui pourront à nouveau partir en retraite à 60 ans sera contraint, ont dit des ministres.

La hausse du smic - premier "*coup de pouce*" après des revalorisations minimales sous Nicolas Sarkozy - concernera en effet aussi les fonctionnaires, ce qui pèsera sur les comptes publics. Pour les entreprises, elle pèsera sur des marges déjà faibles, et peut - les experts ne sont pas tous formels - pénaliser l'emploi, alors que le chômage augmente depuis onze mois.

Le rabotage de la réforme des retraites, alors que la pérennité financière du système n'est pas assurée, se traduira elle aussi par une augmentation du coût du travail, à travers une hausse des cotisations - sachant que la baisse programmée des cotisations qui accompagnait la "*TVA sociale*" disparaîtrait. (Reuters 28.05)

On a compris que le cadre de ces rencontres est fixé, déterminé par les besoins des capitalistes, en l'acceptant les dirigeants syndicaux le légitiment, ils ont déjà capitulé. Tout le reste est du baratin d'illusionnistes vendus au capital pour tromper travailleurs et militants.

J'attends les photos de famille d'Ayrault avec les différents dirigeants syndicaux pour remettre l'image qui figurait en haut de la page d'accueil du site avec l'intitulé : A bas la collaboration de classes !

Je vais également préparer le montage avec Hollande et ses principaux ministres avec un intitulé dont je n'ai pas encore décidé le contenu, à bas le gouvernement au service des banquiers ou des banquiers tout court ou à bas le gouvernement des privilégiés mais cela pourra être ambigu ou mal interprété, à bas le gouvernement du G8, de la BEC, de l'UE et du FMI, c'est pas mal mais un peu long, par contre cela parle de lui-même et synthétise assez bien ce qu'est ce gouvernement de polichinelles qui ne fera guère illusion longtemps auprès de ceux qui auraient eu la mauvaise idée d'en attendre quelque chose.

Collaboration de classes au niveau international.

L'ancien syndicaliste britannique Guy Ryder et numéro deux du Bureau international du travail (BIT) a été élu lundi à la tête de cette même organisation

M. Ryder a par ailleurs invité les représentants des pays, des employeurs et des travailleurs à faire ce qu'ils savent faire: "*s'asseoir, discuter et trouver de bonnes solutions*".

"*Je demande votre solidarité*", a-t-il ajouté.

Trente des 56 membres titulaires du Conseil d'administration du BIT (28 représentants de gouvernements, 14 des employeurs et 14 des travailleurs) ont voté pour M. Ryder, 56 ans, dont le mandat commencera officiellement en octobre prochain.

C'est à Londres qu'il a fait ses premiers pas de dirigeant syndical, au poste d'assistant au département international du Trades

Union Congress (1981-1985).

Il s'est ensuite installé à Genève, en tant que Secrétaire de la section industrie de la Fédération internationale des employés (1985-1988), puis a occupé les postes de directeur adjoint (1988-1993) et de directeur (1996-1998) du Bureau de Genève de la CISL.

Entre 2002 et 2006, il a par ailleurs dirigé la Confédération internationale des syndicats libres (CISL), également sise à Bruxelles.

Entre 2006 et 2010, il a dirigé la Confédération syndicale internationale (CSI) qui regroupe les 157 fédérations nationales, sise à Bruxelles. A la tête de la CSI, il a dirigé les premières délégations syndicales internationales aux Sommets des dirigeants du G20 à Washington en 2008, à Londres et à Pittsburgh en 2009.

Depuis 2010, M. Ryder occupait le poste de directeur général adjoint de l'organisation, en charge du Secteur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail.

L'OIT compte 184 pays membres, dont dix disposent d'un siège permanent au Conseil d'administration: Brésil, Chine, France, Allemagne, Inde, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni et Etats-Unis. (AFP 28.05)

On se croirait au Conseil de sécurité des Nations Unis !

Si vous vous demandez quel est le rapport entre le titre que j'ai donné à cet article et son contenu, observez la composition du Conseil d'administration du BIT et vous aurez compris. Les représentants des Etats et des patrons disposent de 42 voix contre 14 pour les travailleurs. Cette répartition des sièges à la direction du BIT est calquée sur celle de l'OIT une autre agence de l'ONU, un extrait de sa Constitution en ligne dans le site : [cliquez ici](#)

Article 7 Conseil d'administration

1. Le Conseil d'administration sera composé de cinquante-six personnes:

Vingt-huit représentant les gouvernements,
Quatorze représentant les employeurs, et
Quatorze représentant les travailleurs.

Dans ces conditions, il est impossible d'imaginer que l'OIT ou le BIT pourrait adopter des mesures sociales qui remettraient en cause le capitalisme, leur existence coïncide avec la nécessité pour les maîtres du monde d'associer les syndicats à leur politique dont l'objectif est d'assurer la pérennité du système économique en vigueur. En se prêtant volontiers à ce jeu, les syndicats remplissent une fonction contre-révolutionnaire. Voilà ce que soutiennent ceux qui s'en remettent à ces institutions du capital, dont le POI.

Un syndicat ouvrier qui se dit indépendant n'a pas sa place à l'OIT ou au BIT, dans aucune agence nationale, européenne ou internationale du capital.

Actualité en titres

[Il y a des mimiques qui se paient chèrement.](#)

- 46% des Allemands se disent incapables de profiter de la vie à cause du stress et de la crise - Atlantico.fr

Si la qualité de vie se résumait à un salaire confortable le petit-bourgeois ou les couches supérieures du prolétariat nageraient dans le bonheur, mais voilà quand la société est de plus en plus pourrie et conduit à la remise en cause de tous les rapports qui assuraient sa stabilité, l'existence tourne au cauchemar, à la paranoïa, le moindre plaisir que l'on entend s'offrir comporte son pendant négatif... Ils marchent sur les traces des Américains qui depuis longtemps ont une existence détestable, le mot est encore trop faible.

Ils ont encore de la chance, ici en Inde c'est la totalité de la population qui vit en état de stress permanent et je peux même vous dire que la situation est encore en train de se détériorer à une vitesse affolante.

Ces 46% d'Allemands sont des privilégiés, car les travailleurs qui subissent depuis 15 ans la violente politique antisociale initiée par Schröder ne se posent pas la question de savoir comment ils pourraient profiter de la vie avec leurs conditions misérables, c'est au-dessus de leurs moyens. Il leur faudra abolir Hartz IV pour envisager une vie meilleure, ce qui nécessitera une mobilisation générale du prolétariat allemand, une révolution socialiste.

La pierre un placement sûr!

- "Oui, les écologistes ont un cœur", révèle Cécile Duflot - Lexpress.fr

Nous, nous n'avons pas besoin de nous justifier, comme quoi ces gens-là n'appartiennent pas au même monde que nous.

INFOS EN BREF

Economie

1- Grèce

Les quatre principales banques grecques ont reçu lundi 18 milliards d'euros en provenance du Fonds européen de stabilité financière (FESF) en vue de leur recapitalisation, a indiqué à l'AFP une source du Fonds grec de stabilité financière.

"Nous avons donné l'ordre d'envoyer ces sommes et cela signifie l'accomplissement de la procédure", a indiqué cette source. La Banque nationale de Grèce (BNG), numéro un du pays, a reçu 7,43 milliards d'euros, Alpha bank 1,9 milliards, Eurobank 3,97 milliards et la Banque du Pirée 4,7 milliards d'euros, sous forme d'obligations comme l'avait décidé la Banque de Grèce. (AFP 28.05)

2- Espagne

Le gouvernement espagnol pourrait demander l'aide du fonds de secours européen, si la tension sur les marchés persiste, afin d'injecter 30 milliards d'euros dans son secteur bancaire, en plus des 19 milliards demandés par Bankia, affirme lundi le journal El Mundo.

Si la crise grecque continue et si la prime de risque espagnole (surcoût que doit payer l'Espagne pour emprunter à dix ans, par rapport à l'Allemagne, considérée comme la référence du marché) reste autour du niveau élevé des 500 points, "l'Espagne pourrait demander de l'aide au Fonds européen de stabilité financière (FESF). C'est une possibilité, même si maintenant toutes les hypothèses sont possibles", a expliqué une source gouvernementale au quotidien de centre-droit.

Une autre possibilité envisagée par le gouvernement est de demander l'aide du FMI, écrit le journal.

En comptant l'aide de 4,5 milliards d'euros déjà apportée par l'Etat, le sauvetage public de Bankia atteint 23,5 milliards d'euros, un record historique pour le secteur financier espagnol.

Ce qui ferait donc un total de plus de 50 milliards d'euros que l'Espagne devra apporter à son secteur bancaire, de quoi susciter des doutes sur sa capacité à accorder seule ces fonds, à un moment où sa discipline budgétaire est étroitement surveillée par les marchés et l'Union européenne.

L'écart de rendement entre les obligations espagnoles à 10 ans avec les Bunds de même échéance a ainsi atteint 512 points de base. Le rendement du papier à 10 ans émis par Madrid a atteint plus de 6,5%, un plus haut depuis novembre 2011. Après avoir ouvert en baisse de 26,75%, l'action cédait 20,64% à 1,25 euro vers 10h55. (AFP 28.05)

3- Inde

La roupie indienne, qui a enchaîné les records à la baisse la semaine dernière, devrait poursuivre sa dégringolade.

La devise indienne, qui a atteint un plus bas à 56,38 roupies pour un dollar la semaine dernière et perdu un quart de sa valeur sur les 12 derniers mois, est la monnaie asiatique la plus mal en point à l'heure actuelle.

L'agence de notation Standard and Poor's a prévenu qu'elle pourrait dégrader la note de crédit de l'Inde, la croissance économique du pays ralentit alors que la pauvreté reste massive, et le déficit des comptes courants est le plus élevé depuis trois décennies.

Mais la chute de la roupie semble avoir avivé les inquiétudes sur la politique économique.

Sur 58 économistes et chefs d'entreprises interrogés, 53 estiment que la situation économique s'est brutalement aggravée, selon un sondage des Chambres de Commerce et d'Industrie associées d'Inde (Assocham).

"Le gros du désastre est provoqué par les incertitudes sur la valeur de la roupie et sa chute. Tout le monde des affaires est ébranlé", note l'Assocham.

De nombreux analystes envisagent le seuil de 60 roupies pour un dollar comme la prochaine étape pour la devise indienne alors que les statistiques américaines médiocres et la crise de la dette en Europe poussent les investisseurs cherchant à minimiser les risques à boudier les marchés émergents.

Pendant ce temps, la chute de la roupie aggrave l'inflation en Inde, qui dépasse déjà 7%, en rendant les importations plus onéreuses et alourdissant pour les sociétés le service de la dette en dollars.

Cette dégringolade de la monnaie indienne grève aussi l'afflux de capitaux, rendant le déficit des comptes courants, qui représente déjà 4,3% du PIB, plus difficile à combler.

Selon les analystes, New Delhi pourrait prendre des mesures pour limiter la demande pour le dollar et soutenir la roupie, notamment en demandant à la Banque centrale de vendre directement des dollars aux compagnies pétrolières indiennes, ce qui ferait diminuer la demande pour le billet vert sur le marché des changes.

L'Inde, pauvre en énergie, doit importer 80% de son pétrole brut, en déboursant des dollars.

La banque centrale pourra *"au mieux, ralentir un peu le rythme de la dépréciation, mais ne sera pas capable d'inverser la situation"*, a averti Deepali Bhargava, économiste en chef pour l'Inde chez Espirito Santo Securities.

Les analystes soulignent que la balle est dans le camp du gouvernement, qui doit mettre en place des réformes longtemps repoussées, comme l'ouverture du secteur de la distribution ou de l'aviation aux investissements étrangers.

"Le gouvernement devra restaurer la confiance dans la gouvernance (...) et répondre aux inquiétudes des investisseurs sur la fiscalité", ajoute le chef du courtage de la banque IndusInd, Rajeev Mahrotri.

Le gouvernement indien prévoit une croissance économique de 7,6% sur l'année fiscale en cours qui s'achève en mars 2013. Mais les prévisions du secteur privé tablent sur 6% à 7% de croissance seulement, un rythme certes enviable par rapport à la norme occidentale, mais qui reste trop faible pour réduire la grande pauvreté de la population indienne, soulignent les experts. (AFP 28.05)

On est victime de l'oligarchie financière et des grands groupes capitalistes indiens qui engrangent des profits faramineux en Inde mais préfèrent les jouer sur le casino du marché mondial de la spéculation ou les investir à l'étranger. Le niveau de vie moyen des Indiens a augmenté avec en toile de fond un déficit énorme en infrastructures, ce dont se moquent le gouvernement et les nantis qui se disent que la population est habituée à vivre dans la précarité dans tous les domaines, dans un pays qui ressemble de plus en plus à une gigantesque décharge, qu'il est inutile d'y changer ou d'améliorer quoi que ce soit en dehors de ce qui est favorable au développement du commerce ou de la consommation, à l'enrichissement des plus riches.

Certes la hausse du niveau de vie a permis de satisfaire certains besoins élémentaires, mais à quel prix, elle a correspondu à une détérioration foudroyante de la qualité de vie et de travail des Indiens.

[Haut de page ↗](#)

Le 30 mai

CAUSERIE

A bas le gouvernement impérialiste Hollande-Ayrault-Fabius !

Hier après-midi, en mettant deux nouvelles images dans la page d'accueil, je me suis interrogé sur le texte qui allait les accompagner. Je me suis demandé si je n'étais pas trop en avance sur l'état d'esprit des travailleurs, sur la réalité, puis j'ai fait à mon idée, un concentré qui dit ce qu'il a à dire, cela doit être net, clair et précis, explicite.

Bien des travailleurs doivent se dire que rien ne change et ne changera en bien dans leur existence quotidienne sous ce gouvernement qui ne représente pas leurs intérêts. En annonçant hier qu'il serait favorable à une intervention armée contre la Syrie, Hollande a montré son vrai visage à ceux qui l'ignoraient encore : celui de l'impérialisme. Le ministre du Travail vient d'annoncer qu'il fallait s'attendre à une nouvelle hausse du chômage, preuve que le gouvernement est incapable de s'y

attaquer ou qu'il n'en a pas la volonté. Avec Hollande, ils annoncé qu'il était impossible d'augmenter se façon conséquente le Smic car cela mettrait en péril les entreprises ! Mais les bureaucrates pourris des syndicats se sont déclarés satisfaits de leur rencontre hier avec Ayrault et plusieurs ministres, à l'unisson avec Parisot (Medef), cherchez l'erreur.

Répetons-le, les travailleurs n'ont rien à attendre, à demander, à exiger de ce gouvernement au service du capitalisme.

Peu importe qu'il y en ait pour le minimiser ou l'occulter, notre devoir est de s'en saisir pour montrer aux militants et aux travailleurs qu'il poursuit la politique antisociale, réactionnaire, impérialiste de Sarkozy et que pour cette raison le gouvernement actuel doit être traité comme son prédécesseur.

En affirmant hier soir sur France 2 qu'" *il y aura un coup de pouce*" au Smic, en ajoutant immédiatement sans "*déstabiliser les entreprises*", Hollande a indiqué dans quel camp il se situait : celui des patrons, des capitalistes auxquels il ne faut surtout pas créer de problèmes inutiles, puisqu'en réalité à ses yeux une revalorisation du Smic entre 300 et 500 euros serait superflu pour les travailleurs intéressés qui devraient se contenter d'un pourboire.

En conclusion, étais-je trop en avance sur les faits en disant A bas le gouvernement du G8, de l'UE et du FMI ! ou est-ce que collait à la réalité des faits ? Il n'y a pas d'argent pour l'école, l'hôpital, le logement social, augmenter les salaires des fonctionnaires, pour revenir à la retraite à 60 ans après 37,5 annuités, mais il y en aurait pour aller bombarder le peuple syrien ?

J'ai encore dû passer pour un gauchiste en écrivant récemment que le PS était la réaction sur toute la ligne, on n'aura pas attendu longtemps pour que Hollande le confirme une fois au pouvoir.

Il est clair que rompre avec ce parti est un principe non négociable, et que tout appel en direction de ses dirigeants devra être interprété comme une tentative désespérée d'alimenter des illusions dans ce parti et le gouvernement afin de les aider à appliquer leur politique calquée sur celle de l'impérialisme américain. De la même manière que Bush avait entrepris de se désengager militairement de l'Irak pour mieux renforcer la présence américaine en Afghanistan, politique poursuivie à la lettre par Obama, on aura compris le sens du désengagement de la France en Afghanistan pour mieux aller guerroyer en Syrie.

En quoi a consisté l'élection de Hollande ? C'est une question que bien des militants qui ne comprennent pas grand chose à ce qui se passe doivent se demander. C'est très simple en réalité.

Sarkozy battait des records d'impopularité pour imposer sa politique réactionnaire, il était grillé, aujourd'hui on a un président tout neuf (et un Premier ministre) qui bat tous les records de popularité selon les derniers sondages, ce qui va l'aider à poursuivre la politique de Sarkozy, finir la sale besogne entreprise par son prédécesseur. C'était prévisible, nous l'avions indiqué et nous avons justifié ainsi notre refus absolu à appeler à voter et à voter pour Hollande le 6 mai.

Aux casuistes qui avaient émis des "*réserves*" en appelant à voter Hollande, nous leur demandons de s'adresser au peuple syrien pour lui signifier que sous une pluie de bombes il aura le loisir d'émettre des "*réserves* sur leur nature et son avenir, je doute fortement qu'il appréciera.

Les jeunes ou nouveaux militants doivent savoir que cela fait 70 ans que cette comédie insupportable perdure avec les résultats que l'on sait. S'adresser aux dirigeants du PS, réaliser un front unique avec eux, appeler à voter pour son candidat à la présidentielle, soutenir ses candidats au second tour lors de chaque élection, émettre des réserves sur ses réelles intentions, éviter de lui faire un procès d'intention (Gluckstein IO précédent), l'épargner aussi souvent que possible, mettre en avant ce qui le distingue de l'UMP pour mieux enterrer leur engagement commun, et la cerise sur le gâteau, l'inclure dans toute issue politique, le tout étant fortement indigeste et déconseiller si l'on ne veut pas se renier ou abandonner ses principes et l'objectif politique qu'on s'est fixé.

Le Fion et les Cocus.

François Fillon a affirmé mardi que les syndicats allaient être "*les premiers cocus de la gauche*", notamment sur la question de la retraite à 60 ans.

Interrogé sur les rencontres bilatérales, ce mardi à Matignon, entre son successeur PS Jean-Marc Ayrault et les leaders des syndicats et du patronat, M. Fillon a souligné avoir "*toujours été un ardent partisan du dialogue social*". "*Je me réjouis de ce point de vue-là que ces réunions aient lieu*". (AFP 29.05)

Ils sont tous comme la mimolette : ravi ! On vient de voir qu'ils sont complices, donc il ne faut pas s'attendre à ce que Fillon dévoile le pot aux roses, que les dirigeants syndicaux sont bidons, vendus, et qu'ils savaient quelle serait la politique de Hollande. Sarkozy a eu la Libye, Hollande veut se payer la Syrie, voilà pourquoi je n'ai pas été voter le 6 mai, pour moi la ligne rouge est déjà franchie.

Pas "*cocus*", complices, la preuve. Invité à dire si le gouvernement accèderait à la revendication de Jean-Claude Mailly sur l'augmentation du Smic, Michel Sapin a répondu jeudi dernier sur Canal+.: "*il le sait lui-même*". (AFP 2305) La

mascarade continue, quoi.

On a eu le G8, la réunion de l'OTAN, une réunion à Bruxelles le 23, un discours sur les banques, le smic, les retraites, la Syrie, Valls joue les cow-boys, Fabius les va-t-en-guerre, Montebourg se prend pour un capitaine d'industrie et Sapin enterre les minces espoirs que certains avaient mis en Hollande, il faut donc être aveugle ou particulièrement de mauvaise foi pour ne pas savoir quelle politique il va appliquer, qu'il applique déjà.

Les vrais "cocus" seront tentés par l'extrême droite. Mélenchon aura un os à ronger !

Hollande s'aligne sur Washington, Jérusalem, Londres et Doha

1- François Hollande n'a pas exclu une intervention armée en Syrie contre le régime de Bachar al-Assad, sous mandat de l'ONU. *"Une intervention armée (en Syrie) n'est pas exclue à condition qu'elle se fasse dans le respect du droit international, c'est-à-dire par une délibération du Conseil de sécurité"* de l'Onu, a déclaré le chef de l'Etat. *"A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois"* de ne pas mettre leur veto au Conseil de sécurité à une telle opération, a ajouté François Hollande, qui reçoit le président russe, Vladimir Poutine, vendredi à Paris.

Il a dans le même temps évoqué une *"solution qui ne serait pas forcément militaire parce que la pression doit se faire dès à présent pour chasser le régime de Bachar el Assad"*. *"Nous devons trouver une autre solution. C'est pourquoi je réunirai au début du mois de juillet la Conférence des amis de la Syrie"*, c'est-à-dire *"tous ceux qui ont la même vocation, le même objectif (...) chasser ce régime-là"*.

"A moi, à d'autres, de convaincre Russes et Chinois" - tous deux membres du conseil de sécurité avec les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France - de ne pas y mettre leur veto, a-t-il ajouté à trois jours de sa première rencontre à Paris avec le président russe, Vladimir Poutine. *"C'est lui pour l'instant, avec la Chine, qui est le plus en retrait par rapport à ces questions de sanctions. Eh bien, nous devons le convaincre que ce n'est pas possible de laisser le régime de Bachar el Assad massacrer son propre peuple"*, a ajouté François Hollande. (lexpress.fr et AFP 29.05)

Ce sont les *"amis de la Syrie"*, la coalition internationale qui avait attaqué la Lybie, l'Irak, l'Afghanistan, qui arment les mercenaires qui déstabilisent le régime syrien et massacrent la population civile. La rhétorique employée par Hollande est la même à la virgule près que celle employée par Sarkozy (notamment) contre le régime libyen.

2- La France a accentué mardi la pression sur les autorités syriennes en décidant d'expulser l'ambassadrice de Syrie à Paris, une initiative coordonnée avec d'autres capitales, a annoncé mardi François Hollande.

Son expulsion a été notifiée dans la journée à Lamia Chakkour, qui est aussi ambassadrice auprès de l'Unesco, a précisé le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, en marge d'un point de presse avec son homologue sud-africaine.

Le président français a annoncé par ailleurs pour *"début juillet"* à Paris une réunion du groupe des amis de la Syrie, un rendez-vous attendu depuis des mois.

Le Conseil de sécurité de l'Onu a condamné cette tuerie, qui a conduit l'Australie à expulser les hauts diplomates syriens présents sur son territoire, bientôt imitée par la France.

Le Canada et l'Allemagne ont suivi le mouvement dès mardi et, selon des diplomates, le Royaume-Uni s'apprête à faire de même.

Quant à la réunion du *"groupe des amis de la Syrie"*, en cours de préparation, elle *"aura lieu début juillet. Nous cherchons une date"*, a dit François Hollande.

Dans un entretien au Monde daté du 30 mai, Laurent Fabius estime que le massacre de Houla *"peut avoir comme conséquence que des pays jusque-là réticents évoluent"* sur la question syrienne.

Le nouveau chef de la diplomatie française, qui s'est entretenu avec le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon, estime que Bachar al Assad, *"l'assassin de son peuple"*, *"doit quitter le pouvoir"*.

"Le plus tôt sera le mieux", ajoute Laurent Fabius, en rappelant que la France est favorable à la saisine de la Cour pénale internationale (CPI). (Reuters 29.05)

En famille... "dans le même bateau"

Parisot apprécie la méthode Ayrault selon Le Point :

- La patronne du Medef estime qu'il s'agit "*clairement de la meilleure façon d'agir car nous sommes tous dans le même bateau*". (lepoint.fr 29.05)

Actualité en titres

Comment ils soutiennent le gouvernement.

- Olivier Besancenot inquiet d'une future cohabitation entre Hollande... et la finance - AFP

- Pierre Laurent (PCF): le gouvernement devra "*sortir du flou assez vite*" sur l'emploi - AFP

Une "*future cohabitation* avec la finance déjà inscrite dans le programme de Hollande, donc notre attention ne doit pas être tournée vers le futur, mais vers le présent où cette "*cohabitation*" est bien réelle.

Quel "*flou*" y aurait-il dans la politique de l'emploi du gouvernement, alors que le chômage continue de progresser et que rien n'indique que cette tendance devrait s'inverser, au contraire la situation devrait s'aggraver.

INFOS EN BREF

Social

France

1- La violence de leur société conduit au désespoir, au suicide.

Pourquoi une telle vague de suicides observée sur les voies de chemin de fer pendant le week-end de Pentecôte? Les 12 suicides dénombrés durant les trois jours constituent en effet un chiffre "*exceptionnel*" selon la SNCF alors qu'en moyenne sur l'année on compte "*environ un suicide par jour*" sur l'ensemble du réseau ferré français. Pour le Pr Debout, chef du service de médecine légale au CHU de Saint-Etienne et ancien président de l'Union nationale pour la prévention du suicide (UNPS), il s'agit là "*d'un phénomène marquant*".

Il y a dans ces gestes désespérés "*quelque-chose de l'ordre d'une protestation, pas forcément consciente, une sorte de prise à témoin de la société*", explique ce professeur de médecine légale dans un entretien à l'AFP.

"*Ces suicides ajoutés à d'autres*" sont aussi en partie le reflet "*de la situation de crise avec les menaces sur l'emploi, la pauvreté, le surendettement et un nombre croissant de personnes ayant du mal à faire face aux réalités de la vie*", indique-t-il.

"*J'ai annoncé que la crise aurait provoqué 750 morts de plus par suicide par an... mais c'est une estimation depuis le début de la crise en 2008 qu'on ne peut vérifier faute d'un outil véritable de compréhension du suicide*" explique le médecin légiste.

Le Pr Debout milite depuis 1993 pour la mise en place d'un "*observatoire du suicide*" alors que chaque année environ 11.000 personnes mettent fin volontairement à leur jour en France. La France se situe dans le groupe des pays d'Europe de l'Ouest "*à forte mortalité par suicide*", soulignait la semaine passée le Haut conseil de la santé publique dans un rapport sur la santé des Français.

Le Pr Debout relève une "*augmentation préoccupante*" des suicides parmi les hommes âgés de 40 à 50 ans, tranche d'âge particulièrement concernée par le chômage, la précarité et les pressions professionnelles en tous genres. (lexansion.com 29.05)

2- Diplômés et précarisés.

Près du tiers des jeunes diplômés en 2011 n'ont occupé aucun poste depuis la fin de leurs études, les plus chanceux acceptant des "*emplois d'attente*" faute de mieux, a indiqué mardi l'Association pour faciliter l'insertion professionnelle des jeunes diplômés (Afij).

Parmi ceux qui avaient réussi à s'insérer dans les mois suivant l'obtention de leur diplôme, seuls 43% avaient encore un emploi en avril 2012 selon une étude publiée mardi.

Pour 42% d'entre eux, ils occupaient ce poste par le biais d'un contrat précaire (CDD ou intérim de moins de 6 mois).

Pour l'Afij, les jeunes alternent période d'activité et chômage et subissent les temps partiels ou les emplois alimentaires avant de décrocher un emploi stable.

Parmi les jeunes diplômés 2011 qui étaient sans emploi en avril (57%), 44% avaient décroché un CDD dans la foulée de leurs études, mais cette première expérience aura duré moins de trois mois dans la plupart des cas (56%).

Pour ces jeunes, il s'agissait le plus souvent d'un emploi d'attente (61%) ou correspondant moyennement à leurs attentes (16%). (AFP 29.05)

Economie

Espagne

Les ventes au détail ont chuté de 9,8% sur un an en avril en Espagne, selon des données officielles publiées mardi, après une baisse de 3,8% en mars.

Il s'agit de la vingt-deuxième baisse consécutive des ventes au détail espagnoles, précise l'Institut des statistiques nationales.

Le mois d'avril marque le repli le plus marqué des ventes au détail depuis l'instauration de cette série statistique en 2003. (Reuters 29.05)

[Haut de page ↗](#)

Le 31 mai

CAUSERIE

Une question de méthode.

Bernard Thibault mardi après sa rencontre avec Jean-Marc Ayrault à Matignon.

- *"Nous avons un gouvernement qui affirme haut et fort sa volonté de dialogue et de concertation avant toute décision. Nous ne pouvons que nous en féliciter (mais) ça ne veut pas dire pour autant que par avance nous allons nous féliciter de toutes ses décisions"* (humanite.fr 29.05)

- 1- On accepte de rencontrer le Premier ministre ;
- 2- On s'assoit autour d'une table, on discute, on dialogue, on se concerte...
- 3- On minimise les mesures négatifs annoncées par le gouvernement, car voyez-vous cela aurait pu être pire encore...
- 4- On se félicite de la tenue de cette réunion en se disant à la prochaine fois et tout le monde est content.

C'est le genre de réunion qui se termine comme elle a commencé, je veux dire par là qu'à partir du moment où on a accepté le principe d'y participer, la messe est dite, les intérêts des travailleurs sont systématiquement bradés au profit de ceux des patrons.

Une fois que le poisson a mordu à l'hameçon, qu'il a accepté de participer à ce genre de réunion, il est foutu, le fait de mettre le doigt dans l'engrenage constitue déjà une capitulation. Comment cela ? Parce qu'avant même qu'elle se tienne les deux protagonistes savent à l'avance à qui elle va profiter et qui va y laisser sa chemise. Pourquoi ? Parce que vous avez d'un côté un représentant de la classe dominante, il faut malheureusement le préciser car bien des militants ne se rendent même pas compte que face à un syndicaliste il y a un représentant des capitalistes, qui d'autres pourraient-ils représenter n'est-ce pas, qu'il ait l'étiquette UMP ou PS ne changeant rien, et de l'autre côté un représentant de la classe dominée, donc en situation de faiblesse lorsque la classe ouvrière n'est pas massivement mobilisée.

C'est uniquement parce que les dirigeants syndicaux acceptent de se situer sur le terrain des besoins des capitalistes que ce genre de réunions peut avoir lieu, car s'ils se situaient strictement sur celui des travailleurs, ils sauraient qu'en refusant de concéder la moindre concession au représentant des capitalistes, celui-ci refuserait d'entendre leurs revendications, autrement dit

toute discussion serait impossible ou n'aurait pas lieu.

Accepter le principe de rencontrer le gouvernement et le patronat, accepter de négocier en dehors de toute mobilisation des travailleurs, voilà ce que la totalité des partis dits ouvriers ont accepté depuis l'après-guerre, à ce titre ils sont tous complices du régime en place, ils ont tous capitulé, PCF, POI, NPA, LO.

Voilà l'origine de la décomposition du mouvement ouvrier, le refus de tous les partis de se situer strictement sur le terrain de classe du prolétariat, de rompre leurs liens avec les appareils pourris des syndicats. Leur politique opportuniste en découle logiquement.

Double langage du POI, comment il soutient le gouvernement.

Lu dans l'éditorial d'*Informations ouvrières* n° 202 de D. Gluckstein.

"Au moment, où, en France, s'engagent des discussions entre gouvernement et syndicats, la question ne manquera pas d'être posée : que devrait signifier la croissance pour les travailleurs, sinon le blocage des plans de licenciements et le refus de s'engager sur la voie des contre-réformes frappant la Sécurité sociale, les retraites, les droits ouvriers ? Ce qui implique de ne pas ratifier le traité TSCG, premier pas sur la voie de la rupture avec l'Union européenne.

Cette formulation ne laisse-t-elle pas entendre qu'il serait possible d'attendre quoi que ce soit de ces "discussions" entre gouvernement et syndicats qui partagent la même idéologie, les mêmes intérêts de classe ? Il dit que "la question ne manquera pas d'être posée", par qui, par Ayrault, Sapin, Thibault, Mailly, Chérèque ?

Pourquoi ne pas dire d'emblée aux militants et aux travailleurs auxquels ils s'adressent qu'ils n'ont rien à attendre de bon de ces discussions, pourquoi faire croire qu'il pourrait en être autrement, pourquoi faire croire que le gouvernement et les dirigeants syndicaux ne représenteraient pas les mêmes intérêts, ceux des capitalistes, sinon que le POI en est le complice, intéressé cela va de soi ?

La bonne conscience du bourgeois. Une fonction où le PS excelle !

- Les prostitués se sentent humiliés par une candidate PS - Libération.fr

Michèle Vitrac-Pouzoulet, candidate PS aux législatives dans la 5e circonscription des Yvelines, se sert des prostitués comme repoussoir afin de séduire l'électorat: «*Qu'a fait le député sortant pour lutter contre la prostitution qui se développe à nos portes?*», demande-t-elle, sur une affiche qui convie les habitants des Yvelines à venir aujourd'hui, mercredi 30 mai, écouter ses arguments électoraux. L'affiche porte en gros le titre suivant : «*Prostitution, la plus vieille humiliation du monde*». (liberatoir.fr 30.05)

De la part des fossoyeurs du socialisme prêts à se vendre pour bouffer à la gamelle de la Ve République, il faut s'attendre à tout, ces gens-là n'ont aucune dignité, ni principe ni moral en dehors de servir l'ordre établi avec lequel leurs intérêts personnels coïncident.

La prostitution est depuis toujours le produit de la misère sociale, le PS en est directement responsable. A bas le PS !

En politique, Mélenchon cède la place à l'UMP et au FN.

- "On n'est pas l'opposition, bien sûr que non... On ne peut pas dire non plus qu'on est dans la majorité, dans la mesure où l'on ne va pas appliquer son programme", a dit J-L Mélenchon sur BFM TV et RMC.

Mélenchon il est nulle part, il gesticule, vocifère, il butine ! Il a raison, la véritable opposition il faut la chercher ailleurs, nous en sommes un maillon.

- Les députés du FG entendent avoir à l'Assemblée nationale un "travail d'éclaireurs, de sentinelles et d'avant-garde" et qu'"évidemment", ils voteraient contre des textes gouvernementaux si nécessaire. (AFP 30.05)

Ils n'ont semble-t-il pas remarqué qu'Hollande regardait ailleurs, du côté de la statue de la Liberté, et son avant-garde c'est l'impérialisme américain. Les députés du FG peuvent voter pour ou contre, si le PS a la majorité absolue, ils éclaireront le désert, cela tombe bien, le PS affectionne le Qatar et son régime dégénéré, la charia en prime.

Actualité en titres

C'est : soit l'un, soit l'autre.

- Hollande veut ménager électeurs et marchés - LeMonde.fr

Hollande ou un autre à sa place ne peut que représenter ou favoriser les marchés financiers, il est le président de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique. Toute discussion sur cette question où la nature sociale du PS est vaine car réglée de la sorte par la nature de l'Etat.

INFOS EN BREF

Politique

Syrie

La Russie ne laissera pas le Conseil de Sécurité des Nations unies autoriser une intervention militaire en Syrie, a prévenu mardi le vice-ministre russe des Affaires étrangères tandis que Pékin réaffirmait dans le même temps son opposition à toute intervention armée.

Moscou est "catégoriquement opposée à toute intervention extérieure dans le conflit syrien qui ne ferait qu'aggraver la situation avec des conséquences incalculables pour la Syrie et le reste de la région", a souligné le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Guennadi Gatilov, cité par l'agence de presse Interfax.

A Pékin, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Liu Weimin, a rappelé que "la Chine s'oppos(ait) à toute intervention militaire" et qu'elle "ne soutient aucun changement forcé de régime".

Ces mises au point font suite aux propos tenus mardi par le président français François Hollande, qui, face à l'indignation provoquée par le massacre de plus de 100 civils syriens en fin de semaine dernière à Houla, n'a pas exclu une intervention armée dans un cadre international. (Reuters 30.05)

Social

France

1-

Le chômage a augmenté pour le douzième mois consécutif en France en avril, se maintenant à son plus haut niveau depuis septembre 1999, ont annoncé mercredi le ministère du Travail et Pôle Emploi.

La dégradation a touché les travailleurs les plus âgés (+15,6% sur un an) et les chômeurs de longue durée (+8,0% sur un an), la situation des jeunes (+4,3% sur un an) s'améliorant tout en restant mauvaise sur un an.

Avec les départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emploi en catégories A, B et C est de 4.592.000. (Reuters 30.05)

2- Chez PSA les délégués syndicaux "**négoçient**" la "**flexibilité**".

PSA Peugeot Citroën va engager vendredi des négociations pour rendre son usine de Sevelnord (Nord) plus flexible et augmenter ainsi ses chances d'être choisie pour assembler un nouveau modèle, crucial pour l'avenir du site, a-t-on appris mercredi auprès de deux représentants syndicaux.

Selon les syndicats, PSA a proposé des mesures de mutation interne ou externe pouvant concerner plusieurs centaines d'emplois sur un effectif de 2.700 personnes.

Le groupe, ajoutent-ils, veut aussi assouplir les horaires de travail pour ajuster rapidement l'activité à la demande et geler les salaires pendant au moins trois ans, jusqu'à l'arrivée éventuelle du successeur des fourgonnettes Jumpy et Expert actuellement produites dans cette usine et appelées à être renouvelées.

"Nous allons avoir une réunion tous les vendredis à 10h, la prochaine sera consacrée à la mobilité", a déclaré à Reuters Pascal Lucas, délégué CFE-CGC de Sevelnord.

"La direction nous dit que l'actuelle structure des coûts est largement favorable à l'usine espagnole de Vigo (...) et qu'il faut trouver les solutions pour être plus compétitifs."

Le projet d'accord de flexibilité fait écho aux concessions sur le temps de travail obtenues par Fiat à Turin en 2011 et à celles décrochées ce mois-ci en Grande-Bretagne par Opel, filiale européenne de General Motors - un gel des salaires pendant deux ans - en échange du transfert de la nouvelle Astra, actuellement produite en Allemagne.

Le secteur automobile européen est confronté à d'importantes surcapacités rendues plus criantes encore par l'effondrement du marché depuis la fin de l'année dernière. PSA, dont la branche automobile est passée dans le rouge en 2011, a promis de rétablir la compétitivité de ses usines françaises et européennes d'ici deux ans.

Tous les sites automobiles pour lesquels de nouveaux modèles n'ont pas été annoncés craignent pour leur avenir.

"La direction dit qu'il nous faut tous les atouts pour avoir un nouveau véhicule", ajoute Ludovic Bouvier (CGT). "On fait du chantage à l'emploi, c'est quant même scandaleux."

"La direction compte faire de nous un exemple pour toutes les usines du groupe, des efforts vont être demandés à tous les salariés".

Pascal Lucas (CGC) souligne lui aussi que Vigo, désormais deuxième plus grande usine de PSA derrière Sochaux, n'est pas seulement comparée à Sevelnord mais est un "challenge pour l'ensemble des usines françaises".

"S'il y a des négociations, c'est qu'il y a encore de l'espoir ; maintenant, il faut voir à quoi ça aboutit", poursuit

Pascal Lucas. Il souligne que son syndicat a clairement prévenu que l'accord ne pourrait s'appliquer que si le nouvel utilitaire était bien attribué à Sevelnord. (Reuters 30.05)

Traduisons pour les travailleurs concernés de PSA : s'il y a des négociations, il n'y a rien à voir, c'est foutu pour vous ! La seule solution c'est de vous mettre en grève et d'occuper l'usine, de vous rassembler en assemblée générale, d'élire vos délégués et former un comité de grève sur la seule revendication possible : pas un seul licenciement, pas une seule mutation, pas une seule suppression de postes ! Il faut appeler tous les travailleurs du groupe et du secteur automobile, de la métallurgie et de la sidérurgie à vous rejoindre...

Economie

1- France

La réduction du déficit public reste un des principaux défis auxquels doit faire face la France et l'objectif de 3% du produit intérieur brut d'ici 2013 devrait nécessiter des efforts supplémentaires, a estimé mercredi la Commission européenne.

Bruxelles demande à Paris de "préciser les mesures nécessaires pour s'assurer que le déficit excessif soit résorbé d'ici 2013 comme recommandé par le Conseil" de l'Union européenne.

La Commission juge "important que la hausse des dépenses publiques reste située sous le taux de croissance potentiel du PIB, avec une attention particulière portée à la tendance de l'évolution des dépenses sociales et des collectivités locales".

Elle recommande "plus d'efforts" dans le développement d'un système fiscal "plus favorable à une croissance économique durable" malgré les mesures déjà prises pour réduire les charges pesant sur le coût du travail.

Elle s'inquiète par ailleurs de la "viabilité à long terme du système des retraites" et estime que son retour à l'équilibre envisagé par les autorités françaises d'ici 2018 "ne peut être assuré" car cet objectif "pourrait être fondé sur des prévisions de croissance et d'emploi optimistes".

Un des principaux problèmes est "le cloisonnement" du marché français du travail, explique la Commission en soulignant "la chute spectaculaire" de la probabilité de passer d'un contrat à durée déterminée à un contrat à durée indéterminée entre 1995-96 et 2010 (de 45% à 12,8%), contre une moyenne de 25,8% dans l'UE.

Autre "défi majeur", les exportations françaises avec une part du commerce mondiale en baisse non seulement pour des raisons de coût mais aussi du fait de la compétitivité hors coûts. (AFP 30.05)

2- Italie

Le Trésor italien a émis pour 3,39 milliards d'euros d'obligations à cinq ans, proche de son objectif maximum (3,5 mds), à un taux qui a grimpé à 5,66% contre 4,86% lors d'une émission similaire le 27 avril.

Il a émis en outre pour 2,34 milliards d'obligations à 10 ans, soit en milieu de la fourchette visée (2 à 2,75 mds), à un taux qui a atteint 6,03% contre 5,84%. (AFP 30.05)

3- Grèce

National Bank, la première banque grecque, a indiqué que ses provisions pour créances douteuses avaient progressé de 47% sur un an à 559 millions d'euros.

La banque, également présente en Turquie, a accusé pour les trois premiers mois de l'année une perte de 537 millions d'euros alors que la profonde récession dans laquelle la Grèce est plongée a provoqué une baisse de ses revenus.

De son côté, Piraeus, la quatrième banque de Grèce, a fait état d'une hausse de ses provisions pour créances douteuses de 78% sur un an à 296 millions d'euros tandis que son revenu net d'intérêts a reculé de 22% à 236 millions d'euros.

La banque est néanmoins parvenue à dégager un bénéfice net de 298 millions d'euros pour le premier trimestre, grâce à un actif d'impôt différé lié à un échange d'obligations.

Hors cet impôt différé, la banque aurait enregistré une perte de 80 millions d'euros.

Geniki Bank, majoritairement détenue par Société générale, a de son côté fait état d'une perte réduite en raison, contrairement à ses pairs, d'une diminution de ses provisions pour mauvaises créances.

Sur les trois premiers mois de l'année, Geniki a perdu 66,2 millions d'euros contre -98,6 millions il y a un an. Les provisions pour créances douteuses ont baissé de 54% sur un an, à 45,6 millions d'euros. (Reuters 30.05)

4- Espagne

Asphyxiées financièrement, sans recettes suffisantes, nombre de municipalités réclament la taxe foncière aux institutions ecclésiastiques ou à tout édifice ayant un lien avec l'épiscopat. La liste est longue : églises, chapelles, presbytères, palais épiscopaux, dépendances diverses, évêchés, résidences de prêtres, collèges concertados (religieux mais subventionnés), séminaires... À l'heure actuelle, toutes ces entités bénéficient de privilèges fiscaux, en vertu de deux législations sur le mécénat (de 2002 et 2004) et surtout grâce au concordat signé entre l'Espagne et le Vatican en 1979. Si jamais l'Église en venait à honorer la taxe foncière - principale source de revenus pour les caisses municipales -, cela permettrait à une quantité de mairies ruinées de respirer.

Selon la Conférence épiscopale (la hiérarchie catholique), cela rapporterait tout au plus 100 millions d'euros, pas de quoi pavoiser donc ; l'organisation Europa Laica, elle, chiffre le manque à gagner à la bagatelle de 2,5 à 3 milliards d'euros. Quoi qu'il en soit, même si la somme n'est pas si élevée, *"elle permettrait de sauver de la faillite pas mal de municipalités au bord du dépôt de bilan"*, estime Oscar Lopez, un responsable de l'opposition socialiste. Oubliant de rappeler que, lorsque Zapatero était aux commandes (entre juin 2004 et novembre 2011), son parti n'avait pris aucune initiative en ce sens.

Pour l'heure, le parti au pouvoir (le Parti populaire) s'y oppose avec virulence. Pas question, à ses yeux, de remettre en question *"les fondements"* du concordat de 1979. *"Ce n'est pas le moment de la démagogie, mais celui des réformes"*, a martelé le ministre de la Justice, Alberto Ruiz-Gallardón, conservateur et catholique pratiquant, laissant entendre qu'en ces temps difficiles il y a d'autres chats à fouetter.

Il est difficile de prévoir l'issue du conflit même si, en dépit des pressions de municipalités prises à la gorge, le statu quo semble devoir l'emporter. Ce qui n'empêche pas l'épiscopat de trembler, comme à chaque fois que ses privilèges sont remis en question sur la place publique - on estime qu'au total l'aide de l'État à l'Église atteint six milliards d'euros par an. (lepoint.fr 30.05)

[Haut de page ↗](#)